IN LITTERACTION

when there is not formed and the second are realizable in the state of the state of विके असमा र मार्ग्य केर्याच्या है । १ १४ अस्ति अस्ति । with the resident by Court about the The second section of the second विकास क्षेत्रकार्याच्याच्या स्थापन विकास स्थापन PROFILE HE DOME HE DESCRIPTION IN LABOR TO A STATE OF THE PARTY OF THE SHOW TO SHOW I I'M WE WIND THE PARTY OF THE Se Everagese à Ria closes partire AND HARD ENGINEERS THAT I THE THE Marie Commerce Parking Marie Co. 治理を持ちないにあるとう かっちゅう # 4 TOL Highers gare to the conin their time takes have a might Something was brooken when the makes are not reallists out to the The first company of the second second Proceedings are a service

IA DREYFUS

Being the in the track to

and the second of the second A PARAMENTAL CONTRACTOR OF THE

be the strain as a second of a second Maria Baraka Barana Baran

general Charge Services in

significant and an expension of Telephone in the second ■ Part base in the special Fig. the themselves recovery the last state line. The case of the 医脓腺性 医脑外侧脑畸形术 化二甲甲酚 医克雷克氏 医二氏征 化二甲基甲基甲基 francisco de la composición del composición de la composición de la composición del composición de la composición de la

meandments of the course F Branch and a real of the relation والمحالة والمحاليات والمناسبة والمستعدل فللمعار ALL WASSELS OF SAME TO Butter on an army service There is no the second of the 医假性动物 医二氏征 髓膜经子

documentation

The second of th

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 16471 - 7,50 F

SAMEDI 10 JANVIER 1998

FONDATEUR: HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

□ Algérie: mission européenne

Liamine Zeroual accepte de recevoir des envoyés de l'Union européenne pour débattre de la « lutte contre le terrorisme ».

■ La Roumanie enquête sur Carlos

Bucarest a demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire sur l'appui donne par la Securitate à certains des crimes attribués au terroriste.

□ L'affaire Saint-Aubin

Sala

2 1 1 1 1 2 2 2 5

En 1964, un jeune homme mourait dans un accident de voiture. La thése d'une bavure des services secrets est démentie par Matignon.

Procès Papon



grand-père et son grand-oncle, arrètés en mars 1942, sont morts à Auschwitz.

Le FN en famille

A Toulon, Oranges et Vitrolles, les mairies favorisent les parents et amis. p. 8

RMistes aux champs

La vie rurale permet aux allocataires du RMI de mieux s'en sortir financièrement, mais il leur est plus difficile de retrouver un travail.

□ Cinquante ans de musique concrète

Découverte en 1948 par Pierre Schaeffer et ses Etudes de bruits, rendue populaire par le générique des « Shadoks », la musique concrète a révolutionné l'acoustique.

Grève aux Impôts Un mouvement social pourrait pertur-

ber l'envoi des formulaires de déclara-

Dopage dans le football

Contrôlés positifs à la nandrolone, Vincent Guérin, Antoine Sibierski et Domínique Arribagé ont été suspendus par la fédération pour six mois. p. 23

■ Pénurie d'or blanc Les stations de sports d'hiver de

moyenne montagne cherchent à vendre leurs domaines skiables, faute p. 13 et 25

Allermagne, 3 D84; Antilles-Gayane, 9 F; Ausriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 S CAN; Côte-d'Ivoire, 880 F CFA; Danemark, 15 KRD; Cate-d'Ivoire, 880 F CFA; Danemark, 15 KRD; Expagne, 225 FTA; Grande Brugane, 15; Grace, 450 DR; Irisma, 140 C; Italie, 3000 L; Lusembourg, 45 R; Marco, 10 DH; Norvége, 14 KRN; Paye-Bas, 3 FL; Partugal CDN, 250 FTE; Réunion, 9 F; Sérégal, 850 F CFA; Suide, 16 KRS; Suissa, 2,10 F3; Itanisia, 1,2 Din; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.

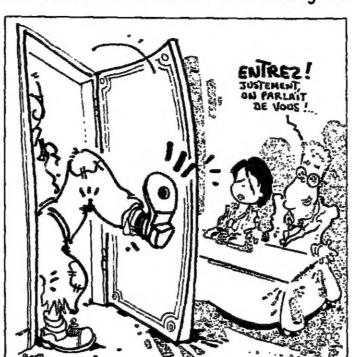


Lionel Jospin dégage 1 milliard de francs pour les chômeurs en situation de détresse

Création d'une mission d'étude sur l'indemnisation du chômage et les minima sociaux

« URGENCE SOCIALE »: l'expression a été reprise à son compte, vendredi 9 janvier, par Lionel Jospin dans la conférence de presse qu'il a donnée en fin de matinée pour annoncer les mesures arrêtées en réponse aux renvendications des associations de chômeurs. Un fonds d'urgence sociale est créé, doté de 1 milliard de francs par l'Erat, des financements complémentaires devant être fournis par les conseils généraux, les caisses d'allocations familiales et les Assedic. Les cellules mises en place par les préfets dans certains départements, en application des consignes données par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, fin décembre, vont être pérennisées sous la forme de « missions d'urgence sociale », a indiqué le premier ministre.

Marie-Thérèse Join-Lambert, qui fut l'experte sociale de Michel Rocard à l'hôtel Matignon, est chargée d'une double mission: veiller à l'action des mis-



der à un réexamen général du système d'indemnisation du chómage et des minima sociaux. Ses conclusions inspireront le projet de loi sur l'exclusion qui sera complété par un pro-gramme d'action triennal.

M. lospin entend faire en sorte que les établissements ouverts au public « fonctionnent normalement ». Des évacuations d'antennes Assedic occupées ont eu lieu, jeudi soir et vendredi matin, spontanées ou imposées par l'intervention des forces de l'ordre. Jeudi soir, les représentants de quatre associations de chômeurs -AC!, l'Apeis, le MNCP et Partage ont été réunis pour la première fois à l'hôtel Matignon. M. Jospin a insisté cependant sur le fait qu'à ses yeux « les organisations syndicales constituent les interlocuteurs naturels, directs et constants des pouvoirs publics ».

> Lire pages 6 et 7 et les points de vue page 17

La crise financière en Asie échappe à tout contrôle

LA TOURMENTE monétaire et boursière qui emparte l'Asie semble échapper à tout contrôle. A peine l'incendie est-il provisoirement éteint en Thallande, au Japon et en Corée, qu'il reprend en Indonésie, à Hongkong et à Singapour. La Bourse de Djakarta et la roupie Indonésienne se sont stabilisées, vendredi 9 janvier, après leur effondrement de la veille dans un climat de panique, mais les marchés d'actions de Hongkong et de Singapour continuaient à plonger. En moins de dix iours, les Bourses de Singapour, Manille, Hongkong, Kuala Lumpur et Djakarta ont perdu entre 15 % et 22 %. Les opérateurs estimaient, vendredi matin, que les banques centrales des pays industrialisés pourraient intervenir afin d'enrayer la

Les divinités ont fait tomber les neiges de Nagano

TOKYO de notre correspondant

Dans les temples de la région de Nagano, où doivent commencer, le 7 février, les Jeux olympiques d'hiver, des prières avaient été organisées pour que vienne la neige qui se faisait attendre. Si on pouvait blamer El Niño pour cet hiver chaud, des voix commençaient aussi à se faire entendre pour critiquer le choix du site dans les Alpes japonaises, à 200 kilomètres à l'ouest de Tokyo. Les divinités entendirent les prières de Nagano et la « neige de la bienveillance » arriva la semaine dernière...

Mais il est difficile de plier mère nature aux désirs des hommes. Elle les a satisfaits, parfois en deçà de leurs attentes, parfois au-delà. Le blizzard a éteint par quatre fois la flamme olympique transportée par des coureurs depuis le nord de l'archipel. Et la neige est encore insuffisante (60 centimètres) pour éviter aux organisateurs des Jeux de Nagano de devoir piètrement recourir aux soixante canons à neige installés le long de la piste ou mobiliser l'armée pour la faire venir par camions de régions plus froides. En revanche, la neige a paralysé Tokyo, jeudi 8 décembre, ainsi que le

train à grande vitesse qui doit mettre Nagano à quatre-vingts minutes de la capitale, alors qu'auparavant il fallait trois heures pour l'at-

La ville et la préfecture de Nagano ont dépensé plus de 1 milliard de dollars (environ 6 milliards de françs) et l'Etat 12 milliards en routes, tunnels et ponts dont une bonne partie de ces derniers sont destinés au train superexpress. Mais la nouvelle ligne du Shinkansen (mise en service pour les Jeux olympiques d'été de 1964), l'un des trains les plus efficaces du monde, au fonctionnement entièrement informatisé, qui s'arrête automatiquement en cas de séisme, est sensible aux intempéries. Et, amère ironie, ces trains sont très dépendants de la neige. Ils ont été bloqués pendant deux heures. Qu'en sera-t-il lorsque les Jeux auront commencé? Nagano attend deux millions de visiteurs, ce qui signifie 40 000 passagers par jour à emprunter le nouveau train.

Si les populations de la partie nord de l'archipel ou de la mer du Japon, régions fortement enneigées en hiver, sont habituées aux riqueurs et aux contraintes du froid, les habitants de la capitale ne le sont pas. Bien que les

montagnes soient proches, les hivers dans la plaine du Kanto (région de Tokyo) sont généralement ensoleillés et il neige rarement. Mais quand il neige, les flocons paralysent la capitale et y sement une petite panique. Les trains s'arrêtent, les voitures circulent au pas et beaucoup d'automobilistes s'affairent à mettre des chaînes tandis que radios et télévisions déversent sans discontinuer des informations sur l'état d'enneigement, qui ne dure parfois que quelques heures. La paralysie des transports par une dizaine de centimètres de neige a contraint, jeudi, beaucoup de banlieusards à prendre d'assaut les hôtels de la capitale. Le lendemain, le soleil était revenu et la neige

Les affres de Nagano et l'affolement des Tokyoîtes font sourire Sapporo en Hokkaïdo, île septentrionale de l'archipel dont certaines côtes sont prises dans la banquise. La ville qui accueillit les Jeux olympiques d'hiver de 1972 organise tranquillement son Festival annuel de la neige avec ses monumentales sculptures de

Philippe Pons

La France, l'Europe et l'immigration

LE MONDE révèle le contenu du rapport « sur la politique de codéveloppement liée aux flux migratoires » que Sami Naïr, conseiller au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, a remis le 10 décembre 1997 à Lionel Jospin. Ce document, qui propose de faire de l'immigration un vecteur de développement des pays du Sud, embarrasse le gouvernement. A Matignon, on hésite à mettre en œuvre les mesures préconisées par M. Nair de peur de recréer des flux de migrants temporaires. A Rome, les responsables des polices de huit pays européens dont la Turquie – sont convenus de renforcer leur coopération pour endiguer l'exode des Kurdes de Turquie et d'Irak vers l'Italie.

> Lire pages 2.9 et notre éditorial page 16

EMMANUÈLE BERNHEIM

VENDREDI SOIR



FN et prud'homales:

conseillers prud'homaux étaient élus, dans le collège salariés, sur les tistes de la Coordination française nationale des travailleurs (CFNT), créée par le Front national. Un mois plus tard, seize d'entre eux viennent d'être invalidés par les tribunaux de Nice, Montpellier, Martigues, Lyon et Saint-Maur, et les deux derniers pourraient l'être le 12 janvier par le tribunal de Troyes. Pourtant, le dossier est loin d'être refermé: l'imbroglio est au contraire

presque total. D'abord parce que, contrairement aux apparences, les juges n'ont pas tous pris la même décision. A Nice et Martigues, ils ont non seulement invalidé la liste CFNT dont des représentants avaient été élus, mais ont également annulé l'élection. Dans les sections concernées, celle-ci est donc à refaire. Leurs trois collègues, en revanche. ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de remettre en cause l'ensemble de l'élection puisque le nombre de juges élus légalement sur les autres listes était bien suffisant pour faire fonctionner cette juridiction.

La CFNT va très vraisemblablement contester ces jugements de-

l'imbroglio LE 10 DÉCEMBRE 1997, dix-huit vant la Cour de cassation. Celle-ci

peut tout aussi bien décider de traiter rapidement ces contentieux électoraux que l'inverse, au nom de la sérénité de la justice. Or, comme il n'y a aucun précédent et aucune iurisprudence, nul ne sait si ces recours sont suspensifs ou si les jugements sont exécutoires. · Les juges sont dans le brouillard », reconnaissent plusieurs magistrats. Le risque de blocage des tribunaux de prud'hommes n'est pas marginal et dépasse les six tribunaux concernés.

Pour ne pas faire de publicité au Front national, expliquent les dirigeants de la CFDT, celle-ci s'est contentée, à de rares exceptions, de contester les listes CFNT qui avaient obtenu des élus. Au contraire, la CGT a également attaque la représentativité de listes qui, sans avoir d'élus, ont néanmoins réalisé un score important. Dans certains cas, les juges ont estimé que sa demande était fondée. Dans d'autres qu'elle ne l'était pas car les syndicats n'avalent pas d'intérêt à agir puisque la CFNT n'avait pas eu d'élus.

Frédéric Lemaître

Lire la suite page 16

La publicité à la corbeille



LE GROUPE américain de publicité et de communication Young & Rubicam Inc. pourrait étre introduit à la Bourse de New York dans les deux prochains mois. Son nouveau PDG, Edward Vick, explique, dans un entretien au Monde, les raisons de la nouvelle organisation qu'il met en place et la stratégie de son entreprise, qui se situe au cinquième rang mondial.

Lire page 20

nternational 2	Finances/marches21
rance6	Aujourd hui23
ociété 9	Jeux, météorologie 25
légions13	Culture26
arnet14	Guide28
iorizons15	Kiasque29
intreprises18	Abonnements29
communication 20	Radio-Télévision 30

Trac

son de douter des assurances qui nous ont été données », a précisé

expulsables ».

Demandeurs d'asile irakiens. Entre 1996 et 1997, le nombre des (kurdes pour la plupart) a progressé de 10 800 à 14 100. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), dans plus

tine vers l'Italie.

Le chef de la diplomatie française, qui devait rencontrer, vendredi à Athènes, les dirigeants grecs, n'avaient pas caché la préoccupation des Européens à ce sujet. * Nous souhaitons vivement que la Turquie puisse agir de façon renforcée pour contrôler les départs qui ont lieu à partir de son territoire », a-t-il souligné. Recevant quelques journalistes français, son interlocuteur a oppposé le plus ferme démenti aux gations seion lesquelles le gouvernement turc aurait encouragé les récents départs de Kurdes pour manifester son mécontentement à tait pas en cause les coopérations en l'égard des Européens. « Dès novembre, nous avions alerté les ttaliens et leur avions proposé d'établir une commission mixte > a assuré M. Cem.

que les gens se posent en Prance sur la façon dont le problème kurde est traité en Turquie, en matière notamment de développement économique et de droits culturels ». Il a souligné le souhait d'une « évolution ». Ismail Cem a estimé à ce propos que si la Turquie tenzit fermement à sa conception d'Etat unitaire, il y avait, aussi sur la question kurde, une marge de progrès possible, notamment en matière de droit d'expression. Il a admis que son pays avait encore du chemin à faire - comme le lui demandent les Européens - pour ren-forcer sa démocratie et le respect des droits de l'homme. Mais il a soufigné que l'attitude des Etats européens, qui donnaient le sentiment de récuser en permanence la vocation de la Turquie d'appartenir à l'Europe, rendaient la tâche des autorités sur ces questions beaucoup plus difficile. Le ministre a réalitime dans les discussions « les questions avec force que la Turquie avait été

l'Union européenne.

PAS D'EVOLUTION À COURT TERME Hubert Védrine était venu à Ankara avec le souhait de remettre un peu d'huile dans les rouages et de convaincre la Turquie de son intérêt à participer malgré tout à la Cooférence européenne qui doit permettre à tous les pays à vocation européenne de disposer d'un forum commun pour débattre avec les Quinze de questions d'intérêt commun. Il a indiqué a l'issue de ses entretiens que Paris et Ankara étalent d'accord pour prendre des . mesures concrètes, afin de renforcer leur coopération bilatérale. Mais le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a indiqué que son pays n'envi-

ticiper à cette Conférence

Ismail Cem a estimé qu'il ne voyait pas de possibilité d'évolution dans les six mois à venir, que les responsables turcs attendraient de voir comment allaient évoluer la position des Européens. Il a réaffirmé que pour le moment il était exclu pour Aukara de reprendre un queiquonque dialogue politique avec l'Union européenne sur le règlement de l'affaire chypriote, le contentieux gréco-turc et la ques-tion des droits de l'homme en Turquie. M. Cem a reproché aux Européens, notamment aux Allemands, d'avoir cédé à toutes les exigences de la Grèce. Hubert Védrine a pu constater sur place que les relations entre Ankara et Athènes traversaient une nouvelle phase de ten-

INTERNATIONAL

EUROPE Exploitant l'arrivée de plus d'un millier de réfugiés kurdes ces derniers jours en Italie, le ministre allemand de l'intérieur, Manfred Kanther, a présenté à neuf mois

des élections générales, un catalogue de mesures « sécuritaires » visant notamment à accroître le contrôle des étrangers et limiter l'ac-cès de ceux-ci à l'aide sociale.

À

ROME, les responsables des polices nationales de huit pays européens, dont la Turquie, sont convenus, jeudi, de renforcer leur coopération pour tenter d'endiguer les migra-

tions clandestines. • HUBERT VE-DRINE, le ministre français des affaires étrangères, s'est entretenu le même jour à Ankara avec les dirigeants du pays qui lui ont affirmé

que la Turquie, certes mécontente de ne pas être retenue parmi les pays candidats à l'Union, n'avait pas pour autant « facilité » le départ des réfugiés, en guise de représailles.

L'exode des Kurdes relance les querelles sur l'immigration en Allemagne

Les responsables politiques à Bonn, dont le ministre de l'intérieur, Manfred Kanther, estiment que les réfugiés qui sont arrivés à bord de bateaux, ces dix derniers jours en Italie, souhaitent s'installer en République fédérale

BONN

de notre correspondant « Je juge les réactions allemandes actuelles hysteriques. > Günter Verheugen, député social-démocrate spécialiste des affaires étrangères, ne mâche pas ses mots sur les propos de Manfred Kanther, le ministre de l'intérieur allemand, qui a donné le sentiment dans des déclarations tonitruantes que des « hordes » de Kurdes allaient déferier sur l'Allemagne. « Il n'y a rien de nouveau dans le problème kurde. On exploite un problème international à des fins de politique intérieure. On utilise le que des vagues d'étrangers vont attenter au bien-être des allemands. Un telle psychose est très dangereuse et fait le lit de l'extrême droite en Allemagne », déclare au Monde M. Ver-

La réaction du ministre de l'intérieur, Manfred Kanther, n'est pas exempte de préoccupations électoralistes. A moins de neuf mois d'un scrutin qui s'annonce très difficile pour le chanceller Helmut Kohl, la coalition au pouvoir tient un discours sécuritaire à une population préoccupée par la criminalité et qui associe celle-ci aux étrangers. Mais depuis 1993, la déliquance étrangère connaît un reflux. La hausse actuelle, souvent liée à la drogue, est due aux jeunes de nationalité allemande – pas seulement à l'Est. Mais l'homme de la rue, marqué par la criminalité organisée étrangère, et quelques faits divers sordides, a

Opportunément, M. Kanther a annoncé que l'année 1998 serait 1 606 Après la chute du mus de Berlin (nov. 1989)

l'Union saviétique, des centaines de milliers de réjuglés sont errives on Allemagne Les accords Kohl-Gorbetchev ont. Demnis également le retour en République fédérale d'un. 116 grand nombre d'Al-

NOUVEAUX DEMANDEURS

présenté, vendredi 2 janvier, un ca-

talogue de mesures, parmi les-

quelles figurent un contrôle accru des étrangers et une limitation de

leur accès à l'aide sociale. Certains

sociaux-démocrates participent à

cette surenchère, comme le mi-

nistre de l'intérieur du Land de

Basse-Saxe, Gerhard Glogowski,

qui a demandé la suspension des

accords de Schengen, à deux mois

des élections régionales. Ces di-

cours sont censés prendre en

compte les craintes, fondées ou

non, de la population et empêcher,

partis d'extrême droite.

avec succès, l'émergence durable de

Les réactions allemandes à l'af-

AUSSIEDLER de souché)

trices de trois problèmes délicats à sérer : les relations de l'Allemagne avec la Turquie ; l'accueil des réfusiés ; la gestion de l'immigration. Le problème kurde intervient alors que les relations avec Ankara sont au plus bas. Fin décembre 1997, le premier ministre turc Mesut Yhnaz a accusé Helmut Kohl de s'opposer à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne parce qu'il voulait en faire « un club chrétien ». L'Allemagne, qui accueille sur son sol, deux millions de ressortissants Turcs dont 500 000 Kurdes ne veut pas entendre parier de libre circula-tion des travailleurs turcs dans

concilier l'inconciliable. Pressé par son opinion publique, il reproche régulièrement au gouvernement turc de ne pas respecter les droits de l'homme. Pendant l'automne 1997, Péctivain Günter Grass avait déclenché une vive polémique accusant l'Allemagne de vendre à la Turquie des armes utilisées pour opprimer les Kurdes et d'y expulser des réfugiés politiques, vexant profondément les partisans de M. Kohl. D'une autre côté, le gouvernement déclare ne pas vouloir accueillir ces Kurdes qu'il dit persécutés.

Tout le monde sait que les réfugiés kurdes ont vraisemblablement pour destination finale l'Allemagne. « Tout cela est le résultat de la politique allemande d'accueil très large qui a permis d'accueillir sur son sol hisqu'à 500 000 Kurdes. Les gens qui arrivent en Italie veulent aller en Allemagne parce que c'est là qu'ils ont leur famille », note un diplomate étranger. An-delà du discours musclé, l'Allemagne est le pays d'Europe le plus accueillant. Les Kurdes entent désormais le premier contingent de demandeurs d'asile en Allemagne. Plus de 85 % de ceux originaires d'Irak recoivent l'asile politique ou sont déclarés « non expuisables ». Le taux est de 13 % pour les Kurdes de Turquie.

Mais la situation sociale tendue de l'Allemagne conduit le gouvernement de M. Kohl à avoir un discours dur. «Si nous n'avions pas aurions eu non pas 3 000 Kurdes, mais 50 000 ou 100 000 dans l'an-

Le gouvernement allemand doit Chancellerie. L'Allemagne craint aussi de devenir un terrain d'affrontement entre les communautés turque et kurde.

Plus généralement, l'Allemagne a le sentiment d'accueillir en Europe l'essentiel des réfugiés et que le fardeau est mai partagé entre les pays membres de l'Union, leur nombre total ayant culminé à 1,9 million en 1993. Elle rappelle qu'elle a pris en charge plus de 60 % des réfugiés de Fex-Yougoslavie. «L'Allemagne n'a pas voulu intervenir sur le terrain soslave et a préférer accueillir les réfugiés et payer », estime un diplo-

1998 sera l'année de la sécurité intérieure, a annoncé M. Kanther

Au coeur de l'Europe, l'Allemagne est devenue la destination préférée des immigrants. Elle est riche, juridiquement accueillante en dépit d'une forte restriction du droit d'asile intervenue en 1993. Le pays dispose des infrastructures nécessaires pour accueillir les réfugiés. Elle leur accorde des conditions financières fort attractives par rapport à des pays comme la France et l'Italie. Pendant longtemps, les réfuhaussé immédiatement le ton, nous giés ont eu un statut leur permettant de bénéficier de l'équivalent du RMI allemand. La qualité de cette née », explique un proche de la

rités allemandes préférant désormais aider les réfugiés en nature : ceux-ci sont logés, nourris, bianchis, soignés par le contribuable. La note s'est élevée en 1996 à 5,6 milliards

de deutschemarks. Les difficultés d'accueil des réfugiés sont renforcé par l'afflux depuis dix ans de 2,4 millions d'Allemands de souche qui avaient émigrés en Europe de l'est, potamment en Russie au XVIIIe siècle. Ces émigrants, baptisés Aussiedler, ont droit automatiquement à la nationalité allemande. Leur intégration en Allemagne est devenue de plus en plus difficile, ces immigrants de la dernière beure étaient de moins en moins Allemands et de plus en plus Russes ou Kazakhs. Il a donc été décidé de leur faire passer des tests de langue allemande avant de les accepter en République fédérale et surtout de les aider financièrement pour qu'ils restent dans leur

2.2

2

-4.50 · .

5220

7.7

24222 27-

No.

10.3

15

S 12-

Le problème des Aussiedier touche à sa fin, mais l'Allemagne va devoir faire face à une nouvelle de l'Est. M. Kohl est un partisan acharné de l'élargissement de l'Union à l'Est qu'il considère comme un devoir morai. Mais les pouvoirs publics se gardent bien de parler de la libre circulation des personnes qu'implique l'élargissement. « Même si des périodes de transition très longues sont imposées, explique un observateur, l'Allemagne , n'échappera pas à un afflux massi de Polonais. >

Arnaud Leparmentier

Plus de 7 millions d'immigrés en RFA

ROME de notre correspondant Claude Guéhant, directeur gé-• 2 millions de Turcs. Fin 1996 l'Allemagne, qui compte 82 millions d'habitants, dont néral de la police française, s'est déclaré « encouragé » par la réu-nion à Rome, jeudi 8 janvier, des 7,3 millions d'immigrés, abritait une communauté turque de hauts responsables de la police 2 millions de personnes, dont de huit pays européens (Alle-magne, Autriche, Grèce, Bel-gique, Pays-Bas, Italie, France et 500 000 Kurdes. Les anciens ressortissants de l'ex-Yougoslavie étaient 1,3 million. Venaient ensuite Turquie), afin de trouver les les Italiens (600 000), les Grecs (363 000), les Polonais (283 000), et moyens de lutter contre l'immigration clandestine et tout partiles Autrichiens (185 000). Dans un pays qui n'accorde pas la double culièrement celle en provenance de Turquie. C'est en effet la prenationalité, près des deux tiers des mière fois que la Turquie parti-Turcs et des Grecs, et 70 % des Italiens vivent en Allemagne depuis cipe à ces rencontres techniques de haut niveau, et ses représentants ont fait part de leur déter- Demandeurs d'asile turcs. 106 000 demandes d'asile ont été mination à stopper le phénomène enregistrées en 1997, soit le plus à sa source, ainsi qu'en tébas niveau depuis 1989. Les Kurdes moignent toutes les opérations forment le plus gros contingent. de police de ces derniers jours à Selon le ministre des affaires Istanbul et dans plusieurs ports étrangères, Klaus Kinkel, le nombre tures. « Nous n'avons aucune rai-

> M. Guébant. Au cours de cette longue réunion, la plupart des aspects techniques et opérationnels du

destine ont été évoqués. Aucun détail précis n'a été fourni sur les résultats concrets qui pourraient en découler mais, selon les représentants français, l'objectif s'est orienté dans trois directions: renforcer la surveillance aux frontières extérieures et intérieures de l'Union européenne; améliorer la coopération entre Etats européens, notamment par la signature de conventions policières; et renforcer l'efficacité de la lutte contre les filières de passeurs, par ailleurs souvent liées au trafic de drogue.

COOPÉRATION ÉLARGIE Outre que les huits pays ont dé-

cidé de faire des efforts supplémentaires, il a été proposé de faéchanges les ' d'informations sans que l'on sache encore comment cette coopération élargie pontra se réaliser de façon pratique puisqu'Europol ne peut pas tout centraliser. Ces relations accrues peuvent se développer de façon bilatérale, trilatérale, voire quadrilatérale, car, selon ces hauts policiers, les flux contrôle de l'immigration cian- migratoires sont divers et multi-

Huit polices européennes se concertent pour endiguer les migrations clandestines

ples. Ce n'est pas parce qu'il est question aujourd'hui des Kurdes et de l'Italie que le phénomène est concentré à ces débarquements sur les côtes des Pouilles

ou de la Calabre. Il y a aussi l'Eu-rope de l'Est, les filières chinoises. Ce qui a été décidé à Rome n'est qu'un premier pas, la mise en action d'une ligne stratégique et la définition d'un objectif commun: maîtriser autant que possible ce qui peut devenir un phénomène incontrôlable si une concertation renforcée n'est pas mise en œuvre. La réunion a sur ce point permis de dégager un consensus. Restera désormais l'épreuve des faits et l'adaptation permanente à une réalité souvent fluctuante au gré des barrières qui sont dressées par un ou plusieurs Etats. La Turquie, en ligne de mire, a consenti à faire des efforts et s'est déclarée disposée à accepter la réadmission de clandestins. La réunion de Rome a donc permis de tisser un premier malliage anti-clandestins. Reste à savoir s'il sera suffisant.

Michel Bôle-Richard

La Turquie dément avoir favorisé les départs vers l'Italie

ANKARA

de notre envoyé spécial Premier responsable européen à se rendre à Ankara depuis la crise qui a éclaté entre l'Union européenne et la Turquie à la suite des décisions du Conseil de Luxembourg sur l'élargissement, en décembre, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, s'est longuement entretenu, jeudi 8 janvier, avec les principaux dirigeants turcs pour tenter de réparer

Si la Turquie s'en tient à son refus de poursuivre le dialogue politique avec l'Union, son gouvernement a assuré en revanche qu'il ne remetcours. Le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem a ainsi confirmé au cours d'une conférence de presse l'intention de son pays de travailler de concert avec les Européens pour contrôler les actuels

mouvements de migration clandes-

Hubert Védrine a indiqué devant la presse turque qu'il avait évoqué

d'une discrimination inacceptable en étant tenue à l'écart des onze antres candidats à une adhésion à

obtenu l'asile politique ou ont été déclarés « non expulsables ». Autres demandes, jusqu'en décembre 1997, l'Allemagne a accueilli près de 13 400 demandeurs d'asile de l'ex-Yougoslavie. principalement d'Albanais de

souche du Kosovo, 4 300 d'Afghanistan, et 3 700 de Sri Lanka. En 1996 (dernier chiffre disponible), dans 12,3 % des dossiers, les réfuglés ont obtenu l'asile politique ou ont été déclarés « non expulsables ». Lors de la guerre en Yougoslavie, les réfugiés n'ont, en général, pas en à déposer de demande d'asile pour être accueillis en Allemagne, qui a été, avec la Suède, le pays d'Europe le plus généreux durant le conflit.

de demandeurs d'asile turcs (dont

80 % à 90 % sont d'origine kurde)

est passé de 23 800 à 16 800 en un

politique ou ont été déclarés « non

an. Dans 13 % des dossiers, les

demandeurs ont reçu l'asile

demandeurs d'asile irakiens

de 85 % des dossiers traités en

1997, les Kurdes irakiens ont

associations de défense des droits de l'homme.

gration en Alleman

it que les réfugies qui publique fédérale

the months of the care of att. on

The state of the state of the state of the IN STREET STREET, STRE THE PARTY OF THE P THE PERSON AND THE PE · 一方面では 日本 本 一方面 · 一 depositions of the property related to the respect to the second

the designation of the second

概 sera l'année a securite erecet, a annonce Carther

STATE OF THE PARTY OF THE PERSON OF THE PERS thereign a benefity and parties the same that yet to be to व संवदा हो। बारकांका विकास असे हैं। उस Sales of asia at a function of the second section of the second THE RESIDENCE AT THEFE the section of the section of Birthon storm fries without to regin take the H. Property of the Property of the South المادر الإنجاب والمراجع والمعطور والإنجاج والمخارف A Commence of the Prince Street of the

er les migrations clandes.



See. .

official o

" ... r

mer war

a regression and the

A. P. Bernetter The second THE THE THE - Fac --THE PARTY OF THE P **海中 大 油水 以** -医 動物 雅 农业公司 the property of

Allemagne: rémunérer les délateurs pour débusquer les fraudeurs?

BONN de notre correspondant C'est un Français de Lorraine tra-

vaillant vraisemblablement à Luxembourg qui a mis le feu aux poudres. Fin 1997, cet homme a proposé à l'administration fiscale de la Sarre une liste de 270 résidents allemands ayant des comptes ouverts an Luxembourg, comportant plus de 300 000 marks (plus de l million de francs). Mais, en échange, il a réciamé une rémunération de 500 000 marks. Pour le fisc allemand, le jeu en vaudrait visiblement la chandelle, puisque l'en-semble des sommes cachées au fisc pourrait dépasser les 150 millions de marks. Pour prouver qu'il était bien en possession de la fameuse liste, l'indicateur aurait, selon la presse allemande, fourni des indications précises sur trois contribuables. Suite à cette affaire, certains diri-

geants allemands sont en train de réfléchir à un système de rémunération officielle des délateurs. Le sécrétaire d'Etat du ministère des finances, Jürgen Stark, et les responsables des Etats de Sarre et de Rhénanie-Palatinat, dirigés par l'opposition sociale-démocrate, se sont entendus mercredi 7 janvier sur un pré-projet permettant de rémunérer ces précieux informateurs. Les contrôles fiscaux étant du ressort des Länder, cet accord devrait être proposé aux ministres des finances des seize Etats allemands le 22 janvier. Pour éviter une avalanche de dénonciations, les informations ne devraient pas être obtenues par des moyens illégaux. Le paiement de primes devrait être réservé aux cas où les traudeurs déploient « une énergie criminelle particulière avec un préjudice élevé pour l'Etat ». Les promoteurs du projet ont insisté sur le fait que la rémunération d'informateurs existait déjà pour combatire le crime organisé et que les douanes avaient recours à

Dieter Ondrazek, président du syndicat des inspecteurs du fisc, n'est pas favorable au projet. Dans un entretien au quotidien de gauche Tageszeitung, M. Ondrazek note que « les tuyaux privés ne rapportent habituellement que du menu fretin ». Selon lui, une avalanche de dénonciations empêcherait les inspecteurs de travailler sur les gros

Cette initiative a aussi été dénoncée par de nombreux Lander aux couleurs politiques différentes: la Bavière, la Basse-Saxe, Brême et la Rhénanie du Nord-Westphalie. Elle divise le Parti social-démocrate (SPD), et le ministre, libéral, de la justice s'est déclaré contre.

A quelques mois des élections, la classe politique allemande ne veut pas donner le sentiment qu'elle encourage l'espionage du voisin et la délation, ce qui fut une spécialité des régimes nazi et communiste. Mais elle veut aussi donner l'impression qu'elle fait la chasse aux fraudeurs pour renflouer les caisses de l'Etat à l'heure où les rentrées fiscales se réduisent dangereusement. Elle voudrait aussi faire oublier qu'elle a été incapable en 1997 d'adopter la moindre réforme

Arnaud Leparmentier

L'Argentine veut détruire un symbole des années de répression

L'Ecole supérieure mécanique de la marine sera déplacée

Le président argentin, Carlos Menem, a annoncé mercredi 7 janvier la destruction de l'Ecole supérieure mécanique de vert une violente polémique entre le gouvernement et les vert une violente polémique entre le gouvernement et les

de notre correspondante

la marine, où pendant la dictature dny mille personnes au

Coup de théâtre à Buenos Aires: par un décret signé jeudi 8 janvier, le président argentin, Carlos Menem, a décidé que l'Ecole de mécanique de la marine (ESMA), qui fut l'un des principaux centres de détention illégale et de torture pendant la dernière dictature (1976-1983), sera détruite. Le vaste terrain militaire, situé dans un élégant quartier de la capitale, sera aménagé en espace vert avec une résidence destinée à recevoir les bôtes étrangers du chef de l'Etat. M. Menem a précisé qu'un monument symbolisant « la réconciliation nationale » sera érigé sur l'emplacement de l'ESMA.

L'amonce, qui relance la polémique avec les associations de défense des droits de l'homme, a pris par surprise l'ensemble de la société argentine et a créé un profond malaise au sein de l'opposition po-

Depuis plusieurs semaines, le devant de la scène était occupé par le débat sur une éventuelle réélection de M. Menem en 1999, en principe interdite par la Constitution, mais aussi par de nouvelles privatisations fort controversées, comme celles des aéroports. Le projet de déménager l'Ecole de la marine à la base navale de Puerto Belgrano (900 kms au sud de Buenos Aires) n'est pas nouveau. C'est une requête déjà ancienne de la marine, qui souhaite éliminer l'image de l'ESMA comme symbole du régime de terreur d'Etat de l'ancienne dictature.

Le décret a été critiqué par plusieurs dirigeants de l'opposition et a provoqué l'indignation des associations de défense des droits de Phomme qui estiment à 30 000 le nombre de disparus, dont près de ont été impopulaires. 5 000 seraient passés par l'ESMA. . . Pourquoi, dans ce contexte, le

l'ancien capitaine de frégate Alfre- bat avait été relancé par des reprédo Astiz, devenu lui-même un symbole de la répression impunie, puisque grâcié dans son pays, comme tous ses pairs militaires, il reste condamné en France par contumace à la prison à perpétuité pour la disparition de deux religieuses françaises. La figure d'Astiz a été à plusieurs reprises un thème de friction entre Buenos Aires et Paris, et le président Jacques Chirac l'avait qualifié d'« assassin » lors de sa dernière visite en Argen-

L'ESMA a également fait l'objet de nombreuses révélations sordides de la part d'anciens détenus, mais aussi d'anciens tortionnaires. En mars 1995, la confession de l'ancien officier Adolfo Scilingo avaît révélé au monde entier l'existence des « vois de la mort » et la façon dont la marine avait tué des centaines de prisonniers politiques de l'ESMA en les jetant vivants dans la mer. L'impact avait été si fort que les chefs des forces armées avaient été contraints de faire publiquement leur autocritique. L'Eglise catholique argentine, soupçonnée de complicité avec les militaires, avait aussi fait

VIEUX DÉMONS

son mea cuipa.

Vingt ans après, ces aveux en série avaient rouvert un chapitre noir de l'histoire argentine sans pour autant le refermer. Les sondages indiquent que la majorité des Argentins rejettent l'oubli et l'impunité prônés par le gouvernement et continuent de réclamer justice. Après le retentissant procès des militaires en 1985, les lois d'amnistie adoptées par l'ancien président Raul Alfonsin (1983-1989) comme la grâce octroyée par M. Menem

C'est dans ce centre de détention président Mehem a-t-il choisi de clandestin qu'opérait notamment réveiller les vieux démons ? Le dé-

sentants de l'opposition. Deux jours avant la signature du décret présidentiel, des députés du Frepaso (opposition de centre-gauche) avaient proposé l'abolition des lois du « devoir d'obéissance » et du « point final » adoptées par l'ancien président Alfonsin. Cette proposition, qualifiée de « méprisable » par le président Menem, a aussi piongé dans l'embarras l'Al-liance d'opposition regroupant le Frepaso et l'Union civique radicale (UCR). Les principaux dirigeants du Frepaso, « Chacho » Alvarez comme Graciela Fernandez Meijide - qui a été étue brillamment député de la province de Buenos Aires en octobre dernier et qui est aussi la mère d'un disparu -, ne souhaitent pas rouvrir un débat qu'ils jugent dépassé. Ils se retrouvent ainsi en désaccord avec des élus de leur propre coalition, avec le risque de voir se lézarder leur alliance avec le parti de M. Alfonsin, directement visé par une éventuelle remise en cause des lois d'amnistie. En plein été austral, M. Alvarez comme M= Meijide sont en vacances, et ils ont jusqu'à présent gardé le silence sur le dé-

De leur côté, les Mères de la place de Mai out protesté, le 8 janvier, devant les grilles de l'ESMA. Hebe de Bonafini, la présidente des Mères, a déclaré que « la pacification d'un pays ne pouvait s'obtenir qu'à travers la justice ». Elle a annoncé qu'elle lancerait une campagne internationale pour empêcher que soit détruite l' ESMA, qui « doit rester comme un symbole du principal camp de concentration ayant existé en Argentine. C'est ce qui a été fait avec Auschwitz et d'autres camps de concentration afin que personne n'oublie l'hor-

cret de M. Menem.

Christine Legrand

Commerce des armes : les Etats-Unis critiquent leurs alliés

Le différend porte sur les technologies « duales »

LES ÉTATS-UNIS reprochent à certains de leurs alliés - dont la France - de traîner les pieds dans les discussions qui visent à mieux contrôler le commerce international des armes et, singulièrement, celui des technologies dites « duales » (à double usage: militaire et civil), dont l'exportation est soumise à l'arrangement de Wassenaar. La Russie, le Japon et la Suisse sont

aussi critiqués par les Etats-Unis. Après trois ans de négociations, 33 pays (les États-Unis, la Russie, les quinze membres de l'Union européenne, la Suisse, la Norvège, l'Australie, le Canada, le Japon, la Turquie, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la Hongrie, les Républiques tchèque et slovaque, la Bulgarie, la Roumanie, la Corée du Sud, l'Ukraine et l'Argentine) ont conclu en 1996, à Wassenaar (Pays-Bas), un arrangement censé instaurer un dispositif qui réglemente l'exportation de biens et de technologies à double usage. A partir de la rédaction de trois listes d'interdiction, ce texte ambitionne d'empêcher le transfert et l'accumulation d'armements classiques achetés ou produits sur place et conçus grâce au recours à des composants civils disponibles sur le marché. Il vise le commerce de logiciels, de savoir-faire (plans, procédés, brevets) et de moyens de production de constituants qui sont pratiquement en vente libre et peuvent servir à des armes de « destruction massive * (chimiques, nucléaires, biologiques) ou aux mis-

Les signataires de l'arrangement de Wassenaar ont créé à Vienne (Autriche) un secrétariat permanent qui centralise les données, puisque, par souci de transparence, ces pays sont sollicités, deux fois par an, d'échanger leurs informations sur leurs tractations.

C'est précisément lors de la dernière reunion, fin décembre, que les Etats-Unis ont fait valoir leur mécontentement devant le blocage de nouvelles propositions américaines par la France, la Russie, le Japon et la Suisse. Washington souhaite imposer un nouveau tour de vis au contrôle des exportations de technologies « duales » à des pays en marge de la communauté internationale ou à des régions d'instabi-

« INSTRUMENT D'HÉGÉMONIE » Depuis juillet 1995, la France est déjà engagée dans un dispositif européen de contrôle des biens et technologies à double usage. A la direction des relations internationales de la Délégation générale pour l'armement (DGA), on redoute que, dans un contexte mondial imprévisible où l'un des enieux du commerce des armes est le maintien d'une capacité industrielle autonome, l'arrangement de Wassenaar se révèle comme « un instrument d'hégémonie pour le plus important de ses membres [les États-Unis] qui chercherait à imposer aux autres une discipline dont il s'affranchirait dans certaines situations politiques et économiques exceptionnelles ».

A Vienne, cependant, les représentants des 33 pays concernés se sont accordés pour restreindre les exportations vers l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord et les Etats d'Afrique centrale. Le délégué américain a indiqué que Washington avait la volonté d'éviter le renouvellement de ce qui s'était passé avec Bagdad, quand les Irakiens, sans dévoiler leurs objectifs, se sout adressés à plusieurs fournisseurs potentiels pour édifier leur arsenal dans les années 70 et-80. Pour cela, les services américains sont prêts à partager avec les alliés leurs renseignements sur l'identité des responsables du « marché noir » des armes dans le monde et sur leurs méthodes de comunition.

Jacques Isnard

« Unabomber », « fou » et « génial », face à ses juges

de notre correspondant

Ou'il soit fou ou sain d'esprit. Theodore Kaczynski ne pourra pas empêcher ses avocats de plaider la démence. Le juge Garland Burrell a décidé que l'accusé ne pouvait pas récuser ses avocats sous prétexte que leur système de défense ne lui convient pas. La question de la folie de Theodore Kaczynski va donc dominer les deux mois prévus pour son procès, qui vient de s'ouvrir à Sacramento (Califor-

Pendant dix-sept ans, a rappelé le procureur, la nation américaine a été tenue en otage par ce mystérieux ennemi qui, au terme d'une campagne de lettres piégées et de bombes, a tué trois personnes et en a blessé vingt-huit autres. Dix-sept ans de chasse à l'homme pour le FBI et de vie clandestine pour ce « croisé anti-technologie » entré en guerre contre la société moderne.

Theodore Kaczynski avait deux catégories privilégiées de victimes : les universitaires et scientifiques, d'une part, les passagers et cadres des compagnies d'aviation, de l'autre. Le FBI l'avait donc baptisé « UNA-bomber» : « UN » pour université, « A » pour « Airlines ». La personnalité atypique de l'accusé force l'attention : ancien professeur de mathématiques, il est diplômé de Harvard; après avoir obtenu son doctorat à l'université du Michigan, il enseigne à Berkeley. Moins de deux ans plus tard, en 1969, il démissionne et disparaît sans explica-

Commence alors sa seconde vie. Il signe des tracts pour dénoncer la « dérive technologique » de la société; en 1971, il s'exile dans une cabane de rondins, au fond d'une forêt du Montana, où la police trouvera une profusion de preuves accabiantes. C'est de là que, pendant dix-sept ans, il va mener sa campagne de terreur à travers l'Amérique, jusqu'au 3 avril 1996, jour où les agents du FBI l'arrêtent.

Ce sont les informations de David Kaczynski, le propre frère d'« Unabomber », qui ont mis la police sur la piste de l'ermite mathématicien. Cain et Abel, le devoir civique ou la trahison familiale? Le dilemme de David, sous la plume de certains commentateurs, apparaît comme un drame cornélien. L'image n'est pas fausse : Theodore Kaczynski n'a pas adressé la parole à son frère David et à sa mère Wanda depuis plus d'une décennie. Dans le prétoire, il passe à côté d'eux sans les voir. David et sa mère se soutiennent dans cette épreuve, le premier essuyant de temps à autre ses yeux mouillés des larmes du remords.

A l'ouverture du procès, lundi, Theodore Kaczynski a exigé de se défendre lui-mème. Il se dit sain d'esprit ; il refuse des examens psychiatriques puis se déclare prêt à les accepter ; il propose de plaider coupable en échange de la vie sauve; il tente de se suicider... Bref, ses bombes n'explosent plus, mais « Unabomber » continue de tenir son

Laurent Zecchini

NUMÉRO SPÉCIAL

L'origine des formes

Pourquoi avons-nous cinq doigts au lieu de trois?

Pourquoi la Terre ressemble-t-elle a un fruit bosselé?

Pourquoi certaines galaxies sont-elles spirales, d'autres elliptiques ?

Pourquoi la nature connaît-elle une si grande diversité de formes ?

Et pourquoi à l'inverse, tant de formes se retrouvent-elles à l'identique, d'une espèce à l'autre et bien au-delà, à différentes échelles du monde matériel?

Nº 305 - JANVIER 1998 - EN KIOSQUE - 42 F

Bucarest ouvre une enquête sur les activités de Carlos en Roumanie

BUCAREST

de notre correspondant L'annonce, mercredi 7 janvier, de l'ouverture d'une enquête officielle sur les activités menées en Roumanie par le terroriste Illitch Ramirez Sanchez, alias Carlos, condamné le 24 décembre à la prison à perpétuité par la justice française, fait ressortir le soutien présumé que lui accordait le régime communiste de Nicolae

Bases d'entraînement, villa lunueuse en plein centre de la capitale: Ceausescu, selon la presse roumaine, avait tout fait pour que Carlos puisse remplir ses contrats. Bien que débordée par ses táches de police politique, la Securitate a trouvé les ressources pour mettre à la disposition d'Illitch Ramirez Sanchez explosifs, soutien logistique et une

centaine de faux passeports et de permis de conduire. La justice roumaine se retranche derrière le secret de l'enquête, mais les journaux abondent en informations sur cette

Ceausescu aurait ainsi payé Carlos, plusieurs millions de dollars, pour se débarrasser de dissidents qui « ternissaient l'image » du pays en dénonçant sa dictature stalinienne. La tête de l'un des ex-dirigeants de la Securitate, le général Ion Mihai Pacepa, condamné à mort par contumace pour s'être enfui aux Etats-Unis en 1978, fut ainsi mise à prix par le « conducator ». Cette « commande spéciale » ne fut pas exécutée: M. Pacepa vit toujours aux Etats-Unis, sous une autre iden-

D'autres n'ont pas eu cette concernés. La presse roumaine ac-

années 80 à Munich, du rédacteur en chef de la radio Free Europe, Emil Georgescu, farouche critique de Ceausescu, est attribué à Carlos. Aujourd'hui, certains des contacts

du « chacal » en Roumanie sont de paisibles retraités ou d'honorables hommes d'affaires que l'enquête du parquet risque d'envoyer devant les juges. Le dernier chef de la Securitate, le général lulian Vlad, le chef du département information de l'organisation, le général Nicolae Plesita, le ministre de l'intérieur Tudor Postelnicu et l'adjointe au département relations internationales du comité central du PC roumain, Gisela Vass, chargée des relations avec les « organisations révolutionnaires du monde entier », sont

cuse également le régime de l'exprésident lon lliescu d'avoir délibé-rément camoufié, de 1990 à 1996. l'implication de la Securitate dans les attentats du célèbre terroriste. Trois personnalités sont dans le

collimateur des médias pour cette raison. L'ancien chef du service roumain d'information, Virgil Magureanu, et les procureurs militaires chargés jusqu'ici du « dossier Carlos », Mihai Cherecheanu et Samoil Joarza. Pour le régime du président Emil Constantinescu, révéler les dessous de cette affaire est la preuve de sa bonne foi démocratique à l'égard de l'Occident. C'est aussi l'occasion d'exorciser un chapitre peu honorable du passé de son

Andrei Neacsu



L'Algérie accepte l'envoi d'une mission européenne sous certaines conditions

Les massacres de Had T'Chekala auraient fait cinq cents victimes

Le gouvernement algérien a confirmé, jeudi 8 janvier, avoir accepté une visite de la « troïtion qu'elle vienne discuter uniquement de la la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, a rejeté lutte contre le « terrorisme ». Interrogé su jour-toute idée d'une commission internationale qui lutte contre le « terrorisme ». Interrogé au jourka » de l'Union européenne (UE), mais à condinal du soir de la télévision nationale, le chef de viendrait enquêter sur les massacres.

LA TROÏKA européenne sera « la bienvenue » si elle vient dans le cadre du dialogue politique entre l'Algérie et l'UE et avec comme objectif de discuter de la « coopération dans la lutte contre le terrorisme », a déclaré M. Attaf. Ce feu vert donné à la venue de représentants de l'Union, même s'il est assorti de conditions très restrictives, constitue un revirement de la part d'Alger, soumis à la pression d'une communauté internationale choquée par des massacres qui, selon des estimations officieuses, ont entraîné la mort de plus d'un millier de personnes depuis le début de l'année.

Réunis jeudi à Bruxelles, les experts du Maghreb des quinze Etats membres de l'UE s'étaient tous prononcés en faveur de l'envoi d'une mission de la troika, composée de représentants du Luxembourg, du Royaume-Uni et de l'Autriche (les pays de la précédente, de l'actuelle et de la prochaine présidence tournante de l'UE). Pour définir le cadre de cette première implication directe de l'Europe dans le conflit algérien, une seconde réunion est prévue, mardi 13 janvier, dans la capitale belge, à un échelon plus élevé. Les membres de la troïka exprimeront à Alger leur « révulsion » face aux massacres de civils et étudieront avec les dirigeants algériens « la manière d'aider à mettre un terme à la violence », indique-t-on à Bruxelles, Se défendant de vouloir froisser Alger, certains participants à la réunion de Bruxelles ont néanmoins souhaité jeudi que la troika puisse également s'entretenir avec des représentants de l'opposition. De son côté, le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, a expliqué que la mission européenne permettra d'« avoir une vue claire de ce qui se passe sur le terrain » et d' « exprimer au gouvernement algérien les inquiétudes de l'Europe et du reste du monde ». Selon lui, « la priorité immédiate est d'ouvrir le dialogue et les voies de communication avec le

gouvernement algérien ». Si la date de la mission n'est pas encore fixée, le chef du Foreign Office espère qu'elle pourra avoir lieu avant le 26 janvier, date du prochain conseil des ministres des Quinze, où la situation en Algérie sera à l'ordre du jour.

Au cours de son intervention té-

lévisée, Ahmed Attaf a, une nou-

velle fois, rejeté l'idée d'une commission d'enquête internationale parce qu'elle constituerait « une ingérence flagrante dans nos affaires intérieures ». « Les choses sont claires : un Etat lutte contre le terrorisme par des moyens légitimes, il n'y a là aucun doute, aucune confusion, aucun mystère qui nécessite une investigation ou une enquête », a ajouté le ministre algé-

ARMES DISTRIBUÉES

Dans ses demières estimations du carnage de Had T'Chekala, dans l'ouest du pays, survenu en début de semaine, la presse algérienne avance désormais le chiffre de cinq cents morts. En l'absence de toute information officielle, ce chiffre a été cité par la garde communale locale, rapportait jeudi le quotidien Le Soir, et par des rescapés interrogés par d'aumes jour-

« Nous nous apprêtions à rompre le jeune quand une odeur de chair brûlée a empesté l'athmosphère », a raconté une jeune femme dans El Watan. « Nous avons compris que les massacrer. l'ai pris ma grand-mère par la main et nous nous sommes sauvées à toute vitesse. » Depuis, dans certains villages, des armes ont été distribuées aux habitants tandis que des convois de camions militaires étaient signalés dans la

Dans cette region montagneuse difficile d'accès, « chacun de nous qui trouve un mort sur son chemin doit l'enterrer. Nous avons enterré plusieurs personnes dans des fosses communes. Nous en aurons au moins pour une semaine à enterrer toutes les victimes », a expliqué un jeune homme interrogé par le même quotidien. - (AFP.)

■ A l'initiative de la Ligue des droits de Phomme, un rassemblement de « solidarité avec la population civile aigérienne » pour « exiger l'envoi d'une commission internationale d'enquête » est organisé same di 10 janvier à 14 h 30, place du Pont-neuf à Paris. De son côté, l'association Un jour pour l'Algérie. prépare un nouveau rassemblement à Paris et dans les grandes villes d'Europe, qui aura lieu le

Le suicide collectif d'une secte évité de justesse aux Canaries

TENERIFE. Une tentative de suicide de trente-deux membres d'une secte – des Allemands dont cinq enfants, et une Espagnole – a été mise en échec, mercredi 7 janvier, aux Canaries. Les adeptes de cette secte, baptisée « Centre holistique Isis », comptaient mettre fin à leurs jours, jeudi 8, à proximité du volcan Teide. Alertés par la police allemande et Interpol, une vingtaine d'agents de police ont fait une descente dans un immeuble de Tenerife appartenant à la responsable présumée de la secte, une psychologue allemande de cinquante sept ans, Heide Fittkau-Garthe, résidente depuis dix ans aux Canaries. Elle a été arrêtée sous l'accusation d'incitation au suicide. Les enquêteurs estiment que cette secte pourrait être le fruit d'une scission avec celle de l'Ordre du Temple solaire (OTS), responsable de plusieurs suicides collectifs en Suisse, en France et au Canada. - (AFP.)

Les Etats-Unis veulent un dialogue officiel avec l'Iran

WASHINGTON. Le sous-secrétaire d'Etat américain, Thomas Pickering, a discuté avec des responsables français, lors de son passage à Paris, mercredi 7 janvier, de la volonté des Etats-Unis d'établir un dialogue officiel avec l'Iran, a indiqué jeudi le département d'Etat. Le président Bill Chinton, selon son porte-parole, a « apprécié » les « remarques positives » que le président iranien, Mohamad Khatami, a faites à propos des Etats-Unis, dans son entretien avec CNN. Mais, à Téhéran, le journal Keyhan, proche de la tendance dure du régime, a reproché à M. Khatami d'avoir fait part de ses « regrets » à propos de la prise d'otages américains après la révolution de 1979 en Tran. Et pour le journal Iran News, proche du ministère des affaires étrangères, toute initiative en faveur d'un rapprochement avec les États-Unis sans concession préalable de Washington serait un « suicide poli-

Plus de 16 millions de francs pour le Tribunal international de La Haye

LA HAYE. Les Pays-Bas et les Etats-Unis ont respectivement fait don, jeudi 8 janvier, de 1,7 million et de 1 million de dollars (1 dollar vant 6,11 francs) au Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie. Cette somme sera consacrée à la construction d'une deuxième salle d'audience permanente. Il y a quelques mois, la Grande-Bretagne avait, elle, donné 500 000 dollars pour la construction d'une salle d'audience provisoire. Ainsi, le TPI disposera, d'ici à la fin de l'année, de deux salles, la troisième servant d'appoint. A l'heure actuelle, les trois procès en cours en première instance se tiennent en aitemance dans l'unique salle du TPL Deux autres procès doivent encore s'ouvrir pour le seul mois de janvier, sans compter les appels. -

Traces de radioactivité britannique dans les eaux scandinaves

STOCKHOLM. Des traces de radioactivité provenant de l'usine britannique de retraitement de combustibles nucléaires de Séliafield ont été détectées pour la première fois dans les eaux du fjord d'Oslo et le long de la côte sud-ouest de la Suède, ont indiqué des experts norvégiens. Selon des analyses de l'Institut de protection contre l'irradiation d'Oslo, du technétium a été décelé dans des algues et des crevettes. Même si ces teneurs ne représentent pas de danger pour la santé humaine, les experts affirment que « cela n'est que le début » de cette pollution véhiculée par les courants marins. Ils l'associent directement à l'autorisation, accordée par Londres à Sellafield en 1994, d'augmenter de vingt fois la quantité de déchets rejetés à la mer. -

Prison à vie pour l'auteur de l'attentat du World Trade Center

NEW YORK. Les autorités américaines se sont félicitées, jeudi 8 janvier, de la condamnation à la prison à vie du Pakistanais Ramzi-Youssef, le poseur de bombe du World Trade Center qui avait fait six morts et un millier de blessés en février 1993. C'est un « message aux terroristes du monde entier », a déclaré dans un communiqué l'Anomey. general (ministre fédéral de la justice) Janet Reno. * Oui, je suis un terroriste, et j'en suis fier », a lancé à la cour Youssef. « Je soutiens le terrorisme aussi longtemps qu'il est dirigé contre les Etats-Unis », a-t-il ajouté. « Vous êtes pires que des terroristes. Vous êtes des bouchers, des menteurs et des hypocrites. » Estimant que « quelqu'un pourrait être assez pervers pour acheter [son] histoire », le juge Kevin Duffy a égale-ment condamné Youssef à 4,5 millions de dollars d'amende et 250 millions de dommages et intérêts, afin que tout l'argent qu'il pourrait éventuellement gagner durant le reste de sa vie revienne à

La Pologne ratifie le concordat avec le Vatican

VARSOVIE. La Diète polonaise, dominée depuis les dernières élections de septembre par la droite catholique (AWS-Action électorale de Solidarité), a adopté, jeudi 8 janvier, une loi sur la ratification du concordat avec le Saint-Siège, signé en été 1993, mais qui avait été bloqué par les ex-communistes au pouvoir : 274 députés ont voté pour et 160 contre. Le traité renforce les compétences du clergé en matière de catéchisme à l'école, de mariage (l'union célébrée à l'église aura désormais des effets en droit civil) et d'enterrement. La loi a été adoptée maigré une ferme opposition des ex-communistes, qui voulaient qu'une déclaration unilatérale de Varsovie soit jointe au Concordat, précisant certains points contestés. Le texte doit encore être approuvé par le Sénat. Le président Aleksandre Kwasniewski, bien qu'issu de la formation ex-communiste SLD, a annoncé qu'il le ratifiera. – (AFP.)

ESPAGNE: un conseiller municipal du Parti populaire (PP, conservateur, au pouvoir) a été tué vendredi matin 9 janvier par l'explosion d'une voiture piégée à Zaranz, au Pays basque. L'attentat a été attribué, de source policière, à l'organisation séparatiste basque ETA. –

■ ISRAÉL: Tatiana Suskin, Pextrémiste juive qui avait posé à Hébron des affiches représentant Mahomet sous les traits d'un cochon piétinant le Coran, a été condamnée jeudi 8 janvier par un tribunal israelien à trois ans de prison, dont un avec sursis. - (Reuters.)

Les géants miniers sud-africains reviennent en force au Congo-Kinshasa

de notre correspondant

à la City Le groupe minier America Mineral Fields a annoncé, mercredi 7 janvier, qu'il intentait un procès au conglomérat sud-africain Anglo American-De Beers-Minorco auquel il réclame 3 milliards de dollars (plus de 18 milliards de francs) au titre de dommages et intérêts pour avoir, selon lui, saboté l'accord signé avec le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaire) pour la relance de

la production de cuivre.

Les déboires d'America Mineral Fields, qui avait été l'un des principaux bailleurs de fonds de la rébellion menée par Laurent-Désiré Kabila contre le régime de Mobutu, illustrent la formidable percée des intérêts miniers sud-africains dans l'ancienne colonie belge au détriment des groupes nord-américains. Tout a commencé par la publication, lundi 5 janvier, dans la presse de Kinshasa, d'un communiqué émanant de la Gécamines, la société d'Etat, faisant état de la suspension du contrat minier de 1 milliard de dollars conclu en avril avec America Mineral Fields en récompense du soutien financier apporté à l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de M. Kabila par

à Hope (Arkansas) et dirigée par Jean-Raymond Boulle. Cet entrepreneur d'origine mauricienne, installé aujourd'hui à Monaco, avait mis à la disposition du chef de l'AFDI, son avion personnel et avait ouvert un comptoir de rachat de diamants à Kisangani après la prise de la ville par les rebelles.

RÉSILIATION UNILATÉRALE

Par ailleurs, Kinshasa a décidé de revoir l'accord conclu avec une société canadienne pour l'exploitation de Tenke Fungurume, potentiellement l'un des gisements cuprifères les plus larges au monde, « en fonction des besoins du développement de la République du Congo ». Ces deux contrats avaient été signés au nez et à la barbe des mastodontes mondiaux comme l'Anglo-American Corporation, et ce malgré les pressions exercées par le président

Mandela sur son allié Kabila. Cette résiliation unilatérale a d'autant plus surpris les experts que, depuis son entrée en fonctions, le nouveau président n'a cessé d'insister sur le rôle cruciai du sectent privé dans la reconstruction. de l'économie de l'ancien Zaire, délabrée par l'incurie des années Mobutu. Le chef de l'Etat compte ainsi sur les compagnies internationales pour remettre sur pied l'industrie extractive, poumon économique du pays, aujourd'hui moribonde, en

particulier le cuivre et le cobait. Officiellement, la décision de la Gécamines est motivée par le refus d'AMF de verser l'avance prévue, ce que dément cette dernière pour qui l'étude de faisabilité n'est pas terminée. La société américaine soupconne le neveu du ministre de l'économie et du pétrole, un haut dirigeant de la filiale congolaise du groupe sud-africain, d'avoir fait pression sur son oncle. Pierre-Victoire Mpoyo, pour faire échouer le contrat AFM. A en croire la revue Africa Energy and Mining, cinq. conseillers de l'Anglo figurent parmi les personnages les plus in-fluents du pays, l'un d'entre eux disposant d'un bureau à la prési-

REDISTRIBUTION DES CARTES A écouter les spécialistes, plusieurs facteurs expliquent cette décision surprenante. D'abord, la République démocratique du Congo n'a pu rester indifférente aux pressions exercées par Pretoria, très en cour à Kinshasa en dépit de l'échec de la médiation tentée par le président Mandela dans le départ en exil du maréchai Mobutu. Trois compagnies sud-africaines - Iscor, Gencor et surtout JCI (reprise par des intérêts noirs) - figurent parmi les sept ayant soumissionné pour

dence. Allégations d'ingérence dans

les affaires intérieures que refute

avec force le conglomérat minier.

l'appel d'offres de la Gécamines concernant la relance de l'exploitation dans la région de Kolwezi, considérée comme prioritaire par Kinshasa. C'est d'ailleurs de Johannesburg que sont venues les rumeurs - dont fait état AMF - selon lesquelles les « funiors » nord-américains ne disposeraient pas des fonds suffisants pour financer les investissements colossaux néces-Certains croient également discerner dans cette affaire l'influence

de la De Beers, branche diamantaire de l'Anglo-American, seule ante à écouler sur le marché mondial les gemmes congolaises, garantissant ainsi au nouveau pouvoir des remirées régulières en devises. Enfin, comme l'explique Tara O'Connor, spécialiste de l'Afrique

auprès du bureau-conseil londonien Control Risks, la mise à l'écart de AMF n'est pas pour déplaire à la Gécamines, dirigée aujourd'hui par une nouvelle équipe de techniciens, plus à l'aise avec les géants miniers qu'avec les petites sociétés. Une chose est certaine: face aux énormes besoins de fonds des autorités de l'ex-Zaire. l'heure n'est plus au sentimentalisme. Et la redistribution des cartes dans le secteur minier ne fait que commen-

Marc Roche

Processus de paix : Israël reste sourd aux demandes américaines

TÉRUSALEM de notre correspondant

Pour les Palestiniens, l'évidence s'impose: « Benyamin Nétanyahou, constatait jeudi 8 janvier la ministre des universités. Hanane Ashraoui, après l'annonce de la mise en construction de six cents nouveaux logements réservés aux iuifs dans deux colonies de Cisjordanie occupée, est déterminé à détruire le processus de paix avant la chute de son gouvernement.» L'envoyé spécial des Etats-Unis, Dennis Ross, dont presque chaque tournée en Israel est « saluée » par une autorisation gouvernementale d'élargir telle ou telle colonie juive dans les territoires palestiniens, ne peut pas se permettre une telle franchise.

« Nous l'avons déjà dit, réagissait-il jeudi sur un ton las, ce n'est pas le genre de choses qui aide à la relance du processus de paix à laquelle nous travaillons. » L'Amérique ne sait pas comment- « ne veut pas », se plaignent les Palestiniens - stopper l'ardeur colonisatrice du premier ministre Israélien. Trois mois après l'appel solennel lancé à M. Nétanyahou par la secrétaire d'Etat Madeleine Albright pour qu'il fasse au moins « une pause » dans ce que le chef du gouvernement national-reli-

gieux appelle « la grande œuvre sioniste », la colonisation se poursuit comme si de rien n'était. « Je l'ai dit aux Américains dès le début, affirme le premier ministre dans le quotidien Yediot Aharonot daté jeudi, cela n'est pas acceptable pour moi. »

En fait, nul ne sait ce qui est « acceptable » pour M. Nétanya-hou. Le premier ministre a ainsi signé en janvier 1997 un accord aux termes duquel il acceptait trois retraits de l'armée israélienne hors de la Cisjordanie occupée avant la mi-98. Il n'en offre plus à présent qu'un seul, pour solde de tous comptes - et encore, à la condition que le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, se conforme à une série d'ultimatums dont le premier ministre israéllen se veut

ELECTIONS ANTICIPEES

M. Ross, qui a déjà rencontré M. Nétanyahou deux fois et Yasser Arafat une fois en trois jours, et qui devait s'entretenir avec le «faucon des faucons» du gouvemement, Ariel Sharon, vendredi, donne l'impression de tourner en rond sans parvenir au moindre résultat. Il lui faut pourtant avancer avant le 20 janvier, date à laquelle le président Bill Clinton re-cevra M. Nétanyahou, avant M. Arafat. deux iours plus tard. La poursuite du statu quo constituerait un revers pour le prestige du président des Etats-Unis, après tons les efforts déployés par son

Bon prince, le premier ministre israélien a recyclé, jeudi, une vieille idée. Comme son gouvernement, désormais privé de Da-vid Lévy, son ministre le moins extrémiste, qui a démissionné dimanche 4 janvier du ministère des affaires étrangères, ne parvient pas à s'entendre sur un retrait territorial de «la terre d'Israel», le premier ministre envisage de décomposer toute la procédure. Le 30 novembre, les ministres israéliens avaient déjà accepté de voter le « principe » d'un nouveau retrait parce qu'il leur avait promis de les consulter encore sur son ampleur.

M. Nétanyahou, qui ne tient pas à arriver à la Maison Blanche les mains complètement vides, s'est ainsi engagé jeudi à faire voter sur le pourcentage de la terre qui sera rendue aux Palestiniens « avant le 20 janvier ». Il a ajouté qu'il y aura, « quelques mois plus tard », un nouveau vote au sein du gouvernement pour décider de

« la mise en œuvre » dudit retrait. En fait, sachant one les Palestiniens réclament toujours, comme on le leur avait promis, non pas un mais trois retraits représentant au minimum « 40 % de la Cisjordanie », selon M. Arafat qui n'en contrôle aujourd'hui que 3,5 %, et sachant que la proportion dont on parle au sein du gouverne-ment serait limitée à 6 ou 8 % de ce territoire, il y a fort à parier que les Palestiniens refuseront ce qui leur sera proposé. M. Nétanyabou obtiendrait alors un répit du côté de son gouvernement.

Mais ce répit pourrait être de courte durée. Itzhak Mordehai, ministre de la défense, et Avigdor Kahalani, responsable de la police, ont ainsi fait savoir qu'ils démissionneront à leur tour du gouvernement si un redéploiement territorial n'intervient pas « d'ici trois mois ». Si le premier ministre était à nouveau confronté à une crise politique à l'intérieur de sa majorité, il lui resterait cependant la possibilité, comme la presse israélienne lui en prête l'idée, de provoquer des élections anticipées sur un thème, l'avenir des territolres occupés, et à une date qu'il aurait choisis.

Patrice Claude



collectif d'une secte

Continued de sour ple de l'enter de l'enter

Nuis veulent **Spie officiel a**vec l'Iran

The phase control and the service of the service of

le 16 millions de francs pour

The second principle of the control of the control

s de radioactivité britannice les eaux scandinaves

Add See Court of PadicaCovice province and a second of the Court of th

es pour l'auteur

The second of th

Se le concerdi

Quand on travaille dans un bureau mal conçu, on n'a qu'une idée en tête : en sortir.



The state of the s

MAC USIN STANDARD BLOODS

chômeurs. Des aides d'urgence sont

longue durée. • L'OPPOSITION reproche au gouvernement d'avoir privilégié les jeunes au détriment des chômeurs de longue durée. La

« réformes structurelles profondes ». • DE RÉUNION EN RÉUassociations de chômeurs ont été au

centre des discussions entre M. Jospin et ses ministres, puis avec les syndicats et le patronat, recus indi-

Le gouvernement débloque 1 milliard de francs pour un fonds d'urgence

Lionel Jospin, « face à l'angoisse » exprimée par le mouvement des chômeurs, veut dégager des solutions durables sans changer de politique économique. Il met en chantier une réflexion sur l'indemnisation du chômage et les minima sociaux

LIONEL JOSPIN abat ses cartes. Au lendemain de ses rencontres séparées avec les partenaires sociaux, puls d'une réunion commune avec les quatre principales associations de chômeurs, eudi 8 janvier, à l'Hôtel Matignon, le premier ministre a annoncé, vendredi, à l'occasion d'une conférence de presse tenue en présence de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, les mesures destinées à mettre un terme aux occupations d'Assedic. En échange de la reconnaissance qu'il a donnée à ces associations en les recevant à Matignon, il leur demande de faire en sorte que l'ensemble des Assedic encore occupées puissent fonctionner normalement. Il souhaite donc que les occupants libèrent d'eux-

Après avoir longuement écouté les revendications du patronat (CNPF, CGPME, UPA), des syndicats (CCT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) et des associations de chômeurs (ACI, Apeis, MNCP et Partage), M. Jospin avait Indiqué qu'il ne resterait pas inerte devant le mouvement des chômeurs. Sans préciser les dispositions qu'il envisageait de prendre, ni cacher sa volonté de ne pas remettre en cause ses grands choix économiques (équilibre budgétaire, passage à l'euro etc). C'est ainsi qu'il n'a pas annoncé de revalorisation des minima sociaux.

M. Jospin a précisé d'emblée. vendredi, devant la presse, qu'au-delà de « la question immédiate de la réforme des fonds sociaux de l'Unedic » ce mouvement est « le témoignage d'une détresse, d'un désarroi profond, que vivent beaucoup de personnes privées d'emploi, accablées de problèmes matériels ». Insistant sur son devoir d'écoute, le premier ministre a voulu lever « toute ambiguîté » sur sa façon d'aborder le dialogue social. « Je tiens à réaffirmer, a-t-Il dit, que les organisations syndicales constituent les interlocuteurs naturels, directs et constants des pouvoirs publics. Leur rôle spécifique en matière de négociation, inscrit dans le code du travail, est un élément-clé des relations sociales. Les syndicats ont vocation à représenter tous les travailleurs, y compris lorsqu'ils sont privés d'em-

Pour autant, le chef du gouvernement n'ignore pas « le rôle considérable joué dans notre pays par les associations, et en l'espèce les associations de chômeurs ». Il a rappelé qu'elles sont associées par M™ Aubry à la préparation du projet de

loi de prévention et de lutte contre les exclusions. M. Jospin-n'a pas manqué de souligner que luimême et la ministre de l'emploi et de la solidarité ont « ressenti comme positif et concret » le dialogue noué la veille avec ces associations. De plus, pour montrer qu'il ne modifie pas sa politique économique, le premier ministre a précisé que tous ses efforts sont tournés « vers une politique de croissance plus créatrice d'emplois ». « Casser la dynamique de confiance, bouleverser la politique économique et sociale engagée, et que la représentation nationale vient d'approuver à travers le vote du budget, aurait ravidement des effets inverses à ceux recherchés»; a-t-il insisté dans son intervention.

Sur le plan concret, M. Jospin a indiqué qu'il souhaite à la fois répondre à l'urgence des situations

et « dégager des solutions de fond. qui impliquent des mesures plus structurelles». Il a peaufiné son dis-positif jusqu'à vendredi matin avec Mª Aubry. Parmi les mesures immédiates figure la création d'un «fonds d'urgence sociale» doté de un milliard de francs par l'Etat. Il sera complété par d'antres financements, « notamment en provenance des conseils généraux, des coisses d'allocations familiales, des Asse-

Le premier ministre a décidé de pérenniser les cellules départementales d'urgence réunies autour des préfets. Elles avaient été mises en place fin décembre 1997. Il a confié à Marie-Thérèse Join-Lambert, inspecteur général des affaires sociales, la mission de veiller au bon fonctionnement de ces missions. Pour le moyen terme, elle devra aussi examiner les conditions d'articulation et de cohérence entre, d'une part, les systèmes d'indemnisation du chômage et de la solidarité nationale et, d'autre part, entre les mini-

ma sociaux (RMI etc.). Pour cette seconde mission. M= Join-Lambert rencontrera les chis locaux, et, an niveau national, les partenaires sociaux ainsi que les associations de chômeurs. De plus, M. Jospin souhaite que l'action développée par ces associations trouve sa place dans des comités d'usagers auprès des agences locales de l'ANPE et de l'Agence des adultes (AFPA). Ainsi, il entend insérer ces mouvements, peu appréciés par les syndicats, dans le dialogue social. Ma Join-Lambert pourra faire des propositions, qui seront incluses dans le projet de loi contre les exclusions, que le gouvernement a finalement décidé de

présenter dès le mois de mars. Les pouvoirs publics se sont engagés à faire adopter ce texte par Parlement avant l'été. Dix-neuf ministères y travaillent actnellement.

Il sera le pivot d'un programme d'action sur trois ans, encore réaffirmé par M. Jospin, et dans lequel devraient figurer d'autres lois, telles que la réforme de la loi sur le surendettement des ménages,

Une nouvelle mission pour Mm Join-Lambert

Le premier ministre a confié à Marie-Thérèse Join-Lambert, inspecteur général des affaires sociales (IGAS), une mission destinée à mettre à plat l'en-semble du système d'aide aux chômeurs. Agée de solgante ans, Mª John-Lambert est passée par le commissariat général du Plan, puis par les cabinets ministériels de Joseph Fontanet et de Robert Boulin, au ministère du travail, avant d'être nommée à PIGAS en 1985. Elle a été conseller de Micbel Rocard pour les affaires sociales à Matignon entre mai 1988 et mars 1989, une période notamment marquée par la mise en place du RMI et par la grève des infirmières. Jean-Pierre Soisson, alors ministre du travail, hui avait confié, en juin 1989, une mission sur la réforme de l'ANPE. Lionel Jospin ini avait déjà demandé, fin 1997, de réfléchir aux mesures à prendre pour pallier la disparition du Centre d'étude des revenus et des coûts Edonard Balladur.

l'instauration de l'assurance-maladie universelle et l'amélioration de Paccès aux droits. M. Jospin a implicitement critiqué le projet préparé par Alain Juppé et qui, selon lui, n'avait pas de substance

> Jean-Michel Bezat et Olivier Biffaud

Des sites occupés ont été évacués spontanément ou par la police

DANS LA SOIRÉE du jeudi 8 janvier, la pression des chômeurs n'avait guère faibli. A 18 heures, l'Unedic comptait toujours 26 antennes Assedic occupées sur 636. Elle prévoyait l'évacuation, pendant la nuit, de six antennes (Perpignan-Sud, Saint-Etienne-du-Rouvray, La Rochelle, Poissy, Guéret, Lagord et Quimper). Seule la préfecture du Finistère a confirmé l'évacuation «sans heuris», vers minuit, de

Dans l'après-midi, plusieurs autennes avaient tenne de Bagneux (Hauts-de-Seine), occupée par une trentaine de chômeurs, a été aussitôt évacuée par la police. Le maire communiste de cette ville, Janine Jambu, qui assistait à l'opération, a « regretté que le préfet utilise de telles méthodes ». Ont aussi été évacuées les Assedic de Metz, Choisy-le-Roi, Champigny, Villejuif (Valde-Marne), Lille, Bordeaux, Lanester (Morbihan) ou Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

Dans la journée de jeudi, les chômeurs ont occupé d'autres sites que les Assedic : trésorerie générale de Besançon, direction départementale du travail et de l'emploi du Doubs, di-

rection des affaires sanitaires et sociales de Paris, caisse d'allocations familiales d'Alençon (Orne), société de transports à Montpellier. Dans cette ville, une soizantaine de personnes, d'Agir ensemble contre le chômage (AC I) et de la Maison des chômeurs, ont occupé le hall central du Crédit lyonnais « symbole du gûchis ». Une délégation a été reçue par la direction de l'établissement, pour évoquer notamment le « lourd dossier du surendettement ». Les chômeurs s'en sont pris également au patro-Lorient, et occupé l'union patronale des Bouches-du-Rhône, à Marseille.

MANIPESTATIONS ET RASSEMBLEMENTS A 6 heures du matin, vendredi 9 Janvier, les forces de l'ordre out fait partir la quarantaine de chômeurs et sympathisants du mouvement AC I qui occupaient la mairie du 9º arrondissement de Lyon depuis jeudi après-midi. Cette

évacuation a été effectuée sur réquisition du

maire de Lyon, Raymond Barre (UDF). Le

maire socialiste de l'arrondissement, Gérard

Collomb, avait la veille fait savoir qu'il autorisait les manifestants à passer la muit dans les locaux et à rester « au moins jusqu'au discours de Lionel Jospin » prévu pour vendredi. Les forces de police avaient évacué de manière musclée, jeudi soir, une quarantaine de chômeurs et militants de l'association AC I qui occupaient la trésorerie générale du Doubs à Be-

Certaines antennes ont été libérées spontanément, à Voiron (Isère), Amiens (Somme), Arpatronale interprofessionnelle du Morbihan, à et Romans-sur-Isère (Drôme). Les chômeurs qui occupaient depuis le 7 janvier la plus grande agence de l'ANPE de Nancy (Meurtheet-Moselle) sont partis volontairement. Cette décision fait suite à une « table ronde » organisée dans l'après-midi par la préfecture, avec différents partenaires sociaux comme l'ANPE

Des manifestations on des rassemblements de chômeurs ont eu lieu à Paris, Marseille, Lille, Perpignan, Annecy, Creil, Compiègne, Clermont-Ferrand, Lyon, Anglet, Pau, Dieppe, Manbeuge, Dieppe...

Accord à l'Assemblée nationale

quement à propos du mouvement des chômeurs, les députés ont réservé au huis-clos de la commission des affaires sociales, mercredi 7 janvier, l'expression d'un bei élan unitaire. Invitée à examiner deux propositions de lois, présentées par les groupes communiste et socialiste, concernant les chômeurs âgés de moins de soixante ans et 300 millions de francs par an. justifiant de quarante annuités de cotisations de retraite, la commis-REVENDICATION DE PATERNITÉ sion s'est en effet prononcée à l'unanimité en faveur d'un texte commun. Le groupe RPR avait déposé une proposition similaire au

cours de l'été. Le texte retenul qui sera examiné en séance publique mercredi 14 janvier, vise à porter à un minimum d'environ 5 000 francs par mois les revenus de certains chômeurs âgés, qui perçoivent actuellement le revenu minimum d'insertion (RMI) ou l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Aux termes du texte approuvé en commission, ceux ayant cotisé quarante ans a peuvent bénéficier d'une allocation d'attente pour la retraite ». Un amendement socia-

en faveur des chômeurs âgés permettra de « percevoir un revenu de remplacement équivalent à 57 % du salaire brut moyen de la dernière année de travail revalorisé selon des modalités fixées par décret ». Entre dix-huit mille et vingt-deux mille personnes bénéficieraient. à compter d'avril 1998, de cette mesure, dont le coût est évalué à

> Compte tenu de l'actualité, la paternité de cette proposition constituait un enjeu non négligeable. « La décision d'accepter une proposition de loi du groupe communiste pour les chômeurs de longue durée va dans le bon sens », a indiqué, mercredi sur France 3, le président du groupe, Alain Bocquet, qui avait écrit au premier ministre, avant Noël, pour le sensibiliser à la question. Le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, a cité l'examen de cette proposition de loi en exemple des bonnes relations existant, selon hri, à l'intérieur de la majorité.

Jean-Baptiste de Montvalon

Robert Hue réclame des « réformes structurelles profondes »

UNE OPPOSITION qui s'engouffre dans la brêche pour critiquer sévèrement la politique du gouvernement, une majorité plurielle qui tente de retrouver sa cohérence, tout en faisant entendre ses différences : les réactions politiques au mouvement des chômeurs sont sans surprise. Dans un entretien publié par Le Figuro, vendredi 9 janvier, Jean-Pierre Raffarin, vice-président de Démocratie libérale, dénonce « le manque de sincérité » du gouvernement qui, en privilégiant les emplois-jeunes, « a donné le sentiment d'une politique exclusive », alors que « le combat contre le chômage doit être global ». L'ancien ministre invite le gouvernement à réserver « en premier lieu » aux chômeurs de longue durée les « emplois d'utilité so-

Jeudi 8 janvier, d'autres dirigeants de l'opposition s'en sont

pris à ce que Jean-Louis Debré a appelé «l'incapacité du gouvernement à régler les problèmes de la France ». « A force d'avoir semé l'Illusion, on récolte la désillusion », a assuré le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, en jugeant, devant la presse, le conflit des chômeurs « légiture ». Ancien ministre des affaires sociales. Jacques Barrot (UDF-FD) a affirmé, jeudi sur France inter, que « le gouvernement est contraint de truiter à chaud des problèmes qui auraient eaené à être traités en priorité ».

Sur RTL, Alain Madelin s'est déclaré « révoité par cette passivité que l'on a vis-à-vis du chômage ». Pour le président de Démocratie libérale, le chômage de longue durée résulte « des pannes de courage des dirigeants politiques depuis des an-nées, toutes tendances confondues ». François Bayrou, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a parié, sur France 2, de * premier écueil » pour le gouvernement, tout en évoquant aussi « une responsabilité partagée » sur la situation de « très grande souffrance » des chômeurs.

Vendredi matin, sur France-Inter, Robert Hue a affirmé que des « marges supplémentaires » existalent « si on prend des réformes structurelles profondes et si on modi-fie la fiscalité ». « Il faut avoir le courage de faire ces choix structurels, a souligné le secrétaire national du PCF. Nous sommes ou pied du mur. Je pense que Lionel Jospin va les proposer. C'est dans ce sens que je nouveau « d'augmenter sensiblement l'impôt sur les grandes fortunes». Dans un communiqué, les Verts ont estimé, jeudi, qu'« on n'arrête pas un mouvement social

avec des matraques ou avec des

Vendredi matin, sur RTL. Clande Bartolone, président (PS) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, a jugé qu'il fallalt « réussir à redistribuer dans la société française pour tenir compte de la situation de celles et de ceux qui souffrent > et « mobiliser les sommes qui existent au niveau du budget ». Jeudi, Michel Rocard avait estimé, sur RMC, que M. jospin avait en « tout à fait raison » de recevoir les associations de chômeurs. Sur Europe 1, François Hollande a vu dans l'initiative de M. Jospin un signe de « vitalité déposer. C'est dans ce sens que je mocratique ». Le premier secrétaire m'inscris. » M. Hue a suggéré de du Parti socialiste a de nouveau accusé le CNPF de « bloquer tout ce qui se passe à l'Unedic » et de prendre le risque de « faire de la résistance [an gouvernement] sur le

La presse d'extrême droite dénonce la « salsa des sans-travail »

LA PRESSE d'extrême droite n'aime pas le mouvement des chômeurs. Dans sa dernière édition (15-21 janvier), National Hebdo, hebdomadaire du Front national, surtitre et titre ainsi un long article : « Kommandos – Sous les chômeurs, les politiques ».

Sachant que de nombreux demandeurs d'emploi trouvert dans le vote en faveur du parti de Jean-Marie Le Pen une manière de protester contre la précarité de leur situation, le FN prend quelques précautions et reconnaît que « les manifestations de chômeurs indiquent une vroie détresse ». Mais l'hebdomadaire ajoute aussitôt qu'il s'agit d'« une monœuvre politique lancée par le PC pour maintenir le gouvernement sous pression et surtout - récupérer un électorat populaire attiré par le FN ». Il assure que le gouvernement masque sciemment « la prépondérance de

l'immigration dans les causes de la crise ». Quinze jours auparavant, le directeur de la

occupations d'Assedic. « Du côté de l'ordre public, il n'est pas question d'admettre que ca aille trop loin », écrivait Martin Peltier, ajoutant : « Les gens qui s'échinent à travailler aimeraient que ceux qui profitent des indemnités de chômage dont ils supportent la charge fassent preuve d'un peu de décence et de sens du ridi-

RÉCONCILIÉS POUR RACICETTER »

Sous le titre « T'as pas 3 000 balles, Père Noël? », Minute, autre hebdomadaire d'extrême droite, écrit dans son numéro daté du 31 décembre 1997 : « C'est la dernière mode de l'année, celle qui annonce la tendance 1998. Après la samba des sans-papiers (ex-clandestins) et la rumba des sans-logis (ex-clochards), yoici la salsa des sans-travail (ex-chômeurs) (...). Leur doléance est de saison : une « prime de Noër. » Après avoir rappelé leur « effectif assez faiblard », le journal ajoute : « Réconciliés rédaction de National Hebdo commentait les 🛭 pour racketter le Père Noël et la Sécu, les staliniens de la CGT et les trotskistes d'AC l jouent les chefs d'orchestre. »

Le quotidien Présent, porte-parole des catholiques intégristes au sein du FN, n'est pas eri reste pour fustiger le mouvement, et la gauche avec lui. Ainsi dénonce-t-il « la révolte des chômeurs du socialisme'», assurant que les chômeurs sont « issus de la misère de quatorze années de socialisme ».

Probablement mal informé, Présent confond l'association Agir ensemble contre le chômage (ACI), dont il impute la création à Martine Aubry, et les deux mouvements fondés en 1993 et 1995 par l'actuelle ministre de l'emploi et de la solidarité : la FACE, fondation effectivement créée par Martine Aubry pour lutter contre l'exclusion, et Agir, club politique regroupant personnalités et militants de diverses sensibilités de gauche, qui n'ont rien à VOIT AVEC AC L

J.-M. B.

· Mile with the said of the T1 5000 Contract of ALC: N Contained. rearr - ... Partie Land de matter : 102 L Pro-100 25 Jan . . mr. March 8 The course Commercial United Be to be to

200

State 2011

2 20 70 -

20.70

2222

Italian - -

- West 12

100 mg

128 222

Tiper and

र्वे देश र र र र

78. 4 12mm

Marie 1

.

11000

Des forces vive

Market Comme N. Karania May You

16

N VUGLE

SOLDES - SALDOS

CKNTKN - SALES

PRÉT-A-PORTER MASCULIN - GRANDES GRIFFES

38. bd des Italiens (près Opéra)

et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

1.1.

* (1_4.

Maria control of

Anger of the participation of

rembu

Comments of the same

he wastister our college

pain par art our more.

an later participation of

Made a same

Mediated a transfer

490 41 cm 110 /8

特的工物など、アッカー

解析: 77. p. 1.0. (0.1)

diett att in in .

Partie ber ber ber ber

OCTANTO SERVICE

April Dominion in the se

PERMIT TOUR

distuice ...

afat am no en est o

No Province Company

ur un fonds d'urgen ager des solutions durat e La chomage et les minima socialis

THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PE THE PARTY HER PERSON BY Recorded in 2 a principle of the state THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS. Subject Proposition, Published and HAVE BEEF IN LINE ON STATE 明日本海南西 西南北北西南南南 Mark of State jon / State !! the statement of the section is not instruction matters when the concerns position fractioner, his time

加州市 网络南大大海 松 公 THE PROPERTY OF THE PROPERTY. Parelly of the parent of the parent of pritter. They bedaris the charge 級於在 衛門 指於在時間的 不够不。只 5 With the the trade with the contraction Carpora ta de la region de la companya de la compan to describe a disposing of the land the state of the same state of the Belleger Proges has made past commons ্রিলার্ডার জ্বান্তর নেক্সের্লার্ডার পরে ১৮১৩ । 新 子具製造物を含む (P) これになっ (A) A SERVERY AND HOUSE HERE HAVE আছে। তেতিৰ ইয়েমহলটোৱেতালৈ তেতে । ইয়ে 的一种 海 电 并以上的人 为此人 and the second second and the second

الرابية والمراجع والمنطوسة والمنطا المرواوة Desire e article et le constant a le con-Barrer grantes than Japan agreed granter and Ballight Greener fine ("Philipping Congress" (1967) filter : 医腹膜 医医肠髓炎 医经济不良 化二氯 医腹膜畸形 化二氯磺胺基二甲甲基二甲基甲基苯甲基苯甲基苯甲基甲基 erre can Balance shaper come on the fire angers assessed the species to To the summer or the leaves to التفاديث والمالهريفي بطاوية فوضيحها والمج · 「本本のでは、 これを こうをはない。 group in the manager makes from my from soid the symbolic of a second 子機物 タケッカン 幅からか まー・・・ THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. was the come have the two and in the sea described to a line of the

white the make to make AL THE RESIDENCE OF THE PARTY O profession was part of the fire The state of the same of the same The state of the same of the same ies structurelles profondes

E THE NAME OF THE PARTY OF THE or make a process to proceed a the with the west property they be a new the second second in the second A STATE OF STATE OF THE STATE O Car william the way to be water water and the same BOTH THE & STANFOR OF THE And the state of the state of the state of the state of the same said the 一年 本本 の させきゅうかん・ THE RESERVE THE ARM ... to the moderate of the parties ...

MANAGE BANKANG TOPEN TO BE

with the state of the state of the state of कार है कि में स्थान है के बहुत है है है है There is the party of suggested . Marie C. E. Marie Marie Control of the Control was the water and the with the published with the The state of the s

BORNE SHARPER : MANCHE WARE Charles to the second tree to the · · THE WAY TO SEE

A THE PARTY OF THE athlesia and the THE PARTY NAMED IN the state of the sail * W. W. St. Law. 1995 The state of the s THE PERSON NAMED IN CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

BETANE ... E- Bankler tell Mary April 1 Authora , we fee direct SHE A SALLEY "-中國海湖岸 "

SEA SEPARATE !

And the state of t



Des « forces vives » à celles qui veulent le rester

naires. Ce n'était qu'un hasard de calendrier. Jeudi matin 8 janvier, Jacques Chirac recevait les « forces vives » de la nation. Avec toutes ces Assedic occupées, quelques heures avant le dialogue impromptu organisé par Matignon avec les patrons, les syndicats et les chômeurs, ces vœux rituels deviennent un bon round d'observation. Nicole Notat, qui vient de suggérer quelques solutions à Lionel Jospin sur France-Inter, arrive de fort mauvaise humeur. Ab ! cette idée de recevoir les associations de chômeurs I, peste la secrétaire générale de la CFDT, qui n'aime pas répondre à une « convocation ». Marc Blondel. d'habitude au premier rang, est assis deux travées derrière elle. Lui non plus, il n'apprécie pas l'improvisation de cette « invitation » dont il n'a été prévenu que la veille dans la soirée, alors qu'il avait « petitdéjeuné » en tête à tête avec Mar-

tine Aubry. Le gouvernement, c'est vrai, s'est décidé fort tard. Mercredi soir, Jacques Rigaudiat, le conseiller social de Matignon, prenaît contact avec les associations de chômeurs et battait le rappel des syndicats, tandis que Jean-Pierre Jouyet, directeur adjoint de cabinet, en familier des milieux économiques, prenaît langue avec le patronat.

● Le « teasing » de Nicole Notat. Coquetterie ou vraie colère, M™ Notat s'interroge. Ou fait Jospin est inquiet parce qu'il ne sait pas encore si je viendrai », commente-t-elle dans l'oreille d'un dirigeant syndical. Ce « teasing » agace la curiosité de FO toute la fin de matinée. M. Blondel veut savoir. L'interroger? Jamais! Le patron de FO ignore superbement sa rivale. Aux photographes qui tentent de le croquer au côté de Mª Notat, il lance même: « Si vous la demandez, je m'en vals! »

Lionel Jospin est de la réception.

Comme M. Chirac, Il salue les invités. La décontraction affichée, le tutoiement appuyé, il a, ce matin, la poignée de main ou l'accolade chaleureusement démonstratives. Il est cordial avec Ernest-Antoine Seillière, le nouveau « patron des patrons », et avec Georges Jollès, le président de la commission sociale du CNPF. Le premier ministre change d'attitude en arrivant devant M= Notat. Gestes raides. Ton crispé. Il s'éloigne vite, puis revient vers la secrétaire générale de la CFDT. « J'ai bien écouté ce que vous avez dit ce matin », lâche-t-il, en référence aux propos de M™ Notat sur France-Inter. Manière de rappeler aussi qu'il compte sur sa présence à Matignon, l'après-midi. L'occasion est trop belle pour le président de la République : ostensiblement, il invite la secrétaire générale de la CFDT à « boire le verre

de l'amitié ». • La leçon de physique de Lionel Jospin. A 11 beures, les ministres traversent la cour de Matignon pour la traditionnelle réunion du gouvernement. Signes de leur bonne volonté et de leur solidarité, Marie-George Buffet et Dominique Voynet offrent quelques mots choisis pour les journalistes. Le « Grenelle du chômage », cet après-midi? « Extrêmement positif », lance la première. « Excellent! », aionte la seconde. Ministres et secrétaires d'Etat s'enferment ensuite pour près de

trois heures. Chacun l'a deviné, c'est l'heure du « recadrage ». M. Jospin, notes manuscrites devant lui, fait la lecon aux membres de son gouvernement réunis. Le ton n'est pas comminatoire, mais pédagogique.

Le premier ministre n'utilise pas la formule de « solidarité gouvernementale », parle piutôt de la « majorité ». Rappelez-vous, dit-il : la victoire a été une surprise pour la gauche. La pression sociale est forte: pas nécessaire, donc, que des groupes de la majorité en rajoutent. « Nous avons réussi ensemble, nous échouerions ensemble », car les choses politiques sont des « choses volatiles », explique-t-il. « Il y a des lois de la physique, en politique, et la première, c'est la loi de l'unité. Ce sont ceux qui sont unis qui convainauent. » Tout gouvernement cacophonique plongé dans un mouvement so-

 Le gouvernement n'est pas une administration. « Ce n'est pos la situation politique qui a changé », mais « c'est le comportement du gouvernement qui peut changer la situation politique », explique encore le premier ministre. Certes, au sein de l'actuelle majorité, il y avait « des parcours différents », mais, prévient-il, « nous sommes une 'majorité plurielle ", il ne faut pas que nous devenions une coalition chaotique ». M. Jospin ne cite pas de nom, personne ne rougit, mais il indique, quand même, qu'un ministre est chargé de faire respecter la lol et qu'il ne peut approuver une occupation de lieu public. De mēme, il n'est pas admissible au'un ministre en critique un autre: la gestion du conflit des routiers, à cet égard, avait été exemplaire.

lecon deux: «On n'est pas au gouvernement comme des chefs d'administrations centrales, avec des compétences techniques, mais comme des responsables politiques. » Pour les chômeurs, « aujourd'hui on consulte, ce soir on décide et, demain, on annonce », mais tout le monde devra « respecter » ces décisions « significatives, réelles ». « J'annoncerai les décisions et je m'y tiendrai. » Le message est aussi une invitation aux préfets, après l'annonce des décisions, à faire respecter la loi - et donc à faire évacuer les antennes Assedic.

M. Jospin: « If y a des lois de la physique, en politique, et la première, c'est la loi de l'unité. Ce sont ceux qui sont unis gui convainguent »

 Sur les pavés de Matignon, « personne n'a rien à dire ». Fin des brouilles et broutilles. Ma Aubry indique qu'elle n'a pas mal pris les déclarations de ses collègues : il y a eu un « problème d'amplification médiatique », dont elle a, ellemême, fait les frais. Lionel a raison: il faut durer et rester unis, brodent tour à tour les ministres communistes, puis Dominique Voynet et Jean-Pierre Chevènement. La règle vaut pour les 35 heures, qui seront bientôt en débat à l'Assemblée et pour lesquelles il faudra aussi faire œuvre de « pédagogie » : « On a assez entendu les contre, il faut maintenant entendre les pour. » A bon entendeur... La ministre de l'emploi est l'une des premières à sortir, vers 14 heures. « Je n'ai rien à dire et personne n'a rien à dire », lance-telle aux journalistes qui patientent.

• Les « engagements » d'Ernest-Antoine Seillière. Les sommets sociaux à Matignon n'im-

routiers. Visage fermé, ceil sombre, M™ Notat monte le perron, glaciale et... ponctuelle : elle arrive avant Mm Aubry. M. Blondel, d'ordinaire si bavard, gravit les marches dans un silence bougon. Plus disert, Louis Viannet insiste sut « l'énorme responsabilité du pa-

Le CNPF, justement, est arrivé quelques minutes auparavant. «On n'était pas venus depuis le 10 octobre », plaisante-t-on dans ses rangs. M. Seillière qui, officiellement, a d'autres engagements, a délégué M. Jollès. C'est le signe d'un fonctionnement plus collégial, assurent les représentants du patronat pour expliquer cette absence remarquée. Ces « engagements » et ce souci de « collégialité » tombent à pic, en tout cas, pour qui veut rester à l'écart de ce de jeunes exclus. Une queue de cheval, une vraie trogne de la rue : rarement Matignon a dû recevoir pareil hôte. • « Ce ne sera pas à la mesure

de ce que vous souhaites, » Laissant micros et caméras, les associations de chômeurs s'engouffrent. Après rafraîchissements de courtoisie, le premier ministre prend la parole. Les recevoir a été difficile, souligne-t-il, faisant valoir l'importance de la décision politique qui a ainsi été prise. « J'ai estimé que c'était nécessaire, car c'est un mouvement important », explique M. Jospin, à qui M= Aubry pointe de temps en temps des noms sur des fiches synthétiques : chacun a été invité à envoyer à Matignon un descriptif de son mouvement et des petites « bio ». AC! s'en veut conflit et ne pas sembler accourir, un peu. Sa délégation, dont la

M^{me} Notat : « Le premier ministre a insisté pour que les mesures qu'il allait annoncer restent dans le cadre des orientations de la politique économique et monétaire du gouvernement. Peut-être est-ce un peu la quadrature du cercle, d'ailleurs ? »

avec le tout-venant des autres or- composition a fait l'objet de multigouvernement.

* Allez, il faut rentrer, nos

femmes nous attendent pour di-

ner. » M. Jollès de toute façon, ne

s'attarde pas. A la longue table, face à M= Aubry et à M. Jospin, assistés des directeurs de leurs cabinets - Dominique Marcel pour l'une, Olivier Schrameck pour l'autre - et de M. Rigaudiat, le ballet des délégations s'emballe. Le tour des syndicalistes reprend. Les commentaires des premiers reçus avaient été peu amènes. « Le premier ministre a beaucoup insisté pour que les mesures au'il allait annoncer restent compatibles et dans le cadre des orientations de la politique économique et monétaire du gouvernement. Peut-être est-ce un peu la quadrature du cercle, d'ailleurs? », s'interroge M= Notat. un brin perfide. Le gouvernement montre « une faiblesse de savoirfaire » depuis décembre, commente M. Blondel. « Est-ce au pre-mier ministre d'aller au feu ? Lionel losnin prend des risques », analyse le secrétaire général de FO, avant de prendre congé: « Allez, il faut rentrer, nos femmes nous attendent pour diner! »

Les associations de chômeurs en visiteurs du soir. Ce sont les chômeurs et leurs représentants, de toute facon, que les caméras attendent. Non sans anxiété. Comment prévoir les commentaires et les « incrust' » pour les journaux télévisés quand on ne connaît pas les têtes, à peine les noms des organisations? D'AC!, on repère Claire Villiers, « catho » et carrée. Richard Dethyre, pour l'APEIS, parle comme les vrais communistes val-de-marnais, à la gouaille ouvrière, mais touchés par la grâce « hueïste ». Longs cheveux en bataille, une serviette bourrée de documents en bandoulière, miartisan mi-écolo, le président du MNCP a écrit son nom sur un badge accroché à sa veste : Hubert Constancias. Pionnier de ces organisations, avec son syndicat des chômeurs, en octobre 1981, Maurice Pagat s'époumonne devant les micros: «p, a, g, a, t ». Gentiment, tous ont insisté pour inviter Jean-Yves Cottin, du comité des sans-

ganisations patronales, au ples tractations avec le gouvernet n'a nas eu le ter cuter. Tour à tour, les organisations de chômeurs prement la parole. « Ce mouvement est déterminant », répond Mª Villiers au premier ministre, en se félicitant que ce dernier « ait bousculé les habitudes institutionnelles ». Taquin, M. Pagat remet dans la foulée à Mª Aubry copie de l'entretien qu'elle avait accordé il y a quelques années à sa revue, Partage, et dans lequel elle se prononçait en faveur des associations de chômeurs. La ministre sourit.

> Tous insistent sur la revalorisation des minima sociaux; évoquent des tranches de vie de chômeurs ou de précaires ; fournissent des exemples de situations angoissantes ou absurdes. Tous souhaitent le succès de la gauche. mais refusent d'abdiquer leurs demandes de réforme. L'atmosphère est sérieuse. M. Jospin prend des notes. Ma Aubry explique que l'objectif majeur est le développement de l'emploi et souligne l'enieu des 35 heures mais, « des au on le peut, on intervient », plaide-t-elle. Le premier ministre promet, quant à lui, « un traitement progressif de tous les problèmes posés ». Dans l'immédiat? « Demain, ce que nous annoncerons sera positif, mais vous savez que ce ne sera pas à la mesure de ce que vous souhaitez », clarifie M. Jospin. Et comme dans une tentative de discret marchandage, en invitant les associations à cesser les occupations d'Assedic : « La représentation des organisations de chômeurs est très controversée. Cela ne peut évoluer que si vous adoptez une démarche positive. »

L'ultime entretien s'achève. Il est un peu plus de 22 heures. Le premier ministre et la ministre de l'emploi et de la solidarité restent un moment, « pour travailler ». Dehors, sur le trottoir de la rue de Varenne, un chômeur isolé fait le pied de grue. Il attend qu'un passant veuille bien le « shooter » avec un petit appareil. « pour que les copoins soient sûrs que le sois venu ». Devant le portail de l'hôtel Matignon, il prend la pose, droit, immobile, fragile. Une photo pour l'Histoire.

Récit du service France

Les attentes des partenaires sociaux et des associations de chômeurs

 CFDT: Nicole Notat a suggéте́ à M. Jospin une « augmentation des minima sociaux», ceux « qui sont de la responsabilité de l'Etat puisqu'ils sont depuis longtemps en situation de dévalorisation ». La secrétaire générale de la CFDT a aussi proposé une « généralisation de l'ARPE » (allocation de remplacement pour l'emploi), un dispositif créé par l'UNEDIC favorisant un départ en retraite compensé par une embauche. M™ Notat a avancé « l'idée du retour de l'allocation d'insertion pour les jeunes en complément du dispositif de mesures en faveur des jeunes qui a été instruit » par le gouvernement.

• FO: Marc Blondel a indiqué que le gouvernement était disposé à introduire « le 14 janvier » une disposition aménageant le dispositif préretraite contre embauche (ARPE) lors du débat à l'Assemblée nationale d'une proposition de loi communiste instaurant une « allocation d'attente » aux chômeurs ayant cotisé quarante ans et âgés de moins de soixante ans. Le secrétaire général de FO a demandé le rétablissement d'une allocation d'insertion pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans, « une intervention de solidarité nationale » de la responsabilité du gouvernement, at-il précisé.

• CGT: Louis Viannet a demandé une « revalorisation importante et le plus vite possible de l'ensemble des minima sociaux », ainsi qu'une « révision en profondeur des conditions d'indemnisation » du chômage et des « fonds sociaux ». Le secrétaire général de la CGT a souhaité que le gouvernement « redynamise » le dispositif de préretraire contre embauche (ARPE).

• CNPF: Georges Joilès, président de la commission sociale du CNPF, a recommandé au gouvernement de prendre « des dis-. positions par redéploiement de crédits » pour « répondre en tout ou partie aux attentes des chômeurs », afin de ne pas peser sur la croisque le financement des mesures du gouvernement se fasse par « redéploiement de crédits, donc par d'autres mesures d'économie, ofin que leur coût ne pèse pas sur la croissance et l'emploi et ne constitue pas de nouveaux prelèvements obligatoires, qui, à nouveau, généreralent des chômeurs en

nombre supplémentaire ». • CFTC: Alain Deleu, a plaidé pour des « mesures d'urgence » en

faveur des chômeurs et l'ouverture d'un « débat de fond sur l'efficacité de l'aide sociale ». Le président de la CFTC a souhaité des mesures sur l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ainsi que sur les chômeurs et salariés avant cotisé pendant quarante ans. Il a aussi demandé que le gouvernement - assouplisse » le projet de loi sur les 35 heures.

• CGC: Marc Vilbenoît a demandé au premier ministre un « effort » de la « solidarité natio-

Le précédent des lycéens en 1990

Lycéens, chômeurs, même combat ? Non, mais même expérience, à quelques années de distance, de la gestion de mouvements sociaux imprévisibles. Déjà, à l'automne 1990, les manifestations de lycéens avaient couvé quelques semaines et pris à contre-pied le gouvernement et son ministre de l'éducation. Lionel Jospin. Déjà, le président de la République - c'était François Mitterrand - avait demandé que les protestataires soient « entendus ». Comme au-Jourd'hui, ce mouvement avait commencé par un dialogue de sourds et certains avaient évoqué la « manipulation » des coordinations lycéennes.

Il avait fallu quelques manifestations de plus pour qu'un dialogue sérieux s'engage. Les 15 et 16 novembre 1990, M. Jospin, épaulé par le même directeur de cabinet qu'aujourd'hui, Olivier Schrameck, avait négocié en continu durant deux jours avec une vingtaine de représentants des lycéens. Trois jours plus tard, le mouvement retombait. Il en avait alors coûté quelque 4,5 mîlliards de francs au budget de

nale ». Le président de la CFE-CGC a proné une revalorisation cation spécifique de solidarité.

 Associations de chômeurs: les associations de chômeurs ont rappelé leurs revendications : pas de minima sociaux inférieurs aux deux tiers du SMIC, soit 3 400 francs; une prime de 3 000 francs; le RMI pour les jeunes les plus défavorisés dès l'âge de dix-huit ans et une remise à plat de l'indemnisation du



PARES 3 * 95-799-705-709-BORLEVARD DE SÉRISTOPOL D1 42 78 10 SD (NOCTURE LE EUR) * PARE 12 * , 10 ½ 18, rue de lydn 01 53 45 10 20 (Nocture) le Thibb * Pares 7 193/197-727-7213, 30 51-cennas; 01 45 42 46 71 * Pares 17, 52, 49, de la gue azade, 01 45 74 73 30 -6, rue dens poisson, 01 45 74 45 72 * Africadors *

PN 7 - 97/53/55, ROUTE DE FONTAINZELEAU. DT 69 38 28 18 • CHEVREUSE* 90, RUE POXTE DE PASS. DT 35 30 49 71 • 14 DEPOSE C. THE CHESTS. MINERS 2 - D1 47 75 53 27 • MINIMARY LES (* 26 14 - 17 - 7). SED STREET, 01 54 50 73 16 = #CMTMERY * RM 251-14 VILLE BU BOST 01 67 80 70 57 = GREENLE * RK 13-01 37 75 43 14 Paylildas 5, 8005 *, RU 3-75 FT 296, AV AUSTRE BURNO 01 45 50 00 07 = ST-OLEVITH-RM REPUBLICS, COLL 4, RM COLBERT OF 30 57 15 34 . VERSAULES . DE RUE AU PAIR (PLACE DU MARCHE). DE 38 51 59 61 ET DANS TOUTES LES GRANDES VILLES DE FRANCE AUX DATES LÉGALES DE SOITES. MAGASINS OUVERTS LE DIBLANCIE 11 LANVIER, LETE DES MAGRENS : SE 15 PROMERTICS (1,275) PRACTI

... And the Companies of the Companies o

Les mairies Front national du Sud-Est recrutent en priorité parents et amis

De Toulon à Vitrolles, les exemples de favoritisme sont nombreux

L'affaire de corruption de Toulon, où une res- été dénoncée par le chef de cabinet du maire, ponsable administrative municipale avait tenté de monnayer l'attribution d'un emploi et n'a pas

attire l'attention sur les pratiques du Front national dans les mairies qu'il contrôle. Le favori- comme à Orange ou Vitrolles

MARSEILLE

de notre correspondant régional La justice dira si le chef de cabinet du maire est impliqué ou non dans la tentative d'achat d'un emploi municipal à Toulon (Le Monde du 8 janvier), mais l'incident permet de faire le point sur une spécialité du Front national aux affaires : le clientélisme. Quelques exemples pris à Vitrolles, Toulon ou Orange donnent une idée de l'ampleur de cette pratique.

La première forme du clientélisme frontiste s'apparente au né-

Policiers sur mesure

A Toulon, quand il s'est agi de recruter pour la police municipale, les élus d'extrême droite ont tout essayé pour contourner les règlements destinés à éviter les pratiques préférentielles. Le conseil municipal avait autorisé le maire à signer un marché en vue de la « sélection et la préparation au concours de recrutement de policiers municipaux ». En clair, la majorité se proposait de choisir, puis de former ellemême des candidats, avant qu'ils ne se présentent au concours officiel de recrutemeut. Au printemps 1996, le préfet de l'époque, Jean-Charles Marchiani, estimant que « cette initiative de formation préalable [rompait] avec le principe d'égalité d'accès à la fonction publique », avait refusé d'avaliser la délibération. A Vitrolles, où le recrutement des nouveaux policiers est en cours, la préparation et la correction epreuves semblent avoir été assurées uniquement par des proches du Front national

potisme. A Toulon, l'adjoint à la sécurité, Jean-Claude Lunardelli. figure « historique » locale de l'extrême droite, a fait embaucher sa sœur au poste de secrétaire générale adjointe, responsable du personnel. Les époux Soccoia, tous deux élus au conseil, out placé leur fille Frédérique au service stratégique « vie des quartiers », où elle joue un rôle d'encadrement et de prosélytisme politique et syndical, sous l'étiquette CFTC, bien plus important que son statut de simple agent ne le laisse supposer.

Dans ces deux cas, il s'agit de cours doubles : on sert sa famille et on renforce l'encadrement politique du personnel. Un peu comme avec le mari de l'ex-secrétaire administrative du groupe FN, Martine Dumont-Maliverg, qui est retraitée et désormais chargée de mission au cabinet du maire. Dans d'autres cas on a plus simplement fait embaucher les siens : le fils et la belle-fille de l'adjoint chargé du personnel, Richard Lopez, sont désormais agents de la ville, tout comme la fille de l'adjoint au nettoiement, Gérard Bauer, et le fils d'une

conseillère, Anne-Marie Itoiz. Vitrolles, où l'équipe Mégret n'est en place que depuis quelques mois, suit le même exemple. La fille du maire de la cité voisine, Mari-. gnane, Daniel Simonpieri, coordonne les maisons de quartier et aura la responsabilité du « cyberespace » que la mairie va installer en lieu et place du café-musique, le Sous-marin. Le chargé de mission « organisation et management », responsable du personnel, Jacques Douris, a fait embaucher sa femme, tandis que le chet du service intormatique, Jean-Marc Defargues, a fait travailler son fils pour des missions de surveillance des matériels.

Ancien judoka et colistier de Catherine Mégret, André Agostini, devenu éducateur sportif à la ville, a vu sa femme obtenir aussi un poste. A Orange, le neveu de la femme du maire, Jacques Bompard, est responsable de l'office du tourisme, et il est récemment devenu chef de cabinet du maire. L'épouse du secrétaire général de la mairie, recrutée cependant sur concours, est chargée d'un audit financier au service

vote, au nom du Front national. lors des récents scrutius. Et la politique est la même pour les promotions: sept agents administratifs qui travaillaient pour la droite et qui ont continué pour l'extrême droite ont été augmentés au printemps, alors que les quatre agents au service des goupes PCF, PS et de la droite classique, à qualification et ancienneté égales ou supérieures,

M. Tapie « conteste » avoir rencontré M. Le Pen

Par l'intermédiaire d'un de ses avocats, Bernard Tapie a fait savoir, jeudi 8 janvier, qu'il « conteste formellement » avoir rencontré secrètement Jean-Marie Le Pen au lendemain du premier tour des élections législatives de mars 1993, comme l'affirme Lorrain de Saint-Affrique dans un livre à paraître le 14 janvier, Dans l'ombre de Le Pen (Hachette).

M. de Saint-Affrique, qui fut pendant plus de dix ans conseiller en communication du président du Front national avant d'être exclu du FN en 1994, assure que Bernard Tapie, alors ministre de la ville dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy et candidat aux législatives à Gardanne, s'est rendu à l'hôtel particulier de Jean-Marie Le Pen à Saint-Cloud, « pour régier le cas de Gardanne ». Les deux hommes se seraient, selon lui, entretenns en tête-à-tête pendant deux heures. Audelà de cette polémique, Dans Fombre de Le Pen apporte de nombreux éclairages sur le président du Pront national, sa stratégie, ses amitiés secrètes, ses liens avec l'argent.

animation-loisir. Ces faveurs familiales ne sont pas exclusives d'un clientélisme politique, avoué presque naivement par le maire de Toulou, Jean-Marie Le Chevallier, qui déclarait lors d'une conférence de presse le 6 novembre 1996 : Avant, on servait les copains. Nous n'avons pas les mêmes amis. »

Les huissiers d'étage récemment embauchés, comme tous les nouveaux venus au service des sports OIL ALL SETVICE IS un militant issu de la fédération de Saint-Denis, sont au moins connus pour avoir tenu les bureaux de

A Vitrolles, les recrutements par. affiliation politique ne manquent nas non plus : le nouveau responsable de la Maison du droit. Jean-Pierre Liparotti, est venu de Toulon, où il était resté responsable du parti quand tous ses amis s'étaient installés à la mairie. Un conseiller municipal frontiste de Marignane, Michel Troquier, est devenu chargé de mission. A Orange, signale notre correspondante dans le Vaucluse, du corps qui assuraient la protection rapprochée du maire pendant les élections législatives sont en voie d'intégration dans la police municipale. Le nouveau responsable de la SAUR, filiale de Bouygues qui gère l'assainissement de l'eau, était le responsable d'une association culturelle créée par

On n'a cité dans cette recension incomplète que des gens dont l'appartenance politique est publique. Syndicalistes et opposants politiques, dans les villes concernées, affirment qu'il ne s'agit là que de la partie visible de l'iceberg. Ils rappellent que, dans le même temps, avec fracas à Vitrolles ou Orange plus discrètement à Toulon, out été licenciés, écartés ou écceurés la plupart des cadres intermédiaires, dans tous les services non exclusivement techniques.

L'Assemblée nationale oublie ses clivages pour améliorer la veille sanitaire

Création d'un opérateur unique de transfusion sanguine

Tout au long de la discussion générale sur la proposition de loi du Sénat sur le renforcement de la veille sanitaire, jeudi 8 janvier, à l'Assemblée nationale, les députés n'ont cessé de rappeler que la santé publique devait «transcender» les clivages politiques.

« Les drames du sang, de la vache folle, de l'amiante nous appellent à la raison. C'est une occasion unique, historique, pour changer de cap », a plaidé André Aschieri (RCV, Alpes-Maritimes). Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, a parfois plaisanté avec l'opposition, et Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-du-Rhône) ne s'est pas retenu d'appplaudir le député Vert André Aschleri qui montait à la tri-

Pourtant, le texte voté le 25 septembre par la majorité sénatoriale promettait des échanges houleux. Mercredi 7 janvier, la veille des débats, le rapporteur de la commission des affaires sociales, Alain Calmat (PS, Seine-Saint-Denis), annonçait le dépôt de plus de 200 amendements sur cette proposition sénatoriale qui vise à rationaliser le système de santé publique, et prévoit la création de physicurs organismes: un institut de veille sanitaire qui reprend, en les élargissant, les compétences épidémiologiques du réseau national de santé publique ; un conseil national de sécurité sanitaire, interministériel, qualifié de « coquille vide » par le rapporteur; deux agences de sécurité sanitaire, l'une ciblée sur les produits de santé, l'autre sur les aliments. Cette strucie a ede vive quée par le gouvernement, qui militait au départ pour une agence unique avant de se ranger à la proposition du Sénat.

Le déséquilibre des moyens affectés aux deux structures constituait une autre source de polémique. Le 7 janvier également, Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-du-Rhône) informait qu'il déposerait une question préalable dès l'ouverture des discussions. Le recours à cette procédure, qui vise à « faire décider qu'il n'y a pas lieu à

NI DE DROFTE ni de gauche. delibérer », risquait pourtant de froisser la majorité sénatoriale, en particulier l'UDF Claude Huriet. rapporteur de la proposition de loi au Palais du Luxembourg.

Le débat a pris un tour plus diplomatique. Jendi matin. la commission des affaires sociales de l'Assemblée a adopté, à l'unanimité, un amendement fusionnant les établissements de transfusion sanguine en un seul opérateur national, et déposé à l'origine par M. Aschieri et par M. Mattéi. Devant la position « ouverte » de la commission, le député des Bouches-du-Rhône a renoncé à sa question préalable au profit d'une procédure moins brutale, le renvoi en

LES « COMPÉRES »

C'est aussi une manière plus élégante de signifier aux sénateurs que leur « texte, insuffisant, doit faire l'objet d'un examen plus approfondi », comme a tenté de démontrer ce professeur de médecine à la tribune, sans succès puisque le renvoi a été rejeté. Quant au gouvernement, il n'est « pas hostile » au principe d'un opérateur national unique en matière de transfusion sanguine, « au contraire », a indiqué Bernard Kouchner, ajoutant toutefois qu'« une expertise complémentaire reste nécessaire ».

Les deux « compères » UDF et écologiste se sont à nouveau alliés pour demander la création d'une agence de sécurité sanitaire sur l'environnement. Auteur d'un rapport sur le lien entre la santé et l'environnement, en février 1996, M. Mattéi a longuement plaidé la veille sanitaire. En vain.

Ou, du moins, une telle demande esti « prématurée », a indiqué le secrétaire d'Etat à la santé, qui a toutefois annoncé que « le premier ministre a donné son accord pour qu'une mission parlementaire étudie cette question ». « C'est la meilleure jaçon d'enterrer l'affaire», a rétorqué Jean-Prançois Mattéi. L'« entente cordiale » a quand même trouvé ses limites.

Clarisse Fabre

2.

3475

COMMENTAIRE PRÉFÉRENCE **FAMILIALE**

On aurait tort de croire que le clientélisme dont font preuve les équipes du Front national dans leurs municipalités est anecdotique. Il est au cœur de la doctrine et de la culture politiques de ce parti, pour qui la politique consiste à discerner l'ami de l'ennemi. Gérer la cité, c'est donc, d'abord, mettre ses amis, alliés et affidés aux commandes, puis faire profiter les siens des avantages du pouvoir.

Persuadées que tous ceux qui travaillaient sous la direction des élus précédents ne pouvaient être que des « clients », les équipes Front national ont d'abord installé aux postes de direction leurs proches, familiaux et politiques. Ensuite, elles ont peuplé les services de leurs clients, qui peuvent encore être des relations de famille. Pour les autres qu'on ne peut pas si facilement licencier, statut de la fonction territoriale oblige, l'intimidation ou l'achat par les augmentations ou les faveurs symboliques peuvent faire office de politique de gestion du personnel. Les programmes municipaux

sont écrits avec un peu plus de retenue que les pamphlets, mais on lit bien dans Mieux vivre à Toulon, livret de propagande électorale de 1995, une dénonciation des « élus coupés des réalités, mais pratiquant le clientélisme ». Et dans Allez Vitrolles, le programme de l'équipe Mégret, édité en 1995, il est bien écrit en toutes lettres que les services municipaux deviendront «un outil d'excellence impartial, rapide et efficace ». Ce n'est pas cette partie du programme que les nouveaux élus ont appliquée en priorité...

Michel Samson

L'Assemblée crée une commission d'enquête sur les droits de l'enfant

LES DÉPUTÉS ont adopté à l'unanimité, jeudi 8 janvier, la proposi-tion de Laurent Pabius créant une commission d'enquête sur les droits de l'enfant en France. Selon Jean-Paul Bret (PS, Rhône), rapporteur de la commission des affaires sociales, cette commission d'encuête devra « faire le point sur les réalités mais aussi formuler des propositions pour mieux garantir l'exercice des droits reconnus aux en-

Dominique Gillot (PS, Val-d'Oise) a dressé la liste des initiatives prises en faveur des enfants par plusieurs membres du gouvernement. « Lo protection de l'enfance maltraitée avait été déclarée grande cause nationale en 1997 », a répliqué Martine Aurillac (RPR, Paris). « Nous avons toujours été actifs dans ce domaine », a enchaîné le député communiste Bernard Birsinger (Seine-Saint-Denis). Bernadette Isaac-Sibille (UDF, Rhône) s'est dite « atterrée » d'avoir constaté, à la lecture du rapport de M. Bret, que « les mots "parents", "famille" et "adulte res-.. nsable" en étaient absents ».

MACCORD AVEC ISRAEL: le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jack Lang (PS), a estimé, mercredi 7 janvier, inopportune, dans le contexte actuel, la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël : « Chacun ici souhaite maintenir avec l'Etat d'Israel des relations amicales, mais nous ne pouvons pas ne pas être préoccupés par les coups portés au processus de paix », a affirmé M. Lang. Déjà, en mars 1997, Valéry Giscard d'Estaing avait obtenu, pour les mêmes raisons, que la ratification de l'accord avec Israel soit discutée en séance publique, en même temps qu'un accord entre les communautés européennes et l'Organisation de libération de la Palestine.

■ LANGUE FRANÇAISE : l'Académie française s'est adressée, jeudi 8 janvier, au président de la République pour lui « demander [son] alde » an sujet de l'appellation « Ma la ministre » dont usent certaines femmes de l'actuel gouvernement, et qui, seion elle, « porte atteinte à la langue française ». «Les intéressées non seulement commettent à leur insu un contresens grammatical, mais, de surcroît, vont à l'encontre de la cause qu'elles croient défendre », le principe de l'égalité femmes-hommes dans les fonctions publiques, affirment les

HOPPTAUX: trois syndicats hospitaliers, la fédération santé-socianx CFDT, l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) et le SNAM-HP (spécialistes, biologistes), ont vivement dénoncé, jeudi 8 janvier, lors d'une conférence de presse commune, l'« immobilisme » et l'« absence de politique » du gouvernement dans le secteur hospitalier. Ces trois syndicats, qui ont soutenu la réforme hospitalière programmée par Alain Juppé, s'en sont tout particulièrement pris à Martine Aubry, qui n'a, selon eux, « donné aucure orientation claire en matière de protection sociale ».

Jean-Louis Debré se refuse à choisir une méthode de révision constitutionnelle

CONTRAINT, par les hasards du calendrier, à s'exprimer le premier sur la révision constitutionnelle préaiable à la ratification du traité d'Amsterdam, Jean-Louis Debré n'a pu masquer l'embarras du RPR sur le sujet. « Nous n'avons pas à interférer dans le choix du président de la République », a affirmé le président du groupe RPR de l'Assembiée nationale, jeudi 8 janvier, lors de la présentation de ses vœux à la

Alors que, tour à tour, les princiux responsables de l'UDF, Alain Madelin, François Léotard et François Bayrou, ont dit leur préférence pour la réunion du Parlement en Congrès, au détriment d'un référendum, le mouvement gaulliste s'interdirait, ainsi, de choisir. Il est vrai qu'à la différence de ses partenaires centristes et libéraux, la famille gaulliste est partagée sur la construction européenne. Elle a désonnais à sa tête l'un des principaux partisans du « non » au traité de Maastricht, Philippe Séguin, qui est, en même temps, un ardent avocat du choiz, positif, fait par le peuple français lors du référendum de septembre 1992.

En pleine rénovation du RPR, il doit composer avec l'aile libérale et européenne représentée, notamment, par Edouard Balladur et ses amis, et avec le pôle dit « républicain » qu'anime Charles Pasqua, partisan d'un nouveau référendum, sans oublier qu'il revient à l'ancien président du RPR de choisir la procédure de la révision

constitutionnelle. M. Ségnin doit s'exprimer lui-même sur le sujet le 15 janvier, mais M. Debré n'a pas caché, jeudi, que son propos était en harmonie avec la réflexion de l'actuel président du Rassemblement. Ses déclarations avaient même valeur de message.

CONTRE UNE « RÉVISION ÉLARGIE » « Le gouvernement – et là, c'est sa responsabilité et non pas la responsabilité du président de la République - doit éviter la tentation de profiter d'une réforme imposée par le Conseil constitutionnel du fait du traité d'Amsterdam pour bouleverser entièrement notre loi constitutionnelle et pour demander aux Français de se prononcer sur des ions qui n'ant rien à voir avec le

Alain Peyrefitte en faveur du référendum



Dans un éditorial intitulé « La Voix du peuple » et publié jeudi 8 janvier, Alain Peyrefitte, sénateur (RPR) de Seine-et-Marne et président du comité éditorial du Figuro, se prononce pour un recours au référendum. « L'Europe ne sourait se construire dans le dos du peuple français. L'affaire le concerne d'autant plus directement que le champ de cette limitation rejoint le sujet de l'immigration », affirme notamment l'ancien ministre du général de Gaulle. Faisant référence au référendum sur le traité de Maastricht qui portait sur la « souveraineté économique », M. Peyrefitte ajoute que « sur notre souveraineté de Français par rapport aux étrangers, qui est un problème tout différent, il fant aussi trancher d'une façon qui ne puisse être contestée ». Selon « l'esprit de notre texte fondateur », explique-t-il, « la voie populaire s'impose pour les modifications majeures » de la Constitution.

traité », a affirmé le député de M. Debré faisait allusion à di-

verses réformes portant sur le cumul des mandats, la parité hommes-femmes, l'indépendance du parquet. Le RPR est donc opposé à l'idée émise par François Hollande, selon lequel on pourrait pro-fiter de l'occasion pour procéder à une révision élargie de la Constitu-

Toutefois, ainsi que l'a précisé le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, mercredi, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, « le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position » sur l'ampleur de la révision, précisant qu'il « [évitera] toute divergence avec le président de la République ». Le second message de M. Debré

porte sur le calendrier. Le RPR estime que la réforme constitutionnelle ne doit pas interférer avec les élections régionales du 15 mars. « Elle ne doit pas intervenir avant le printemps et, en tout cas, pas avant le conseil européen des 2 et 3 mai, qui doit arrêter la liste des pays qui peuvent participer à l'euro », a précisé M. Debré. Le RPR se donne alusi le temps de voir venir : sa position dépendra du choix de la date et du contenu de la réforme constitutionnelle

Jean-Louis Saux

l'Assemblée nationale ou ses clivages pour amelio la veille sanitaire .

HAS WELLBOURNESS ..

per qui prografe in discussion principalità del Principal

in Call the State of the same House Burger Housemen er that d'Enil & be windle, a particul author despi. Franchesterne, et (1717) con francost. Mortes (UII) (multire die Middel) die Vont pa-tione I gentliede de député Von partir matteil que montes à la tri

THE RESERVE THE PROPERTY AND PERSONS ASSESSMENT AND PROPERTY PROPERTY AND PERSONS ASSESSMENT ASSESS THE STREET SHEETER ALGO CH AT THE PROPERTY STORY ne in a dispite de prises de all the state and that I didn't ruin, m grafinist la establica de THE PERSONAL PROPERTY. The sistant and represent the PARTY OF STREET A SE AMERICA CONTRACTOR AND PROPERTY. forming in minimize management with the property and the second BUTCH PART OF CONTRACTORS AREA market at the table apparatus from

BUTTO AN AN ARROWS THE STREET SHOW AP IN AMERICA SESSE THE ACCES THE PERSON IS NOT THE WAR

the was the second at the second

See the second of the second s

higher was been generalised to have earlier.

CAN TO MANAGEMENT ME CONTROL الانتاء وفاج الاستعليها المالية فيراجه بالم Commence of the Section The same of the same of the same of the same THEOTHER PART WAS THE WAS A SHEET WITH

L'Assemblée crée une commissi d'enquête sur les droits de

angely have a product that a substitute of the first of the second

the state of the s

أأن الكال عالها المتعارض بالها بيد الهيامونيو Frenchiste properties and the second gandage region from the following the control of th September 1964 Sept. Sept. 1984 State applications, tarrest equipologically though the money that it is not geninger, content and the residence of the content THE RESERVE OF THE PROPERTY SHOWS A STATE OF THE PARTY OF the terms of the second of the contract of HARLES THE THEFT THE PARTY. The state of the s THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

The second of the second of the second

BARRING STREET STREETS TO PROSPECT OF THE PARTY. the designation of the second of the second the wind where the way of the said THE RESERVE AND ASSESSED. The second of the second of the second

water but and program on the other than the state of the s The said the said and the said of the said The state of the s the state of the state of the state of the state of MAR FRANK AND TANAGEMENT THE The second of th The second secon America 2 th Tables Brown It is a second

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THE WAY OF THE PARTY OF ----THE PERSON NAMED IN THE PE Car allen epatelle de Sprage 1994

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. -

IMMIGRATION Le 10 dé-

mandamenta (m. 1901). San akara sa wasangan sa sanaga sa sanaga sa sanaga sa sanaga sa sanaga sa sanaga sa san San akara sa sanaga sa sanaga

politique de codéveloppement liée cembre, Sami Naîr, conseiller au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, avait remis à Lionel Jospin un rapport « de bilan et d'orientation sur la port » des mesures préconi-

sées dans le rapport, le gouvernement n'a pour l'heure pas décidé de le rendre public. • TANT À MATI-GNON que place Beauvau, on craint en outre l'impact qu'aurait la décitemporaires composés notamment d'étudiants et de jeunes travailleurs

sion de recréer des flux de migrants contenu est révélé par Le Monde, propose de négocier avec les pays du Sud des « conventions de codédes pays du Sud venant se former en véloppement-migration ». (Lire aus-France. ● CE DOCUMENT, dont le si notre éditorial page 16.)

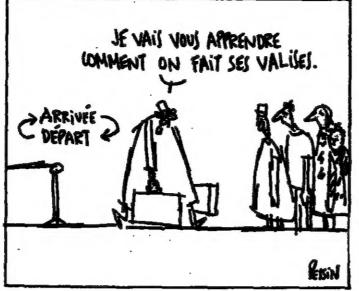
Le rapport Naïr propose de mettre l'immigration au service du développement

Remis au premier ministre, ce document, dont le contenu est révélé par « Le Monde », met le gouvernement dans l'embarras : comment promouvoir le codéveloppement sans donner l'impression de vouloir recréer des flux migratoires ?

TRANSFORMER le prétendu « problème » de l'immigration en un puissant moyen de développement et de solidarité avec les pays du Sud : telle est l'idée qui domine les quarante pages du rapport re-mis, le 10 décembre 1997, au premler ministre par Sami Naîr, conseiller au cabinet de Jean-Pierre Chevènement et professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII - Saint-Denis (Le Monde du 13 décembre). Pour l'heure, le gouvernement n'a pas rendu pu-blic ce document, commandé le 7 novembre par M. Jospin, préférant le qualifier de simple «rapport d'étude ».

L'idée de codéveloppement définie dès le début des années 80 par Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération de François Mitterrand, consiste à faire évoluer les rapports classiques de coopération vers des relations visant un développement commun et durable. Dans le domaine de l'immigration, il s'agit de mettre en valeur l'intérêt commun qu'ont les pays du Nord et du Sud à maîtriser les flux et à considérer les migrants comme vecteurs de développement grâce aux compétences qu'ils peuvent transférer vers leurs pays

La France « doit agir sur les causes des migrations si elle veut éviter, par des mesures dracontennes, de ruiner les principes mêmes de l'Etat républicain de droit », écrit M. Nair. Pour lui, « la politique de codéveloppement n'a pas pour but de favoriser le retour des immigrés chez eux s'ils n'en ont pas la volonté. Au contraire, leur présence en France est précisément



la condition de l'aide efficace aux pays d'origine. Elle n'a pas non plus pour objectif la venue de nouvelles migrations parce qu'elle ne prône en aucun cas l'ouverture tous azimuts des frontières. Elle vise surtout à renforcer l'intégration en France tout en favorisant la solidarité active avec les pays d'origine, à créer les conditions sociales pour aider les migrants potentiels à demeurer chez

La multiplication de micro-projets de développement gérés par les migrants, avec l'aide de l'Etat et des collectivités territoriales (région, département, ville française), et la formation en France de cadres destinés à satisfaire des besoins locaux comptent parmi les moyens utilisés. La promotion des immigrés en « vecteurs du développement » doit aussi faciliter leur intégration en France. Mais le codéveloppement n'est pas seulement une nouvelle forme de coopération. Il invite à remettre en cause les effets pervers de la fermeture des frontières. Cette fermeture conduit les migrants à rechercher une installation définitive, alors qu'ils préféreraient pouvoir aller et venir librement. Ils savent, en effet, que, «s'ils quittent la France au terme

difficile d'y revenir ». Pour sortir de cette contradiction, le rapport Nair propose d'organiset « la mobilité et l'alter-

d'un sejour temporaire, il leur sera

nance ». « C'est la seule manière, leur retour. Après retour, étudiants peut-on lire dans ce document, de limiter de façon significative la pression migratoire et l'immigration illégale qui en découle, de lui donner une réponse légale bénéfique tant pour la France que pour les pays d'origine. Cette alternance doit (...) relever d'une véritable politique de contingentement des flux migratoires » qui consiste à « faire appel à des contingents de personnes destinées à se former en travaillant en France, en vue d'un retour programmé dans le pays d'origine ».

LE MAINTIEN DES LIENS

Dans cette perspective, Sami Naîr propose de négocier avec les pays du Sud des « conventions de codéveloppement-migration » impliquant non seulement les Etats, mais aussi les collectivités territoriales, les entreprises, les organisations professionnelles, les universités et les organisations non gouvernementales (ONG). En vertu de ces contrats, la France s'engagerait à former des cadres et des travailleurs que les pays d'origine promettraient de réaccueillir ensuite. Les conventions prévoiraient aussi d'intégrer les questions d'immigration dans les modalités de la coopération.

Chaque année, des « contingents de codéveloppement tenant compte des besoins des pays » seraient négociés, permettant à des jeunes travailleurs et à des étudiants de venir se former en France à condition qu'ils s'engagent à « mettre les compétences ainsi acquises au service du développement de leur pays .. Les étudiants bénéficieraient d'une garantie d'emploi à

et stagiaires se verraient délivrer « un visa de circulation de longue durée et renouvelable », mais ne pourraient accéder au statut de résident stable en France.

Ce système, applicable aussi aux artistes et aux immigrés acceptant de se réinstaller au pays, permettrait de « lutter contre la fuite des

des étrangers légalement installés en France, et pourraient être prolongés par des prêts. Dans le même esprit, l'épargne des immigrés pourrait être orientée « vers des investissements productifs > à travers des « instruments financiers mixtes » permettant de pallier les insuffisances des systèmes ban-

acceptant le retour, mais aussi à

Un universitaire conseiller de M. Chevènement

Conseiller technique chargé de l'intégration et du codéveloppement au cabinet du ministre de l'Intérieur, Sami Nair est professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII (Saint-Denis). D'origine algérienne, cet universitaire et philosophe, spécialiste des questions liées à l'immigration, a été président de l'Institut d'études et de recherches Europe-Méditerrannée. Il avait estimé, en septembre 1996, dans ces colonnes, que les lois dites Pasqua de 1993 sur l'immigration n'étaient « ni bonnes, ni justes, ni applicables dans le respect du droit », avant d'adopter une position plus modérée et d'expliquer qu'il était « peu sérieux de faire de l'abrogation formelle de la loi sur l'entrée et le séjour de 1993 la question-test de la fidélité de la gauche à ses promesses ». M. Nair est l'auteur d'un ouvrage intitulé Contre les lois Pasqua (Arléa, 1997) et, avec Edgar Morin, d'Une politique de civilisation (Arléa, 1997), dans lequel II décrit notamment la mondialisation comme « une guerre commerciale permanente » et dénonce la formation d'« un nouveau système d'élites à l'échelle mondiale ».

compétences » tout en maintenant les liens avec la France. Parallèllement, le rapport veut inciter l'Etat à renforcer son soutien financier aux projets de développement mis en ceuvre par les associations de migrants, parfois en collaboration avec les collectivités territoriales. L'expérience menée depuis 1994 au Mali et au Sénégal devrait être étendue. Les financements attribués aux projets eux-mêmes, et non aux personnes, seraient attri-

bués non seulement aux immigrés

caires locaux. Pour gérer l'ensemble du dispositif et mobiliser les financements nécessaires, Sami Naîr propose la création d'une structure interministérielle placée sous l'autorité directe du premier ministre ». Sa mise en place serait précédée d'une série de débats publics avec les entreprises et les universités, couronnée par l'organisation, en avril, d'« états généraux migrations-codéveloppement ».

Philippe Bernard

Le gouvernement hésite à recréer des flux de migrants temporaires

ment, il est urgent de prendre le temps de la réflexion. Le mot d'ordre est bien respecté par le gouvernement depuis la remise à Lionel Jospin, voici environ un mois, du rapport Naïr. Le contenu de ce document, révélé par Le Monde (13 décembre 1997), n'a pas été rendu public officiellement. Il est aujourd'hui partiellement cains en décembre - Maroc, Sénéconsultable sur le site internet des sans-papiers de Saint-Bernard. «Le gouvernement n'a pour l'instant aucune position sur les propositions de Sami Nair, confirme-t-on à Matignon. Il attend que les minis-

tères concernés (affaires étrangères,

LE RAPPORT demandé à Sami

Nair est l'un des éléments d'une

vaste réflexion lancée par le gouver-

nement Jospin pour rationaliser la

politique française de coopération culturelle et technique et d'aide au

développement. L'une des ambi-

tions de cette démarche, parmi

beaucoup d'autres, était en effet

d'articuler certains aspects de cette

politique avec la nouvelle politique

Jospin à Matignon, la réforme de la

coopération aura donné lieu à d'ho-

mériques, bien que discrètes, batailles politiques et administratives.

Elle devrait faire l'objet dans quel-

ques jours d'une réunion d'arbitrage

interministérielle, présidée par le

premier ministre, et être finalement

présentée, en principe, lors du der-

nier conseil des ministres du mois

L'objectif est de rendre plus effi-

cace cette partie de l'action exté-

tieure de la France qui relève au-

jourd'hui de centres de décisions

multiples: secrétariat d'Etat à la

coopération : ministère des affaires

étrangères : ministère de l'économie

et des finances, qui, par la tutelle

qu'il exerce sur la Caisse française

de développement, gère la plus l'opposition de l'Elysée et par celle

Annoncée des l'arrivée de Lionel

de l'immigration.

de janvier.

térieur), actuellement consultés, se soient prononcés sur leur faisabili-

La prudence officielle s'explique par le souci de ne pas relancer de polémique sur l'immigration après le débat agité à l'Assemblée nationale sur le projet Chevenement. En se rendant dans trois pays afrigal, Mali -, M. Jospin a commencé à délivrer le message : « Le codéveloppement est l'un des movens qu'utifisera le gouvernement pour maitriser les flux migratoires. » Ce sont surtout la hardiesse de

certaines suggestions de M. Naïr

de coopération

grosse partie de l'aide ; Elysée enfin,

qui, comme de tout temps, inter-

vient directement dans les affaires

Au départ, deux approches sur-

tout étaient en concurrence. L'une

était la création d'un grand minis-

tère du développement qui aurait

hérité notamment des prérogatives

du secrétariat d'Etat à la coopéra-

tion, rue Monsieur, et d'une partie

de telles du ministère des affaires

étrangères. Elle avait les faveurs de

membres du Parti socialiste qui

voyaient là, notamment, un moyen

de redonner au gouvernement une

emprise sur la politique africaine de

Elle avait les faveurs aussi, pour

d'autres raisons, de ceux qui ont as-

sumé le secrétariat d'Etat de la rue

Monsieur: non seulement son ac-

mel titulaire Charles Josselin, mais

aussi son prédécesseur, Jacques

Godfrain, qui rappelait récemment

publiquement l'engagement pris par

Jacques Chirac il y a queiques an-

nées de s'opposer à la disparition du

ministère de la coopération. Cette

position a cependant été vaincue

dès le début des discussions par

LA « PRIORITÉ AFRICAINE »

abouti de son travail qui semblent avoir conduit le gouvernement à opter pour la discrétion. Ainsi, le ministère de l'intérieur ne voit a priori pas d'un bon œil l'idée centrale du document qui consiste à recréer des flux de migrants temporaires composés notamment d'étudiants et de jeunes travailleurs des pays du Sud venant se former en France. « Nous voulons ètre certains que les personnes qui entreraient sortiraient effectivement, se fustifie-t-on à Matignon. Nous ne pouvons lâcher l'idée dans la nature sans tester sa faisabilité et ses conséquences politiques. »

se ferait désormais au nom de l'intérêt du pays d'origine? M. Jospin s'apprête à réformer la politique

> du ministère des affaires étrangères. L'autre approche qui l'a emporté est celle d'un « rapprochement », comme on dit pudiquement, entre la coopération et le ministère des affaires étrangères, en fait d'une intégration de la Rue Monsieur au Quai d'Orsay, avec fusion progressive des

Cette option de base ayant été acquise, l'Elysée ayant veillé par ailleurs à ce que « rien ne se fasse au détriment de la priorité africaine », comme on dit dans l'entourage du président de la République, restaient à définir les compétences respectives du quai d'Orsay et de Bercy, qui se partageront la tutelle de la Caisse française de développement, laquelle devrait changer de nom et s'appeller Agence française du développement. Enfin, pour laisser aux dirigeants africains un interlocuteur privilégié dans cet ensemble réformé, un poste de ministre délégué à la coopération devrait être créé. Ce sera, comme le suggérait récemment le président du Gabon, Omar Bongo, l'équivalent du ministre délégué aux affaires européennes. Mais ce sera comme lui un ministre sans administration et sans budget.

Claire Tréan

EN MATIÈRE de codéveloppe- coopération, affaires sociales et in- et, dit-on, le caractère encore non Tout le progrès attendu du co- d'ailleurs en vue sur ce point avec tionales relayé par l'Union eurodéveloppement repose en effet sur l'organisation de mobilités nouvelles entre la France et les pays du Sud, ainsi que sur le dynamisme à la fois économique, financier et intellectuel que ces mouvements doivent impulser. Une telle démarche peut être considérée comme une brêche dans le dogme de la fermeture des frontières en vieueur demis 1974, mais elle est d'ores et déjà acceptée par nombre d'observateurs des questions d'immigration. Ne permetelle pas de justifier un contrôle strict des départs d'étudiants qui

> Un autre point du rapport Naïr laisse le gouvernement sceptique. Il s'agit de la proposition de créer une structure interministérielle placée directement sous l'autorité du premier ministre. M. Naïr n'a jamais caché qu'il en prendrait volontiers la responsabilité, ce qui a fait grincer des dents tant au Quai d'Orsay qu'au secrétariat d'Etat à la coopération. Dans l'entourage de Lionel Jospin, on s'interroge sur l'utilité d'une telle création, sans pour autant l'écarter formelle-

> Les propositions concernant l'accueil des stagiaires sont reçues favorablement. Des accords sont

le Maroc et le Sénégal. De même, l'aide aux projets de migrants acceptant le retour, qui fonctionne déjà avec le Mali et le Sénégal, pourrait être étendue au Maghreb, à la Turquie et à la Roumanie.

PEAUFINER LES PROPOSITIONS Mais, globalement, le rapport

Naîr est jugé « inachevé » à Matignon, où l'on refuse de le mettre en parallèle avec le travail de Patrick Weil sur la nationalité et l'immigration qui, publié fin juillet, avait immédiatement été traduit en projet de loi. «Les propositions sur le codéveloppement demandent à être retravaillées et négociées avec nos partenaires africains », estimet-on au cabinet du premier mi-

En tout état de cause, les précautions prises par ML Nair pour éviter tout télescopage entre son travail et la gestion des reconduites à la frontière des étrangers recalés par la circulaire Chevènement de régularisation ne devraient pas être trahies. « Nous ne réduirons pas le codéveloppement à un habillage des reconduites, jure-t-on à Matignon. Nous voulons agir à la source pour éviter de nouveaux drames des sans-papiers et faire de cette politique un axe des relations interna-

péenne. » On voit mal cependant le gouvernement se priver de la rhétorique avantageuse du codéveloppement lorsqu'il devra annoncer à l'opinion, et gérer à partir du printemps, plusieurs dizaines de milliers de reconduites à la frontière.

Entre-temps, l'épais dossier de la réforme du système français de coopération devrait avoir été traité avec l'annonce prévue dès la fin du mois de janvier de la réorganisation de la politique africaine de la France. Le codéveloppement devrait être partie prenante de cette réforme au même titre que l'audiovisuel extérieur, l'aide militaire et la coopération culturelle, scientifique et technique. Mais les véritables arbitrages devraient intervenir plus tard. Le gouvernement se donne encore un mois pour peaufiner sa doctrine sur la base des propositions de M. Nair. Ensuite, d'ici à l'été, devrait débuter la négociation des conventions de codéveloppement avec les pays d'émigration, tandis que serait défini le cadre administratif d'accompagnement. On saura alors si le rapport Nair était destiné à sortir du tiroir où il se trouve aujourd'hui confiné.

Ph. Be.





M. Garaudy comparaît pour « complicité de contestation de crimes contre l'humanité »

ROGER GARAUDY défend-il des thèses révisionnistes ou poursuit-il un vieux et long combat contre tous les intégrismes? Cette question était dans tous les esprits. ieudi 8 janvier. lorsque le phi-

quatre-



chambre du tribunal correctionnel de Paris, où il comparaissait pour « complicité de contestation de crimes contre l'humanité ». « diffamation à caractère racial » et « provocation à la discrimination, à la haine et à la violence raciales » en compagnie de Pierre Guillaume, l'éditeur de son livre Les Mythes fondateurs de la politiaue israélienne.

Roger Garaudy doit s'expliquer sur des passages de l'ouvrage dans lesqueis il dénonce l'exploitation de ce qu'il appelle les « mythes théologiques » et les « mythes du XX siècle » - notamment l'Holocauste - en faveur des « sionistes » et de «l'Etat d'Israel ». Paru une première fois en décembre 1995 dans la revue révisionniste La Vieille Taupe, dirigée par Pierre Guillaume, l'ouvrage a été publié quelques mois plus tard à compte d'auteur. Cinq procédures ont été engagées contre le philosophe après les plaintes de plusieurs associations de déportés ainsi que de la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme) et du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

ANCIEN RÉSISTANT

dy semble déterminé. « j'ai l'impression d'être invité à un procès pour un livre que je n'ai pas écrit, explique-t-IL On me dit que ce serait un appel à l'antisémitisme, à la haine raciale. Mes adversaires font la confusion entre le judaîsme, qui est une religion que Je respecte, et le sionisme, qui est une politique que je combats. » Il se lance alors dans la lecture de certains passages de son ouvrage qui, à l'en croire, prouve qu'il n'est pas antisémite : « Le dessein monstrueux d'Hitler », « Tel fut le martyrologe des déportés juifs esclaves ». « L'assassinat d'un seul innocent, qu'il soit juif ou qu'il ne le soit pas est déjà un crime contre l'humanité »...

Le président, Jean-Yves Montfort, écoute attentivement avant d'interpeller le prévenu. « Il y a pourtant des différences entre les deux éditions de votre livre. Dans la deuxième, les noms de Robert Faurisson et de Paul Rassinier (deux historiens révisionnistes] ont disparu. Comme si vous vouliez gommer toute compagnie peu honorable, rendre le livre plus présentable. Je me trompe? * * Oui, répond Roger Garaudy. Je ne voulais pas décentrer ce livre. Il a été traduit dans vingttrois pays différents, je ne souhaitais pas l'encombrer de noms inconnus ailleurs qu'en France. Je crois que toute ma vie dit le contraire de ce qu'on me reproche. »

Ancien résistant déporté au Sahara, ancien marxiste, ancien chrétien, aujourd'hui converti à l'islam, le philosophe veut démontrer qu'il est « resté fidèle au rève de [ses] vingt ans »: « L'unité des trois religions sémites. » « Mon propos n'est pas de discuter du nombre de morts de l'Holocauste, mais de démontrer que c'est la politique sioniste qui engendre une nouvelle vague d'antisémitisme. Dans la revue Révision, on m'a traité de carpette en affirmant que c'est tout le judaïsme qu'il fallait

Les explications du prévenu ne semblent pourtant pas convaincre les avocats des parties civiles pour iesquels le livre mis en cause va audelà de la simple critique du mouvement sioniste. Dans le public, se retrouvent côte à côte des militants d'extrême gauche et d'extrême droite, des jeunes affublés de l'écharpe palestinienne, mais aussi des révisionnistes connus. comme Robert Faurisson et Henri

Acacio Pereira 27 février 1997).

Matignon estime que des « faux grossiers » ont été produits dans l'« affaire Saint-Aubin »

La thèse d'une bavure des services secrets lors de la mort de ce jeune homme, dans un accident de la route en 1964, est démentie

grossiers ». Il s'en tient à la thèse d'un vembre 1997, un ancien de l'OAS a présenté L'e affaire Saint-Aubin », du nom de ce ieune accident provoqué involontairement par un

DEUX JEUNES gens morts dans un accident de la route en 1964... Une enquête verrouillée, la justice prise en faute... Trente-trois années de joutes médiatiques pour une famille de bijoutiers dijonnais... L'affaire Saint-Aubin échappe à la logique du temps et de l'oubli. Elle ressurgit régulièrement, de manière plus ou moins retentissante. Andrée Saint-Aubin, la mère du conducteur, n'a jamais cessé de lutter, malgré la mort de son mari en 1994. Cette femme de soixante-dix-neuf ans, intarissable sur les moindres points du dossier, croit que son fils et la jeune fille qui l'accompagnait ont été victimes d'une « bavure » des services secrets. Reste à le prouver. Or toutes les démarches entreprises en ce sens sont demeurées vaines.

homme, mort dans un accident de la route en

1964 connaît ses ultimes soubresauts. En no-

Andrée Saint-Aubin est restée telle que les journaux la décrivaient dans les années 60 : distinguée, vive d'esprit, toujours souriante. Bien sûr, elle avoue sa lassitude à entendre le rappel des faits, mille fois répété. Elle voudrait que les journalistes de 1997 lui apportent enfin de nouvelles informations. Des preuves, surtout. Mais son histoire a connu tant de rebondissements qu'elle oblige à un retour au 5 iuillet 1964.

TÉMOIGNAGE RECUSÉ

Ce jour-là, son fils Jean-Claude, vingt-trois ans, et une jeune fille prénommée Dominique trouvent la mort dans un accident de voiture à Puget-sur-Argens (Var). La Volvo immatriculée en Suisse s'écrase contre un platane, au lieudit Les Esclapes. Les gendarmes concluent à une sortie de route. Les parents, eux, ont le sentiment contrôle du véhicule. D'autant qu'un témoin affirme avoir vu un camion militaire débouler d'un chemin, percuter la Volvo puis s'enfuir, suivie d'une 203 Peugeot noire. Las, les enquêteurs récusent ce témoignage.

Persuadés qu'on leur cache la vérité, les parents finissent par se convaincre qu'il s'agit d'une confusion. Selon eux, les services secrets auraient eu pour mission d'éliminer un avocat, Jean Méningaud, proche l'OAS - organisation favorable à l'Algérie française - qui de-

route à bord d'une Volvo immatriculée en Suisse. Les agents se seraient donc trompés de cible.

à sa mère, Andrée Saint-Aubin, des photocopies de documents accréditant, selon lui,

Voilà les Saint-Aubin entraînés dans un interminable combat. Les obstades ne manquent pas: rapports dissimulés, registres falsifiés, faux procès-verbal des douanes... Des années durant, ils réclament la « vérité ». Mais la justice ne veut pas entendre parler d'un camion militaire. Un juge ira jusqu'à qualifier ces notables, honorablement connus à Dijon, de « déséquili-

Sollicitée par le couple en 1981, la chancellerie s'étonne que leur dossier alt disparu du tribunal d'Aix-en-Provence depuis 1978 | Le garde des sceaux, Robert Badinter,

scène fin 1993. Michel Enaud, cinquante-deux ans, se présente comme un ex-sympathisant de l'OAS. Président d'une petite amicale d'anciens parachutistes basée à Toulouse; il prétend détenir quatre documents prouvant que l'armée voulait éliminer Méningaud et aurait donc commis une erreur. Selon lui, ces documents auraient été dérobés en 1991 dans une caseme paloise par un certain « capitaine Ribert ».

QUATRE DOCUMENTS

Etormant parcours que celui de Michel Enaud. Engagé volontaire dans les commandos de l'air en novembre 1959, il n'est resté que trois ans dans l'armée, au grade de deuxième classe. Un passage mar-

Vingt-six décisions de justice

L'affaire Saint-Aubin est Pun des plus longs feuilletons judiciaires du siècle, avec pas moins de neuf procédures et vingt-six décisions de justice entre 1964 et 1990. Ce dossier, abondamment traité dans nos colonnes, a marqué la carrière de nombreux enquêteurs. Ainsi, Le Monde a sollicité le témoignage du responsable de l'enquête initiale, l'officier de gendarmerie Robert Mion. En 1964, il dirigeait la brigade de Fréjus, et le sérieux de son enquête sur l'implication éventuelle d'un camion militaire avait été contesté. Son épouse nous a fait savoir qu'il ne souhaitait plus s'exprimer sur ce sujet : « Y en a marre de cette affaire! Marre, marre, marre... Ces gens-là sont fous! Mon mari a déjà tout dit! »

charge alors ses services de le reconstituer. Pour la première fois, l'autorité judiciaire va reconnaître que « l'accident » a été « provoqué par la manœuvre imprudente d'un camion militaire ». Les militaires fautifs auraient tout fait pour dissimuler leur responsabilité. Malgré tout, la chancellerie écarte la thèse était accidentelle.

Les Saint-Aubin avaient donc partiellement raison. En 1990, le médiateur de la République, Paul Legatte, décide de leur accorder 500 000 francs en réparation du « mauvais fonctionnement de la justice ». L'affaire n'est pas terminée pour autant car M= Saint-Aubin demeure persuadée que l'accident était prémédité. Elle veut établir, même symboliquement, la respon-

C'est dans ce contexte qu'un nouveau personnage entre en

qué par son engagement dans l'OAS. En 1962, l'armée n'a pas renouvelé son contrat. De multiples déboires judiciaires, notamment pour « voi avec effraction, abus de confiance et escroquerie », bui ont ensuite valu divers séjours en prison. Cet ancien garde du corps de Brigitte Bardot a également dirigé

butte à des difficultés financières. Détient-II des pièces décisives? Soucieux d'éviter toute poursuite, il exige des « garanties » pour les dévoiler. Après divers rebondissements, il faut attendre l'automne 1997 pour que l'histoire s'accélère. Le 23 octobre, son avocat écrit au garde des sceaux, Elisabeth Guigon. Enaud scrait disposé à révéler ses « renseignements » à condition de ne pas être « inquiété ».

Fin novembre, alors que Mª Guigou tarde à répondre, il accepte tout de même de montrer

trois des quatre documents à M= Saint-Aubin, Rendez-vous est pris dans un café de Châlon-sur-Saone. La vieille dame vient avec son deuxième fils et un ami. Dans une mise en scène digne d'un film policier, ils rencontrent des émissaires de M. Enaud, trois hommes très méfiants. L'un d'eux joue les guetteurs, tandis qu'un autre s'attable avec eux. Le troisième sort chercher des photocopies des documents. Les Saint-Aubin ont juste le droit de les recopier à la main. x Tamais nous n'avons été aussi près du but », se réjouit Mª Saint-Au-

çais. Après avoir fait étudier ces éléments, Matignon considère qu'il s'agit de « faux

bin, toujours aussi dynamique. Ces textes, tels qu'ils out été recopiés, n'ont pas encore été rendus publics mais Le Monde a pu les consulter. A première vue, il s'agi-rait d'ordres de mission signés par un général, les 4 juin, 20 juin et 2 juillet 1964, à destination d'un capitaine de la garnison de Fréjus. Les instructions sont claires: « Intercepter et neutraliser Méningaud Jean (...) ou lieu-dit "les Esclapes", Puget-sur-Argens. > Autrement dit, abattre l'avocat. En bas à gauche, apparaissent les noms des personnes informées de la mission: un préfet, un responsable des services secrets, un ministre gaulliste, un avocat, un commissaire de police et même un cald du Milieu! Rien que des personnages souvent cités comme des acteurs de la lutte contre l'OAS. Des hommes-clés de cette époque tourmentée.

MANIPULATION?

Si ces documents étaient authentifiés, nul doute qu'il s'agirait d'une affaire d'Etat. Pour en savoir davantage, Andrée Saint-Aubin a écrit au ministre de la défense, se prononcer sur ces « ordres de mission >. Or, selon de bonnes sources, le doute n'est pas permis : ce sont des « faux grossiers ». L'indice le plus flagrant concerne l'entête « Ministère de la défense » alors qu'en 1964 l'intitulé exact était « Ministère des armées » ! D'autre part, le numéro d'immatriculation attribué à la Voivo de Méningaud est manifestement erroné. Enfin, élément plus subjectif, on voit mal comment un ordre secret aurait pu être diffusé à au moins huit personnes, dont cinq civils.

Devant la nécessité de répondre à Mª Saint-Aubin, une réunion s'est tenue récemment à Matignon, avec des représentants des ministères de la défense et de la justice. Après vérification, les services de M. Jospin ont décidé de n'accorder « aucun crédit » aux documents, « ni dans la présentation ni dans la formulation ». L'existence d'un « capitaine Ribert » est également mise en doute. Matignon s'en tient à la thèse d'un accident provoqué involontairement par un camion militaire. Un accident que l'armée aurait longtemps essayé d'étouffer. Pas d'at-

tentat, donc. Faut-il conclure à une manipulation orchestrée par Enaud? Aurait-il cherché à « mouiller » des adversaires de l'OAS ? Sofficité par Le Monde, il a paru décontenancé : «Des faux? Je ne vois pas... Je ne sais pas... Le capitaine existe et ses documents sont d'époque. J'ai pu en faire des photocopies. A notre avis, ils sont très crédibles. Enfin, vous savez, on n'est jamais sûr à 100 %... S'îl y a eu manipulation, je ne vois pas dans quel but. En tout cas, mon équipe n'y est pour rien. On essaie de nous faire passer pour des farfelus! » De son côté, M= Saint-Aubin avoue sa « déception ». « C'est monstrueux. Pourquoi auraient-ils fait cela? », se demande-t-elle à propos des Toulousains.

Après cet épisode rocambolesque, dont la principale victime est Mª Saint-Aubin, il reste à savoir si l'affaire est close. Dans un courrier adressé le 16 juillet 1997 à M. Jospin, la vieille dame sollicitait ia levée du secret-défense sur l'ensemble on dossier. Lorsque la future « commission du secret de la à l'initiative du gouvernement, sera opérationnelle, elle sera habilitée à donner son avis sur la question. A condition, évidenment, qu'une partie du dossier soit effectivement couvert par le secret-défense, ce qui reste à établir. A condition, aussi, que la commission soit saisie par un magistrat, dans le cadre d'une enquête. Or il n'y a plus aucune procédure en cours dans cette affaire. Cette fois, la fin du feuilleton paraît proche.

Philippe Broussard

Les syndicats d'enseignants divisés sur la réforme du lycée

savoirs enseigner dans les lycées? » et présentée, jeudi 8 janvier, par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire (Le Monde du 9 janvier), divise les syndicats d'enseignants. Regrettant de n'avoir « jamais été consultés, ni sur la pertinence, ni sur le contenu de l'opération ministérielle », le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES-FSU) - majoritaire aux dernières élections professionnelles - et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP-FSU) expriment de nombreuses réserves sur les conditions du débat.

Ces deux organisations considèrent que le dispositif adopté ne garanti pas « un débat large et appronfondi sur des questions de fond ». Néanmoins, le SNES et le SNEP appellent les personnels à s'engager dans la consultation et à agir partout « pour transformer les conditions du débat et de sa transpa-

De son côté, le Syndicat national autonome des ly-

LA CONSULTATION nationale intitulée « Quels cées et collèges (Snalc-CSEN) n'hésite pas à dénon-avoirs enseigner dans les lycées? » et présentée, cer « la supercherie de la prétendue consultation sur les lycées conçue pour induire de force des conclusions déterminées à l'avance ». Le Snalc, ainsi que le syndicat Force ouvrière des lycées et collèges (SN-FO-LC), se disent persuadés que cette opération a pour cible le baccalanréat. « Les ministres veulent s'attaquer à la clé de voute du système d'enseignement », s'insurge le

> En revanche, le Syndicat des enseignants (SE-FEN), tout comme le SGEN-CFDT, approuvent cette consultation. Le SE-FEN « se félicite du lancement de ce débai » mais demande au ministre « de prendre tous les dispositions pour que les résultats de cette consultation ne terminent pas dans un tiroir ». Enfin, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) annonce qu'elle « prendra part au débat » mais « regrette que le questionnaire des élèves ne concerne pas la vie au lycée ».

Sandrine Blanchard

Une proche de Roland Dumas mise en examen dans l'« affaire » des frégates de Taïwan

ANCIENNE collaboratrice du groupe Elf Aquitaine, puis de Roland Dumas, Christine Deviers-Joncour s'est vu notifier, jeudi 8 janvier, une nouvelle mise en examen, du chef de « complicité de tentative d'escroquerie ». Incarcérée depuis le 7 novembre, à la suite de la mise en évidence d'une série d'avantages qui lui avaient été consentis par le groupe Elf, en France et en Suisse, Mª Joncour est désormais soupçonnée d'avoir pris part, en 1991, à une manoeuvre destinée à soutirer à la société Thomson une commission de quelque 150 millions de francs, en marge de la vente de six frégates équipées à Taïwan (Le Monde du

mulé derrière une société strisse et vraisemblablement dirigé par Alfred Sirven, ancien directeur d'Elf aujourd'hui en fuite, avait revendiqué un pourcentage du marché (dont le total avoisinait 12 milliards de francs), pour prix d'une « intervention » dont les dirigeants de Thomson ont toujours contesté la réalité. L'ex-PDG du groupe d'électronique, Alain Gomez, ayant refusé de payer, la société suisse avait engagé une procédure arbitrale à Genève. Or M= Joncour a reconnu, devant le juge Eva Joly, avoir perçu sans attendre, au début de 1992, une somme totale de 59 millions de francs sur un compte suisse, dont

luxueux appartement parisien, payé 17 millions.

Il semble établi que ces fonds furent libérés sur l'ordre d'Alfred Sirven, mais l'enquête n'a pas encore déterminé s'ils furent ou non extraits de la caisse d'Elf. Les enquêteurs ignorent surtout pour quelle raison M= Joncour, alors chargée par Elf d'une mission de « relations publiques » auprès de M. Dumas, ministre des affaires étrangères, encaissa une telle somme, avant même que Thomson ait consenti à payer la commission espérée (Le Monde du

M. Le Pen mis en examen pour ses propos sur le « détail de l'Histoire »

LE JUGE D'INSTRUCTION parisien Jean-Paul Valat avait, dans le courant du mois de décembre, mis en examen le président du Front national pour « contestation de crimes contre l'humanité ». Jean-Marie Le Pen avait réaffirmé que les chambres à gaz étaient un « détoil de l'Histoire de la Seconde guerre mondiale ». ». Sa mise en examen lui a été notifiée par écrit, après l'ouverture de l'information judiciaire le 17 décembre. M. Le Pen avait tenu les propos incriminés le 5 décembre, à Munich, lors de la séance de promotion du livre que lui a consacré l'ancien Waffen SS Franz Schoenhuber. Des déclarations identiques ont déjà valu au président du Front national d'être condamné par le juge des référés de Nanterre à verser de 1 à 100 000 francs de dommages et intérêts à onze associations d'anciens

DÉPÉCHES

DROGUES: l'association Act Up-Paris se « réjouit » des propos de Johnny Hallyday dans Le Monde sur sa consommation de cocaine. Jeudi 8 janvier, l'association a indiqué qu'« il n'est pas si fréquent qu'une personnalité témoigne publiquement de pratiques proscrites par la loi de 1970 » et estime que son combat « contre une loi qui crimina-

lise les usagers de drogues a tout à gagner à de telles déclarations ».

JUSTICE : deux anciens membres du cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur entre 1993 et 1995, ont été condamnés, mercredi 7 janvier, à 50 000 francs d'amende chacun par le tribunal correctionnel de Paris pour « atteinte à l'égalité des candidats dans les marchés publics ». François Matzorati et William Abitbol avaient attribué près d'un million de francs de marchés sans appel d'offres à une société de production de film.

CORSE: un attentat à l'explosif a détruit, vendredi 9 janvier, au matin, à Ajaccio (Corse-du-Sud) un garage appartenant à Gilbert Casanova, président de la Chambre de commerce et d'industrie et l'un des chefs de file nationalistes du MPA (Mouvement pour l'autodétermination). M. Casanova a été réélu, jeudi 8 janvier, à la tête de l'organisme consulaire. Par ailleurs, une agence de l'ANPE à Bastia a été, jeudi soir, la cible d'un attentat à l'explosif qui a provoqué des dégâts

IUSTICE: Miguel Mellick, fils de l'ancien ministre (PS) Jacques Mellick, a été mis en examen, mercredi 7 janvier à Béthune (Pas-de-Calais), pour « abus de biens sociaux ». Il est soupçonné d'avoir usé des fonds d'une société de livraison de médicaments dont il est l'actionnaire principal, notamment pour payer des réparations sur un avion, à hauteur de 700 000 francs. M. Mellick avait déjà été mis en examen, en octobre, pour « escroquerie » dans une affaire de trafic de médicaments entre la Belgique et la France.

de moyenne importance et n'a pas fait de blessés.

Saint-Aubin

Le Pen mis en examen particular propes sur le - detail de Histor

Avec OLA, Déclic, Evolution, mobicarte...

Vous êtes 3 millions à avoir choisi Itineris et son réseau national

> Merci de votre confiance

Bienvenue qui nous rejoindront

Et à tous, Bonne année.

c)timeris

http://www.itineris.tm.fr



Me Varaut accuse les parties civiles d'utiliser des « procédés totalitaires »

Dans une plaidoirie avant l'heure, le défenseur de Maurice Papon a rappelé qu'il n'y avait en droit pénal ni « culpabilité par amalgame » ni « responsabilité collective ». La cour d'assises de Gironde a achevé l'examen de l'organisation du convoi du 26 août 1942

BORDEAUX

de notre envoyé spécial Me Jean-Marc Varaut ne veut pas être « une feuille de salade pour la décoration d'un sandwich judiciaire ». Jeudi 8 janvier, l'avocat de la défense demande instamment que ses confrères de la partie civile respectent enfin la règle procédurale, souvent mise à mal, selon laquelle la parole revient à la défense en dernier. Après la multiplicité des questions, qui a confiné ces derniers jours à l'enlisement du procès (Le Monde du 9 janvier), l'avocat achève l'examen de l'organisation du convoi du 26 août 1942.

« Nous avons assisté à une sorte de happening, de danse du scalp, gronde M. Varaut. La confusion s'est ajoutée à l'ignorance sur les conditions exactes de la préparation du convol. » Dans un prétoire silencieux, l'avocat met en garde contre les sarcasmes et les ricanements qui, régulièrement depuis le début du procès, jaillissent des bancs du public et des parties civiles. Il dénonce le « procédé totalitaire », selon lui, des avocats qui lui font face. «Hier, nous avons entendu vingt fois les mêmes affirmations: "vous avez rassemblé les enfants", "vous avez constitué le convol" ». Me Varaut affirme: « Rien n'est dans le dossier. C'est un vieux procédé totalitaire (...) que de dire la même chose [à un accusé] jusqu'à ce qu'il apparaisse couvable. »

Peu de temps avant lui, secoué par les critiques, Mª Gérard Bou-langer a estimé qu'« li n'était plus nécessaire d'interroger M. Papon», faisant frémir nombre de ses confrères. Il a précisé : « Nous avons affaire à un système de défense paranoïaque, où chaque séquence a sa logique interne, mais où le tout aboutit à un monstre inserait dit si l'on remplaçait, dans le témoignage d'André Frossard visionné la veille, « Barbie par Papon et Parti nazi par Etat fran-

Au quarante-troisième jour du procès, Me Varaut rassemble donc ses idées dans une intervention soutenue telle une plaidoirie d'étape. L'avocat veut à nouveau « circonscrire la problématique pénale » : « Il n'y a pas en droit pénal de culpabilité par amalgame, pour l'exemple, pour le compte d'autrul. Ni de responsabilité col-



8 janvier 1998, à 16 h 05. La salle des pas perdus du palais de justice de Bordeaux pendant l'interruption de séance. Au fond, derrière la statue de Montesquieu, l'accès à la salle vidéo.

crédible. » Dans un élan réduc-. sistons avec la même émotion au teur, l'avocat a suggéré que tout chemin de croix des victimes. Nous sommes tous pénétrés de culpabili-

> Alors, l'avocat examine avec son client la demi-douzaine de documents relatifs au convoi en question, signés « pour le préfet régional, le secrétaire général » Maurice Papon. M. Varaut observe que certaines de ces pièces apparaissent dans des procédures de procès d'après-guerre, menées notamment contre les responsables allemands - le gestapiste Dohse, condamné à six ans de prison, le SS Litther, chef de la

condamné à cinq ans. En 1981, « on a dit que ces pièces étalent dissimulées. Elles étalent dans la main du ministère public en

Dans un duo bien réglé. l'accusé, feuille en main, répond maintenant aux questions de sou avocat. Le 21 août 1942, les Allemands informent Pierre Garat, chef du service des questions juives, qu'un convol devra partir le 26. « Je ne suis que le relais [de cette information] vers le préfet, qui seul a autorité sur la police et ia gendarmerie », dit Maurice Papon. Puis il relève, dans les courriers qui sont retenus contre lui, les passages qu'il estime à décharge: la « proposition » faite aux Allemands, le 8, de libérer les mineurs de moins de vingt et un ans, les « réserves sur la participation française » signi-fiées aux mêmes Allemands et rapportées, le 22, au gouvernement de Vichy. Il conclut : « Je ne suis pas intervenu par un acte posi-

L'accusé revient sur le transfert pour remettre en cause la vision juifs déportés en France (un quart

lective. » Puis il assure : « Nous as-sistons avec la même émotion au police allemande à Bordeaux, des enfants, exemptés de dépor-condamné à cinq ans. En 1981, tation en juillet, mais ramenés au Bousquet de fuillet 1942 par lescamp de Mérignac en août : « Je n'ai pas été l'acteur des retours sollicités, spontanés ou requis. Je n'ai malheureusement rien su et je ne sais toujours pas comment out pu revenir les enfants. Ce que nous sa-

quels il a été décidé que l'administration et la police françaises participeraient anx déportations. A propos de ce « marchandage humain », le conseîl de l'accusé conteste la notion d'« accords »

Interné à Mérignac en 1942; René Jacob affirme qu'il a entendu d'un employé du camp : « Pauvres de vous ! Avec le nouveau secrétaire général, vous n'allez pas être de la fête »

vons aujourd'hul donne de la siqui sous-entend, commente-t-il, tuation un accent dramatique et une décision « librement passée douloureux, et j'ai le regret poignant, peut-être, de n'avoir pas pris à l'époque certaines initiatives pout s'opposer à ces faits. Mais j'ai la conscience de n'avoir pas été le complice de leur départ vers Dran-

Me Varaut reprend la parole

entre des parties égales », au motif qu'elle omettrait la contrainte allemande. Enfin, « en désaccord avec la thèse officielle », il soutient que le souhait de Vichy de soustraire les juifs français aux déportations explique, « pour une part », « le faible pourcentage » de

de la communauté juive, selon les travaux de l'historien et avocat Serge Klarsfeld, qui estime que les trois quarts restants « doivent essentiellement leur survie à la sympathie sincère de l'ensemble des Français »).

Puis s'approchent des parties civiles. Certains, comme Armand Bénifia, ont déjà déposé pour le convoi de juillet. D'autres, comme Juliette Benzazon (voir cidessous), René Jacob, un Lorrain de soixante et onze ans, ou Thérèse Stopnicki, soixante-six ans, témoignent pour la première fois. Interné à Mérignac en 1942, René Jacob affirme qu'il a entendu d'un employé du camp : « Pauvres de vous l'Avec le nouveau secrétaire général, vous n'allez pas être de la fête. » Mais, sur d'autres points, le président note « un certain nombre de distorsions » dans sa déclaration.

Thérèse Stopnicki parle au nom de ses sœurs, Nelly et Rachel, cinq et deux ans, qui font partie de ces enfants qui ont échappé à la rafie de juillet, ont été accueillis dans une famille, mais ont été ramenés par taxi en août à Bacalan, l'annexe du camp de Mérignac. « Je n'ai pas fondé de famille. Dans chaque enfant, c'était mes sœurs que je revoyais », dit Thérèse Stopnicki. En 1988, eile a pu rencontrer la femme qui s'est occupée, « comme une seconde maman », de Rachel et Nelly, M™ Deszieux. La cour a ordonné une expertise médicale pour savoir si cette personne pourrait prochainement être en mesure de témoigner. « Elle m'a dit que le garde-champêtre était venu et lui avait donné un avis de la préfecture pour qu'elle ramène les enfants à Bordeaux », dit la partie ci-

Maurice Papon répète qu'il n'a « pas été mêlé au sapatriement des enfants », puis il rappelle que les photos des enfants Stopnicki furent celles qu'il rejeta par un geste qui fit couler beaucoup d'encre à la suite d'un entretien avec le fournaliste Paul Amar, le 28 janvier 1997 sur TF L « Il avait été convenu de ne produire aucun document, dit Maurice Papon. [Paul Amar] n'a cessé de me provoquer en lançant des papiers et j'ignorais qu'il y avait des photos. Je l'ai remis à sa place par ce geste [qui] visait l'obstination déloyale de ce journaliste. » « Il a dit : "Arrêtez votre cinéma !" », ajoute Thérèse Stopnicki. « Un film d'horreur produit par les nazis et mis en scène par Maurice Pa-pon l », ironise M° Arno Klarsfeld. Sont alors projetées deux photos en médaillon. Une enfant timide et un bébé joufflu. « l'al un gros, gros problème », dit encore Thérèse Stopnickl. Et, évoquant Maurice Papon: «De respirer le même air que lui. »

> Jean-Michel Dumay Dessin : Noëlle Herrenschmidt

· w with r being

200

Section 5

17<u>54.</u>

RTL-Le Monde-

"GRAND JURY"

EDOUARD BALLADUR

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE) ANITA HAUSSER (LCI)

PAUL JOLY (RTL)



Juliette Benzazon : « Je pense que j'étais faite pour venir vous parler »

BORDEAUX de notre envoyé spécial Sa voix enrobe le prétoire d'un

accent inimitable. Chaud, chantant, qui est celui, à Bordeaux, du quartier de Mériadeck. Partie civile, Juliette Benzazon, soixantehuit ans, brocanteuse à la retraite. est immanquable au premier rang, « Je pense que vous avez remarqué que je suis là tous les jours », dit-elle au président, qui acquiesce en souriant.

Cheveux blanc-bleu, larges tunettes, tailleur sombre, Juliette Benzazon a cette parole fluide et intarissable des gens qui parlent, du rire aux larmes, avec leur cœur. « Ça se passait en 1942, j'avais douze ans. » Elle dit sa famille « unie », son quartier « solidaire »: « Un vrai village », « une humanité de gens » (Le Monde du 17 décembre). « C'est pour ça que M. Papon, enfin... je veux pas dire spécialement M. Papon... la préfecture faisait des rafles la nuit. La journée, c'était plus difficile. »

Puis sa voix se froisse. Elle raconte l'étoile jaune, la première fois. « A l'école, on me regardait

ressaisit, s'emporte. Pense-t-on aux conséquences ? Désignant Maurice Papon: «Et l'on ne voit aucun regret (...). Il ne pense même pas aux enfants I » « Personne ne peut ressentir ce que l'on a ressenti», dit-elle en s'excusant de son « caractère un peu révolté ».

QUATORZE MEMBRES DE SA FAMILLE Juliette Benzazon a perdu quatorze membres de sa famille dans les déportations. Sa déposition concerne aujourd'hui son grandpère, Simon Dral, fripier, et un grand oncle, Saadia Benaim, cordonnier. Tous deux ont été arrêtés en mars 1942, internés à Mérignac en août, déportés vers Drancy par le convoi du 26, puis exterminés à Auschwitz. Elle se souvient des visites au camp de Mérignac. «Je pensais que mon grand-père était un voleur pour être [ainsi] enfermé. J'ai culpabilisé (...). Je m'en suis toujours voulu [d'avoir pensé cela], et même à l'âge que j'ai, je m'en veux encore. »

pas eu une bonne éducation? Etre juif, c'est une religion, pas une race. » Puis elle hausse le ton: « Et lui ? Quand il se retrouvera devant Dieu, ni les ministres πi les historiens ne viendront l'en sortir l » Alors, Juliette Benzazon

évoque les pleurs de sa mère. lorsque celle-ci vend sa bague pour payer le passeur. Et sou-dain : « Je n'admets pas qu'on dise que les mères, dans les camps, réclamaient leurs enfants ! A qui peut-on faire croire une chose pareille? » Puis elle constate, esseulée au milieu des disparus : « Je n'étais pas faite pour être déportée. » Et presque à mi-sourire : « Je pense que j'étais faite pour venir vous parler. » D'un sujet l'autre, la voix s'en

va, la voix revient, sans fin. L'enfant de Mériadeck rappelle à nouveau l'étoile jaune : « On nous l'a fait payer! Trois francs chaque étoile, il en fallait trois par personne. Et on était huit, nous ! Il faut auand même compter. » Puis plus Elle poursuit : « J'ai entendu la loin : « J'ai eu six enfants, quatorze déposition de M. Papon. Il disait petits-enfants, deux arrière-petitsqu'il avait eu une bonne éducation. enfants. J'ai repeuplé ceux qu'ils Et qu'est-ce qu'il croit? Qu'on n'a nous ont enlevés. » Alors, un peu

cusé: « Je crois que je vous plains plutôt que je vous hais. » Puis: « On peut se regarder... » Ils se regardent. Et, doucement: « Vous êtes surement une personnalité, mais vous ne l'avez pas mis du bon

Puis reviennent à la surface les camps, l'inimaginable, les « millions de personnes enfournées ». « J'ai soixante-huit ans, je ne peux m'endormir avant 4 heures.... Vous pouvez dire que je suis une belle de nuit. » Un sourire : « Il ne faut pas faire que de pleurer. » Pois encore: «Les jurés sont un peu jeunes. Moi, je suis très contente qu'ils soient jeunes. » Et à nouveau les chambres à gaz : « Il y en aurait à raconter. Ét je ne vous parle pas de livres d'histoire, mais de ce qu'on a vécu. » Enfin, d'un trait, face aux jurés : « Il n'est pas possible d'acquitter quelqu'un qui a agi, qui a été complice de cela. Je crois que je mourrais une devoième fois. Le jour où il y aura un exemple, en France, j'aurai fini

J.-M. Dy.

océdés totalitaires

endina culpabilité par ama para m du convoi du 26 acus sas



property and the second of the second second Francisco di Sa tratta di Producti

海绵 透线 医线髓炎 化二十二十二 Since with the southern the state of हाइन स्थानात । सम्बद्धाः होत्तुन को वर्त ५० er in the language of the 25 APP (APPROXIMATE OF A PART OF A PART OF A

MANUEL E.

熱身溶液 电复换线性系统 医化二氏 garagagagan palatah alah bira dari va para in Compression and and the second of the first SHOPE BEEN BOOK TO SERVICE A assessed, in the or a many or salais sanas al la Prysis de la la STATE CONTRACTOR OF THE STATE OF

specialist to be part of the second

व्यक्ति प्रतिक अ**श्वास्त्रकारः, श**रीतः । ११० Commence of the second fire way diting the same Comprehensive for a grant of the strangers with the Miller Brown In . - man THE COMMUNICATION OF THE PARTY. Begins by the section 18 10 10 10 中間、中文の表記を加い、 は かっかっ or story may proceed the and the territory The said was the said to the said the said to the said Althory Mayor Days o EN FIRE WILL DESCRIPT TO THE THE STATE OF The fatherward of the second the new property with the second

purpose in the control of the AND MARKET LAND OF THE STATE

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH THE STREET STREET, STR 在京 福州了本土。 French Cabillat & Suit tons · 大學 · 大學 · 大學 · (1) THE WHITE IS AND THE OWNER.

Les communes de moyenne montagne revendent leurs stations de ski

La période de l'« or blanc » est révolue. Confrontés depuis quelques années à un enneigement de plus en plus faible, les sites touristiques délèguent leur gestion à de nouveaux organismes, publics ou privés

de notre correspondant régional

Il y a quelques années, un rapport demandé par le gouvernement conseillait de fermer un certain nombre de stations de sports d'hiver aménagées au cours de la période faste de l'« or blanc », entre 1975 et 1985. Il proposait même à certaines d'entre elles de déposer leurs remontées mécaniques. Souvent en faillite mais tenues à bout de bras par des communes ou des départements, ces stations espèrent toujours qu'une longue « embellie météorologique » leur permettra de sur-monter leurs difficultés. Mais celleci tarde à venir et le manque de neige, de plus en plus flagrant en moyenne montagne, creuse d'an-née en année les déficits des régies communales ou des sociétés d'économie mixte chargées de gérer les domaines skiables. Il y a quelques semaines, le conseil général de Haute-Savoie a dû débloquer 57 millions de francs pour venir en

aide aux stations les plus endettées. La crise qui sévit en montagne depuis le début des années 90 a permis l'émergence d'un nouveau métier, celui de gestionnaire de station par délégation de service public. Après avolr estimé jusqu'au milieu des années 80 que la gestion de leurs domaines sklables relevaient de leur seule compétence, un certain nombre de maires et de présidents de conseils généraux ont confié récemment à des entreprises privées le soin de sauver leurs sociétés de remontées mécaniques et les activités touristiques liées à la neige qu'ils administraient par l'intermédiaire de régies ou de sociétés d'économie mixtes.

« Les lois de décentralisation ont donné un espace de liberté aux communes qui s'y sont toutes engouffrées. La montagne n'a pas échappé à ce phénomène. Les communes et les départements de montagne ont beaucoup investi dans leurs parcs de remontées mécaniques. Aviourd'hui ces collectivités doivent gérer des outils techniques très compliqués alors qu'elles ville de Lourdes. Elle est entrée à éprouvent de sérieuses difficultés hauteur 25 % dans le capital de la pour rémunérer les personnels nécessaires à leur fonctionnement », explique Philippe Gausset, directeur général de Transmontagne.

La société privée spécialisée dans le sauvetage des stations de sports d'hiver qu'il a créée à Lyon en 1991 avec la Compagnie des chemins de

A Flaine, les hôtels,

les immeubles et les résidences de tourisme ainsi que les droits à construire n'ont toujours pas trouvé de repreneur

fer départementaux (CFD), la Serepi (une filiale du groupe Lyonnaise des eaux) et les sociétés de remontées mécaniques de Val-d'Isère et des Deux-Alpes intervient auprès des stations qui connaissent des difficultés structurelles. Transmontagne gère et commercialise depuis cinq ans la station de Val-Fréjus que la commune de Modane (Savole) s'apprêtait à fermer, mais aussi les remontées mécaniques de Praloup et de Val-d'Allos (Alpesde-Haute-Provence) ainsi que celles de Super-Lioran (Cantal). Une autre entreprise installée à Grenoble, Nivis, propose aux communes les mêmes prestations. Elle a repris récemment la régie des remontées mécaniques de l'Alpedu-Grand-Serre qui était soutenue à bout de bras depuis plusieurs années par le conseil général de

Depuis un an, Transmontagne ne se contente plus de son activité de conseil et de gestion auprès des collectivités locales. La société a racheté en 1996 le funiculaire du Picdu-Gers, autrefois propriété de la

société d'économie mixte de Val-Préfus et de 20 % dans la SEM départementale de Super-Lioran. Prochainement, la société jusqu'alors spécialisée dans la reprise des stations en difficulté ou en faillite devrait acquérir la majorité du capital de la Société d'aménagement de Chamrousse (SAC), une entreprise privée qui prospère de-

sus de Grenoble. rousse aurait bien aimé racheter les téléskis et les télésièges de la station par l'intermédaire d'une « 50ciété d'économie mixte de patrimoine - pour que la commune conserve la maîtrise de son développement - et non d'exploitation, explique le maire de la commune, Jacques Guillot. La gestion d'une

puis un demi-siècle sur les pentes de la chaîne de Belledonne au-des-Le conseil municipal de Cham-

d'un entrepreneur et non d'élus ». En raison du coût élévé de la transaction la collectivité ne devrait pas donner suite à son projet. Le processus de regoupement de

plusieurs stations de sports d'hiver autour d'une même entité n'est pas un phénomène nouveau en montagne. Il fut initié en 1989 par la Caisse des dépôts et l'une de ses filiales, la Compagnie des Alpes. Cette dernière possède des participations majoritaires dans de grandes sociétés françaises de remontées mécaniques installées principalement dans les vallées de la Tarentaise (Savoie) et de Chamonix (Haute-Savoie). Jugée oruniprésente dans le département de la Savoie par le président de son conseil général, Michel Barnier (RPR), la Compagnie des Alpes s'est retirée au cours de l'année 1997 du capital de la société des re-

entreprise touristique est l'affaire montées mécaniques de Val-Thorens. D'autres voix s'élèvent pour dénoncer la politique menée par cette filiale d'un organisme bancaire - la Caisse des dépôts - dont la principale mission est le soutien aux collectivités locales, mais qui ne s'intéresse qu'aux grandes « usines à ski » des Alpes, et laisse beaucoup de stations moyennes et petites à leur triste sort.

Le développement de la Compagnie des Alpes n'est semble-t-il pas prêt de s'arrêter. Par l'intermédiaire de la société Méribel-Alpina, elle vient de poser un pied sur le vaste domaine skiable du Grand-Massif (Haute-Savoie) qui regroupe les stations de Flaine, Samoens, Morillon. Sixt. soit 80 remontées mécaniques et 260 kilomètres de pistes. Le Consortium de réalisation (CDR Immobilier), chargé de vendre les actifs du Crédit lyonnais, a cédé, au mois de décembre 1997, à André

Surelle, PDG de Méribel-Alpina, l'entreprise qu'elle avait rachetée en 1992. Le Crédit lyonnais avait alors acquis l'ensemble de la scation de Flaine - remontées mécaniques et immobilier - pour 450 millions de francs. La demiere transaction, restée confidentielle. serait proche de 10 millions de francs. Mais les immeubles, les résidences de tourisme et les hotels de cette station ainsi que les droits à construire représentant un potentiel de 10 000 lits n'ont toujours

pas trouvé de repreneur. Beaucoup plus discrètement, le groupe Schneider-Electrique tence de se désengager de la station de Valmorel (Savoie) qui fut « dopée » par les Jeux olympiques d'Albert-ville de 1992. Aujourd'hui Schneider préfère vendre, par appartement, son patrimoine immobilier.

Claude Francillon

En faillite, Valmeinier est renflouée par le conseil général de Savoie

de notre correspondant Le conseil général de la Savoie a décidé de voler au secours de Valmeinier, station de 3 000 lits touristiques située au pied du mont Thabor, entre 1500 et 1800 mètres d'altitude. Cette commune de Maurienne de 363 habitants, en état de cessation de paiement depuis 1990, est l'une des collectivités les plus déficitaires de France. Fin 1997, sa dette atteint en effet 140,7 millions de francs, solt près de 385 000 francs par habitant. Près de la moitié de cette imposante créance (63 millions de francs) est supportée par le département de la Savoie, qui, depuis 1990, a en outre honoré plus de 90 millions de francs de garantie

Lancée il y a dix ans. Valmeinier se trouve en effet dans une situation financière inextricable. Son maire, Joseph Mulet (PS), comptait sur le ski pour enrayer le déclin de

sa commune, qui ne comptait plus qu'une centaine d'habitants en 1982. A l'origine, le projet de création d'une station n'avait suscité aucune réserve, et la construction de 8 000 lits avait été autorisée par la commission des unités touristiques nouvelles (UTN), présidée par le préfet de région. Le domaine skiable, relié à celui de la station volsine de Valloire, disposait de potentialités intéressantes, et Valmelnier était alors considérée comme l'un des plus beaux sites des Alpes

Engagée dans la construction d'une dizaine de remontées mécaniques et de deux centres de vacances, la commune eut pourtant. dès l'ouverture de la station, à affronter une conjoncture difficile, marquée par plusieurs saisons sans neige et surtout par la crise de l'immobilier. La zone d'aménagement concerté (ZAC) des Islettes, d'une superficie de 107 000 m³, qui devait porter l'urbanisation de la station,

peinait à trouver des investisseurs. et, incapable de rembourser ses emprunts, la commune ne pouvait que se retourner vers le départe-

DÉVELOPPEMENT INÉSAL

« Nous étions dans une situation inédite et avons décidé de transformer une gestion passive de notre dette en gestion active en favorisant en outre une démarche d'aménagement du territoire », commente Michel Barnier, sénateur (RPR) et président du conseil général de Savole. Le projet de « départementalisation » de la station, dont le principe a été adopté en juin 1996 par l'assemblée départementale, permet à cette dernière de transformer la majeure partie de ses créapces en participation, avec l'espoir que son arrivée redonnera conflance aux investisseurs pour relancer le développement d'un site touristique dont le point d'équilibre se situerait autour de 5 000 lits.

En prenant le contrôle d'une station de Maurienne, le conseil général, propriétaire depuis 1946, via le Service public des trois vallées (SPTV), du domaine sklable et des remontées mécaniques de Courchevel et de Méribel-Mottaret (Le Monde des 28 et 29 décembre) en Tarentaise, tente également de rééquilibrer ses engagements entre deux vallées savoyardes qui ont profité très inégalement du développement des sports d'hiver depuis trente ans.

La première opération concerne la ZAC des Islettes, dont seulement 32 000 m², c'est-à-dire le tiers, sont construits. La constitution d'un syndicat mixte, propriétaire des terrains non commercialisés, contrôlé à hauteur de 88 % par le département, permet à la com-

mune d'être libérée d'une partie de la dette de la ZAC, qui atteint 42 millions de francs. Ensuite, le département se rend maître des remontées mécaniques en prenant 73 % de la société d'économie mixte de Valmelnier (Semval), qui emploie une solvantaine de personnes, dont quinze permanents, et a réalisé un modeste chiffre d'affaires de 15 millions de francs en 1996. La recapitalisation, à hauteur de 14,4 millions de francs, permettra à la Semval d'Investir sur le domaine skiable, notamment en rénovant le télésiège qui assure la lialson avec Valloire. Enfin, ia commune a dû encore céder 2 500 hectares de terrains pour 13,5 millions de francs au département afin de pouvoir boucler le plan de restructuration de sa dette.

« Nous n'avions guère le choix », commente Joseph Mulet, qui ne regrette rien. La station a permis de sauver un village qui se mourait à la fin des années 70. Mais le prix à payer est lourd. Le plan de sauvetage prévoit en effet que la collectivité locale devra rembourser aux banques et au département une annuité d'environ 6 millions de francs durant vinet ans, soit près de 45 % de son budget annuel. « Le rétablissement de la situation

financière de la commune est soumis à de nombreux aléas : bonnes saisons de sports d'hiver et stabilisation des flux en provenance de la Seinval, succès de la ZAC [reprise sur le marché immobilier], succès dans la gestion des ensembles hôteliers... », remarquait la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes dans un rapport datant de 1996. Désormais, c'est le département qui se trouve en première ligne.

Philippe Révil

Dans l'Aveyron, Millau relève le gant

RODE2 de notre correspondant

Depuis le Moyen Age, Miliau couvre la main de l'homme. Introduisant leurs travaux, les consuls de la ville prêtaient ainsi serment: « Nous, consuls de la ville, tous gantés... » Déjà l'agneau du Larzac, dont la mère noutrit en lait le fromage de Roquefort, allait se faire tanner le cuir dans les mégisseries installées sur les berges du Tam.

Aujourd'hul, le même agneau suit le même chemin, mais la confection, florissante depuis la fin du siècle dernier Jusqu'à la deuxième guerre, a connu une crise sans précédent. En 1945, cent cinquante fabricants avaient pignon sur rue; ils ne sont plus que cinq aujourd'hul, employant moins de cent salariés. Christian Causse, président de la chambre syndicale, est un de ces gantiers plus persuadés d'être victimes de la concurrence asiatique et de l'abandon des pouvoirs publics, que d'avoir mal négocié certains

Pourtant, le savoir-faire demeure. Il fait si belle autorité à travers le monde, que les grands couturiers de la place parisienne, comme Hermes, Chanel ou Dior, ont tous ici leurs emportepièce et leurs gabarits à la taille des mains qu'ils gantent. Dans l'atelier où l'on coupe, à l'étage où l'on coud, ce sont les maîtres de la ganterie

de Millau qui, par le ciseau et l'alguille, donnent tout l'amour de leur métier à ces griffes de renom. Mais une fois imprimée au revers du gant, l'étiquette prestigieuse efface l'origine. Millau disparaît. Si personne ici ne se plaint d'œuvrer pour le chic français, les artisans dépositaires d'un héritage technique séculaire sont cependant en droit de revendiquer quelque légitimité.

LE LUXE NOUVELLE MANIÈRE

Une agence en communication et marketing vient de donner un coup de pouce à cette aspiration. Verticall a en effet déposé la marque « Millau », elle est installée en Aveyron, et son Jeune designer, Manuel Rubio, a créé un produit dont l'esthétique indiscutable (ligne pure, cuir soyeux et couleurs déclinées en ébène, moka, gold et miel) répond aux exigences d'utilisation de la vie quotidienne. « C'est un gant d'exception en cela qu'il a été réalisé pour être mis tous les Jours », précise son concepteur, annoncant une nouvelle manière de porter le luxe, moins ostentatoire, et une autre approche dans son utilisation, au quotidien, hors de tout protocole social.

En amont du dessin et de la production, Manuel Rubio a longuement fouillé la culture locale, à la lumière du passé industriel de Millau: « Avec Jacques Nazon [directeur de l'agence] et Christian Causse, nous voulons retrouver l'esprit

de la manufacture à travers un produit luste.» Juste » en ce sens qu'il n'est pas « à la mode », mais au contraire, intemporel, unisexe, fonctionnel, profondément ancré dans la tradition gantière et tout à la fois griffé de signes contemporains. La façon en atteste : au traditionnel piqué anglais est associée une doublure en tissu thermorégulateur, jusqu'alors réservé au do-

 J'ai emboité le pas avec enthousiasme, malgré les difficultés de lancement du produit », confie Christian Causse. Dans ses ateliers, couturières et maîtres gantiers ne démentent pas. « C'est une belle promotion pour Millau. » Les gants sont actuellement commercialisés dans deux boutiques et trois grands magasins parisiens. Ils devraient très vite habiller les mains dans des grandes villes de France, et l'on parle déjà d'exportation, au Japon et aux Etats-Unis notamment, pour l'année à venir.

La volonté de revitaliser Millau la ganterie avec le « Millau » n'est pas encore claironnée. On devine cependant l'esquisse d'une relance. L'entreprise naissante paraît porteuse de bien des espoirs pour la ville. En termes d'image et, peut-être, ce que tous espèrent, en termes d'em-

Elian da Silva

Le bouclage de l'A 86 est achevé en Seine-Saint-Denis

À L'ISSUE de cinq années de travaux reportes à plusieurs reprises pour répondre aux exigences des élus du département et des riverains réclamant une amélioration phonique et une meilleure insertion urbaine de l'autoroute dans sa traversée de Drancy et de Bobigny, le bouclage de l'A 86 en Seine-Saint-Denis est enfin achevé. L'inauguration officielle est prévue le samedi 10 janvier, à 15 heures, par le ministre de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gayssot, et le président du conseil régional d'îlede-France, Michel Giraud.

La mise en service de ce tronçon de 4,7 kilomètres assurant la ionction entre La Coumeuve et l'autoroute A3 à la hauteur du pont de Bondy n'interviendra que le lendemain, dimanche Il janvier, a 12 heures. Son ouverture à la cir-culation permettra de relier rapidement des secteurs stratégiques du département, comme le Stade de France et la Plaine Saint-Denis, à tout l'Est parisien. Selon les spécialistes de l'équipement, la mise en service de ce nouveau tronçon devrait significativement soulager le trafic sur la voirie locale, notamment la nationale 184 et les autoroutes A 1 et A 3.

La construction de ce maillon constitué d'une tranchée couverte de 2 200 mètres et d'un viaduc partiellement couvert de 1300 mètres a nécessité un certain nombre de prouesses techniques. La réalisation d'un viaduc surplombant la gare de triage SNCF de Drancy a imposé une organisation minutieuse pour maintenir le fonctionnement de ce centre névralgique de circulation du fret ferroviaire durant les travaux. Ce viaduc, avec ses écrans de protection acoustique, a été couronné Ruban d'or, dans la catégorie grands ouvrages d'art, lors du palmarès 97 des paysages

Pour le creusement de la tran-

chée couverte dans la traversée de Bobigny, la direction départementale de l'équipement a opté pour une méthode de construction rapide. Cette technique (déblaiement des terres « en taupe » sous une dalle de converture en béton armé, auparavant coulée à même le sol et encastrée sur des parois préfabriquées inserrées dans le solì a permis de reconstituer la circulation en surface dans les meilleurs délais. D'un coût total de plus de 3 mil-

liards de francs, cette nouvelle section du futur « périphérique d'Ilede-France » réunit aujourd'hui les 42 kilomètres de rocade déjà réalisés au sud et à l'est de Paris - entre Versailles et le pont de Bondy - et les 17 kilomètres ouverts au nord entre Nanterre et La Courneuve. Pour le bouclage de la rocade A 86 à l'ouest, dans les Yvelines, il faudra

patienter encore quelques années. Ce dernier se fera en deux temps. Le maillon de 6 kilomètres devant relier Nanterre à Rueil devrait être ouvert à la circulation avant la fin 1998; quant aux 10 derniers kilomètres restants entre Rueil et Versailles, concédés à Cofiroute, ils ne devraient pas être achevés avant

Martine Boulay-Méric



DISPARITIONS

RYOSUKE YASUE, ancien président de la prestigieuse maison d'édition japonaise Iwanami, est mort mardi 6 janvier, à l'âge de soizante-deux ans. Ryosuke Yasue était représentatif de la génération d'intellectuels progressistes qui ont grandi au cours de cet après-guerre nippon marqué par un extraordinaire bouillonnement de la pensée. Contemporain et ami du Prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe, il était entré au début des années 50 chez l'éditeur Iwanami, qui était alors à l'avant-earde des éditeurs dits « de gauche ». Il contribua à la fondation, en 1958, du mensuel Sekai (publié par Iwanami), qui allait devenir la revue la plus influente des années 60-70 et demeure l'une des meilleures par la qualité de la réflexion qu'elle véhicule. Comparable par ses engagements à ce que furent Les Temps modernes de Jean-Paul Sartre à la même époque, Sekal visait un public plus large. Elle publiait des textes des plus grands intellectuels et d'écrivains (notamment un reportage de Kenzaburo Oe sur les victimes d'Hiroshima) et traitait des problèmes politiques et sociaux du Japon contemporain (tels que les drames de la pollution). Après avoir été quelques années conseiller du maire socialiste de Tokyo, Ryukichi Minobe, Ryosuke Yasue revint chez Iwanami en 1971 et prit la direction de Sekai, qui publia régulièrement au cours de cette décennie des « Lettres de Corée » signées d'un pseudonyme : elles devinrent rapidement une source incontournable pour connaître la situation dans ce pays alors placé sous la dictature de Park Chung-Hee et dont la presse était censurée. Sekai, oui public régulièrement des articles traduits du Monde diplomatique, avait organisé conjointement avec cette dernière publication deux colloques, en 1992 à Tokyo et en 1994 à Paris. Ryosuke Yasue avait pris la présidence d'Iwanami en 1990.

■ SHINICHIRO NAKAMURA, 10mancier japonals, est mort, samedi 27 décembre, à l'âge de soixantedix-neuf ans. Il avait été influencé par la littérature française (il avait tamment traduit Gérard de Nerplanaît sur des œuvres telles que Shi no kage no shitani (Sous l'ombre

de la mort, 1947) ou, plus tard, Rai Sanyo to sono jidai (Rai Sanyo et son époque), publié en 1971. On retrouve dans le premier texte, autobiographique, les traces de l'expérience de jeunes intellectuels durant les années de guerre, qui trouvaient une planche de salut dans la lecture des auteurs francais. Nakamura avait fondé en 1942 un cercle littéraire, avec, entre autres, l'écrivain et critique Shuichi Kato, Le romancier contribua à faire connaître des auteurs occidentaux dans l'archipel, mais il était également versé dans la littérature classique japonaise et il consacra un ouvrage au Dit du Genji, le chef-d'œuvre du XIº siècle. Son œuvre la plus connue, Quatre saisons, forme une tétralogie. Il avait obtenu le prix Tanizaki en 1978 pour l'un des tomes qui la composent, L'Eté, qui a été traduit en français aux éditions Philippe Picquier. Une fois de plus, Nakamura entraînait le lecteur dans les ténèbres de la mémoire d'un homme qui cherche à recomposer son passé au fil de rencontres, de sensations et d'images rémanentes. Un beau roman où se mêle l'influence occidentale et l'esthétique traditionnelle.

M GUEORGUI SVIRIDOV, compositeur russe, est mort hindi 5 fanvier, à Moscou. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Né à Fatéie le 16 décembre 1915, Sviridov a étudié la composition au conservatoire de Saint-Pétersbourg avec Dimitri Chostakovitch et le piano, à Moscou, avec la célèbre Maria Yudina (1899-1970), qui défendait, malgré les oukases, les œuvres de Stravinsky, Schoenberg, Berg, Webern, Bartok, Il débuta comme planiste et fit de nombreuses tournées en URSS, mais s'orienta très vite vers une carrière de compositeur qui lui vaudra de grands succès dans son pays. Sviridov a composé plusients œuvres vocales sur des vers de poètes russes comme Serguel Essenine, Vladimir Malakovski et Boris Pasternak. Décoré à deux reprises de l'ordre de Lénine, Il avait été secrétaire de l'Union des compositeurs de l'URSS, de 1962 à 1974, et élevé à la dignité d'artiste val) et l'ombre de Marcel Proust du peuple de l'URSS en 1970. Sa musique, souvent inspirée de thèmes populaires, est composée

dans un style volontairement accessible, celui-là même recommandé par Jdanov, qui avait dénoncé le modernisme de Chostakovitch, Prokofiev et Khatchatourian en 1948. Le premier ministre russe, Viktor Tchemomyrdine, a rendu hommage à Gueorgui Sviridov, « véritable musicien russe » et « sans aucun doute un des plus grands compositeurs du XXº siècle ».

E PRANCISCO RODRIGO, une des figures de proue de l'opposition an dictateur philippin Ferdinand Marcos, est mort dimanche 4 ianvier, à l'âge de quatre-vingttrois ans, à Manille, des complications d'une pneumonie. Membre du Sénat philippin de 1955 à 1967, il fut l'un des premiers opposants emprisonnés dans un quartier de haute sécurité du quartier général des forces armées lors de l'instauration de la loi martiale, en 1972. Il fut de nouveau arrêté en 1978 pour avoir participé à une manifestation, puis en 1982 pour sa collaboration à un journal d'opposition. Juriste de formation, à l'éloquence redoutée, il continua ses attaques contre Marcos jusqu'à la chute du dictateur, renversé par une révolution populaire en 1986.

III JEAN SIGRID, de son vrai nom Dick Desmedt, auteur dramatique et critique de théâtre belge, est mort lundi 5 janvier, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Né à Bruxelles en 1920, Jean Siguid aborda l'écriture scénique en 1945 avec une pièce. Les Bijoux de famille, qui fut jouée au Théâtre du Rideau. une scène de la capitale belge à laquelle Il restera fidèle tout au long de sa carrière. Auteur d'une dizaine de pièces, il fut également critique théâtral au quotidien La Libre Belgique, pour lequel il suivit pendant de nombreuses années le Festival d'Avignon. Sa demière pièce, L'Ange couteau, est en ce moment à l'affiche du Théâtre du Rideau, dans une mise en scène de Frédéric Dussenne. Ce dernier voit en Sigrid un auteur dans la lignée des « auteurs flamands de langue française. Ceux qui ont marié les deux cultures, comme Maeterlinck Willems. Il participe à cette littérature des frontières qui fonde notre culture et qui fait peut-être notre identité ».

JOURNAL OFFICIEL

Champagne.

Au Journal officiel daté vendredi 2 samedi 3 janvier sont publies : • Châlons: un décret portant changement de nom d'une commune : Châlons-sur-Marne prend le nom de Châlons-en-

● Catastrophe naturelle : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle en Guvane du 16 au 17 ianvier 1997 (canton de Matoury, commune de Matoury). Défense : un décret modificatif fixant les attributions de l'inspecteur général de l'armement et des inspecteurs de l'armement.

 Architecture: un décret fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels, en vue de l'accès aux études d'architec-

Maladies animales: un arrêté modificatif fixant les mesures techniques et administratives relatives à la police sanitaire et à la prophylaxie collective de la brucellose bo-

Amsterdam: une décision du Conseil constitutionnel, selon lequel l'autorisation de ratifier le traité d'Amsterdam ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution (Le Monde du 2 janvier).

NOMINATIONS

EMPLOI ET SOLIDARITÉ Christophe Launelongue a été nommé directeur de l'administration générale, du personnel et du budget du ministère de l'emploi et de la solidarité, lors du conseil des ministres du mercredi 7 ian-

INé la 16 avril 1953 à Laval (Mavenne). Christophe Lannelongue est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise de sciences économiques. Il a notamment été chargé de mission au cabinet de lean Le Garrer, ministre délégué chargé de l'emploi (1982-1983), qu'il a ensuite suivi, comme conseiller technique au secrétariat d'Etat du Plan (1983-1984). avant d'être conseiller technique au cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (1984-1986, et de mai à octobre 1988). D'octobre 1988 à mai 1993, Christophe Lannelongue a été directeur de la programmation, des aftère de l'intérieur. Mis ensuite à la disposition de la Cour des comptes (1993-1997), Il était depuis juin 1997 consciller technique

Au Journal officiel du dimanche 4 janvier sont publiés: • AOC: trois décrets relatifs aux appellations d'origine contrôlées

«Calvados», «Calvados Pays d'Auge » et « Calvados-Domfron-Au fournal officiel daté lundi 5 -

mardi 6 janvier sont publiés : • Allocations familiales: un décret relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.

 Elections: une recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'ensemble des services de télévision et de radio, en vue des élections cantonales et régionales des 15 et 22 mars; une recommandation du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'ensemble des services de télévision et de radio en vue de l'élection des conseillers de l'Assemblée de Corse des 15 et

Au Journal officiel du mercredi 7 Janvier sont publiés:

• 11 Novembre : un décret relatif à l'organisation de la célébration en 1998 du 80° anniversaire de l'année 1918 et de l'armistice du 11 novembre. Il est créé un comité

chargé des affaires budgétaires et financières su cabinet de Jean-Pierre Chevène-

ment, ministre de l'intérieur.)

COMMERCE EXTÉRIEUR Jean-Daniel Gardère vient d'être nommé directeur général da Centre français du commerce extérieur (CFCE), en remplacement de Christine Chauvet, nommée en mai 1996 après avoir été secrétaire d'Etat au commerce extérieur dans le premier gouvernement d'Alain Juppé, de juin à novembre 1995 (Le Monde du

10 décembre 1997). [Né le 10 juillet 1942 à Pigeac (Lot), Jean-Daniel Gardère est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1966-1968). Il a déjà été directeur des moyens de promotion (1976-1984), puis directeur générai au CFCE (1984-1988), avant de devenir ministre conseiller pour les affaires éconod'expansion économique à Rome (1988-1991), pois à Washington (depois mars 1992).]

d'homieur et une commission exécutive pour la célébration du souvenir des combats de la première guerre mondiale.

1977

• Amiante: un arrêté portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis.

 Dissolution: un décret portant dissolution du conseil municipal de Courtenay (Loiret).

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

Ecole nationale d'administration

Concours externe

Maya Atig, Audrey Azoulay, Amand Barthélémy, Corso Bavagnoll, Prédéric Bereyziat, Ollvier Biancurelli, Guilhem Blondy,
Laurent Cailiot, Guillamme Chabert, Carine
Chevrier, David Clavière, Gilles Clavredi, Nicole da Costa, Amelore Comy, Marie Daudé, Xavier Delarue, Blanche Desmartin,
Jean-Philippe Donjou de Saint-Martin, Benjamin Duhertret, Thomas Patome, Schastien
de Gasquet, Jean-Curistopha Gracia, Benoît
Guérin, Alice Guitton, Gaëlle Hennequin,
Mathieu Herondart, Laurent Hottlaux, Mathieu Herondart, Laurent Hottiaux, Alexis Kohler, Marc-Antoine Lacroix, Valérie Lallier, Claire Landais, Anne Lazar, Nathalie Leclery. Réndière Lamand Mathieu Leder, Rénédict Legrand, Mattible Lignot, Antoine Michon, Muriel Nguyen, Arnaud Oscredezuk, Marc Pannier, Fleur, Pelleria, Christophe Pourreau, Lucile Prévot, Prédéric Remay, François Riahl, Andrzej Rogulski, Agnès Romacher, Henti-David Schajer, Ar-roine Seillan, Francel Sumplisson, Vincent the Seillan, Franck Supplisson.

Concours interne

Brigine Bachelard, René-Laurent Balla-guy, Catherine Bardy, Hervé Boisguillaume, Philippe Bonneville, Rachid Bonabaneramppe Bonnevius, Acenia Sociacane-Schmitt, Dküer Chabert, Philippe Chacot, Gerard Clerissi, Anne Comet, Cécile Daus-sin-Charpanties, Thierry Desdos, Vincent Desforges, Marie-Almée Dommanga, Jo-stane Dubreult, Sandrine Gaudin, François Gave, Thierry Gentilhomme, Leurent Gra-vière, Claudine Hrastov, Marianne juliard, Marie Ketha Lumbid Kohandal Chalmande. Marie Keirle, lamshid Kobandel Ch Marie Keirle, Jamshid Kohandel Chaimavie-hel, Patrice Laussucq, Nicolas de Maistre, Ri-chard Martinez, Marylène Meston, Anne Meyer, Pascal Momier, Jérôme Poirot, Mau-rice Quéré, Christian Rivas, Christophe Royer, Prédérie Sanchez, Llonel Siret, Pierre-Christian Soceoja, Ilangovane Tambidore, Electe Tellez, Fabicana Thibau, Hervé Ton-naire, Philippe Muccasini.

12

 \mathbb{Q}_2

2 "

 \mathcal{Z}_{n+1}

230

Э,

1.

12

ر ۾ ڏه

75.

Troisième concours

Sophie Bergogue, Stéphane Brunel, Frédérique Chazottes, Marc Clément, Philippe Debrosse, Marle-Bisabeth Goelen, Nicolas de Lorgeril, Robert Mauri, Jean-Louis Sangare.

AU CARNET DU « MONDE »

Bérénice MIGNÉRAT

est née le 17 décembre 1997, à Nîmes pour le grand bonheur de ses parents,

Nathalie et Vincent.

David, Raphaël et Dorlan.

Vilidiana et Pierre ABOU, minsi qu'Alexan

Minster Ulean

Wolkerova 15. 16000 Prague, République Ichèque. 20, avenue Théophile-Gautier,

le 8 janvier 1998, à Saint-Cloud.

Anniversaires de naissance - 10 janvier 1903 - 10 janvier 1998.

Il était à la composition du premier numéro du Monde. Il en est toujours le lecteur assidu. Il est tellement blen parmi nous qu'il tient à y rester.

Bon auniversaire

Kleber VILLÉGER.

Déces

 Nelly Cornet, son épouse, Françoise Cornet, Hedwige Cornet et Jean-Yves Touin, Laurence et François-Régis de Belleroche, Olivier Comet,

Raphaël, Prunelle, Manuela, Julia Morgan, ont la douleur de faire part du décès du

colonel Pierre CORNET. commandeur de la Légion d'hon croix de guerre des TOE,

croix de guerre 1939-1945, survenu le 7 janvier 1998, dans sa quatre

La cérémonie religiense aura lieu le sa-medi 10 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Lubin à Noisy-le-Roi (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes.

21, La Geillarderie.

- Saint-Etienne, Paris.

Marie-Louise Filiol, son éponse, Renée et Bernard Ribier, ses enfants, Hervé, Emmanuelle et Luc, Pascale et Jean-Yves, Jean, Valérie, Véronique stéphane, ses petits-enfants,

Antoine, Lanra, Marine, Morgane. Juliette, Charlotte, ses arrière-petits-enfants, Sa famille,

Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger FILIOL,

survent dans sa quatre-née, le 7 janvier 1998.

11 A. cours Faunel, 42100 Saint-Etienn 3, rue de la Santé, 75013 Paris.

 — M™ Francine Hollard. ses enfants et petits-enfants, M. et M= Florian Hollard, eurs enfants et petits-enfants. M. et M Vincent Hollard,

eurs enfants et petits-enfants Les familles Hollard, Gounelle Parents et alliés, Le réseau Agir, ont la tristesse de faire part du décès de

M Michel HOLLARD, née Yvonne GOUNELLE, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 29 décembre 1997, dans sa

La cérémonie religieuse et l'inhu-mation out été célébrées; dans l'intimité, au temple et au cimetière de Gorniès (Héravit).

- L'Amour ne finit jamais.

Au cours de la seconde guerre mon-diale, M= Michel Hollard joua un rôle manche, M. Michel Hollard Josa un Jose important à côté de son mari, le colonel Michel Hollard (1898-1993), chef du réseau Agir. Ce héros de la Résistance découvrit, en 1943, les plans et emplacements das fusées V l pointées vers Londres, sur lesquelles comptait l'ennemi pour assurer sa victoire. La précision des renseignements qu'il communique aux forces alliées permit la destruction presque totale de ces terribles armes se crètes avant leur mise en service.

- Parigné. Cauterets. M. Hervé Le Ker

font part du décès de

Κ.

Sylviane LE KER, survenu le 7 janvier 1998, et inhumée le

« La Costardais », 35133 Parigné.

- Anne et Jean-Claude Bouillaguet et leurs enfants, Catherine et Philippe Bernard

er leurs enfants, Sophie Hoodard et Christian Biet, Le professeur Claude Houdard et Gisèle, son épouse, Norma Leson,

ont l'immense douleur de faire part du docteur

Yvonne HOUDARD-KOESSLER, « Kessy », chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu le 7 janvier 1998.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 12 janviez, à 14 heures, en l'église de l'Etang-la-Ville (Yvelines), et sera suivie de l'inhumation, au cimetière de l'Etang-

61, me Cantaincourt, 75018 Paris.

- Fixin, Lopbans, Autum.

Leila Montebor Leïla Montebourg, Hortense et Arnaud Mont Camille et Louis Jacon lange et Roger Montebourg

et ieurs enfants Gérard Noyon et ses enfants, Jeanne Cold Cadi.

ses enfants, petits-enfants et ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Michel MONTEBOURG, conservateur des Hypothèques. chevalier de la Légion d'honneur,

hroralement survenu dans sa soixa Les obsèques aurout lieu le samedi 10 janvier 1998, à 11 h 30, en l'église Notre-Dame d'Anton (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lien de faire-part. 13, rue Abbé-Chevalier, 21220 Fixin, La Poupette, 71500 La Chapelle-Naude.

MATERIAL DESIGNATION

SOLDES ANNUELS à tous nos rayons

62, rue St Andre-des-Arts, 6'

Tel: 01'43 29 44 10 Parking attenant a nos magasins

- Vous vous souvicodiez de

Michel PAYOUX. C'est en se donnon! qu'on s'obtient complètement.

Une demière réunion aura lieu à Langrolay-sur-Rance (Côtes-d'Armor), le mardi 13 janvier 1998, à partir de 13 heures.

Marie-Elisabeth Payoux et Jérôme

25, boulevard Saint-Martin,

- M. Jules Villechenoux. son père, M≈ A. Le Gail du Tertre, sa belle-mère, M=S. Villechen pée Ghislaine Le Gall du Terre

son épouse, M. et M= Marc Villechenoux, et Marion, ses fils, belle-fille et petite-fille. M. et M. Jacky Villeche Christelle et Roxane, ses frère, belle-sœur, nièce et petite-nièce, Anne-Laure Brisse, Muriel Brisse, Cécile Brisse et Edgar Gonzalez.

Ses amis, ont la douleur de faire part de la dispari-

Serge VILLECHENOUX,

L'inhumation aura lieu le mardi 13 jan

survenne le 7 janvier 1998, à Moret-su Loing, à l'âge de soixante-quatre ans.

vier, à 11 heures, au cimetière de Moret sur-Loing, où l'on se réunira. Cet avis tient lieu de faire-part. 29, rue des Granges, 77250 Moret-sur-Loing.

Remerclements

-- La famille de Prédéric COHEN remercie toutes celles et tous ceux qui ont exprimé leur donleur lors de la dispar

Frédéric.

janvier 1998, au cimetière de la nune des Lilas.

CARNET DU MONDE Fax: 01-42-17-21-36

Souvenirs.

- Il y a dix ans, une rouie.

Jérôme, 22-4-1967 - 10-1-1988.

Marie-Germaine et Etienna Lemarquis 7, route de Gérardmer, 88640 Granges sur-Vologue.

Colloques

Le comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé organise les Journées annuelles d'éthique 1998 à Paris, à la Maison de la chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

● Le mardi 13 janvier, de 16 heures

Ouverture des Journées Jean-Pierre Changeux, président du comité, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la tation des travaux du comité en

André Boué Exposés sur le clonage reproductif Jean-François Collange Nicole Le Donarin Jean Michaed Le génome humain et la personne

Geneviève Barrier

Noëlle Lenoir, présidente du Commé in-ternational de bioéthique de l'Unesco Discussion générale

 Le mercredi 14 janvier, de 9 h 30
 12 h 30, et de 14 heures à 18 h 30 Le racisme devant la science » Présidence : Nicole Banmann

Avec la participation de : Jean-Pierre Changeux Fred Constant Philippe Descola .
Pierre-Heuri Gonyon Axel Kalm André Langaney Denis Le Bihan

Pierre-André Taguieff Discussion générale et conclusions

Claude Allègre, ministre de l'éducation

Cours du soir

۶۶

L'INALCO (Langues'O) propose coms du soir en arabe, viemamien, russe, chinois. Modules 40 houres (2 x 2 beures bebdo) à partir de lin janvier 1998. Contacter Fernantian continue tel.: 01-49-26-42-31 / 59 / 81

गा ११७ र अस्तिको सम्बेत स्टिन्सेन स्टिन्सेन स्टिन्स

Conférences L'association CAP 21, présidés par Corinne Lepage, ouvre son cycle de conférences « Repères pour le XXI siècle » par un exposé do Jean-Pierre Souviron, « Energie-environne-ment : le règne des nyamilans ? ». Mardi 13 janvier 1998,

de 19 houses à 21 houses. GRETA Chimie-Biologie, ENCPB, 11, rue Pirandello, 75013 Paris.

Les conférences du cycle auront lien le

deuxième mardi de chaque mois et porte-ront sur des sujets autour du développe-ment durable et de la citoyenneté. Renseignements: 01-53-75-33-21.

Frais de participation à prévoir.

« La crise de la famille en France. par M. Evelyne Sullerot, sociologue. le mardi 13 janvier 1998, à 20 h 30. Eglise protestante de Bon-Secours, Eglise protestante de pour 20, rue Tinoa, Paris-II.

Soutenances de thèse

- Marie-Pierre Baudin-Maurio a soutenu avec succès, le 17 décembre 1997, devant la faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille-III, une thèse

« L'accès au mariage

Le jury, composé des professeurs hristian Anias, directeur de thèse (Aix-Marseille-IIII. Jean Hauser (Bordenus-IV). Sylvie Cimamonte (Aix-Marseille-III). Anne Leborgne (Lile), Jacques Ra-vanas (Aix-Marseille-III), jui ont décené la mention « uès honorable » et ses félici-

 Béatrice Quenault a soutenn, avec succès, le mercredi 10 décembre 1997, à l'université Paris-l-Panthéon-Sorbonne, une thèse de doctorat en sciences écono-

« La prise de relais de l'énergie par l'information dans le prot de développement économiq

Le jury, le directeur de thèses M. René Passet, professeur émérite à l'université Paris-I, lui a décerné le titre de docteur ès sciences économiques, avec la mention « très honorable » et les félicitations du jury.

Communications diverses

POUR VOUS ÉTABLIR sur le marché a contactez votre partenaire : 0049-172-680-1948.

1

'50 000 person e revenu mil depuis son in A la campaga dun mode de In pru a La m dun retour du travail son

Commence of the

" on marging on

Andrew Services

9 A 🚋

4.50

a de maria

Professional

 $\sigma_{t, s'} := \sigma(\tau)$

· ·

المجاورة ال

- <u>-</u> TAN THE

N 40

10 mg.

700 12

Sales . No.

1 74

No Norgida

! (

HORIZONS

RMIstes aux champs

Ecole national d'administration A CATEMORIAN OF SECTION OF SEC.

the fifted in sometimes

Sugar Antonia Contraction of the

AND A SHELL OF THE SECOND المرورات والمعاجب والمحكي and a supplied to be from the

网络迪德拉伊里斯人拉拉斯 " Market High Sty by Marie Carolinies

建氯苯酚 化催化剂 的 计 agreement his whole the second

THE THE PROPERTY AND LABOR. **解导 (4) 1987年** 李 元 18、三 7 をはることでは、 一般の はない ない ない ない ない ない こうしょう いっぱい ない THE WARE TO THE EAST OF THE PARTY.

THE TAX BEAUTY I WAS STORED AND

田田 国際教養者 かいけいしゅう

entities it interest to the live of the

大田 大田 大田 かいまま こうけいけい ありょうしゃ

BERNE BE FIRST IN . . .

which the street of the street

Maria Carlo Carlo

Specific of Electricity of

TO SEE SEEDS TO THE ADDRESS.

(4) 株で大野田田田である。

 $(g_{2m}^{(1)})_{i} = \frac{1}{2} \int_{\mathbb{R}^{2}} \frac{1}{1 + g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)}} \frac{1}{g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)}} \frac{1}{g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)}} \frac{1}{g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)}} \frac{1}{g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)}} \frac{1}{g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)}} \frac{1}{g_{2m}^{(1)} g_{2m}^{(1)} g_{2m}^$

- graph or processing the people to the state of the state of

建加生殖出产 至宝宝车到4条机构

may transfer that wife to

क्ष्या कृत्यक्षक्रकारम् स्ट्रीयक्ष्यक्रम् । अस्ति व व व व व व व व व व

agricul This was a less a section de la contraction de la contrac

Commence of the Commence of th

法股份的 建铁铁 数据意义 人名巴尔尔

THE TENNETHER THE HERMANISM TO STUDY THE

an gir the state of superpart, when the last of the control

E - HAT IN MANUELLY

Sugar Service Services (Services Services)

Section and the

() や性の恐怖事業

4 17 12 <u>- 17 17 - 1</u>

100

A Carlotte San Lagran

The second of the second of the

AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

河西部 7000 A. TOTAL HONOR TO THE

Marine Barrell Charles and a

Sample and the second sections

A Transport to the second to

The state of the s The specific facility installed 17th. The work of the same of the sa

Canada Starter to move of

Signal State Seas Law Section

Francisco de la maria de la compania del compania del compania de la compania del compania del compania de la compania del compania

an and specifical

mi ma

. جيڪي جيجي

U bout de ses cinquante-deux années de vie, dont près de neuf passées au RMI, Alain se prend parfois à regretter son enfance dans un village de l'Yonne voisine. « On s'asseyait autour d'une table, dans une ferme, et on passait la nuit à casser des noix, se souvient-il. Le lendemain, on avait de l'huile en échange. On faisait les fains, on aldait aux moissons. » Aujourd'hul, assure-t-il, ces coups de mains ne sont plus de mise. « Les cultivateurs ont tout le matériel. Ils n'ont plus besoin de rien. » Sur le morne plateau du Châtillonais, où il s'est installé depuis sept ans, « c'est chacun chez soi ». Alain s'est donc converti. sans états d'âme, aux contumes du jour.

Sa vie de famille, avec épouse et cinq enfants, ne déborde guère d'une grande ferme en carré, dont les trois côtés anciennement voués à l'exploitation agricole menacent ruine. Le budget du foyer excède à peine les strictes limites d'un revenu minimum d'insertion, à 3 500 francs par mois. Alain le touche depuis si longtemps qu'il ne sait plus à quel mois de l'année 1989 remonte son premier versement. Tout juste se rappelle-t-il que c'est quelqu'un de la Caisse d'allocations familiales qui lui a conseillé, vue sa situation, de faire valoir ses droits à la nouvelle allocation.

C'est le chômage, évidenment, qui l'a poussé si tôt dans le dispositif où il végète encore aujourd'hul. Alain, après sa jeunesse en Puisaye auprès d'un père dont il ne sait pas s'il est encore vivant, avait trouvé un emplot vers 1975 dans une entreprise de terrassement de Châtilion-sur-Seine (Côte-d'or), où il s'était établi et marié. Dix ans plus tard, un licenciement économique l'a privé de ce travail. Les années de chômage qui ont suivi ont été si dures que l'entrée en RMI a ressemblé à une vraie amélioration.

Non que le volet insertion de l'allocation lui ait permis de retrouver une activité plus stable que des stages ou des CES. Alain sourit des mois de remise à niveau durant lesquels « on avait droit à la dictée et à la récré à 10 heures, comme les gamins ». Il ne se fait guère d'illusions sur ces CES que l'on « fait tourner entre les chômeurs de longue durée, pour faire baisser les chiffres ». Le dernier en date a tout de même duré deux ans, au sein d'une association d'insertion installée à Châtilion. Parce que « tourner à la maison sans rien faire, cela finit par devenir pesant », Alain y a apprecié le travail en plein air, à tondre des pelouses, à tailler des arbres. Il s'est amusé de ceux qui, à son côté, « n'avalent jamais touché une tronçonneuse ». Mais il n'en a pas tiré d'ouverture vers un emploi moins précaire et mieux rémunéré. « A mon age, c'est perdu d'avance, dit-il. Il n'y a

Si le RMI a légèrement amélioré l'ordinaire, depuis des années, c'est indéniablement sur le plan pécunier. Aux 3 500 francs - dont il faut d'emblée retrancher 1500 francs de location de la ferme - s'ajoutent les 900 francs d'allocations pour les deux derniers enfants qui ne sont pas maieurs. Tous demeurent pourtant à la charge de la famille, à l'exception de la fille ainée. Celle-ci a trouvé refuge au sein de la maison après avoir vécu dans une caravane dans la cour, avec un compagnon qui l'a abandonné dès qu'elle est tombée enceinte. Mais elle vit avec son allocation de parent isolé.

A la ville, cette addition ne permettrait pas d'éviter le fond de la misère. A la campagne, selon Alain, elle autorise à «faire crec », à se maintenir « à niveau. mais pas plus ». Parce les spéciticités du mode vie rural n'ont point encore toutes disparues.

L'hiver, les poêles sont alimentés en bois des forêts alentour. Un bout de jardin permet d'éviter les dépenses en légumes. Quelques poules et des lapins réduisent au strict minimum les achats de viande et d'œufs. Surtout, il y a le cochon qu'Alain a pris l'habitude de se procurer tous les six mois chez un éleveur sur la route de Dijon, parce qu'il accepte d'être payé en deux mois. « Pour peu qu'il y ait eu en même temps l'eau et l'électricité, 400 francs ce n'est pas évident à sortir. » La dépense est toutefois largement rentabilisée. « Un cochon ça mange n'importe quoi, dit Alain. Le dernier, je l'avais monté à plus de 200 kilos. » Comme il n'a jamais pu s'y résoudre, il fait tuer la bête par un boucher en retraite, en échange d'un morceau de viande. La litière est gracieusement fournie par l'employeur occasionnel du premier des fils, qui récupère la paille laissée dans

les champs par les cultivateurs.

Cet agriculteur est le dernier à sait conduire un char d'assaut et un tracteur, mais il ne peut même

ville deux jeunes hommes. « Cela me fait plaisir de les voir. dit-il. même s'ils ne me partent jamais. Moi, je fais semblant de rien : ça vaut mieux aue de s'engueuler. » Ce sont ses fils, issus d'un mariage brisé net au milieu des années 70, un jour où il a retrouvé son appartement vide. Il assure n'avoir jamais revu sa femme de-

A coupure professionnelle n'a pas tardé à suivre. Après avoir enchaîné les métiers dans les industries locales, Pierre n'a plus rien retrouvé à Venarey-les-Laumes où la crise des années 80 a provoqué la grande bécatombe des emplois. Il est retourné chez sa mère, qui l'avait jadis placé à l'assistance publique. Après quelques années passées à vivoter sur la petite pension maternelle, il s'est inscrit au RMI, des qu'il a eu connaissance de l'existence de ment et compte décrocher un l'allocation, au tout début de contrat emploi-solidarité grâce

1990. Depuis, il a été rejoint par son frère, célibataire et RMiste depuis 1992. Et le foyer de la famille en vole de marginalisation est devenu le théâtre d'un pesant

Pierre ne connaît guère d'injure assez virulente pour qualifier ce frère qui a pris position dans la pièce commune où « il passe son temps à mâcher du chewing-gum et faire des mots croicés ». Lui s'est retranché dans sa chambre, où il dit tuer les heures accoudé à la fenêtre, à regarder passer les voitures sur la nationale. Quand il sort, il va voir ses amis, au café. « Je fréquente surtout des vieux, des retraites. On s'entend bien. On boit des chopines de rouge. » L'alcool a compliqué les relations familiales, surtout depuis que le frère s'est montré violent envers Pierre et sa mère.

AIS la démarche d'insertion du RMI, relan-cée localement par un travailleur social qui a approché systématiquement les plus anciens allocataires, pourrait finir par dénouer ces relations famiau volet insertion du RMI. « le voudrais me rendre utile », murmure-t-il, sans que le ton sa voix trahisse un véritable espoir d'évolution.

Eliane, elle, voudrait vraiment que cela change. Dans la maison en pierre d'un village du plateau qui surplombe Montbard, elle vit depuis près de neuf années le RMI comme une marge d'autonomie dans un servage auquel elle voudrait être sûre, à trentecina ans. de l'avoir librement consenti. Quatrième d'une famille de neuf enfants, elle a vu ses sœurs se marier, ses frères quitter la maison. Elle a bien fait quelques petits boulots: des vendanges plusieurs années d'affilée à Vosne-Romanée, un contrat de serveuse dans un restaurant pendant un an, un TUC à l'hôpital de Montbard, une formation pour devenir « coupeuse de gants ». Mais rien ne l'a durablement éloignée de la fermette et de la fatalité d'avoir un Jour à s'occuper à plein temps de ses parents.

La mort de sa mère, fin 1988, a précédé de peu son entrée dans le dispositif RMI, comme aideliales. A l'insu des deux autres, le ménagère de son père, qui fut à

« A la campagne, on a toujours de quoi s'occuper, mais ce n'est pas cela qui remplit les poches », raconte Eliane

contrat sur une demande de relogement qui devrait mettre fin, sous peu, aux hostilités. Le premier contrat de Pierre, signé en octobre après plus de sept années de présence dans le dispositif, indique laconiquement : < démarches liées à la santé ». Le fils de cantonnier, qui n'y voyait plus guère, y a gagné des lunettes efficaces, et s'accommode fort bien de cette insertion minimale. « Du moment que ça continue comme ça v, dit celul qui redoute pardessus tout qu'on lui retire son allocation minimale d'existence.

Depuis quelques années, le cours de la vie de Jean-Luc, quarante-six ans, s'est lui aussi ralenti, comme le débit de ses paroles rendues pateuses par l'alcool qui vient de lui valoir une cure de désintoxication de six mois. De sa jeunesse d'errant volontaire, il reste les cheveux longs et la musique de Janis Joplin, qui complète le portrait d'ancien baba. « Pas clochard. routard, c'est différent », précise Jean-Luc, qui a traversé la France de vendanges en festivals pop, de petits boulots campagnards en virées sans but précis. « C'était plus fort que moi, chaque fois que je m'installais un peu quelque part, il fallait que je reparte. »

Un jour, le Lavallois d'origine a décidé de s'arrêter pour de bon, parce qu'il avait fini par trouver son mode de vie dangereux: « Avec tous ces jeunes qui sont obligés de faire la route, il y a de plus en plus de violence, déploret-il. Ce n'est plus la fraternité. comme avant, mais le chacun pour soi. » il s'est installé près de Semur-en-Auxois, non loin des routes au bord desquelles il faisait du stop pour descendre dans le sud. Il a donné des coups de main au propriétaire d'une ferme qui le logeait pour 200 francs par mois. Il l'aidait à s'occuper des vaches, à faire le fromage.

Le RMI est entré naturellement dans la vie de Jean-Luc, dès 1939. Il n'en est plus ressorti. L'allocation a joué, au contraire, un rôle de plus en plus vital dans son existence. Surtout depuis qu'il a dù quitter la ferme, en 1996, après la destruction de l'aile dans laquelle il résidait. Depuis, Jean-Luc vit dans une petite chambre du foyer des jeunes travailleurs de Semur-en-Auxois. Comme ce confinement lui pèse, il a fait une demande de reloge-

frère de Pierre a fait porter son mi-temps cultivateur de ses quinze hectares et ouvrier à l'usine de tubes métalliques de Montbard. Elle n'en est jamais ressortie. L'allocation a amélioré l'ordinaire du train de vie de la

complétant la maigre retraite du père. Elle a permis à Eliane de se faire soigner les dents, de passer le permis de conduire, et de participer à l'achat d'une voiture d'occasion. Mais le RMI n'a guère davantage sorti Eliane de son isolement et de son existence chiche. « A la campagne, on a touiours de quoi s'occuper. dit-elle, mais ce n'est pas cela qui remplit les poches. »

La jeune femme au verbe vif cherche du travail et n'en trouve pas, a envoyé des curriculum vitue et s'offusque de p'avoir pas même recu de réponses négatives. En 1996, elle a passé quinze iours en stage et quinze autres en entreprise. « On a appris à rédiger des CV, à se présenter dans les entretiens. Cela n'a pas été inutile. Mais le les ai engueulés à l'ANPE quand ils m'ont propose de refaire la même chose. Cela va bien une fois les cours de maths et de français, mais après, ça finit par tourner à la rengaine. On a visité des entreprises, mais elles n'ont pas embauché pour autant. » Eliane aimerait un vrai travail, pas un de ces CES qui occasionnent des frais de déplacement et finissent par assurer une rémunération nettement inférieure au RMI.

En attendant cet emploi, elle continue de nettoyer l'intérieur du logis où s'entassent les souvenirs de quatre générations. Elle donne aussi des coups de main au voisin, qui vient de perdre sa femme. Elle l'aide à s'occuper des vaches, par solidarité et parce qu'elle à du temps libre, sans demander d'argent en échange. « Il ne faut surtout pas faire l'andouille avec ça, explique-t-elle. le préfère me contenter du RMI plutôt que de gagner quatre sous et me faire sucrer l'allocation parce que j'aurais travaille au noir. . Après neuf années dans le dispositif, Eliane semble se préparer à l'éventualité d'un séjour encore plus long. Sous le regard désolé de son père, elle n'a plus qu'à se poser l'angoissante question, que ne résoudra pas son minimum social: . Que vais-je devenir le jour où il viendra à disparaître? >>

> Jerôme Fenoglio Dessin: Philippe Row



100 000 personnes touchent le revenu minimum d'insertion depuis son instauration, en 1989. A la campagne, cette allocation, combinée à un mode de vie rural, permet d'échapper un peu à la misère, mais les chances d'un retour durable dans le monde du travail sont plus réduites

faire jouer un reste de solidarité villageoise autour de la famille au RMI. Il a bien voulu prolonger d'un mois le contrat du fils, passé de l'armée au chômage, sans formation, pour lui permettre d'avoir droit aux Assedic. Mais ce geste ne dissipe pas l'inquiétude du père de famille. S'il a plus ou moins fait son deuil de sa propre insertion professionnelle, Alain s'angoisse de la mauvaise pente qu'est en train de prendre son fils, particulièrement pénalisé par le fait de ne pas avoir les moyens de passer le permis de conduire. « Vous vous rendez compte, plaisante à demi Alain, il

pas utiliser de voiture. » Une cinquantaine de kilomètres plus loin, dans un village qui jouxte Venarey-les-Laumes, les soucis familiaux de Pierre, quarante-six ans, sont d'un autre ordre. Il lui arrive de croiser en

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90

Réussir le codéveloppement

IER immigration et développement des pays du Sad: séduisante et sans doute pleine d'avenir, l'idée est dans l'air depuis plus de quinze ans. Pour la première fois, en juin. elle avait été brandie par un premier ministre français comme l'un de ses objectifs prioritaires. Six mois plus tard, le gouvernement dispose, avec le rapport de Sami Naîr, d'un premier argumentaire appuyant une liste de mesures concrètes.

Pour l'essentiel, il s'agit d'organiser un flux d'étudiants et de Jeunes travailleurs étrangers qui, formés en France dans des secteurs jugés utiles à leur pays, s'engageraient à y retourner movennant l'assurance d'un emploi et de la liberté d'effectuer des allers et retours vers l'Hexagone. L'Etat s'engagerait en outre à aider financièrement les projets de développement lancés par les immigrés, au bé-néfice de leur région d'origine. Audacieuses dans l'état actuel de crispation du débat sur l'immigration, ces options n'ont cependant rien de révolutionnaire. En refusant de rendre publics les travaux de Sami Naîr et de les traduire immédiatement en décision politique, le gouvernement donne l'impression d'hésiter dans un domaine où seule une impulsion en haut lieu peut venir à bout des inerties administratives et des blocages politiques. Le contraste est flagrant avec l'empressement mis par le pouvoir pour réformer les lois sur l'entrée et

pement risque de conforter l'idée fausse selon laquelle l'immigration n'est qu'une affaire de contrôle des frontières et de police intérieure. Alors qu'il est au contraire urgent de faire comprendre que l'immigration n'est Jamais que la traduction humaine des déséquilibres planétaires entre pays pauvres et pays riches et que le seul moyen de les maîtriser consiste à promouvoir le développement dont les migrants sont eux-mêmes porteurs.

L'enjeu est de taille. Toute l'Europe est confrontée depuis des années au problème que lui pose l'attrait qu'elle exerce sur les persécutés et tous ceux que malmène leur environnement économique. L'afflux actuel de réfuglés kurdes sur les côtes italiennes montre à quel point il est indispensable d'aborder collectivement ces questions de migrations et d'asile. En renouvelant sa politique d'aide au développement, en la reliant à la zestion de l'immigration, la France pourrait moutrer la voie en Europe.

L'enjeu est de taille aussi parce que les nouvelles consignes données ces derniers mois par Paris au personnel consulaire en matière d'attribution des visas ne sont pas suffisantes pour enrayer le discrédit giobai que lui valent depuis plusieurs années ses pratiques en la matière. Il faut, au minimum, pour que la politique de coopération retrouve son sens, que soit enfin restaurée, pour des étrangers qui se sont tournés vers la France, la possibilité L'attentisme sur le codévelop- pays.

> Scillage de est échté par la SA LE MONDE direction, directeur de la publication : Pean-Harrie Coloni 200-Marie Colonihani ; Dominique Aldry, directeur pér Noël-Jean Bergenous, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjustes de la rédaction : Jean-Yeas i bossess. Robert Sold Réductrons en chef : Jean-Paul Besset, Pierrel Georges, Laurent Greifsamer, Erik izraelewicz, Michel Kajnsin, Bertrand Le Gendo Directeur artistique : Committue Roymette Rédacteur en chef technique : Erle Azat. Secrétaire général de la rédaction : Alain Foun

Médiateur : Thomas Ferencei

Directeur enècusif : Eric Piallous ; directeur délégué : Arme Chaussebourg et de la direction : Alaba Rollat ; directeur des relations des maisses : Des Conseil de surveillance : Abin Mine, président : Gérard Courrois, vice-président

Ancieus directeus: Hubert Beure-Méry (1944-1949), Jacques Futwet (1944-1962), Anché Lagreta (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesoutne (1991-199

Le Monde est éché par la SA Le Nonde
Dunée de la société : cers aus à compter du 10 décembre 1994.
Capital sociál : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les tétacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société avaguré des lecteurs du Monde ».
Le Monde Enverprises, Le Mande investisseurs,
Le Monde Presse, léné Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS Ce Monde

Femme-tige ou femme-fleur

PLUS FASTUEUSES que les autres, plus éphémères aussi, les longues robes du soir semblaient définitivement condamnées par la sévérité de l'époque. Reléguées, hier encore, au royaume nostalgique des souvenirs, elles ont refleuri pourtant, et cet hiver elles sont presque aussi nombreuses qu'autrefois. Ce n'est pas le moindre mérite des femmes françaises que d'avoir su. en dépit de toutes les difficultés, sauvegarder cette élégance dont la

réputation est aussi celle de Paris. Femme-tige ou femme-fieur, deux silhouettes délicieusement leunes et charmantes se disputent les faveurs féminines. L'une moule étroitement le corps pour n'épanouir qu'au-dessous du genou l'éventail d'une ampleur retenue captive; l'autre évase la majesté d'une jupe immense sous la taille qui paraît plus fine encore sur des hanches artificiellement arrondies

Christian Dior, dont l'inspiration ne se laisse arrêter par aucune réalité, a rêvé ses robes pour des paysages de Watteau. La simplicité presque affectée du corsage contraste avec la somptuosité de la jupe qui retient toute l'attention. L'ampleur est souvent ramenée en avant, amondissant le ventre et les hanches, ressuscitant la grâce non-

chalante des belles du Grand Siècle. Nous les aimons ainsi, inutiles et folles ; c'est un peu de rêve qui se réalise pour un soir prêt à s'évanouir, comme dans le conte, lorsque sonneront les douze coups de minuit. Certains estiment condam-nable et superflue leur éphémère splendeur, mais à leurs yeux le sont aussi, sans doute, l'illusion et la

> E. de Semont (10 janvier 1948.)

Ce Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC OU 05-36-25-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-39 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La fausse guerre froide du détroit de Formose

DU DÉBAT français sur le communisme au XXº siècle aux eaux subtropicales du détroit de Formose, disputées entre deux gouvernements historiquement rivaux, il peut sembler n'y avoir qu'un rapport fort lointain. Et pourtant.

Voilà tout juste deux ans, l'armée de Pékin se livrait à une spectaculaire démonstration de pulssance en vue de dissuader Taiwan de se tailler une place distincte du reste du monde chinois, à la fois sur le plan de son fonctionnement politique interne, et sur celui de son statut international. Le détroit de formose redevint un champ de manœuvres survolé par des missiles tirés - à blanc, certes, mais tirés tout de même - depuis le continent en direction de cibles situées en mer, à quelques encablures de l'une des cités les plus riches de la région.

C'était la même armée qui, presque trente ans plus tôt, avait effectué des bombardements massifs contre les défenses de l'île pour tenter d'amener à résipiscence ce « chien courant de l'impérialisme », au nom, alors, du communisme. Cela au moment même où, après avoir tué froidement deux à trois millions de « grands bourgeois, propriétaires fonciers et contre-révolutionnaires », puis décapité l'élite du pays qu'ils venaient de conquérir, les chefs de cette année - Mao Zedong, Zhou Enlai, Deng Xiaoping-s'apprêtaient à provoquer la plus grande famine de l'histoire de l'humanité (le Grand Bond en avant, trente à soixante millions de morts au moins). La même armée qui, dès 1950, avait « libéré » le Tibet, et récupéré pour la Chine les vastes étendues d'Asie centrale lui ayant jadis

Le calme règne à nouveau, pour le moment, dans le détroit de Formose. L'armada américaine qui s'était interposée pour calmer le jeu en 1995-1996 s'est retirée. Cette voie maritime internationale importante pour l'économie mondiale - par laquelle, en particulier, le Japon s'approvisionne en hydrocarbures du Moyen-Orient - n'est plus, pour l'heure, otage d'une tension pouvant sembler anachronique. Deux ans après la crise, une amorce de dia-

Diagnostic par Ballesta

logue entrepris auparavant entre les deux gouvernements contrôlant les rives du détroit est en voie d'être réactivée. Le général de Chine continentale, Xiong Guangkai, chef d'état-major adjoint de l'APL, qui avait proféré alors la menace d'une attaque nucléaire chinoise sur Los Angeles, a été reçu à Washington en « ami », en décembre 1997. A nouveau, ou parie « coopération économique » et non plus intimidation militaire entre les deux régimes qui se sont disputé le sort de la Chine pendant la plus grande partie du XXº siècle : le Parti communiste sur le continent et le Kouomintang, aujourd'hui dans Pile. Cela à cinquante ans moins un de la victoire du premier sur le second.

SURTILISER LES AVOIRS La crispation de 1995-1996 n'aura-t-elle donc été qu'une fausse alerte? Il faut peut-être se garder d'un trop grand optimisme. Les données

essentielles qui y ont conduit vollà vingt-quatre mois, quatre ans après la dislocation de « l'empire du mal » soviétique, n'ont pas subi de mo-

dification radicale.

La Chine d'après Deng Xiaoping, mort il y a un an, demeure imprévisible sur les moyen et long termes. Elle paraît aujourd'hui avoir définitivement renoncé à toute croisade idéologique. «Libérer» Taiwan d'une quelconque «oppression» capitaliste est à coup sûr le cadet de ses soucis. Il s'agitait plutôt de lui subtiliser ses avoirs (ou ce qu'une guerre en laisserait). Pour autant, le régime qui s'appuie sur cette armée de façon si visible n'a en rien condamné un système de gouvernement ayant fait un nombre total de morts encore incommu.

Qui peint dire comment les successeurs de Deng, bésitants parce que faibles maigré les apparences, parviendront à gérer la mutation dugéant communiste d'Asie, sous-développé, en une puissance moderne, responsable au plan international, soucieuse nou pas seulement de reconnaissance et de respect, mais aussi d'honoter ses engagements et de se montrer à la hauteur de sa réputation ? Qui peut exclure que

des dérapages intérieurs n'entraînent les maîtres de Pékin dans une escalade aventuriste débordant des frontières, au nom d'une vision profondément enracinée qu'ils out de l'unité nationale, indivisible pour ne pas dire conquérante, cette vision qui, déjà, constituait l'ingrédient prédominant de leur « communisine » à sa naissance?

De l'autre côté du détroit, l'échiquier poli tique ne s'est clarifié, depuis l'épisode 1995-1996, que sur un point : menaces continentales ou pas, les Taiwanais ne se reconnaissent absolument pas dans le gouvernement de Pékin (même ceux qui entretiennent avec l'autre rive des relations d'affaires fructueuses) et entendent demeurer libres de leurs choix de manière bien plus nette qu'il n'a été donné à Hongkong lors de son retour dans le giron na-

En revanche, mui ne saurait prédire qui gonvernera l'île après l'an 2000, quand le président Lee Teng-hul passera la main. Sera-ce son parti, «fière ennemi» du PC chinois, bâti il y a un siècle sur la même conception unitaire du pays, mais qui s'en éloigne de plus en plus de nos jours? Ou bien une nébuleuse née de la revendication indépendantiste exprimée par la population autochtone de l'île, majoritaire, mais mal structurée? De clivage idéologique, la faille qui traverse le détroit est devenue querelle de souveraineté simple, ce qui ne veut pas dire moins

Les Etats-Unis, dépourvus eux-mêmes d'une doctrine nette face à ce monde incertain, semblent surtout soucieux de ne pas se laisser entraîner dans une spirale conflictuelle. Ils ont multiplié aux uns et aux autres les incitations à la patience et à la prudence. Ils récusent l'idée d'une indépendance pour l'Te et dénient au continent le droit moral à l'usage de la force pour parvenir à une solution. Mais ils n'ont pas proposé de voie précise.

Le temps peut-il apaiser les passions, forger un modus vivendi qu'il suffirait aux deux rives de codifier ultérieurement? C'est une tentation des diplomaties de miser sur ce facteur. Dans le cas précis de la Chine, ce temps se mesure sur une échelle tout autre qu'en Occident. Le chef de la diplomatie chinoise, Qian Qichen, ne compara-t-il pas, vollà peu, la situation de Taiwan à celle du Sud américain au moment de la guerre de Sécession, expliquant que Pékin réagirait toujours comme les Fédéraux yankees en pareil cas? Cette remarque, à tout le moins, illustre à quel point l'ambiance de détente qui l'ile peut n'être qu'illusoire.

Une nouvelle épreuve de force dans le détroit de Formose n'appartiendrait plus intrinséquement à l'histoire mondiale du communisme, Elle s'y rattacherait pourtant, tout comme les suites des killing finds du Cambodge et d'autres tragédies du communisme asiatique.

Ces questions ne peuvent plus laisser l'Europe indifférente à présent qu'on voit les effets mondiaux que peuvent avoir des soubresauts économiques d'amplitude somme toute modeste comme ceux que traverse l'Extrême-Orient. Et encore moins un pays comme la France qui a cédé, sans peut-être en mesurer les conséquences, aux discrets encouragements de Washington à contribuer à renforcer la défense de la seule portion du territoire chinois qui se gouverne selon des normes proches des démocraties industrialisées occidentales.

A l'heure où se dresse, dans la communauté intellectuelle française, un bllan du communisme au XX siècle, il serait logique qu'on se penchât aussi sur cet aspect asiatique du débat, compte tenu des immenses drames qu'a provoqués, dans cette partie du monde aussi, l'idéologie de Manx et de Lénine appliquée aux passions nationales - et des formes préoccupantes que sa mutation peut prendre, le capital et le

Francis Deron

Front national et prud'homales: l'imbroglio

Suite de la première page

Là encore, des recours en cassation sont possibles, car les syndicats veulent que la justice dise si, oui ou non, la CFNT avait le droit de présenter des candidats. De plus, la CFNT a presque systématiquement effectué un recours contre les 66 décisions de justice qui l'ont empê-chée, avant les élections, de se présenter devant les électeurs. Dans certains cas, elle réclame l'annulation desdites élections. Bref, le contentieux électoral n'en est qu'à ses débuts.

Par ailleurs, les juges ont retenu deux arguments pour contester la validité des listes de la CFNT. Au nom de la séparation des pouvoirs, « il apparait exclu que les partis politiques puissent s'intéresser ou participer directement ou indirectement oux elections des juges prud'hamaux », estime le tribunal de Lyon. Un parti politique a, par définition, un programme. Or, les consellers prud'homaux « ne sont, en aucune façon, hu- est essentiel. De cet arrêt très attenbilités à suivre un projet d'action ou du de la Cour de cassation dépend

un programme conçu par eux-mêmes ou inspirés par d'autres et s'évader des tedes légalement applicables, des accords collectifs, des usages et des contrats de travail dans leur mission conciliatrice et juridictionnelle », énonce le jugement lyonnais. Ce que le code du travail désigne par l'interdiction faite à un conseiller prud'homal d'avoir un « mandat im-

pérutif ». Deuxième argument de fond des juges: le programme du FN, fondé sur la préférence nationale, est contraire aux principes d'égalité de tous devant la loi et incompatible avec l'exigence d'impartialité d'un juge. Malgré le principe de la liberté de présentation des candidatures à l'élection prud'homale, les multiples contentieux juridiques pourraient, indirectement, soulever trois questions essentielles : qu'est-ce qu'un syndicat? Qu'est-ce que la représentativité syndicale? Et comment définit-on l'indépendance d'un syndicat par rapport à un parti politique?

UN DÉBAT COMPLEXE

En avril prochain, la Cour de cassation dira si le FN-police et le FN péniterdiaire sont, ou non, des syndicats et si un juge possède, ou non, le droit de requalifier en association une organisation que ses fondateurs out qualifiée de syndicat. Le débat

vraisemblablement le dépôt par Martine Aubry d'un projet de loi sur la représentativité syndicale. «Lier des candidatures que prud'hommes à la représentativité réelle ou effective d'un syndicat est souhaitable mais posera des problèmes à tout le monde. sauf à la CGT, à FO et à nousmêmes», estime un dirigeant de la

CENT. Enfin, le Front national commence à mettre en avant un autre argament: on l'empêche de créer un syndicat alors que les liens entre la CGT et le PC sont structurels. Ses contradicteurs ne manquent pas d'arguments : la CGT a été créée avant le PCF, son implantation dans les entreprises est incontestable et le PCF n'a jamais donné de mandat impératif à la

Il n'en demeure pas moins que dans certains pays, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la Belgique, les liens entre les syndicats et les partis politiques sont expli-cites, et rul n'a jamais prétendu que cela nulsait à la démocratie. Le début sur l'indépendance syndicale est

done plus complexe qu'il n'y paraît. De toute évidence, il n'y a donc pas que les associations de chômeurs qui, en 1998, pousseront les syndicats à se poser des questions existentielles.

Frédéric Lemaître

RECTIFICATIFS

ALGÉRIE

Bachir Boumaza, le président du Conseil de la nation algérienne, est âgé de 70 ans, et non de 56 ans, comme nous l'avons écrit par erreur (Le Monde du 7 janvier). Il est par ailleurs l'un des auteurs de La Gangrène, un ouvrage publié en 1957 par les Editions de Minuit qui dénonçait les méthodes des services de sécurité français en Algérie.

A propos de l'article intitulé sur NRJ paru dans Le Monde du 8 janviez, Marc Pallain, directeur du développement de la station nous écrit : «Si je vous ai bien affirmé que je considérais que « la reprise de RMC devrait se faire dans le cadre du paysage radiophonique », je n'ai absolument pas employé les termes de « partage des dépouilles » concerrant cette entreprise. J'ai un très profond respect et une très grande estime pour RMC, ses équipes et son histoire pour ne pas tenir de tels propos (_). »

Dans notre édition du 1º janvier, Il fallait lire que la dette de la SNCF a été ramenée à 40 milliards de francs (et non pas 18 milliards), après le désendettement supplémentaire de 8,3 milliards de francs décidé par le gouvernement.

10 mg 11 mg

واسينوا أأأا

14

A COMPA

es the particular

STATE OF THE

A. House

or a respect

" white and a Street Street

123 A Super Supe

- - Charles

· 10 A - I-4 g seite 💤 🏂

40000

and the second second

100 100 100 100

18. 45.115

The second of the second

N 47 1 1

1000

the section of

No. 172 122 12 12

West of the Control

The grade to the

 $e^{\frac{1}{2}(x_1^2+x_2^2+x_3^2+x_4^2$

 $(x_1, \dots, x_n) \in \operatorname{Spec}(X, \operatorname{sp$

Commence of the Commence of th

South the first

100

机工作线

Language Street Co.

 $((\varphi_1,\varphi_2)^2)^2 = (\varphi_1^2+\varphi_2^2)$

Control of the Control

Additional Confession

17-14-54

医胸囊 化二

1926 - 83 3 3 Co. 1

404 Post

world facilities and the second second

The state of the state of the state of

d property the contract of the same

At the particular of the party of

Therefore the the state of

A TOWN TO THE PARTY WHEN WHEN BELLEVISED THE TO

The Thirt has made in the second

And the second s

THOUGHT IN THESE CARDON

医有种性性病毒 医牙髓管骨 原本 品 四十二十二

place appropriate the transfer of

THE ROLL STREET WAS AND AS SELECT

Authority and Company of the

法国民国的 医自己性神经不良的 阿丁丁

The state of the state of the state of

我被我在我在 在 我是不好法 九八人

SE SE GRESHMAN THE BOATS S.

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT

Carried of The State of the Sta

The state of the s

医原性 医水体 医神经神经 女员 不过年

The second second second second

HOLD COLUMN A M- MANAGEN MER. -- .-

Many to the state of the state of

 $-\frac{1}{2}(2\pi \sqrt{2})^{2} \leq 2\pi \sqrt{2}$

186

......

The NAME AND PROPERTY.

general and the

1. 1940 March

東京の中では、またこ THE BELLEVISION AND THE RESERVE OF THE RESERVE OF 東京教育を記録する ディイン 大学 一本では、かだし、 BEST THE RESERVE AND A STATE OF THE STATE OF 東西の東京の日本の かっちょう Salar de Maria **建设的工作的 1000年** Trans. A PROPERTY AND A STATE OF 你们的**对我**,我没有我的 **海底水流流水流流**。

والمراجع المراجع المراجع المراجع

in the second of the second of the second of the second

The State of the S A CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE P THE RESERVE ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE P BY THE THE TANK OF PERSON and the state of the state of

THE PARTY OF THE PARTY OF the party was produced to the second man and a very species The second secon The state of the s COMPANY OF THE LARE a gravia ex a tos -MARKE THE PERSON LANGE OF THE PARTY AND THE PARTY. the order that the same **治疗 300 多种的** THE PROPERTY AND ADDRESS. Survey (FRANCES A) Tologe Benefin things . Step THE PARTY AND THE THE STREET STREET, STR T. Miles Miles 2 70 THE PARTY OF THE P and produced the same

La résurrection du cinéma par Daniel Toscan du Plantier ANS l'inventaire de peu, très peu, ont entrevu le chanfin d'année. l'audigement radical en train de s'opéteur blasé par tant rer, confirmé aujourd'hui par la de mauvaises noumultiplication mondiale des pro-

tendre, entre autres, que 1997 était bouquets rendus possibles par la pire année pour l'automobile l'accès aux techniques numériques mais la meilleure pour le cinéma du satellite ou du câble. depuis... onze ans. Si les médias Pour des raisons en partie mysaudiovisuels pouvaient laisser intérieuses, pent-être parce que, litacte la capacité d'étonnement, béré par l'explosion de l'industrie aurait-on pu imaginer une telle dide l'image devenue à sa place mi-roir de la réalité, le cinéma s'est vine surprise il y a vingt ans, dix ans, cinq ans même. Entré dans le aventuré dans les eaux profondes cinéma en pleine dégringolade de de l'inconscient et des émotions la fréquentation, je n'ai entendu souterraines, il est devenu le preque gémissements et soupirs penmier « programme » de cette noudant ce dernier quart de siècle. Il velle demande. Le cinéma, le vrai, est vrai que l'arrivée massive de la celui qui sort en salles, qui détélévision dans les années 70 avait clenche un pincement au cœnr proprement vidé les salles du quand le rideau s'ouvre et fait jailmonde entier - les Etats-Unis de lir la lumière dans le noir complet. 4 milliards d'entrées à 1, la France reproduisant depuis cent ans le de 450 millions à 110, sans parler miracle d'être un art vivant dans de leur quasi-disparition en Anun vrai théâtre où les spectateurs gleterre, en Allemagne, au Japon, communient ensemble devant etc. Si le passage à la télévision leurs rèves enfin réalisés. La télécommerciale avait été favorable à vision à péage est ainsi devenue une revalorisation spectaculaire des catalogues de films, c'était son meilleur allié, son partenaire essentiel, son client paternel et atsurtout vrai pour quelques grands tentif qui revend à chaque télésuccès commerciaux américains et spectateur l'invention des frères français - ces derniers d'abord Lumière, la séance cinématogragrâce à la mise en place de quotas phique, reproduite par centaines pationaux. dans chaque pays, par milliers

velles accumulées pouvait en-

Mais, dans les années 80, quand dans le monde. est apparue la télévision à péage, Mieuz que tout - mieux même

que le sport, qui ne peut avoir sa capacité d'éternelle rediffusion il est « forcément » sauvé, relancé par ces nouveaux consommateurs grammes proposés sous forme de exigeants qui en redemandent sans cesse, d'abord évidemment dans les pays qui ne l'avaient jamais abandonné, les Etats-Unis, la France, où sa relance a coincidé avec le succès de Canal Plus, mais aussi là où il s'était confondu avec la production télévisuelle, l'Angle terre, l'Allemagne, très vite l'Eu-

rope de l'Est, l'Amérique latine, l'Asie... Ceux qui avaient sciemment laissé détruire le cinéma, jugé définitivement obsolète, n'ont plus qu'à réinventer, produire, coproduire, encourager à tout prix les vocations d'auteurs, de réalisateurs, d'interprètes, de techniciens. Sachant que chaque programme télévisuel nouveau a besoin d'un film - frais » par jour et qu'il ne s'en fait guère plus de quelques centaines de « montrables » dans le monde, il y a probablement là le plus grand secteur potentiel de développement dans la communication, déjà promue au rang de premier domaine industriel des temps modernes.

Deuxième nouveauté entraînée par cette révolution technique et culturelle : elle met fin à la domination absolue de l'industrie hol-

marqué de la période globale tra-

vaillée. C'est en années que l'aug-

mentation du temps passé à tra-

vailler va en fait se chiffrer. Dans

ces conditions, le passage à une du-

rée légale du travail de 35 heures

n'apparaît plus si iconociaste ou si

Robert Holeman est maître

de conférences à l'Institut d'études

réformateur.

politiques de Paris.

lywoodienne, la seule qui avait anticipé le poids du cinéma au-delà du premier choc de la télévision. Elle ne peut déjà plus, avec quelques dizaines de superproductions mobilisant des centaines de millions de dollars, satisfaire la demande en progression géométrique. Quelle que soit l'efficacité de quelques Titonic, il faut au-

missions, lâchetés, fuites organisées au nom de leurs intérêts égoïstes et surtout suicidaires. Il est maintenant seulement nécessaire de travailler, de mettre le monde en chantier, d'ouvrir partout des nouvelles salles - ça, c'est en cours -, d'y promouvoir la sor-

cher aux gens de cinéma, qui trou-

vaient la quelques alibis aux de-

Dans les années 80, quand est apparue la télévision à péage, peu, très peu, ont entrevu le changement radical en train de s'opérer

jourd'hui une moisson de Marius et Jeannette nés de chaque pays, chaque culture, pour alimenter le petit écran vorace, à la seule condition d'être passés par le grand, d'avoir été enfantés dans l'amour, choyés par les critiques, désirés chaudement par leurs partisans.

Cette nouvelle dimension universelle du «'petit » cinéma, de l'art modeste, celui des émotions vraies devenues potentiellement planétaires par le miracle des techniques et le génie de l'homme, met fin au discours d'apocalypse tie de tous les films capables d'émouvoir, de toucher les publics - ca, c'est à faire - sans se préoccuper des barrières de langues et de sensibilités, comme l'ont fait depuis longtemps les studios américains, qui ne se sont pas demandé si les ouvriers de la Ruhr comprenaient leurs histoires de

gardiens de vaches en anglais... La technique, la promotion, la capacité du marché résolvent tous ces problèmes, d'autant plus facilement qu'au bout il existe ce nouveau client : la télévision payante qui nous aime. Spécialement nous

les Français, qui avons par obstination spécifique, par vanité peutètre (« le pays du cinéma »), avec le concours de tous les gouvernements, avec le soutien des journalistes qui nous ont toujours offert une place longtemps disproportionnée, maintenu très haut le nombre et la qualité de nos films, faisant d'eux la première offre mondiale de catalogues dispo-

nibles après ceux des Américains. Cette deuxième vie du cinéma. cette véritable renaissance est à la portée de celles et ceux qui veulent l'entreprendre. D'autres secteurs, l'industrie du luxe en particulier, ont prouvé la capacité de la France à se faire aimer, désirer, consommer jusque dans ses plus intimes particularités. Le village planétaire global et unique est heureusement un leurre et une dangereuse tromperie. Le monde est fait de milliers de ces villages qui ne valent que par leurs différences, leur charme propre, tous enfin reliés par les autoroutes de l'information, qui peuvent être aussi des chemins d'échanges amicaux et de promenade frater-

Daniel Toscan du Plantier est président d'Unifrance

Partage ou flexibilité du travail? par Robert Holeman

'OBSERVATION du monde du travail conduit à s'interroger sur le bien-fondé de l'opposition actuellement formulée entre le projet gouvernemental de réduction/partage du temps de travail et les recommandations patronales en faveur d'une plus grande souplesse d'utilisation de la force de travail. En réalité, la transformation des conditions de travail est d'ores et déjà à l'œuvre. Tout le débat porte en définitive sur les conditions dans lesquelles cette transformation doit s'opèrer.

Les deux « écoles » de partage du travail se différencient par la place plus ou moins grande accordée à la réduction ou à la réorganisation du travail. La première centre ses propositions sur le constat de la transformation des structures productives et sur la nécessité de ne plus faire du travail le point focal de la sociabilisation des individus. Elle met davantage l'accent sur la diminution du temps de travail, sans ignorer la nécessaire réorganisation qu'elle implique.

A quelle aune la durée du travail doit-elle être envisagée? La journée, la semaine, le mois, l'année, ou bien sur la durée totale de la carrière professionnelle?

La seconde école préconise plutot l'introduction de dispositifs destinés à inciter les chefs d'entreprise à réorganiser l'activité afin de dégager des postes de travail au sein de l'entreprise (loi dite « de Robien », propositions de Michel Rocard...). Cette ligne d'action est aussi celle du projet de loi de réduction de la durée légale du travail à 35 heures présenté par Martine Aubry.

li est vain aujourd'hui de débattre de l'opportunité de rendre plus flexibles les relations du travail en France, tant le mouvement est déjà largement commencé par l'entrée en vigueur de nombreux dispositifs de partage du contrat de travail (travail à temps partiel, développement des CDD, des différents dispositifs d'emplois aidés...) et par l'utilisation qui en est faite. De facto, la controverse porte plutot sur le degré de flexibilité à atteindre, et non plus sur l'accroissement éventuel de la flexibilité au travail.

C'est dans cette perspective que doit être appréhendé le projet Aubry. Compte tenu de l'omnipotence néolibérale dans la pensée économique actuelle qui trouve son expression et/ou sa justification dans le processus de mondialisation de l'économie, Il est peu probable que la première école de partage du travail ait quelque chance de s'imposer, à moyen ou long terme en tout cas. Chacun est libre de s'en réjouir ou de s'en attrister, mais c'est ainsi.

La réalité, c'est que le marché du très rapidement. Dans ces conditions, le débat sur le partage du temps de travail en France est en fin de compte une manière détournée de s'interroger sur le degré d'encadrement qu'il convient ou non d'apporter à la fluidification du marché du travail. Refuser d'évoquer la réduction du ternos de travail, c'est - consciemment ou non accepter que se poursuive le mouvement de flexibilisation et qu'à terme, sous la contrainte extérieure, soit remis en cause plus profondément l'ensemble des éléments du droit du travail qui grippent encore le calcul annuel de la durée du travail (travail dominical, travail de nuit, régime des congés...) et ce sans mesure d'accompagnement.

A l'inverse, tenter d'imposer un dispositif de réduction du temps de travail ne revient plus qu'à se doter d'un moyen d'en faire une compensation au durcissement de ses conditions - en particulier s'agissant du mode de calcul de sa durée. Ce peut être considéré comme assez peu mais, en l'état, ce n'est déjà pas si mal.

On peut considérer cette approche comme un bon compromis. Si les tenants de la flexibilité sont en droit d'estimer que leurs attentes seront limitées et encadrées par la législation qui doit être prochainement votée, on peut remarquer à l'inverse que l'aspiration à ne plus faire du travail le facteur prépondérant de l'épanouissement personnel - qui caractérisait jusqu'à récemment les prises de position en faveur de la réduction du temps de travail - en est également évacuée.

La question demeure pourtant : à quelle aune la durée du travail doitelle être envisagée? La journée, la semaine, le mois, l'année ou bien sur la durée totale de la carrière professionnelle? Le morcellement des périodes d'activité consécutif au développement du chômage, l'extension du travail à temps partiel ainsi que la réforme des conditions de départ à la retraite dans le secteur privé vont conduire à court ou à moyen terme au rallongement

Créer des emplois-seniors

par Christian Gireau

ERSONNE n'est opposé aux emplois-jeunes, même pas dans leur for intérieur les hommes politiques de droite, qui, quand ils étaient aux affaires, n'ont rien fait pour tenter de débloquer la situation de l'emploi des jeunes. En ma qualité d'enseignant, j'apprécie plus qu'un autre, peut-être, cet effort de la nation envers sa jeunesse. car il est vrai qu'un peuple qui tourne le dos à sa jeunesse n'a pas d'avenir. Face à cette évidence, tout le monde ne peut être que d'accord

devant le désarroi de nos jeunes. Toutefois, Martine Aubry, avec Claude Allègre, ne s'est attaquée qu'à un aspect du problème. En effet, un autre aspect encore plus nomme pudiquement, par dramatique du chômage est représenté par ces hommes ou ces femmes touchés par ce fléau aux environs de la cinquantaine. Tronvieux, disent nos dirigeants économiques ou politiques I Et ceux-ci solidarité oblige !).

mettent en place des systèmes de préretraite ou autres dispositifs oul coûtent très cher à la société (mais

FORTE HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES 1997: +17,7 %

e chiffre d'affaires consolide ze de Valeo de 1997 s'élève à 33 970 millions de francs, en hausse de 17,7 % par rapport à 1996.

Cette hausse se décompose ainsi : 8 points sont dus à la croissance interne, 3.4 points aux effets de parité des monnaies, 6,3 points aux nouvelles acquisitions.

L'extension du périmètre du Groupe pris en compte en 1997 inclut principalement les acquisitions de Fist, Ymos et Univel dans le domaine de la Sécurité Habitacle. Le chiffre d'affaires 1997 des sociétés mises en équivalence, principalement LuK en Allemagne et Mirgor en Argentine, a été de 6.1 milliards de francs, en augmentation de 19 %.

En 1998, le périmètre comprendra en outre les nouvelles participations, prises à la fin de l'année dernière, à 100 % dans Sagar Richards en Grande Bretagne qui fabrique des synchroniseurs pour boîtes de vitesse et à 50 % dans Osram Sylvania aux Etats-Unis, qui produit des projecteurs automobile. Le chiffre d'affaires qui sera consolidé en 1998 au titre de ces deux sociétés devrait être de l'ordre de 800 MF.

E Par ailleurs, Valeo vient d'acquerir auprès de Siemens, les 21 % que le

groupe allemand détenait depuis le 30 juin 1995 dans Valeo Climatisation. Le résultat de Valeo Climatisation sera donc consolide à 100 % à partir du 1er janvier 1998.

S'agissant de 1998, ce nouvel exercice s'ouvre dans un environnement marque par la crise dans les pays du Sud-Est Asiatique et de l'Amérique du Sud. Les ventes de Valeo dans ces pays ont représenté 9 % du chiffre d'affaires consolidé en 1997. En Amérique du Nord, la production fléchira vraisemblablement mais se maintiendra néanmoins à un niveau élevé. En Europe Occidentale, l'effet dépressif de l'arrêt des incitations gouvernementales en Italie devrait être compensé par la reprise du marché et de l'industrie automobile en France et le lancement de nombreux nouveaux modèles.

🔁 Dans ce contexte, Valeo se focalisera principalement sur l'amélioration du rendement des capitaux investis et poursuivra le programme de rationalisation industriel entrepris en 1997 en

E Les resultats de l'exercice 1997 seront publiés mi-février 1998.

Beaucoup de chefs de famille, de femmes vivant seules avec leurs enfants, sont dans des situations dramatiques. Ce sont ceux qu'on exemple, les « nouvéaux surendettés » : ces personnes qui, brusquement, out perdu leur situation et qui ne peuvent plus faire face aux traites de leur appartement, voiture ou autres blens qu'ils ont achetés du temps où ils travaillaient, participant alors à cette tentative de relance tant souhaitée par le gouvernement. Que fait-on pour eux? Quelle politique volontariste notre gouvernement met-il en place, à l'exemple des emploisjeunes ?

marque très simple, si simple que J'imagine des sourires et des haussements d'épaules. Mais peu importe: devant cet immense gáchis économique et surtout humain. pourquoi ne pas utiliser les compétences des « anciens », leur savoirfaire, pour former les jeunes et même des emplois-jeunes?

Un exemple : dans la ZUP que je traverse quelquefois, il y a un garage, une véritable station-service abandonnée. Pourquoi ne pas former des mécaniciens auto avec l'apport des compétences d'anciens mécanos? Pourquoi ne pas former des jeunes aussi à la gestion? Pourquoi ne pas donner à d'autres jeunes des rudiments de droit afin que tous ces jeunes, encadrés pendant quelque temps par les « anciens », montent leur entreprise? Beaucoup d'autres idées pourraient germer avec une parcelle d'imagination.

Irréalisable, diront les sceptiques! Ont-ils déià essayé? Tout cela coûte très cher! diront certains. En effet, employer des chômeurs arrivés en fin de droits. payer au SMIC de nouveaux emplois-jeunes, cela risque de peser fortement sur la collectivité. Mais la désespérance de ces quinquagénaires arrivés en fin de droits, ballottés de stage en stage sans pour autant pouvoir se réinsérer, et la désespérance de ces jeunes, qui, eux, n'ont aucun droit et commencent à « avoir la haine », peuvent coûter bien plus cher encore à notre société. Pourquoi ne pas former les uns grace aux autres, pourquoi ne pas donner un nouveau rôle social aux uns pour que les autres puissent en acquérir un à leur tour ?

Il y a quelques années courait le fameux slogan: « Sovons realistes, demandons l'impossible! » Nul ne peut nier aujourd'hui que cela a fait bouger la société. Ne serait-il pas temps d'être réaliste aujourd'hui?

Christian Gireau est professeur d'histoire-géographie au collège Charles-Senard, à Caluire (Rhône).

THE PART OF THE PERSON OF THE PART OF THE **基础公司人工工会会全国的**企业 the same and the same of the same of the the same in terms of the same of the Martin as the manage at the THE PARTY AND TH

小线斯特地名西南

les marchés d'actions de Hongkong et de Singapour continuaient à plon-ger. • LA DEFIANCE des investisseurs est telle que, depuis le début de l'année, les Bourses de Singapour, Manille, Hongkong, Kuala Lumpur et Djakarta ont perdu de 15 % à 22 %. ● LA CRAINTE de la contagion de la tourmente monétaire à la Chine et de la dévaluation du renminbi ex-

pliquent pour une bonne part la fai-blesse de Hongkong et de Singapour. Les banques de Hongkong ont relevé vendre à 10 25 20 point à 10,25 %.

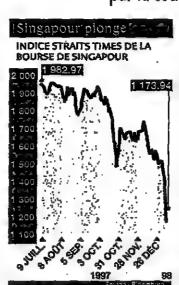
Les banques centrales du G7 pourraient soutenir les monnaies asiatiques

Les places boursières de Hongkong et de Singapour ont encore plongé vendredi 9 janvier, dans la crainte de voir la Chine emportée elle aussi par la tourmente monétaire. Les marchés indonésiens se sont stabilisés

LA TOURMENTE monétaire et boursière qui emporte l'Asie semble sans issue. La défiance des investisseurs internationaux et lo-caux est telle que, depuis le début de l'année, en moins de dix jours, les Bourses de Singapour, Manille, Hongkong, Ruala Lumpur et Dja-karta ont perdu entre 15 % et 22 %. Vendredi 9 Janvier, les marchés d'actions de Manille (-8,3 %), Singapour (-7,3 %) et Hongkong (-3,9%) étaient encore en forte paisse, tout comme les monnaies: le baht thailandais, le ringitt malaisien et le dollar philippin. Seule la roupie indonésienne se reprenait, après s'être effondrée, jeudi 8 janvier, et avoir cédé jusqu'à 48 % de sa valeur face au dollar depuis le le janvier. Une telle chute des devises et des places boursières semble échapper à tout contrôle.

Un cercle vicieux s'est mis en place. Les débiteurs privés, entreprises et surtout banques, amplifient la chute brutale des monnales locales en recherchant des dollars pour faire face à leurs échéances de remboursement à court terme. La dépréciation continue des devises alourdit chaque jour un peu plus les dettes libellées en dollars.

La crise financière et économique en Asie a surpris depuis l'été par sa brutalité et plus encore par la rapidité de sa contagion à presque tous les pays de la région. Elle surprend aussi par sa durée. Les interven-



La crainte de la contagion à la Chine a provoqué una chuta de la Bourse de Singapour ...

tions répétées du Fonds monétaire international (FMI) avec, à la clé, une aide massive de 100 miliards de dollars (600 milliards de francs) apportée par l'ensemble de la communauté internationale à la Thallande, l'indonésie et la Corée du Sud, semblent sans effets. A peine l'incendie paraît-il éteint en Thallande, au Japon et en Corée qu'il reprend en Indonésie, à Hongkong et à Singapour. Pourtant, les

économies de ces pays n'ont rien de comparable par leur niveau de développement, leur solidité financière et leur puissance économique et Industrielle, Elles sont victimes de deux craintes distinctes des investisseurs : celle de voir les devises continuer à baisser dans une cascade de dévaluations compétitives et celle de voir les systèmes bancaires emportés par des faillites en chaîne et les conséquences de l'ef-fondrement des marchés boursiers et immobiliers.

DETTES ÉPARPILLÉES L'éparpillement des problèmes

entre de nombreux pays, le fait que les incendies monétaires s'autoalimentent, la profondeur de la crise bancaire, l'importance de la corruption, le risque grandissant de contagion vers la Chine et la crainte de dérapages politiques et sociaux sont autant de raisons pour expliquer l'ampleur de la crise. Elle n'a finalement rien de comparable avec celle du Mexique au début de l'année 1995. L'intervention du FMI et l'adoption par le gouvernement de Mexico de mesures de rigueur avaient alors suffi à restaurer la confiance. La situation asiatique est beaucoup plus complexe. Tout simplement parce que l'essentiel des dettes en devises ne se trouve pas entre les mains des Etats, mais d'une multitude d'entreprises pri-

Les solutions existent pourtant pour sortir de la spirale qui entraine les marchés et les économies toujours plus bas. La Corée du Sod, au bord de la faillite voilà dix jours, semble paradoxalement montrer depuis la voie à suivre, même si elle n'est pas encore tirée d'affaire. La volonté affichée par le nouveau président coréen d'assainir son système financier en fermant une trentaine d'établissements, le retour à l'équilibre budgétaire et le redressement spectaculaire de la baiance commerciale ont permis depuis une semaine de stabiliser la devise coréenne et la Bourse de

Un accord de rééchelonnement de la dette à court terme avec les banques semble acquis et Séoul devrait revenir sur les marchés obligataires internationaux.

«La Corée est le seul pays qui

flation en laissant filer sa devise », explique Régis Khaber, de la société de Bourse Aurel. « Pour que les marchés reprennent confiance, il leur faut un programme économique et budgétaire crédible », ajoute Hervé Monet, de la Société générale. La Thailande, Pindonésie, la Malaisie et les Philippines seront contraints tôt ou tard d'en passer par là. Il leur faut changer de mode de développement et rendre plus saines les relations entre les entreprises, les banques et les Etats.

bancaire par la fuite en avant et l'in-

COMPÉTITIVITÉ D'ABORD

Pour les pays de la « périphérie », comme Hongkong, Taïwan, Singa-pour, la Chine et le Japon, le probième se pose avant tout en termes de compétitivité et non de crainte sur leur solvabilité, « Tant que le Japon et la Chine tiennent, l'un en soutenant son système bancaire, et

semble ne pas vauloir régier sa crise Brusque repli du dollar

Le dollar s'inscrivait en forte baisse, vendredi matin 9 janvier, sur le marché bitornational des changes, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 6,0570 francs et 1,81 mark, contre 6,13 francs et 1,8320 mark la veille. Face à la devise japonaise, il reculait à 131,45

Les opérateurs estiment que les banques centrales des grands pays industrialisés pourraient choisir d'intervenir de façon coordonnée en vendant des dollars et en achetant des devises asiatiques. Selon une romeur, la Réserve fédérale américaine aurait déjà commencé à agir, vendredi matin, avant l'ouverture des transactions à Tokyo.

l'autre en ne lâchant pas sa monnaie, la situation restera contròlable », souligne Monique Bourven. présidente de State Street Bank en France.

Pour Andrew Frezis, de BankAmerica, « une séquence d'événements pourrait conduire à un retour de la confiance ». Elle passerait d'abord, « par le report du remboursement et la restructuration de la dette coréenne » et ensuite « par la stabilisation du yen et un traitement sérieux de la crise bancaire interne qui grandit au Japon ». Les économistes de SocGen-Crosby, le courtier asiatique de la Société générale, insistent sur la nécessité de « retirer ie fardeau de sa dette au secteur privé ». La sortie de crise passera par la mise en place de mécanismes de transformation de la dette, avec des garanties publiques inspirées plus ou moins directement de ce qui a été fait dans les années 80 pour les pays d'Amérique latine.

Quant à la stabilisation des monnaies, il faudra sans doute une initiative forte pour impressionner les cambistes, même si les devises asiatiques ne sont certainement plus surévaluées. Cette initiative pourrait venir d'une intervention concertée des banques centrales des pays du G 7. Une hypothèse qui choulait vendredi 9 janvier au matin dans les sailes de marché.

Eric Leser

La crainte grandit de voir la Chine touchée à son tour par la crise

APRÈS la Thailande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philiopines, la Corée du Sud, Singapour et Hongkong, la Chine va-t-elle à son tour être tou-chée par la tempête monétaire et boursière qui secoue la région depuis plus de six mois? C'est aujourd'hul la principale crainte des marchés. La Bourse chinoise de Shenzhen donne de grands signes de faiblesse depuis quelques jours. L'indice des actions B, que les investisseurs étrangers peuvent détenir, a perdu 14,2 % depuis le début de l'année, affecté par les craintes d'une dévaluation du yuan (renminbi).

De nombreux experts sont persuadés que Pékin sera tôt ou tard obligé de s'y résoudre, afin de préserver la compétitivité de ses produits sur le marché mondial. Le cours du renminbl est resté stable par rapport au dollar depuis le début de la crise, alors que, dans le même temps, le ringgit malaisien ou le won sud-coréen, par exemple, cédaient plus de la moitié de leur valeur. Les entreprises chinoises exportatrices se retrouvent donc confrontées à un énorme handicap moné-Les autorités chinoises écartent officiellement

une dévaluation. Mardi 6 Janvier, Shen Guofang, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a répété que le gouvernement allait prendre « des mesures pour assurer la stabilité du marché, mais que la monnaie ne serait pas dévaluée ». Pour protéger le renminbi, les autorités monétaires chinoises disposent d'importants atouts. Le premier est que, à la différence des autres monnaies d'Asie, la convertibilité de la devise chinoise est très strictement limitée, ce qui la met à l'abri d'attaques spéculatives et permet à la banque centrale d'ajuster sa valeur comme elle l'entend. De surcroît, Pékin dispose de très importantes réserves de changes

(130 milliards de dollars). Enfin, l'économie - apparaîtrait avant tout comme politique et non chinoise apparaît plus solide que la plupart de dictée par les forces de marché, présenterait de celles des pays voisins : croissance très soutenue (+9,2% en 1997), absence de tensions inflationnistes (rythme actuel de hausse des prix de 2 %), balance courante excédentaire (66 milliards de dollars), réforme en profondeur du secteur des

Des dissensions commenceraient toutefois à apparaître au sein du pouvoir sur la stratégie monétaire à adopter. Pour preuve, la presse chinoise, après avoir longtemps affirmé que la crise aslatique n'aurait aucun impact sur l'économie nationale, commence à infléchir sa position. Dans son édition du jeudi 8 janvier, le China Daily a ainsi reconnu que la chute des devises des autres pays d'Asie aurait « un impact immense » sur les exportations chinoises de matériaux de construction, qui ont rapporté 2,5 milliards de dollars en devises en 1997. Le même phénomène s'observe dans d'autres secteurs de

DES INCONVÉNIENTS D'UNE DÉVALUATION Les partisans d'une dévaluation du renminbi craignent que la perte de compétivité des entreprises chinoises ne freine brutalement l'activité dans le pays alors que l'économie donne déjà quelques signes de ralentissement, victime d'une politique monétaire restrictive et d'une progression moins soutenue des salaires réels qui ont pesé sur la demande intérieure. Un freinage trop brusque risquerait de provoquer une envokée du chômage dans le pays (la Chine a besoin d'un taux de croissance supérieur à 8 % pour créer 30 millions d'emplois par an pour une population de 1,2 milliard d'habitants).

nombreux inconvénients. Le premier serait d'entraîner presque automatiquement la choite du dollar de Hongkong, ce qui favoriscrait une hémorragie de capitaux internationaux hors de l'ex-colonie britannique, capitaux dont Pekin a un besoin vital pour assurer son propre déve-

loppement industriel. En outre, Pékin perdrait une grande partie du prestige international qu'il a gagné à l'occasion de la crise. Au moment où le Japon traverse une crise économique et financière aiguê, la Chine ne pourrait plus apparaître comme le pôle de stabilité et de solidité en Asie. Plus concrètement, une chute du renminbl, tout en remettant en cause la confiance des investisseurs étrangers dans la politique économique chinoise et en privant le pays de capitaux étrangers, affaiblirait les marchés boursiers chinois, sur lesquels Pékin compte s'appuyer pour mener à bien son programme de

Enfin, une dépréciation du remninhi risquerait de déclencher de vives tensions diplomatiques avec les Etats-Unis, qui enregistrent déjà un imoune déficit de leur halance commerciale avec la Chine (34,2 milliards de dollars au cours des dix premiers mois de 1997). Dans ces conditions, les experts ne croient pas, en majorité, que Pêkin. choisira la voie d'une dévaluation brutale massive. Ils n'exchient pas, en revanche, que les au-torités chinoises décident de laisser glisser légèrement - de quelques pour cent - leur monnaie lorsque la crise financière de la région se sera apaisée et si elles s'aperçoivent que les exportations marquent trop fortement le pas.

Pierre-Antoine Delhommais

L'Indonésie est menacée par la panique

BANCKOK de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Le président Suharto leur avait demandé de « garder leur sangfroid »: les Indonésiens ont fait le contraire. Quarante-huit beures après l'appel du chef de l'Etat, ils se sont rues, jeudi 8 janvier, sur les marchés et supermarchés pour se débarrasser de leurs rounles, dont le cours s'effondrait. Il a fallu, dans la soirée, une initiative de Washington pour que la monnaie indonésienne se redresse brusquement vendredi. Le président américain s'est entretenu par téléphone avec son homologue indonésien pour réaffirmer le soutien de Washington au plan de sauvetage du Fonds monétaire international (FMI), Le secrétaire ajoint américain au Trésor, Lawrence Summers, va être ra-pidement dépêché dans la région, ainsi qu'une équipe du FMI. Après la panique de la veille, le caime est revenu vendredi à Diakarta.

En indonésie, tout s'est conjugué pour que la crise, amorcée par le flottement du baht thailandais en juillet, devienne incontrôlable. Une très dure sécheresse a coïncidé avec la tourmente financière. L'application des prescriptions du FMI a tardé. Le budget, présenté le 6 janvier, s'est fondé sur des appréciations très optimistes, prenant notamment pour base un taux de change de 4000 roupies pour un dollar, alors que le plafond des 10 000 roupies a été momentanément crevé deux jours plus tard.

FMI en Asie n'ont enrayé ni la dégringolade des Bourses ni celle des monnaies. Les firmes thailandaises et indonésiennes doivent faire face à une dette extérieure d'un montant global de 150 milliards de dollars. Elles sont étranglées par la chute de leurs monnaies respectives. Après avoir touché les étrangers, la crise de confiance dans les monnaies s'étend aux épargnants de la région qui tentent de convertir leurs avoirs en devises fortes. En indonésie, la dévaluation de la roupie mais aussi la crainte - apparemment peu fondée - d'une rupture des stocks de produits de base expliquent la ruée de jeudi dans les magasius. En une semaine, les prix des produits alimentaires auralent

Les Sud-Coréens font face à la crise parce que les dizaines de milliards de dollars dégagés par le FMI y sont appuyés par les engagements d'un consortium de banques internationales et un coup de pouce du financier américain George Soros. Le nouveau gouvernement thailandais a beau s'être impliqué dans les réformes, il se sent néanmoins contraint d'aller à Washington, fin janvier, proposer un « réaménagement » de l'accord avec le FML

NETVOSTTÉ SOCIALE

Ulodonésie, troisième pays assisté par le FML, est sans doute le cas de figure le plus incertain. Népotisme, fin de règne, opacité finantière et politique, nervosité sociale : ces éléments y rendent plus aléatoires des mesures d'austérité. En outre, la richesse y est concentrée entre les mains d'une faible minorité chinoise, peu populaire, étroitement alliée aux grands en-

trepreneurs autochtones. Les rumeurs se mêlent aux faits pour entretenir l'inquiétude. La possibilité d'un moratoire de la dette extérieure n'est plus entièrement exclue. La question longtemps taboue d'une transition politique fait surface. Agé de soixante-seize ans, an pouvoir de-puis 1966, le président Suharto n'a toujours pas déclaré formellement sa candidature à un septième mandat. La relative inertie affichée par le pouvoir est devenue une partie du problème. L'autorité du « père du développement » indonésien

est minée par la crise. Le dernier débat concerne la mesure de la contagion régionale. Singapour et Hongkong, «tigresclés » de l'Asie du Sud-Est, ont jusqu'ici relativement bien résisté. A Kuala-Lumpur comme à Bangkok, la volonté politique d'appliquer l'austérité fait que la chute du ringgit malaisien et du baht thailandais est beaucoup moins sévère que celle de la roupie indonésienne. Un décrochage serait-il possible? La menace de voir à Djakarta une crise financière se transformer en crise politique, avec le risque d'émeutes à caractère ethnique, est devenue une réelle préoccupation dans la région.

Jean-Claude Pomonti

Le principe d'un report d'une partie de la dette coréenne est acquis

Une dévaluation du renminbi, toutefois, qui

« NOUS lui avons demandé sa coopération. Il a répondu qu'il ferait de son mieux. » Le gouverneur de la banque de Corée, M. Lee Kyungshick, qui s'exprimait jeudi 8 janvier lors d'une brève rencontre avec les journalistes à Roissy avant de s'envoler pour Francfort, a ainsi résumé l'entretien qu'il venait d'avoir avec son homologue français, Jean-Claude Trichet. M. Lee fait actuellement le tour des capitales européennes - il avait dîné la veille à Londres avec son collègue britannique, Eddie George - pour ramener la confiance des investisseurs et obtenir un rééchelonnement de sa dette à court terme. D'ici au 31 mars, quelque 40 milliards de dollars viennent à échéance. « Je a dit Lee Kyung-shick, qui a rencontré la Société générale, repré-

Kyung-shick a affirmé que ces discussions n'avaient pas porté sur un montant précis.

Pourtant, c'est sur l'hypothèse d'une émission d'obligations coréennes de queique 25 milliards de dollars que les banquiers internationaux travaillent depuis le lundi 5 janvier à New York.

BONNE VOLONTÉ POUR LE FMI Selon nos informations, une par-

tie de cette somme permettrait au gouvernement coréen de se substituer aux banques, dont les créditeurs ne voudraient pas repousser les échéances. De privé, le risque deviendrait alors souverain. Une autre partie servirait à renforcer les l'ai demandé et nous en débattons », réserves de la banque centrale. Les modalités de cette opération sont encore en discussion. Suspendues sentante des banques trançaises au jeudi 8 janvier, les réunions doivent

sein du Club de Londres. Lee reprendre le 19 janvier. Summonter le premier trimestre 1998 est un objectif prioritaire pour la Corée du Sud et pour la communauté financière internationale. Un défaut de paiement de la 11º puissance économique mondiale ruinerait tout espoir d'une amélioration dans la région. Séoul multiplie donc les signes de bonne volonté. Le président élu Kim Dae-jung ne manque pas une occasion de réaffirmer son engagement de réformer les structures de son pays. M. Kim a dénoncé Jeudi 8 janvier, dans un entretien au Washington Post, la politique de croissance menée par ses voisins au détriment de la démocratie. Il a réaffirmé son engagement «à 100 %» aux conditions mises par le FMI pour voler au secours de la Corée dans le cadre d'un pian

FMI à la Corée.

global de 60 milliards de dollars. Ces discours se sont révélés payants. Le Fonds vient d'approuver un nouveau versement de deux milliards de dollars au gouvernement sud-coréen, portant à 13 milliards de dollars le montant de l'aide accordée à Séoul en moins d'un mois. Il s'agira du quatrième versement de l'enveloppe de 21 milliards de dollars consentie par le

La poursuite de ces bonnes relations passe aussi par une meilleure transparence des comptes de la Coréce. Séoul s'apprête à soumettre au FMI de nouvelles prévisions, beaucoup plus pessimistes que celles effectuées en décembre. Et le chiffre de 1,5 % de croissance que prévoierait le gouvernement pour 1998, contre 3 % initialement, est encore jugé optimiste par certains observateurs.

Babette Stern augmenté de 25 %

Section Leadings of Shippers of the Sale Description o Me d'in Chine et mendera.

monnaies asiation

Sicosan

Merang ter

the de voir la Chine empresant 445

in the the time and the second property for a minute AT STATE STATE OF THE STATE OF west that while a con-大學 《安徽·新聞·新聞·新聞· 文· 1950年 · 1950年 all in the second of the second The property of the second second 海北 海海 其中地域 对我们如 Super Charge of the State The state of the s 香港、特別·新港 2000年 1985年 19 A SECTION AND A SECTION ASSESSMENT Selection of the select

P. Street & Administration E the state of the second free to a marine land, week In a flowing the amount of the The Arthur Hard Park The Art Com-Colomography An drive House a fine

新年 本本の日本の大学の日から

services or animals designed the first AND STREET, THE PARTY K. Martin State State S House S House

of the second second

TOWN THE STATE OF THE STATE OF

a water a second

an swiffering age, at their party THE ME PARTY PROPERTY AND A VE with the second second second nergalifetige & Autoria

THE PERSON OF TH

par la paniqu

April 18 1

电影人等与发生性

A TOP OF THE COLUMN BERGER BUT IN BERGER THE A THE CO. The last matter and the second The in the second of the second William Medical Company of the Company of the Company tender transport & greenheit aller the STATES IN THE STATE OF THE STATES SPORT OF SERVICE STREET, BUTTERS IN CO. A. HARLES STATE THE PARTY OF THE P The state of the s WHEN THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY AND ADD Charles The Statement America - Co A CONTRACTOR SECURIOR AND ASSESSMENT OF THE PERSONS ASSESSMENT OF THE STREET IN PROPERTY OF THE PARTY. SHE PARK THE WAR THE WAY TO HAVE CONTRACTOR TEC. THE PERSON NAMED IN COLUMN Santana Suprime of the ... THE RESERVE AND THE PERSON OF prince francis de trail des The 2 and the state of med . The way THE PARTY OF THE PARTY OF THE PERSON NAMED AND PARTY OF Wilder all mark make an are the state of the s The state of the s A STATE OF THE PARTY OF THE **海里的一种,这种人们的种种。**

will be being to bright it STATE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. **建筑** 多数,全面特别的。 The street of th · 李本本 (1986年 1987年 1987 The second of th A PARTY AND A STATE OF THE STAT The property of the state of the 李明中国的第二次 法国海域 化二二二 (1) (中)、洋文学校、北京 (編集 編集 THE RESERVE THE PARTY OF THE PA AND PARTY OF THE PARTY OF THE A STATE OF THE STA A SHE MANAGE STATE A SHEET AND AS AS AS AS

THE PARTY AND TH **建一种产业的** -THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PART TO SERVICE STATE OF THE S The second second **建筑地域**

Le mouvement de concentration se poursuit dans le téléphone américain

AT & T acquiert l'opérateur local Teleport

Le numéro un américain du téléphone AT & T renoue 1984, étaient essentiellement confinées au téléphone avec la croissance externe. Il veut acheter la société Telongue distance, est de pouvoir proposer des services de téléphonie locale.

AUX ÉTATS-UNIS, peu nombreux sont les consommateurs qui peuvent prétendre avoir goûté aux bénéfices de la concurrence dans le téléphone, promis par le Parlement américain lors de l'adoption, début 1996, du Telecommunications Act. En revanche, cette loi, qui a autorisé les acteurs du téléphone longue distance (appels nationaux et internationaux) et ceux du téléphone local (communications de proximité dans une ville) à se concurrencer sur leurs marchés respectifs, continue de constituer une aubaine pour les banques d'affaires. Car elle n'en finit pas de provoquer des concentrations, les opérateurs cherchant, à travers des fusions et acquisitions, à proposer au plus vite l'ensemble de la palette

des services téléphoniques. La dernière opération en date est le fait d'AT & T, qui n'avait pas procédé à une acquisition majeure depuis 1994, et vient de racheter l'opérateur de téléphone mobile McCaw Cellular. Jeudi 8 lanvier, le numéro un américain du téléphone a annoncé son intention d'acquérir la société Teleport. Cette opération doit se faire par échange d'actions et pourrait être finalisée avant fin 1998. Elle est estimée à 12,9 milliards de dollars (78 milliards de francs), si l'on prend en compte la reprise des dettes de Teleport.

Avec cette acquisition, qui constitue le premier mouvement offensif de son nouveau PDG, Michael Armstrong, AT & T va chercher à prendre pied sur le marché du téléphone local. Evalué à 100 milliards dollars, celui-ci était dans chaque Etat, depuis 1984, sous le monopole d'une compagnie régionale, les Baby Bells. Il le reste encore largement, la loi de 1996 n'ayant jusqu'à présent eu que peu d'effet.

AT & T, qui réalise plus de 52 milliards de dollars de chiffre d'affaires, était confiné, depuis 1984, essentiellement sur le téléphone longue distance (il offre aussi du téléphone mobile).

CAPTER LE TÉLÉPHONE LOCAL A la suite de la loi de 1996, le géant américain a clamé sa volonté de capter un tiers du marché du téléphone local en quatre ans. Sa principale démarche a consisté à louer, à prix de gros, des minutes de communications auprès de compagnies régionales, pour les revendre au détail. Le groupe est ainsi présent dans quatorze villes, situées dans six Etats différents. Mais, considérant que ce type d'activité n'était pas assez rentable, il a aussi regardé la possibilité de disposer de ses propres réseaux locaux. Le faire par soi-même a ce-

pendant été jugé trop coûteux. C'est pourquoi il a envisagé des acquisitions. D'où le projet, mi-1997. de rapprochement avec la compagnie régionale SBC. Celui-ci a avor-

Le problème, pour AT & T, est que ses concurrents ne sont pas restés inactifs. Notamment MCI, son dauphin dans le longue distance, qui, promis en mariage au britannique BT, a finalement préféré l'offre de rachat de la société WorldCom, acteur clé du téléphone local. Teleport, créée en 1983 et basée à New York (environ 500 millions de dollars de chiffre d'affaires), apportera à AT & T cette présence locale. La société, dont le PDG est un ancien d'AT & T et dont les actionnaires principaux sont les câblo-opérateurs TCI, Corncast et Cox, est présente sur 65 marchés locaux. Dont quelques-uns des plus juteux, comme New York et Los Angeles. Certains analystes relativisent cependant la portée de cette opération en soulignant que Teleport apportera à AT & T essentiellement un accès à une clientèle professionnelle, qu'il avait commencé à démarcher, et non à la clientèle des particuliers, ce dont, selon eux, il auraît plus besoin.

Philippe Le Cœur

La Générale des eaux se livre à des recrutements très politiques

ANNONCÉE en mars 1997, puls ajournée avant d'être à nouveau discutée à la fin de l'année, l'arrivée de Jean-Pierre Denis à la Générale des eaux est sinalement, le 8 janvier, devenue réalité. L'ex-secrétaire général adjoint de la présidence de la République vient d'être nommé conseiller du président de la compagnie. Peu familier des activités du groupe, il sera chargé des opérations de croissance externe, notamment pour les métiers traditionnels de la compagnie, l'eau, l'énergie, les transports et les déchets. Cette mission d'un an environ devrait permettre à ce haut fonctionnaire, inspecteur des finances, de se familiariser avec le monde de l'entreprise.

Cette nomination est une nouvelle illustration de la réorganisation à l'œuvre dans le groupe. Jean-Marie Messier, PDG de la compagnie, a entrepris un grand renouvellement de l'état-major et des cadres dirigeants. Les nouveaux responsables et cadres supérieurs sont des hommes neufs, issus du même monde, technocratique et politique. Si le groupe, dans le passé, a déjà recruté des hommes issus de ce microcosme - tel Jean-François Dubos, ex-conseiller de Charles Hernu désormais secrétaire général -, il ne l'a jamais fait avec une telle ampleur. « jean-Marie Messier est en train d'inventer les économies d'échelle dans le jeu d'influence », note un expert en la matière.

Depuis septembre, la Générale des eaux est devenue la principale terre d'accueil des membres de l'ancienne majorité cherchant à se reconvertir dans le privé. Agnès Audier, ancienne directrice de cabinet de Jean-Pierre Raffarin, est devenu conseillère à la direction; Jean-François Clemencel, ancien conseiller d'Yves Galland, a atterri à la direction de la communication du groupe ; Alain Marsaud, ancien magistrat chargé de la lutte antiterroriste, ex-député RPR de la Haute-Vienne, a été nommé directeur général adjoint du pôle eau; Olivier Grunberg, ancien directeur de

cabinet d'Anne-Marie Idrac, ex-conseiller budgétaire d'Edouard Balladur, a pris la direction financière France de l'eau; Cyril Roger-Lacan, ancien directeur de cabinet de Xavier Emmanuelli, est aussi arrivé au pôle cau, en même temps que Pierre Servent, du cabinet de Charles Millon, tandis que Jean-Pierre Frémont, ancien conseiller de François Bayrou, a atterri à la direction commerciale de la CGEA (déchets, transports).

DE GAUCHE AUSSI

Dans le même temps, le groupe a aussi recruté quelques personnalités classées à gauche. Thierry de Beaucé, ancien secrétaire d'Etat auprès de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères de François Mitterrand, puis ambassadeur de France en Indonésie, a été nommé délégué du groupe pour les affaires internationales. Denis Oliviennes, directeur des relations humaines d'Air France, proche de Christian Blanc, a été engagé à Canad Plus. L'arrivée de Christian Blanc à Canal Plus ou Havas, a été évoquée. Mais le projet semble abandonné.

Ces arrivées massives ont jun effet démoralisant sur des salariés qui supportent mai la mise en place de cette nouvelle caste dont ils sont a priori exclus, n'ayant ni les diplômes des grandes écoles (X, ENA) ni le parcours ministériel qui semblent être les nouveaux sésames pour bénéficier de promotions dans le groupe. Au-delà des problèmes de carrière, beaucoup ont le sentiment de retomber dans certains travers du passé. Depuis les « affaires » en 1994, tous avaient espéré une rupture nette avec les habitudes antétieures. Même si M. Messier s'en défend, la présence écrasante d'hommes de cabinet remet la Générale des eaux dans un jeu politique et d'influence.

BAC

Pas de licenciement sec chez Opel jusqu'à fin 2002

IL NY AURA PAS de licenciements secs chez Opei, la filiale ailemande de General Motors, jusqu'à la fin de 2002, aux termes d'un accord signé mercredi 7 janvier par le comité d'entreprise et la direction d'Opel. En contrepartie, la direction a obtenu de nouveaux efforts de ses 45 000 salariés pour accroître la compétitivité des usines allemandes. Toutefois, des emplois pourront être supprimés pendant les cinq ans à venir dans certains sites, grace à des départs en retraite anticipée et des travaux à mi-temps et grace aux fluctua-

General Motors a récemment annoncé son intention de réduire ses effectifs européens de 80 000 personnes, de 20 % à 30 % en cinq ans. Son usine belge doit supprimer 1 900 postes. Les deux usines britanniques, où la compétitivité a souffert de la réévaluation de la livre sterling, sont menacees.

DÉPĒCHES MCAISSES D'ÉPARGNE: le Syndicat tinifié des Caisses d'épargne, la CFDT et la CGT envisagent un appel à la grève pour le 27 ou le 29 janvier, pour protester contre la décision unilatérale du Cencep, l'organisme qui chapeaute le réseau Ecureuil, de lancer la procédure de révision du régime de retraite du groupe. FO, la CFTC et la CGC, en désaccord avec les

autres syndicats, souhaitaient rejoindre l'Agirc et l'Arreo. RATP: Douze ligues de bus parisiennes, desservant le sudest de Paris à partir du centre-bus de Vitry-sur-Seine, étaient paralysées, vendredi 9 janvier dans la matiriée, par une grève surprise des conducteurs, décidée à la suite d'une agression qui a eu lieu le mercredi 7 janvier.

TOYOTA: le constructeur japonais va investir 1,5 milliard de francs pour porter la capacité de production de moteurs de son usine de Deeside, au Pays de Galles, de 110 000 à 350 000 ou 400 000 moteurs d'ici à 2001.

KRUPP-THYSSEN: le futur groupe issu de la fusion des deux sidérurgistes allemands serait dirigé par un tandem formé par Gerhard Cromme, le patron de Krupp, et Ekkerhard Schulz, directeur d'une filiale commune aux deux groupes, affirme le quotidien Süddeutsche Zeitung du 9 janvier. Dieter Vogel, le patron de Thyssen, quitterait l'entreprise.

■ GEC ALSTHOM: le groupe franco-britannique va racheter la signalisation ferroviaire de la société italienne Sasib, filiale de la Cir, le holding du groupe De Benedetti.

■ DEUTSCHE TELEKOM: l'opérateur téléphonique allemand s'est vu interdire provisoirement par un tribunal de Hambourg de faire de la publicité sur sa nouvelle grille de tarifs, en baisse de près de 4,5 %, qui n'a pas encore recu l'autorisation de l'autorité de régulation.

■ LAZARD: les trois maisons Lazard de Londres, Paris et New York ont acheté les activités de conseil de la petite banque d'affaires suédoise Brummer & Partners, fondée en 1995.

David Mamet est l'un des rares metteurs en scène à faire des films qu'aurait pu signer le Fritz Lang de «l'Incroyable Vérité». Il traite ses spectateurs comme le cinéaste allemand : comme des innocents et des coupables. Innocents, car nous ne savons rien de cette histoire; coupables, parce que nous croyons dur comme fer à chaque minute de ce récit. Le Monde 🛘

Ce travail minutieux de faussaire, sans faille ni temps mort, est servi par une interprétation éblouissante. Dans la catégorie des thrillers

ludiques et feutrés, «La Prisonnière Espagnole» est un polar raffiné où David Mamet réussit le sans-faute. Télérama 🗆

Voilà un film qui sait habilement transformer le moindre geste, sourire ou clin d'oeil en flagrant et/ou douteux symptôme de duplicité. Pour Mamet au moins, l'argent a une consistence, l'escroquerie n'est pas un vain mot. Libération 🗅

Le film de Mamet est un thriller joyeux, un Fritz Lang en compagnie d'un Hitchcock. Vogue

* * * Accepter de se faire manipuler par cette machine magnifiquement huilée et se laisser aller à se faire avoir et glisser. Première 🗆

Un Hitchcock sulfureux et diabolique. Le Journal du Dimanche

Hitchcockien, haletant, ce film ravit le spectateur. Le Point =

Ce complot à tiroir, ce jeu de poupées russes, procurent un plaisir sans mélange. Le Figaro Madame 🗅

A peine assis dans son fauteuil, le spectateur est pris au piège et son frisson est aussi grand qu'il est raffiné. Une pure réussite jouée à la perfection. Le Parisien



ne peut pas se méfier de tout le monde.

Le PDG de la cinquième entreprise mondiale de communication explique, dans un entretien au « Monde », les raisons pour lesquelles ce groupe américain à la démarche interdisciplinaire atypique, pourrait être coté dans les deux mois à New York

PDG DE YOUNG & RUBICAM. cinquième groupe mondial de communication, depuis un mois seulement, Edward Vick se prépare à introduire l'entreprise new-yorkaise en Bourse dans les deux mois, alors que l'augmentation de capital et la cotation partielle au New York Stock Exchange étaient initialement prévues en 1999. Young & Rubicam va ainst pouvoir se mesurer sur le marché financier à ses concurrents, tous cotés, corume IPG, Omnicom et WPP, dont il se distingue singulièrement par sa structure et sa politique. Alors que ces groupes ont grandi grace à l'acquisition de réseaux d'agences de publicité qu'ils ont ensuite juxtaposés, Young & Rubicam s'est développé unique-

Un vétéran du Vietnam

Edward Vick, cinquante-deux ans, a été nommé PDG de Young & Rubicam, le 7 décembre 1997. Ce New-Yorkais, ancien officier de marine, vétéran de la guerre du Vietnam, a notamment été vice-président d'Ogilvy & Mather, et PDG des agences Ammirati & Puris, et Levine, Huntley, Vick & Beaver.

li est entré en 1992 à Young & Rubicam, l'un des derniers grands groupes privés de communication, où il a entrepris de rapprocher les activités de marketing direct et de publicité. Aujourd'hui numéro deux, il est délà présenté comme le dauphin de Peter Georgescu, l'actuel président, proche de la retraite. Y & R Inc. (1,356 milliard de dollars de marge brute en 1996 pour 12 000 personnes dans tme progression à deux chiffres

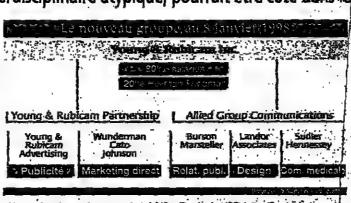
ment par croissance organique et dans cinq disciplines: la publicité, mais aussi le marketing relationnel, les relations publiques, le design et la communication médicale. Edward Vick, qui fait souffler un vent de jeunesse sur un groupe perçu jusqu'ici comme vieillot et pen créatif, explique au Monde, lors de son passage à Paris, jeudi 8 janvier, sa

«Quelles raisons vous poussent à envisager l'introduction de votre groupe en Bourse?

Nous y pensons sérieusement

depuis deux ans. Pendant des années, le métier de la communication est resté très stable et peu demandeur de capitaux. Les clients ne modifiaient pas leurs habitudes, donc nous n'avions pas de raison de hanger. Nous n'avions pas besoin d'investir, il nous suffisait de recruter quelques personnes brillantes. Aujourd'hui, le monde change, sous l'impulsion des technologies. Et, pour être meilleur que nos concurrents, il nous faut investir plus qu'eux. Ce qui nécessite plus d'argent. Plus d'argent pour des acquisitions, plus d'argent pour le développement international, plus d'argent pour des systèmes de bases de données. Ce qui est très difficile à faire si vous êtes une société privée.

- Vous êtes l'ouvrier depuis mal du rapprochement de la fifiale publicitaire, Young & Rubicam Advertising, avec celle du marketing relationnel. Wunderman Cato Johnson, et depuis décembre des activités de relations publiques (Burson Marsteller). avec celles du design (Landor & Associates) et de la communication médicale (Sudler Hennessoixante-quatre pays) connaît sey). Pourquol cette réorganisation? Préfigure-t-elle des



Young & Rubicam Inc. est velorisé à 2 miliards de USD (12 milliards de trança) per des analystes américains qui prévolent l'introduction de la moltié : du capital en Bourse.

 Pas nécessairement. Young & Rubicam Advertising et Wunderman Cato Johnson (WCJ) partagent énormément de clients. Nous découvrons que de plus en plus d'entreprises veulent des prestations globales de communication. Ces agences fonctionnent en cohésion. Globalement, Young & Rubicam Partnership et Allied Communications out été conques pour que les agences travaillent en plus étroite collaboration. Elles contribuent aussi à l'amélioration de nos performances.

» Nous fonctionnous sur le principe du « le meilleur tout seul, mais encore mieux ensemble ». Dans chaque discipline, nons vonlons avoir la meilleure entreprise du secteur et pensons qu'en les rassembiant nous allons être encore melleurs. Quand Young & Rubicam a imaginé, en 1970, une approche piuridisciplinaire de la communication, cette stratégie était à l'époque très en avance sur son temps. Honnétement, elle n'était pas du tout adaptée aux beont évolué. L'heme de notre posttionnement est venu. Il prend tout son sens.

groupe comme Young & Rubicam des autres groupes de mication, comme les américains interpublic (McCann, Ammirati Poris Lintas, Lowe), Omnicom (DDB, BBDO et TBWA), on le britannique WPP (J. Walter Thompson, Ogilvy & Mather)?

- Noire stratégie est complètement différente de la leur. Interpublic, Omnicom et WPP sont seulement des holdings financières qui n'apportent rien aux amoncours. Elles ne peuvent pas partager leurs ressources parce que leurs fillales sont en concurrence les ames avec les antres. De la même facori, les dirigeants de ces holdings ne penvent s'impliquer avec un dient par peur des rivalités. Peter Georgesch et moi n'avons das ce genre

- Que pensez-vous des dédarations de Martin Sorrell, le PDG on britannique WPP, quandil affirme que la publicité « est l'insolus des clients. Anjourd'hui, ils dustrie la plus conservatrice qui 50it »?

DEPECHES

PRESSE: vingt-six journalistes ont été tués en 1997, victimes de représailles ou d'attentats terroristes, ont indiqué Reporters sans frontières (RSF) et le Comité de protection des journalistes (CPJ). Sept journalistes ont été tués en Inde, quatre en Colombie, trois au Mexique et deux au Cambodge et dans dix autres pays. Les deux organismes ont demandé aux gouvernements concernés de « mener des enquêtes énergiques » afin d'identifier les responsables de ces

Bayard Presse lance Les Dossiers de l'actualité, un nouveau mensuel pour lycéens et étudiants, proposé sur abonnement (195 francs annuels) par La Croix et Phosphore, paraît vendredi 9 janvier. Il comporte 16 pages en couleurs, format La Croix, et propose une synthèse des grands sujets du mois, avec un dossier de quatre pages consacré au procès Papon. Conzague Saint-Bris reprend Femme au groupe Hachette Fili-pacchi Médias. Directeur de la rédaction du mensuel, il a créé le groupe de presse GSB Presse, dont les actionnaires sont Franck Ténot, Thierry Taittinger et le groupe britannique Burington. Une nouvelle formule de Femme (75 535 exemplaires de diffusion totale payée en 1996) est prévue pour mars.

■ Le groupe Dassauit a pris le contrôle, jeudi 8 janvier, de *Va*leurs actuelles, du fournal des finances et de Spectacle du monde, pour 190 millions de francs, à Fimalac communication, société de Marc Ladreit de Lacharrière, qui réalise une plus-value après impôt de 40 millions de francs (Le Monde

dn 9 janvier). MPUBLICITÉ: le deuxième groupe publicitaire français, Publicis, vient d'acquérir 75 % du capital de l'agence canadienne SMW, ce qui le place au sixième rang des agences de publicité au Canada, le groupe ayant racheté l'agence BCP en septembre 1996. L'ensemble. baptise Publicis Canada, prevolt de réaliser 220 millions de dollars canadiens (920 millions de francs) de chiffre d'affaires en 1998.

«L'Unità » accueille des entreprises privées dans son capital

de notre correspondant Le journal L'Unità, fondé il y a sofxante-quinze ans par Antonio Gramsci, ancien organe du PCI (Parti communiste italien) et aujourd'hul quotidien du PDS (Parti de la gauche démocratique) a fait, mercredi 7 janvier, un pas décisif vers la privatisation. Le conseil d'administration de la société éditrice (Arca) a décidé de créer une nouvelle société d'édition. L'Unita Editrice Multime-

diale, dont le capital (10 milliards de lires, soit 35 millions de francs) sera réparti comme suit : 49,5 % à Alfio Marchini, ancien conseiller d'administration de la RAI, proche du PDS et propriétaire d'une entreprise de construction, 25 % au PDS et 24 % à la Tosinvest, une société romaine ayant des intérêts dans le domaine de la santé et dans une institution fiduciaire actuellement dirigée par Carlo Trivelli, fils d'un ancien secrétaire communiste du temps d'Enrico

« Le Parisien » et « Aujourd'hui » absents des kiosques

LE QUOTIDIEN RÉGIONAL Le Parisien et son édition nationale Aujourd'hui n'ont pas paru vendredi 9 janvier, à la suite d'un mouvement de grève des ouvriers de la fabrication. Il s'agit d'« un conflit ponctuel dil à un quiproquo », indique-ton à la direction du Parisien. Les ouvriers ont contesté les conditions de fabrication d'un supplément consacré aux salaires des employés, publié le 6 janvier, auquel ils n'ont pas été associés.

Ce mouvement intervient alors que des négociations sur la moderni-sation du secteur du prépresse (les travaux de préparation des pages avant l'impression) sont prévues. Le groupe Amaury s'est lancé dans un vaste programme de modernisation de son imprimerie, dont les premières rotatives doivent entrer en fonction au mois de mai.

Canal Plus acquiert 51 % de Gédéon Communications

LE GROUPE CANAL PLUS A PRIS LA MAJORITÉ (51 %) de la société de design Gédéon Communications, la troisième société mondiale d'habillage et de conseil de chaînes de télévision, indiquent Les Echos du 9 janvier. Créée en 1985, Gédéon Communications a déjà tissé de nombreux partenariats commerciaux avec Canai Phis - la chaîne cryptée a été son premier client - mais aussi capitalistiques - Canal Plus a figuré dans son capital, entre 1987 et 1989. Gédéon Communications, l'une des trois filiales du groupe Gédéon, a réalisé 72 millions de francs de chiffre d'affaires en 1996. La société travaillera pour les chaînes italiennes de Canal Plus et conservera ses anciens clients, comme M 6 et France 3.

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, a théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

Berlinguer. Le 1,5 % restant revient à l'avocat Pietro Guerra, qui devient président du conseil d'administra-

Dans deux mois, une OPV (offre publique de vente) sera lancée et le capital passera de 10 à 20 milliards de lires. A cette occasion, Alfio Marchini mettra sur le marché au moins la moitié de ses actions qui seront mises à la disposition du privé mais aussi des journalistes et de la direction qui pourront souscire de 1 à 5 % du total.

Il s'agira de la deuxième phase de l'opération de privatisation qui marquera un désengagement du PDS dans le quotidien. L'actuel directeur, Giuseppe Caldarola, qui avait succé-dé à Waiter Veltroni anjourd'hui vice-président du gouvernement de centre gauche, sera vraisemblablement rempiacé. Le nom de Mino Fucillo, actuellement journaliste à La Repubblica, fait figure de favori.

« LA TRANQUILLITÉ PINANCIÈRE » La création de cette nouvelle société a été favorablement accueillie par le personnel. Elle survient après l'accord obtenu en décembre avec la direction afin de procéder à la réduction des coûts de production (34 milliards de lires) et de diminuer ainsi le déficit qui pontrait atteindre près de 40 milliards de lires en 1997. Le prix de L'Unità a été fixé à 70 milliands de lines payables sur dix ans. Dans un communiqué, le conseil de rédaction salue « la décision historique pour l'avenir de L'Unità qui, est-il espéré, partera le journal à la tranquillité financière, base indispensable de sa relance ». Le conseil de rédaction a immédiatement demandé une rencontre avec la nouvelle société éditoriale pour savoir quelle sera justement « la stratégie de relance et la base de l'élaboration d'un plan éditorial respectueux de la tradition d'un journal de gauche à fort ennement populaire ».

Une page est donc en train de se toumer an quotidien du PDS, dont la diffusion moyenne est de 140 000 exemplaires, afin de stopper les pertes. Italo Prano, admnistrateur délégué de L'Unità, espère les limiter à dix milliards de fires en 1998 et atteindre de nouveau l'équilibre en

Michel Böle-Richard

Il n'y a pas que le physique qui compte

- Je ne suis pas du tout d'accord.

Nous nous apprêtons à parier plu-

sieurs millions de nos propres dol-

lars - puisqu'une large majorité du

capital de Young & Rubicam est

aujourd'hui détenue par les sala-

riés – que nous possédons

l'agence du futur. Le vieux modèle

est celui de la holding tradition-

nelle qui a été construite sur le

principe du toujours plus, sur

l'« appât du gain » : l'al un budget

de constructeur de voitures, mais

Pen veux deux ; f'ai un client dans

les assurances, mais j'en veux

deux ; alors je crée deux enseignes

publicitaires pour avoir deux ré-

seaux séparés capables de gérer

mes deux clients concurrents. Et

puis je mets au-dessus une hol-

ding. Ça, c'est le vieux modèle.

Dans un groupe de communica-

tion moderne, la holding sert le

client. Elle lui est dédiée, au lieu

d'être dédiés au porte-momaie

la tentative d'OPA de Publicis

pour prendre le contrôle de True

sont mai sortis. Maintenant, il faut

choisir, soit vous êtes local, soit

vous êtes international, vous ne

pouvez pas vous situer entre les

deux. Pour que l'un ou l'antre de-

vienne vraiment mondial, il reste

beaucoup de chemin à faire. Pour

Publicis, il est probablement dejà

trop tard. Le nom de Maurice Lévy

est désormais connu aux Etats-

Unis, mais on sait aussi assez bien

ce qu'est son entreprise : une en-

treprise de taille moyenne, avec

des capacités de taille moyenne,

qui n'a pas suffisamment de con-

Propos recueillis par Florence Amalou

verture géographique. »

- Je pense que tous les deux s'en

Quel regard portez-vous sur



Jean-Pierre Changeux, Christian Baudelot, Jacques Bouveresse, Dominique de Colon, Charliclie Couture, Pascal Engel, Roger Fauroux, Jean-Michel Gaillard, Hervé Haman, Nathalie Heinich, Olivier Houdé, Jacques Mehler, Paul Mengal, Françoise Parot, Michel Serres, Annette Wieviorka, etc.

Chaque mois, un grand dos- jeunes, civisme, université, savoirs, permettent l'accès aux sier, supervisé par un rédacteur etc. Des journalistes, des uni- œuvres et forment les citoyeas en chef invité, apporte un versitaires, des écrivains et des d'aujourd'hui et de demain éclairage différent sur les scientifiques enquêtent et s'ex- Chaque mois, Le Monde de ets contemporains : priment pour mieux nomir la l'éducation a rendez-vous e, science, écriture, réflexion de ceux qui, quoti- avec celui de la culture et de oppie, screuce, comment, transmettent des la formation

Rencontre début Le Monde de l'éducation - la FNAC le vendredi 16 janvier à 17 heures à la FNAC d'Angers et le jeudi 22 janvier à 18 heures à la FNAC du Forum des Halles à Paris, sur le thème : « L'intelligence se mesure + elle ? »

mac

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

arte

LONDRES

7

FT 100

NEW YORK

¥

DOW JONES

FRANCIS DOLL #1 MAY TOX

STATE OF BUTCHES ورواولينوج الفهد مرأه فيعه こうない かれをか かっかんにんご しょ SCHOOL & BURELLE F Balling The said of the said of المان TREAT THE HATTER COLUMN AND THE PERSON OF THE PERSON O **药物分类酶** 500 多面的 300 c केर प्रकार प्रकार । १३८/पूर्व । By James Administration States approfesional and a series of المراجعة والمراجعة المراجعة ال the a making and

STATE BUTTER STATE STATE 紅角 满足點 短额科 An a warte to true . It is greater

(元) (本) (本)

का कृष्याकि की ग्रामीवराष्ट्रिक के प्रा Bright ministed of taken 🦟 医动物 化硫铁 经工厂量的 有效的

Marketon and specific part of a second Burney of American Comment $\frac{d^2 s}{ds} \frac{d^2 s}{ds} \frac{d$

See the second s

rque le physique comple



The state of the state of secret as

THE PROPERTY OF THE PARTY OF **是是一种"以来的不可能"。一个一个** the state of the s THE THE THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN The state of the s Charles of the state of the state of

bepernes. · , · ,

LA BOURSE de Tokyo a réduit ses pertes dans l'espoir de réduction de l'impôt sur le revenu. L'indice Nikkei a finalement perdu 24,08 points (0,16 %) à 14 995,10 points.

8,3 % en raison d'une nouvelle chute des monnaies asiatiques. L'indice qui avait perdu 11 % en début de séance a terminé à 1518 points.

CAC 40

¥

CAC 40

7

0,75 point.

NEW YORK

American Express

Les valeurs du Dow-Jones

CAC 40

1

MANILLE a terminé en baisse de BLE PRIX du baril de brut de référence light sweet crude a gagne 15 cents à 16,97 dollars jeudi 8 janvier sur le marché new-yorkais. La veille, il avait perdu 9 cents.

MIDCAC

1

des 280 dollars, à 279,75 dollars l'once sur le London Bullion Market, à son plus bas niveau depuis dixhuit ans et demi.

PRINCIPAUX ÉCARTS

L'OR est tombé jeudi sous la barre LES VALEURS françaises ont terminé en forte baisse et largement en deçà du seuil des 3 000 points franchi vendredi 2 janvier. Le CAC 40 a perdu 1,72 % à 2 954,94 points.

MILAN

FRANCFORT

7

DAX 30

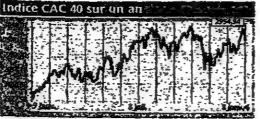
LES PLACES BOURSIÈRES

Nouveau et fort recul à Paris

TOUJOURS préoccupée par les soubresauts de la crise financière des pays asiatiques, la Bourse de Paris cédait du terrain vendredi 9 janvier dans le sillage de la monnaie américaine. En recul de 0,73 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,88 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises perdaient 1,32 % à 2 915,80 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 3,7 mil-

liards de francs. Les milieux financiers, qui en fin d'année avaient l'air rassérénés par la tournure des évènements en Asie du Sud-Est, sont à nouveau inquiets depuis quelques jours. Ils craignent l'impact de cette crise sur les résultats des entreprises et sur la croissance en Europe. Les premiers résultats des entreprises américaines qui vont être publiés prochainement seront donc importants.

Pour Laurence Meyer, un des gouverneurs de la Réserve fédé-



rale américaine, la politique monétaire de la Fed sera façonnée en 1998 par l'ampleur de l'impact de la crise financière en Asie sur l'économie américaine, Selon lui, l'impact du choc de la crise aslatique sur les exportations américaines va amputer la croissance aux Etats-Unis en 1998 de 0,5 à

Bull, valeur du jour

BULL a opéré un rattrapage, jeudi 8 janvier, à la Bourse de Paris. profitant d'un regain d'intérêt des investisseurs pour des valeurs hors CAC 40 et peu sensibles à la crise asiatique. L'action a terminé sur un gain de 4,95 %, à 66,85 francs. Bull est jugé très sous-évalué par certains analystes. « L'action n'est tout simplement pas ossez chère », déclare ainsi Bernard Augéniol, analyste à CPR Pinances, qui a fixé fin décembre un objectif de cours de 100 francs. Cet analyste souligne

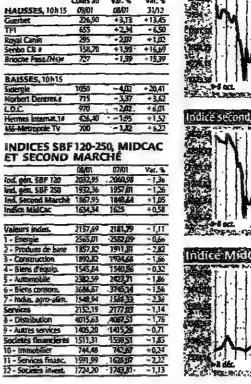
que Bull devrait bénéficier de la forte croissance des marchés des cartes à puces et de la gestion des réseaux sur lesquels il se positionne.

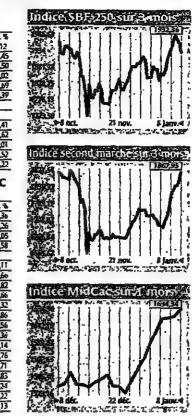


38,50 39 84,43 86,25 62,75 60,06 46,50 48,06

Fromageries Bel 4369 BAISSES, 10h15 **VALEURS LES PLUS ACTIVES** 0401 Titles Capitalisation echanges en F 308106 72548663.20

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

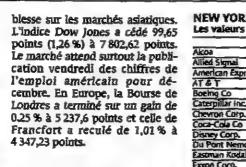




Tokyo se reprend en clôture

LA BOURSE de Tokyo a terminé en légère baisse, vendredi 9 janvier, regagnant la plus grande partie du terrain initialement perdu. L'indice Nikkei a perdu 24,08 points, soit 0,16 %, à 14 995,10 points. Les valeurs se sont ressaisies après la proposition du gouvernement de rendre permanent un allègement exceptionnel de l'impôt sur le revenu. Les opérateurs out toutefois relevé que l'idée n'était pas nouvelle et estiment que cette dernière n'aura qu'une influence limitée sur le marché.

Wall Street a perdu une centaine de points jeudi, les valeurs pétrohères et bancaires menant le déclin en raison des inquiétudes per sistantes sur les résultats trimestriels des sociétés américaines et le nouvei accès de fai-



INDICES MONDIAUX

	Cours au	Cours aut	Var.
	08/01	07/01	en S
Paris CAC 40		3606,73	-1,33
New-York/D) inclus.	7844,72	700,77	-0,73
	15019,20	15028,23	-0,06
andres/FT100	5252,90	5224.10	+0,55
Francfort/Day 30		4391,54	- 1,02
Frankfort/Commer.		3422.48	-0,43
Brunelles/Bel 20	3074,62	3074.62	Har
Bruxelles/Ceneral	2483,13	25:555	-1,31
Milan/MIB 30	1057	1057	
		<i>6</i> 570	+0.90
Madrid/lbex 35		-656.59	-0,01
Stockholmy Affarsal		2334.05	-
Londres FT30	3349,90	. 33/4/50	+0,16
Hong Kong/Hang S.	9254.53	75-8 FG	-3,07
Singapour/Strak t	1270,70	1366,06	-7.66
			_

7

CAT 10 ans

	CELL MERCHA COLDINA	21,14	
Var.	Gen. Electric Co	74,25	
en %	Goodyear T & Rubbe	60.75	
-1,33	Hewlett-Packard	65,18	
-0,73	MB	104,31	া
-0,06	Intl Paper	44,75	
+0,55	J.P. Morgan Co	108,06	1
-102	Johnson & Johnson	65,25	
- 0,43	Mr. Donalds Corp.	46,A3	
	Merck & Co.inc.	106,18	1
-1,31	Minnesota Mng.&Mfg	83,31	
	Philip Morts	46.56	
+0,90	Procter & Gamble C	80,56	
-0,01	Sears Roebuck & Co	4637	
-	Travelers	50,25	
+0,16	Union Carb.	42,93	-
- 3,07	Utd Technol	71,37	
-7.66	Wal-Mart Stores	39,31	-
ATTIME NO.	RK NEW YORK FRANC		ANK
INEW TO	KALI LIVEN LUKKE ILKAM		AL W

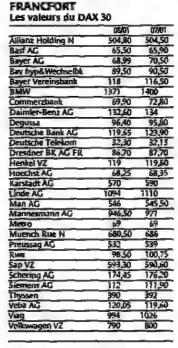
DS -7,66	Wal-Mart Stores		31 40
NEW YOR	NEW YORK Ronds 10 ars	FRANCFORT F Jour le jour	FRANCFORT



LONDRES

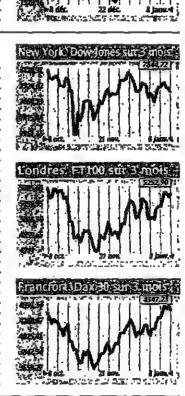
Bardays Bank B.A.T. industries

Sélection de valeurs du FT 100



US/F

X



7

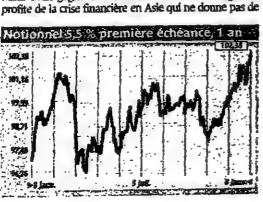
¥

LES TAUX

Nouvelle hausse du Matif
LE CONTRAT notionnel du Matif a ouvert en haus

1 37 000

l'échéance mars gagnait 4 centièmes à 102,42. La veille, le marché obligataire français avait connu une nouvelle journée faste, et le taux de l'emprunt à dix ans avait atteint un nouveau plancher historique à 5,12 %. Le Mattif avait gagné 24 centièmes. Le marché obligataire



	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 08/01	iour le jour	10 arts	30 ans	des pri
France	3,32	5,21	5,75	1,70
Allemagne	3,35	5,19	5,74	1.80
Grande-Bretagne	7,19	6,10	NC	2,30
italie	6,31	5,46	5,99	2,60
Japon	0,44	1,86	NC	0,50
Etats-Unis	5,25	5,53	5,79	2 3,30

	Taux	Taux	indice
TAUX DE RENDEMENT	au 05/01	au 07/01	(base 100 fm 97)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,23	4,21 .	98,50
Fonds d'Etat 5 a 7 ans	5	4,96 -	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,42	101,48
Fonds d'Etar 10 à 15 ans	5,81	5,77	101,20
Fonds d'Etat 10 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Otherations francaises	5,76	5,73	101,02
Fonds d'Etat à TME	-1.95	-1,96	98,23
Fonds d'Erat a TRE	-2,15	-2,15	98,86
Oblicat franç a TME	- 2,20	- 2,03	99,14
Obligat franc a TRE	×0,07	-0.97	100,14

signes d'apaisement et qui fait affluer les investisseurs vers les emprunts d'Etat émis par les Etats-Unis et les Etats européens, considérés comme des valeurs sûres. Le marché a été aussi soutenn par l'annonce aux Etats-Unis d'un recul plus fort que prévu de l'indice des prix à la production en décembre. Ce chiffre renforce les anticipations de certains opérateurs sur une prochaine baisse par la Réserve fédérale de ses taux directeurs.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (tatux de base bancaire 6,55 %)

		Achar	Vente	Actual	Vent
		10,30	06/01	07/01	07/01
Jour le jour		3.3750.	****	3,3750	
1 mois		3,47	3,57	-3,44	3,60
3 mois		1,58	3,68	3.57	3,67
6 mois		3.68	3,78	3,52	3,73
T an		3.85	3,97	3,80	3,92
PIBOR FRANCS					
Pibor Francs 1 mo	nis .	3,5430		3,3371	
Pibor Francs 3 mo	ois .	3,6582		3,6647	
Pibor Francs 6 mo	ris .	3,7520	aure)	3,7578	400
Pibor Francs 9 mc	xis .	3,8438	•	3,63,78	****
Pibor Francs 12 m	iois	3,9492		3,9492	
PIBOR ECU					
Pipor Ecu 3 mois		43281		4,3438	
Pibor Ecu 6 mois		4,4063	-	44219	
				4.00	
Pibor Ecu 12 mois		4,4740 demler	plus	4,5000 plus	
Pibor Ecu 12 mois	voluma		plus haut		premie
Pibor Ecu 12 mois MATIF Échéances 08/01	voluma	demler		plus	
Pibor Ecu 12 mois MATIF Echéances 08/01 NOTIONNEL 5.5	voluma	demler		plus bas	
Pibor Ecu 12 mois MATTF Échéances 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 98	voluma %	demler prix	102,46 101,64	plus bas 101,96	102,06 101,40
Pibor Ecu 12 mols MATTF Échéances 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 98 Juin 98	voluma % 215731	dernier prix	102,46	plus bas 107,96 107,40	102,06 101,40
Pibor Ecu 12 mols MATTF Échéances 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 98 Juin 98	voluma % 215731	demler prix	102,46 101,64	plus bas 101,96	102,06 101,40
Pibor Ecu 12 mols MATTF Ethéances 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 94 Juin 98 Sept. 98	voluma % 215731	demler prix	102,46 101,64 101,16	plus bas 101,96 101,40	102.06 101,40 101,16
Pibor Ecu 12 mols MATTF Ethéances 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 94 Juin 98 Sept. 98	voluma % 215731	demler prix -181,64 -181,16	102,46 101,64 101,16	pius bas 101,96 107,40 : 107,16	102,06 101,40 101,16
Pibor Ecu 12 mois MATTF Echéances 08/01 NOTIONNEL 5,5 ' Mars 98 Juin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS	Voluma % 215731 302 2	dernier prix -180,58 -191,64 181,16 -96,28 -96,15	102,46 101,64 101,16	pius bas 107,96 107,40 : 107,16	96.24 96.08
Pibor Ecu 12 mols MATTF Echéances 08/01 NOTIONNEL 5.5 1 Mars 98 Juin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Juin 98	woluma % 215731 302 2	demler prix -181,64 -181,16	102,46 101,64 101,16	pius bas 101,96 107,40 : 107,16	96.24 95.96
Pibor Ecu 12 mols MATTF Ethéanxes 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 98 Juin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Juin 98 Sept. 98	Voluma % 215731 302 2 19906 10795	dernier prix -180,58 -191,64 181,16 -96,28 -96,15	102,46 101,64 101,16 96,29 96,15	pius bas 107,96 107,40 : 107,16	96.24 95.96
Pibor Ecu 12 mols MATTF Éthéances 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 98 Juin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Juin 98 Sept. 98 Dec. 98	Voluma % 215731 302 2 19906 10795 8114 3029	demler prix ,182.38	102,46 101,64 101,16 96,29 96,15 96,03 95,88	plus bes 101,56 107,40 107,16 96,12 96,07 95,96	96.24 95.86 95.86
Pibor Ecu 12 mols MATTF Ethéanxes 08/01 NOTIONNEL 5,5 9 Mars 98 Juin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Juin 98 Sept. 98	Voluma % 215731 302 2 19906 10795 8114 3029	demler prix ,182.38	102,46 101,64 101,16 96,29 96,15 96,05	plus bas 107,96 107,40 : 107,16	96.24 95.96
Pibor Ecu 12 mols MATIF Echéannes 08401 NOTIONNEL 5,5 'Mairs 98 Juin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Juin 98 Sept. 98 Dec. 98 ECU LONG TERM	Voluma \$ 215731 302 2 19906 10795 3114 3029	dernier prix 100,58 101,64 181,16 96,28 96,15 96,28 95,15	102,46 101,64 101,16 96,29 96,15 96,03 95,88	plus bes 101,56 107,40 107,16 96,12 96,07 95,96	96.24 95.86 95.86

LES MONNAIES

Baisse du dollar

LE DOLLAR cédait encore du terrain face à l'ensemble des monnaies. Dès les premiers échanges entre banques, la devise américaine s'échangeait à 6.0572 francs et 1,8095 deutschemark, contre respectivement 6,0925 francs et 1,8205 deutschemark au cours des dernières transactions de la veille. Quelques heures plus tôt, sur le marché des changes de Tokyo, la tendance était identique. Le billet vert s'échangeait à 131,56-58 yens,

après avoir oscillé entre 131,45 et 132,68 yens. Jeudí, il avait terminé la séance japonaise à 133,00-02 yens et valait 132,70 yens dans la soirée à New York. Selon un cambiste, les investisseurs se sont mis à acheter du yen sur de nouvelles perspectives de réductions fiscales illimitées dans le temps et grâce au redressement de la monnaie indonésienne à 8 000 roupies pour 1 dollar, après son plongeon au niveau des 10 000 jeudi.

US/DM

US/Y

7



PARITES DU DOL	LAR	09/01	08/01	Var. %
FRANCFORT: US	D/DM	1,8213	1,6337	- 0,15
TOKYO: USD/Yen	5	132,6200	131,5100	+0,84
MARCHÉ INT	ERBAN			
DEVISES comptant	: demande	office of	demande 1 mois	offie 1 mois
Dollar Etats-Unis	6,1542	6,1267	6,11.7	6,1147
Yen (100)	4,6098	4,6024	4,6040	4,5990
Deutschemark	3,3485	3,3480	3,3479	3,3474
Franc Suisse	4,1492	4,1413	4,1442	4,1373 .
Line (tal. (1000)	3,4771	3,4055	3,4083	3,4063
Livre sterling	9,9350	9,9185	9,9374	9,9311
Peseta (100)	5,9642	3,9441	3,9511	3,9455
Franc Belge (100)	16,751	16,209	16,227	16,218
TAUX D'INTÉ	RÊT DES		EVISES	6 mois
Eurofranc	3.77		164	3,74
Eurodollar	5.59		5,66	5,68
Eurolyre	7.38		7,45	7,45
			7,43 3,56	
Eurodeutschemark	3,43		3,30	3,69

				_
L'OR			LES MA	Γ
	COURS DEATH	COURS 07/01	INDICES	
Or fin (Ic barre)	55200	55750		_
Or fin (en lingut)	56250	56350	Dow-Jones comptant	
Once d'Or Londres	281,60	280,65	Dow-Jones a terme	
Pièce (rançaise(20f)	320	322	CRB	
Pièce suisse (20f)	324	322	METAUX (Londres)	
Pièce Union lat(20f)	324	323	Cuivre comptant	3
Pièce 20 dollars us	Z340	2320	Cuivre à 3 mois	1
Pièce 10 dollars us	1700	1600	Aluminium comptant	Ť
Pièce 50 pesos mex.	2095	2080	Aluminium à 3 mois	1
			Flomb comptant	
			Plomb à 3 mots	-
LE PÉTR	MIE		Etain comptant	5
TE LEIL	IVLE		Etain à 3 mois	5
En dollars	COURS 09/01	COURS 08/01	Zinc comptant	1
	-F (A	75.77	Tine > 2 maje	٠,

NDICES			METAUX (New-York)		\$/onc
	09/01	08/01	Argent à terme	597,30	572,80
ow-Jones comptant	129,15		Platine à terme	\$63,50	362,10
ow-Jones a terme	140,17	139,69	Palladrum		_
RB	226,60	224,90	GRAINES, DENREES	Chicago)	5/boissea
			Ble (Chicago)	329	320,50
NETAUX (Londres)	do	hars/tonne	Mais (Chicago)	263,50	258,50
uivre comptant	1655,75	1666,50	Grain, soia (Chicago)	66 ^Q ,75	659,75
uivre à 3 mois	1694,50	1685,50	Tourt, soja (Chicago)	197,90	192,80
luminium comptant	1456.50	1478,75	GRAINES, DENREES	(Londres)	±/tonn
luminium à 3 mois	1506	1494	P. de terre (Londres)		-
lomb comptant	548,25	570,50	Orge (Londres)	74,50	74,25
lomb a 3 mois	563,50	577	SOFTS		\$/tonn
tain comptant	5335	5302,50	Cacao (New-York)	1614	1598
tain à 3 mois	5300	5290	Cafe (Londres)	1750	1617
inc comptant	1060,50	1077,25	Sucre blanc (Paris)	303	302.50
inc a 3 mois	1091,50	1115,50	OLEAGINEUX, AGRU	MES	cents tonn
ickel comptant	56.7.50	5732.50	Coton (New-York)	67.73	75,65
ickel a 3 mois	5833	5605	Jus d'orange (New-Yor	k) 73	77.75

Charles and the second

volume

22 / LE MONDE / SAMEDI 10 JANVIER 1998 •

22 / LE MONDE / SAMEDI 10 JANVIER 1998 • FINANCES ET MARCHES
REGLEMENT MENSUEL VENDRED 9 ANVER Location 19 Anversary 19
COMPTANT OAT 985-98 TRA 99.00 ACTIONS Cours Derniers Practice Practic
Une selection Cours relevés à 12 ha 30 OVT 19 59 19 19 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10
SECOND Cardif SA Car
Cours Cour
SICAV et FCP Bred Banque Populaire Sensimente C 1145,12 Sensimente C 1288,30 Sensimente C 1288,30 Sensimente C 1288,30 Sensimente C 100,05 Fonds communs de placements Francis 157,88 Avents Alices 2460,55 Avents Alices 2
Une sélection 1938
VALEURS Frais Incl. net Liver 8 purse law D PEA
Agri Ambition (Ara) 145.17 136.25 MULTI-PROMOTEURS CORP.CDC Agriculture C 382.13 31.93 About France Europe 231.24 225.06 Muntiple Company Conference C 382.13 31.93 About France Europe 231.24 225.06 Muntiple C 382.13 305.01 305.55 About France Europe 305.01 305.
BANQUES POPULAIRES Coesis 2001,54 1968/96, Rentacic 165,27 6 1869, Saint-Honoric Capital 20583.46 1062,77 1062,77 1062,77 10640 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77 1062,77
Part

SPORTS Le championnat de France de première division reprend samedi 10 et dimanche 11 janvier, après sa trève hivernale. Treize journées restent encore à disputer jus-

qu'au 9 mai. • AVANT CETTE VINGS-DEUXIÈME JOURNÉE, les positions sont très serrées dans la première partie du classement. Le FC Metz est en tête, Paris-SG et Monaco sont à

LORRAINE, qui reçoit Rennes, samedi, s'est retrouvée sans tapage en position de décrocher le premier

entraîneur de l'équipe depuis 1989, a su instiller à ses joueurs une philosophie à l'opposé du football sensa-

un point, Marseille à cinq avec un match en moins. LA FORMATION histoire. DOEL MULLER, le discret comme il a dirigé sa carrière avec riqueur. « Si nous voulons faire réver, nous ne devons pas être des rê-

La modestie de Joël Muller nourrit les ambitions du FC Metz

Pour l'entraîneur du club lorrain, un titre de champion de France de football reste utopique car dépendant de trop d'aléas liés à l'effectif. Mais avec lui, depuis quelques années, les joueurs de l'Est troublent le jeu des « grosses écuries » de la première division

de notre envoyée spéciale

And a state on

Sandrighter & reg .

W. Car at Land

Late & March 1 and

436 2 2 2 20 4

"温温的影响"的表示。

The second section is the

記者等の理解をでかられた。

ETF BALLET

电影电影小车。

中型性的 下了

11年代的第一个

-7 12

4446#1X Ex

Mario Same

AND AND AND AND

Le 19 décembre 1997, à l'issue de la dernière journée avant la trêve, le FC Metz a terminé en tête du classement provisoire du championnat de France de football de première division. Les hommes en grenat ont surpris, éloigné les prétendants considérés comme plus légitimes. Ils ont dû vexer le Paris - Saint-Germain ou Monaco et sans doute Marseille ou Bastia, Ils y ont mis la manière : crédités de la deuxième meilleure attaque de la compétition, avec Monaco et le PSG, ils ont été auréolés de la palme du fair-play. En 1996, l'équipe, déjà, avait bouleversé l'ordre établi en terminant quatrième du championnat de France, puis cinquième en 1997. « Cela me plaît que nous restions des petits poucets », dit Joël Muller.

Loin des stars, des événements, des boulettes on des crises de nerfs, le FC Metz - à peine 90 millions de francs de budget annuel -

● Créé en avril 1932 d'une fusion

du Cercle athlétique messin et de

l'Assocation sportive messine, le

FC Metz se qualifie pour sa

première finale de Coupe de

l'Olympique de Marseille).

France en 1938 (défaite face à

Championnat de France : la

meilleure performance est une

troisième place en 1968-1969. Le

■ Coupe de France : denir ^ > 7 °

victoires, en 1984 contre-Monaco

(2-0 après prolongation) et en

FC Metz a été quatrième en

1995-1996 et cinquième en

1996-1997...- - ---

poursuit une route sereine avec un tales, Lui, il souhaite que ses meneur d'homme qui vit le football avec une passion tranquille. Il vient de fêter ses quarante-six ans, il est grand, son visage est noble, buriné par des embruns de vie, ses cheveux gris doivent toujours être ainsi rangés avec cette hâte de pe-

« Je sais que côtoyer des gens plus jeunes que moi m'empêche de vieillir», dit-il. Il a une réputation de rigueur. Cela ne le flatte guère : « Bien sûr que je suis rigoureux qu travail. Si nous voulons faire rêver. nous ne devons pas être des rêveurs. » Dans la vie, l'image est décalée. Cela le gêne : « Mes proches ont du mal à manier l'homme et sa représentation. »

Quand Joël Muller dit son métier, c'est un délice. Il parle des livres sur le sujet (il les dévore car cela le fait progresser). Il affirme aimer le jeu anglais pour sa générosité, le championnat italien pour son professionnalisme et les Allemands pour leurs qualités men-

1988 contre Sochaux (1-1 après

prolongation, 5 tirs au but à 4).

prolongation, 5 tirs au but à 4).

Parcours européen : Cinq

participations à la Coupe de

PUEFA (1968-1969, 1969-1970,

Deux participations à la Coupe

1988-1989). En 1984-1985, le FC

Metz a réalisé son plus grand

(4-2 à Metz et 4-1 à Barcelone).

des Coupes (1984-1985 et

exploit en éliminant le FC

1935-1986, 1996-1997 et 1997-1998).

Barcelone en seizièmes de finale: ...

1996 contre Lyon (0-0 après

Coupe de la Ligue : victoire en

Victorieux en Coupe, malheureux en championnat

joueurs fassent bien leur travail comme de bons artisans, c'est sa méthode : « Je leur demande d'être à l'heure, de ne pas arriver avec des chaussures sales ou de faire sérieusement tous les entraînements. C'est une question de respect envers l'équipe, envers les sponsors. Si un joueur est là, c'est que nous avons eu envie de l'engager, Nous voulons qu'il soit à l'aise. Au fil des semaines, nous lui montrons ce qu'il faut et le groupe se forme. »

« ÉQUIPE COMPLICE » Cyrille Pouget? « Il est parti trop

tôt. Mais je n'al pas discuté sa décision. On ne peut pas responsabiliser les joueurs pour ensuite mettre leurs choix en doute. » L'expérience malheureuse du recrutement de Mariano Bombarda est oubliée. Recruté en 1996 alors qu'il était le deuxième buteur du championnat néerlandais, l'Italien ne s'est jamais adapté au FC Metz. Une erreur, l'exception : « Nous nous étions basés sur des recommandations et sur des cassettes vidéo. » A l'orée de la saison 1997-1998, le nombre de départs et d'arrivées a été très raisonnable, la formation a su se recomposer autour du « déterminant » Robert Pires et du capitaine Sylvain Kastendeuch.

« C'est vraisemblablement l'équipe la plus complice que j'aie eu à mener, explique Joël Mulier. Elle allie le talent et l'ambition mêlés à ce grand plaisir de se retrouver, à rire ensemble. Parvenir à rassembler tout cela est très difficile. » Pourquoi? Il y a le travall, c'est indiscutable, et puis, il y a des choses que l'on ne maîtrise pas, des rencontres, de la chance. Joël Mulier ne veut pas être considéré

CLASSEMENT 10000 1 Met 42 21 12 6 3 + 16 A GNGNG 2 Prins 6 41 21 12 5 4 + 16 A PGGNG 3 Minter 41 21 13 2 6 + 13 Y GGGGP Le Havre-Nantes 1-0 Merselle-Guingamp remis Carnes Chalesuroux remis 37 20 11 4 5 + 12 = PPNG Monspelier Lens 1-2 4 Markellie Strasbourg-Toulouse 2-0 Bastia-Lyon " Remes Paris SG 18 Paris-SG . '4 44 17 Bordeaux 18 Careles 17 20 5 2 13 - 17 = GPPG

1 Marseille 14 bute • 2 Bastia 17 buts • 3 Metz • Paris-SG 18 buts 1 Guivarc'h (Auserra) 15 buts • 2 ikpeba (Monaco) 12 buts 3 Laslandes (Bordesux) • Pires (Metz) • Trézéguet (Monaco) 10 buts

22° JOURNÉE : samed 10 jameer • Monaco-Cannes • Metz-Flennes • Lyon-Marseile • Bordeaux Bastis • Guingamp Montpellier • Châteauxuu Auxens • Toulouse Le Havre • dimandie 11 Janvier • Parls SG-Stresbourg • Toulouse-Le Havre

d'équipe. « Ce serait injuste », in-

Joël Muller est un footballeur de toujours. Un Ardennais d'origine, venu à Metz à l'âge de quinze ans dans les bagages de son père, gendarme muté en Moselle. Il a vécu là toutes les étapes de la vie d'un joueur, l'adolescence, le centre de formation, l'équipe dont il a été le capitaine. En 1978, il s'en va. « Il y eu de nouveaux dirigeants. J'étais le capitaine. On m'a demandé de partir. Un peu comme dans un état-

comme l'âme de cette drôle major politique après une élection importante. » Il rejoint l'OGC Nice, qui attend beaucoup de cet attaquant. Un changement de climat à tous les égards. Sur la Côte d'Azur, Il a poursuivi sa formation. Un passage à Lyon puis le début de la mutation à Dunkerque : « l'avais trente ans. Daniel Jeandupeux m'a appelé pour lui succéder. Tout en jouant pendant trois ans, j'ai appris un nouveau métier. L'al gagné du temps. » Il passe son diplôme : la passation des vocations n'a plus

ou'à se faire en douceur. Le FC

Metz l'appelle à la direction du centre de formation en 1984. Cinq ans plus tard, il devient l'entraîneur de l'équipe première.

A ce poste, il voudrait donner ce qu'il n'a pas eu comme joueur: « J'ai souffert du manque de considération de celui-ci dans la société. De mon temps, on considérait le footballeur comme un type qui ne pensait qu'à l'argent, à la fête : un farfelu. Je veux montrer que, lorsque l'on fait ce métier, on doit avoir une analyse de la vie qui doit être juste. Ainsl, je souhaite que les joueurs se sentent responsables sur le terrain comme dans leur existence et qu'ils s'y enrichissent de leur plein gré. Sulvre une formation de langue ou d'informatique doit relever d'une démarche personnelle. »

Samedi 10 janvier, le groupe reprendra le championnat en accueillant Rennes, classé 174. Champions de France ? « C'est utoplque, lance Joël Muller. Non pas à cause de notre valeur sportive [Metz a en effet remporté ses deux matches de championnat contre Monaco et a obtenu une victoire et un match nul contre le PSG], mais ce qui va faire la différence, c'est la richesse de l'effectif, la chance ou la maichance. Pour aller au bout, il ne faut pas que l'équipe bouge : aucun des joueurs ne doit être blessé ou

Ét hi, dont le contrat se termine en juin? « Je suis comme bon nombre de mes collègues : je peux sauter. Je suis en phase ascendante, mais plus tard... L'incertitude de l'avenir, c'est stimulant et pesant. Le football m'apporte ce besoin de ne jamais savoir comment vont se passer les choses. »

Bénédicte Mathieu

Le football francais sanctionne ses dopés

Vincent Guérin, Antoine Sibierski et Dominique Arribagé suspendus pour 18 mois, dont 6 ferme

IL AURA FALLU une demiheure aux membres de la commission de contrôle dopage de la Fédération française de football (FFF) pour décider, jeudi 8 janvier. de la sanction qui devait frapper Vincent Guérin (Paris-Saint-Germain), Antoine Sibierski (Al Auxerre) et Dominique Arribagé (Toulouse FC), contrôlés positirs aux anabolisants (nandrolone) dans le courant de l'automne 1997. Les trois dopés ont été punis de dix-huit mois de suspension, dont douze avec sursis. Ils ont aussitöt fait appel, une démarche qui leur permet de jouer jusqu'à ce que la FFF se prononce de nouveau sur leur cas.

Leur comroux a été aussi immédiat que leur recours. Vincent Guérin s'en est pris à la FFF, qui « ne [les] a jamais soutenus », et à Noël Le Graet, le président de la Ligue nationale de football (LNF), qui « réclamait des têtes ». « Le condamné à mort se retrouve sur l'échafaud pour un crime qu'il n'a pas commis, a déclaré Dominique Amibagé. Nous réclamions juste la constitution d'un comité scientifique. » « C'est très dur. Le sevil de dopage est à 2 nanogrammes. Je suis à 2,1 et je suis sanctionné », a souf-

ílé Antoine Sibierski. Après le sursis à statuer de la commission dont Cyril Pouget avait bénéficié le 9 décembre 1997,

en raison, notamment, du manyais étiquetage des échantilions d'urine par le médecin préleveur, et l'argumentaire avancé parallèlement par le docteur Jean-Yves Audureau, président de ladite commission - « On ne sait pas vraiment si la nandroione peut ou pas être pro-

que, à l'image de la Fédération mistère de la jeunesse et des sports française de judo (FFJDA), confrontée au cas similaire du champion olympique Djamel Bouras, la FFF leur accorderait du temps (le judoka a obtenu quatre mois) afin d'établir le bien-fondé de leur défense (en substance :

La natation chinoise sous haute surveillance

La commission d'Etat chinoise anz sports a décidé, vendredi 9 janvier, de retirer du championnat du monde de natation de Perth (Australie) la brasseuse Yuan Yuanet et son entraîneur, Zhou Zhewan, soupçonnés d'avoir importé illégalement des hormones de croissance en Australie (Le Monde du 9 janvier). « Nous avons pris cette décision sans attendre les résultats de l'analyse du produit car l'entraineur et la nageuse ont violé le règlement interne de l'Association chinoise de natation ainsi que la loi australienne », a déclaré un responsable de la commission. La déconverte de treize fioles de ce produit dopant dans les bagages de la championne renforce les soupcons qui planent sur la natation chinoise depuis quelques armées. Le directeur technique national britannique, Deryk Snelling, a estimé que la Fédération internationale (FINA) devrait exclure l'équipe tout entière. Quant à la FINA, elle attend le résultat de l'expertise des échantillons pour se prononcer.

duite naturellement par l'homme ». avait-il défendu alors que la doctrine du Comité international olympique (CIO) et les études statistiques prouvent le contraire (Le Monde du 30 décembre) -, ils pouvalent entretenir des espoirs de

clémence. Ils pouvaient également croire

Nous n'avons rien pris: ou nous fabriquons naturellement la nandrolone, ou nous avons été victimes d'un empoisonnement alimentaire), voire monterait elle-même un comité scientifique chargé d'approndir les études actuelles et d'élucider le problème. Il n'en a rien été. Il semble que le miait prévenu le coup. Commentant le verdict, l'avocat des joueurs, Mª Jean-Jacques Bertrand, a expliqué que le ministère avait répondu mercredi dans la soirée « aux points soulevés par la défense et faxé à la Fédération un mémoire de neuf pages » concernant la définition des seuils de dopage fixés par le CIO, les effets de la nandrolone et l'état des recherches sur la production endogène (naturelle) de cette hormone anabolisante. Lors d'une très courte déclaration, le docteur Jean-Yves Audureau a formellement nié que la commission ait subl des pressions ministérielles.

Quoi qu'il en soit, le ministre, Marie-George Buffet, a déclaré dans un entretien publié vendredi par L'Equipe qu'elle souhaitait voir sa loi sur le dopage renforçant la loi Bambuck de 1989 passer devant le Parlement au printemps. Elle a rappelé, par ailleurs, qu'elle avait d'ores et déjà décidé de doubler le montant des sommes allouées à la lutte contre le dopage dans le budget 1998 afin d'« augmenter le nombre des contrôles de 25 % » ainsi que les « contrôles inopinés de 15 % », de « renforcer les équipes médicales » et « de mettre en place une équipe itinérante de suivi médi-

M. D.

de la prochaine Coupe de l'America, qui se déroulera en l'an 2000 sur ce plan d'eau. Dennis Conner, qui avait décidé de rejoindre l'équipage de Toshiba à Sydney, alors qu'il n'avait pas, jusque-là, navigué sur « son » bateau, sembla resserrer l'écart jusqu'à la fin, passant finalement la ligne d'arrivée 2 minutes et 36 secondes après

La météo en mer de Tasman fut

« Merit-Cup » remporte au finish la quatrième étape de la Whitbread

AUCKLAND de notre correspondante

Une houle forte, créant d'énormes creux avec déferiantes, dans un vent de plus 35 nœuds rythmé par des rafales frôlant les 50... Les plaisanciers et les pècheurs d'Auckland ne sortent pas par ce temps-là. Mais, vendredi 9 janvier, des centaines d'embarcations se côtoyaient sur les eaux du golfe de Haurald, le bassin au fond duquel est logée la ville d'Auckland, alors que des milliers de personnes s'étaient installées sur les petits volcans qui bordent la côte pour assister à l'arrivée de la quatrième étape de la Whitbread, la course autour du monde avec es-

Merit-Cup, courant sous les couleurs de la principauté de Monaco, mène la danse, mais l'écart avec le suivant n'est que de 1 mille nautique, après 1 270 milles de traversée depuis l'Australie. Avec dix équipiers néo-zélandais (sur douze) à bord, dont Grant Dalton, vainqueur de la dernière édition de la Whitbread, comme skipper, il faut que Merit-Cup l'emporte. D'autant que le bateau qui le menace n'est autre que Toshiba, skippé par Dennis Conner, « l'homme abattre » depuis les défis de la Coupe de l'America, que la Nouvelle-Zélande a gagnée en mai 1995.

METEO DIFFICILE

Ce duel a donné un avant-goût Merit-Cup.

digne de sa réputation : imprévisible et incohérente. Paul Cayard,

le skipper américain qui court sur le bateau suédois EF-Language, toujours en tête de classement gé néral maigré une cinquième place dans cette étape, rapportait des écarts de vent énormes en un mini-

mum de temps. « Vous pouvez être certain que si vous faites une erreur, vous vous ferez dépasser », estimait un équipier du bateau norvégien Innovation-Kvaerner, à bord duquel naviguent les Français Pierre Mas et Jacques Vincent, et qui, arrivé en septième position, dégringole en quatrième place au général. L'Anglais Lawrie Smith sur Silk-Cut, arrivé sixième après avoir explosé sa grand-voile une heure avant la fin de la course, est désormais septième.

Florence de Changy



Le Grand Jury

RTL-LCI Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire La chaîne HISTOIRE Les vendredî à 21 h, samedî à 13 h mardi à 23 h, mercredi à 19 h et jeodi a 17 heures

> Le Grand Debut FRANCE CULTURE 3º et 4º lundis de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde RFI

Du lundi an vendredi <u> 12h45 (heure de Paris)</u>

DERNIER JOUR

francesco smalto

SOLDES remises de 30 à 50%

Homme: 44, rue François 1er (8e) Homme et Femme : 5, place Victor Hugo (16e)

■ SKI : Alberto Tomba a remporté, jeudi 8 janvier, le slalom disputé en noctume à Schladming (Autriche), où l'Italien avait obtenu son demier succès en Coupe du monde, il y a un an.

■ BASKET: Limoges s'est imposé dans sa salle face au Benetton Trévise (69-68), lors de la première journée de la deuxième phase de l'Euroligue, disputée jeudi 8 janvier. Pau-Orthez s'est incliné sur le terrain de l'Alba Berlin (55-66). Le Paris-SG-Racing a été battu chez lui par le Kinder Bologne (62-72). Chez les dames, Valenciennes-Orchies l'a emporté à domicile face aux Yougoslaves de Vrsac (77-53). ■ RUGBY: les clubs anglais de rugby, soutenus par leurs homologues français, menacent de se retirer de la Coupe d'Europe la saison prochaine. Ils souhaitent que soient revus le calendrier et la répartiLa rencontre d'un styliste contemporain Olivier Gagnère, avec les grandes marques de la rue Royale

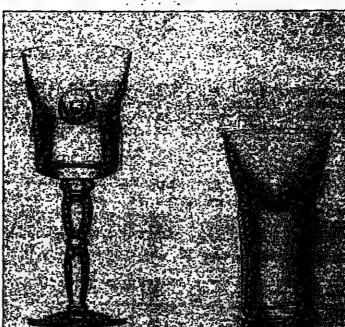
vation. Sur le balancier du goût, il est souvent délicat de mesurer à quel moment des images et des lignes nouvelles s'installent durablement dans le paysage des formes. Et se font admettre dans le champ visuel d'une époque, au-delà du cercle des amateurs d'avant-garde.

Parmi les créateurs qui se sont fait connaître dans le tourbillon loveux des années 80, où la France se réveillait de sa somnolence avec un esprit de conquête, d'amusement et

CRÉATION, tradition, inno- d'avancement esthétique, certains ont su nouer des relations suivies avec l'industrie. L'industrie du meuble (Starck en Italie), ou le haut artisanat industriel (Gagnère avec Bernardaud et Saint-Louis). Dans le sillage des nouvelles architectures, ou à l'occasion de transformations de boutiques, de cafés, d'hôtels, de théâtres, une génération de décorateurs a trouvé ses lieux d'expression. Toujours un peu complexé à l'égard des Italiens ou des Anglo-Saxons (depuis que les Scandinaves sont passés de mode), notre pays a pourtant donné l'occasion, en peu d'années, à de nouvelles signatures de tenir le crayon.

Au point que, désormais, la France et l'Angleterre sont sans doute aussi bien placées que l'Italie (qui vit beaucoup sur la réputation acquise dans les années 70) pour combattre sur le terrain du «style» contemporain. Comme le montre, dans le secteur du luxe, l'expérience de deux grandes maisons de tradition - les porcelaines Bernardaud de Limoges depuis cinq ans, et maintenant les cristalleries de Saint-Louis — menée en compagnie du designer Olivier

Moins exubérant que Philippe Starck, plus souple que Sylvain Dubuisson, aussi déterminé que



Ci-dessus : verres Cosmos des cristalleries Saint-Louis ci-contre : service Galerie Royale des porcelaines Bernardaud

Martin Szekely, et plus sincère- lano), les tasses et la vaisselle ment baroque que ses confrères, le parcours d'Olivier Gagnère l'a conduit des labora-toires de la création du Milan des années Sottsass aux fornace de Murano pour faire souffier des pièces uniques, du travail avec les artisans de l'île de Kyushu au Japon aux tables à dessin de son atelier parisien, d'où sont sortis le décor du café Marly, dans l'aile Richellen du Louvre (mobilier édité par Arte-



Fauteuil Apollo de Lovengroye

électronique, produits de grande consommation on d'exception pour coller à la définition qu'ils se font du design : la résolution de la vie quotidienne. Ross Lovegrave dicte cette règle de vie et de travail, canienx.

de porcelaine du café aménagé

ie magasin de Park Avenue re-

décoré pour la maison de Li-

moges. Jouant chaque fois un

jeu serré entre la rigueur de

l'approche artistique, l'origina-lité du dessin et l'acceptation

de ses objectifs commerciaux.

au point par Gagnère pour Ber-

nardaud sont parmi les «top

ten » de la maison qui, sans rien

abdiquer de ses collections tra-

ditionnelles, peut les marier

avec le coup de jeune des lignes

épurées, coloriées des tasses

Ithaque et Lipari, ieur cabochon

bleu ou rouge et or, ou les

rayures larges tracées selon une

palette de couleurs qui ne

éclectique, mais aussi, fidèle à sa temoigne. Designer chez Frog-Design en Allemagne, dans les années 80, ¶

s'attache à la conception d'un baladeur pour Sony on d'ordinateurs pour Apple. Une année passée chez Knoll International, à Paris, kd. permet ensuite de créer le système de bureau Alessandri, C'est un succès. En 1984, il intègre l'atelier de Nimes, avec Jean Nouvel et Philippe Starck. Il dessine pour Cacharel, Louis Vuitton, Hermès et Dupont. En 1988, il retourne à . Londres, où il ouvrira son cabinet en 1990. Parmi ses ciients, British Airways, les stylos Parker, les italiens Kartell, Ceccotti, Cappellini, Alfi Zitzmann, Philips Moroso, Driade, les sociétés Mazda, Apple, Olympus... Il se consacre actuellement à la mise au point d'une nouvelle structure architecturale, Solar Seed, d'un véhicule urbain pour un constructeur europ d'une télévision à plasma pour Sony, d'un apparell photo pour Olympus, d'un tasoir en céramique et d'un nouveau programme de bureau pour Herman Miller. En passant par Milan, Tokyo, Madrid, Singapour, New York. des escales qui signent son statut de designer

mats, en double cuisson, qui soulignent les anses en queue de cheval, on s'amuse des proportions inédites (tasse à thé et à café, pour se simplifier la vie), et on rassure le regard par un équilibre général, en continuité avec ce que l'acheteur croit savoir de sa table depuis toujours.

D'ailleurs, on a commencé par libérer le futur client des ensembles obligés (douze tasses d'un coup, ou bien théière et cafetière et sucrier) à la fois pour adoucir la facture et pour s'accorder à l'air du temps, qui aime assortir dans un faux dépareillé: les gammes de teintes s'accordent avec les pastels anciens mais permettront aussi des barmonies plus corsées. Les tête-àtête. les ventes à l'unité (à partir de 389 F la tasse), les coupes en gondoles et les mini-vases sont là pour attiser le désir de collectionner à son rythme. Ce n'est plus seulement une question de dessin, mais un nouveau marketing. Pour des générations nouvelles et des pays nouveaux, car la maison de Limoges créée en 1863 exporte 70 % de sa producpour Bernardaud rue Royale, et

choque pas l'ancien et éveille

l'œil moderne. On flatte les ors

Orient et en Europe. Des grandes pièces plus luxueuses, parfols des éditions limitées - vases, meubles,

gnère-Bernardaud.

tion en Amérique, en Extrême-

des contraintes de l'entreprise, Goût et design de son savoir-faire technique ou depuis les années 30 Le résultat est là : cinq ans après, les premiers modèles mis

En réunissant quelque cinq cents pièces de ce que l'on nomme les « arts de la table », pour la piopart issues des collections du Fonds national d'art contemporain, du Musée d'art moderne au centre Georges-Pourpidon et du Musée de la céramique à Sèvres, les organisateurs de Perposition « Goût Design » an Musée de Louviers (Eure) out vouiu confronter le siècle finissant avec la valse des styles, les échappées héroïques vers la pureté des lignes à partir des années 30, des rencontres parfois sans suite entre l'industrie et les arts décoratei ou tel artiste, de tel ou tel architecte, égaré pour le plaisir dans le domaine de l'objet. De la salle à manger à la cuisine, les accessoires, les ustensiles exprimeront tour à tour le formalisme et l'ironie, entre familiarité et apparat d'exception.

★ « Goût Design », Musée de Louviers, place Ernest-Thorel 27400 Louviers. Fermé le mardi. Jusqu'au

contribuent à souligner la cohérence, à affirmer une ambiance. Le décor des magasins euxmêmes - et notamment le salon de thé de la rue Royale, dont les accessoires sont aussi édités sous le titre « Galerie Royale », une série néo-Empire à rayures larges et silhouette incurvée servent la même stratégie. Et si la moitié du chiffre d'affaires est réalisé dans les grands magasins, les points de vente eux aussi seront aménagés dans l'esprit et sous la signature Ga-En dessinant pour les cristalleries de Saint-Louis une collec-

consoles à pied de porcelaine -



tion de verres à pied, de verres à

whisky (à partir de 300 F pièce), de carafes, et de flûtes à champagne, qui devait à la fois affirmer l'exceptionnel par ses proportions fortes et sa qualité d'exécution et rester dans les limites raisonnables des premiers prix de sa catégorie, Olivier Gaguère vient de répondre à une démarche similaire. Un désir d'ouverture de la part d'une de ces grandes entreprises de haute tradition, où les techniques sont respectées mais où les lignes doivent changer : pour chaque verre, le cristal est souffié à la main, et la gravure (quelques encoches circulaires qui sont en creux le repère moderne, la patte du designer) demande une exacte maîtrise de la tifs, et les moments de détente de part de l'artisan. Feu ancestral et jeunesse des formes.

Michèle Champenois

y say

* Les créations d'Olivier Gagnère - désigné créateur de l'année 1998 par le Salon Maison et objet - sont exposées au Salon professionnel de Villepinte (jusqu'au 13 (anvier) et, (usqu'au 31 janvier, au magasin Lafayette-Maison, boulevard Haussmann,

Une chaise longue multifonctions

Ross Lovegrove sait ce qu'il vent. Les directions vers lesquelles il oriente son travail sont claires. Le discours qui les souligne, limpide. Ce designer industriel gallois de trente-neuf ans, qui vient d'être éla créateur de l'année 1998 du Salon du meuble de Paris, a adopté une ligne de conduite : concevoir des menbles et des objets capables de joindre l'utile à l'agréable, de servir le confort et les besoins de l'utilisateur. Il n'en démord pas. « Je suis avant tout attiré par le contenu intellectuel d'un produit beaucoup plus que par son aspect, dit-il. Si vous arrivez à combiner les deux, le contenu et l'aspect, alors vous avez un produit intemporel. > Cette démarche s'oriente vers trois objectifs essentiels : la mise en évidence de la gestuelle, la recherche du meilleur usage, la maîtrise du matérian, de la technologie, de l'outil de production et du coût. Les fossés dans l'accondoir de son sofa qui auident le bras et donnent à l'alinre générale du coms une élégance naturelle sont un exemple du premier objectif. Le deuxième s'illustre par la chaise longue Apollo (coque en rotin sur structure tubulaire), qui, selon son créateur, « ne relève pas réellement du design ». L'aspect pratique a dicté sa loi. Cette chaise longue, contrairement aux classiques du genre, permet d'allonger ses lambes mais autorise aussi à poser ses pieds par terre, grâce à la forme évidée de la rallonge La chaise longue devient un siège amélioré que

Fon pent utiliser dans différentes fonctions, pour travailler ou pour déleuner : L suffit de placer son ordinateur ou son assiette sur le repose-pieds, en attendant d'y allonger

ses jambes en prenant la position repos total. Lovegrove avone avoir cherché à prodnire, avec ce meuble, un objet utile. « Id. confie-t-IL, II n'y a pos de technologie, juste une idée. » Les matériaux technologiques, il ne se prive pas de les utiliser à d'autres moments, comme en témoigne le siège « spider » qui exploite jusqu'an bout de ses vertus la flexibilité du plastique, et rend l'assise confortable et souble. Le corps se love dans une matière qui semble se préter aux mouvements qu'il fui soumet. La forme et la matière de l'objet apparaissent comme une évidence, conques pour les besoins de l'utilisateur, lui offrant l'aisance qu'exigent les heures passées devant un écran

Cette combinaison entre technologie, matériaux et élégance gestuelle caractérise le travail de Lovegrove, auquel adhèrent les huit designers de six nationalités différentes qui œuvrent à ses côtés, au cœur du quartier londonien de Notting Hill Gate. Cette équipe sans frontières refuse de restreindre à un domaine particulier son champ d'étude, d'expérimentation, de réflexion. Tout leur est bon - meubles,

Le décor de la maison, expositions et salons

♦ Le Salon du meuble de Paris. Réservé aux professionnels, le Salon du meuble de Paris, qui se tient à la porte de Versailles jusqu'au 12 janvier, ouvre ses portes au public le samedi 10 janvier (de 9 à 19 heures). Entrée 50 francs. L'occasion de découvrir ce que proposent designers et industriels ~ mille exposants dont 45 % d'étrangers en provenance de 40 pays seront présents - dans le domaine de l'ameublement. Pour aider au repérage, le Salon du meuble 1998 est organisé en espaces thématiques. L'espace art de vivre « Village » met en valeur un savoir-faire et un savoir-vivre à la française, à travers quatre grands thèmes : le temps, la lumière, la matière et la nature (hali 4). L'espace art de vivre contemporain « La métropole » retrace l'évolution des modes de vie et son influence sur le marché de l'habitat (hail 3). L'espace art de vivre « Jeune habitat » accueille plus de 35 entreprises et reflète autant de modes d'habiter que d'aspirations (hall 7). Mais aussi... sièges rembourrés, canapés et fauteuils (hall 7 niveau 2) ; meubles et chaises

modernes, rustiques et traditionnels, literie, cuisines et meubles d'appoint (hall 1 et 7); reproduction de styles anciens (hall 2, niveau 2)... Les visiteurs pourront aussi découvrir les demières créations de Ross Lovegrove (« La métropole », hall 3).

• Salon Lumière. Réservé aux

professionnels, Lumière Paris, le Salon international du luminaire, est présenté à la porte de Versailles, jusqu'au 12 janvier (de 9 à 19 heures). Ingo Maurer, élu créateur Lumière 98, expose dans le hall 5. Maison et objet. Pour sa

septième édition, le Salon Maison et objet, réservé aux professionnels, ouvert jusqu'au 13 janvier à Paris-Nord-Villepinte, attend cette année 45 000 visiteurs. Représentant le marché de la décoration, du cadeau et des arts de la table, deux mille exposants seront répartis autour de huit quartiers (scènes d'intérieur, textile, senteurs-bain, arts de la table,

Daumesnil, 75012 Paris. Du 7 au 15 février. Tous les jours de 10 à 19 heures ; le dimanche, de 11 à 18 heures. • Jennes designers. Poisson d'avril, l'association créée par Florence Bourel, Emmanuel Gillet et Corinne Jacquemard, côté déco, Mic-ailleurs et designers et architectes authentique, métiers d'art, d'intérieur, expose les créations objet-cadeau). Horaires : 9 h 30 d'une trentaine de designers. à 19 heures avec nocturne Trois générations seront ainsi

iusqu'à 20 heures le dimanche

Hliton McConnico. La galerie

Via expose les œuvres de Hilton

McConnico, cet Américain à la

scénographe, qui vit et travaille, depuis 1965, à Paris. On lui doit

notamment les décors de Diva et

de La Lune dans le caniveau de

Jean-Jacques Beineix ainsi que

celui de Vivement dimanche, de

François Truffaut. Le design lui.

d'autres : sa collection Cactus

achetée, en 1985, par le Musée

des arts décoratifs de Paris et le

Corning Museum de New York.

vaudra des récompenses

prestigieuses. Une parmi

pour la maison Daum est

Galerie Via, 29-33, avenue

11 janvier. Le dernier jour, le

Salon ferme à 18 heures.

fois peintre, décorateur,

photographe, designer,

représentées : les lauréats sélectionnés par concours. (Laure Damond, Gonzalo Galindo, Bohorquez, Jean-Jacques Jouan, Damien Langlois...), des designers de la nouvelle génération (Marc Barandard, Bénédicte et Jean-Marie, Ronan Bouroullec, Guillaume Collet...) et des designers reconnus, les parrains (Thibault Desombre, Dix heures dix. Kristian Gavoille, Christian Ghion...). Galerie éof, 15, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris. Tél.: 01-53-40-72-22. Nonveaux baroques. Les œuvres de deux artistes décorateurs, Marco de Gueltz (1958-1992) et Jacques Jarrige (né en 1962), dont les créations de meubles et d'objets (le premier avait signé la décoration des Bains-Douches en 1985) expriment une veine ésotérique et une inspiration poétique, tendance « En attendant les Barbares » qui les capproche de l'art du sculpteur, sont exposées à la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville de Paris. Tous les jours de 11 heures à 19 heures, sauf lundis et jours fériés. Jusqu'au 15 février. Catalogue double :



٤

The Best of the State of the St Be and the second of the second attended the thing the ord make THE PERSON NAMED IN ·全国内的基础量 (Edward 1997) gram, grandition de la confesticación

The second of the second second e of design mi am servers 30

MANUSCON MARIE OF CASE militare for the day ; and Mile Comment of the constitution Broaden delivering to and Market & House & Late at the day temporal way to a wife. A A Chinage To State Sta Million a Captain CAP SACTO & 200 NAME OF TAXABLE PARTY OF THE PA Charles in thinkly (Charles area). is supportable acretice. The sufficient Superingeness been by place the days a marrie des appares de fiera or you greatly to the distribution in the side of the second of the Service States of Service of Services of Street ministra the franch is not being in SARA IN TAX TO PROPERTY WAS ARRESTED. but the enthinguism at the good being the property of the second property of the second - Antis Bertelling at the state of

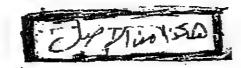
Married to Married Married Mr. 第二基础 新鲜花

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR





THE REPORT



AUJOURD'HU!

Un petit air de printemps

temps flottera sur la France : le soleil brillera sur une majorité de régions, et les températures seront très douces pour une mi-janvier : seules les régions voisines du golfe du Lion et de la Manche subiront quelques muages, mais sans pluie. C'est un puissant anticyclone centré sur la Méditerranée qui nous permettra de bénéficier de ces conditions clé-

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Nuages et soleil se partageront le ciel ; en Pays de Loire, ce sera le soleil qui aura le plus souvent le dessus. Dans les autres régions, ce seront plutôt les nuages, surtout l'après-midi. Les températures seront douces, avec un maximum de 12 à 14 degrés.

Nord-Picardie, fle-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Ce sera une nouvelle journée de beau temps, avec toutefois quelques discrets nuages. Le thermomètre atteindra les 10 degrés, et même 12 ou 13 en lie-de-

11/14 N

C: couvert; P: piuie; *: neige.

BIARRITZ

BREST

CAEN

CHERBOURG CLERMONT-F.

DUON GRENOBLE LILLE

LIMOGES

MARSEILLE

PRÉVISIONS POUR LE 10 JANVIER 1998

Ville par ville, les minima/maxima de température POINTE-A PIT. et l'état du ciel. 5 : ensoieillé; N : nuageux;

PAU PERPIGNAN RENNES ST-ETIENNE

FRANCE a

NOUMEA

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Pranche-Comté. - La journée sera partout ensoleillée. avec seniement quelques fins nuages élevés ; les brouillards matinaux seront rares et vite dissipés. Les températures maximales seront comprises entre 10 et 12 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le temps sera généralement bien ensoleillé, même si un voile de nuages élevés viendra parfois ternir l'éclat du soleil. Le vent d'autan soufflera jusqu'à 70 km/n en rafales en région toulousaine, Les températures culmineront entre 15 et 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ce sera une très belle journée, avec parfois de fins filaments nuageux. Les températures seront comprises entre 12 et 14 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azor, Corse. -Le soleil sera généreux, sauf dans le Languedoc et le Roussillon, où le vent marin amènera des muages. Les températures maximales seront de 15 à 17 degrés.

LONDRES LLIXEMBOURG

MADRID

MOSCOU

MUNICH

NAPLES OSLO

ROME

SOFIA

PALMA DE ML PRAGUE

ST-PETERSB., STOCKHOLM

6/9 5

3/11 S 7/11 S 2/11 S 6/10 S 0/7 S 5/11 S 6/8 S 10/13 C

6/12 S 6/12 S -7/-5 N

PAPEETE

AMSTERDAM

ATHENES BARCELONE

BELGRADE

BERLIN BERNE BRUXELLES

BUCAREST

DUBLIN

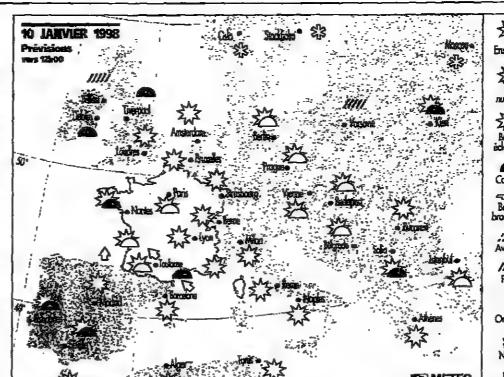
BUDAPEST

FRANCFORT GENEVE HELSINKI ISTANBUL

BELFAST

2/13 N 7/14 S

7/11 S



LE CAIRE
MARRAKECH
NAIROB!
PRETORIA
RARAT
TUNIS
ASIE-OCÉANIE
BANGKOK
BONDAY

BOMBAY

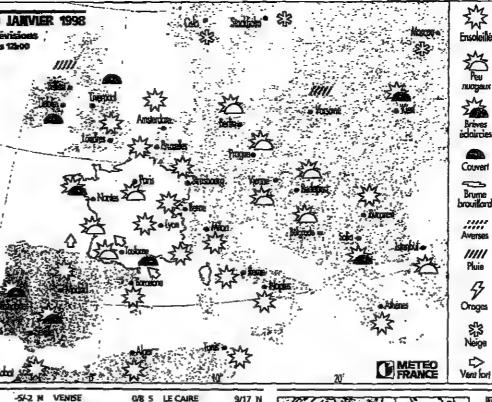
DJAKARTA DUBAJ HANOI

HONGKONG

JERUSALEN

NEW DEHLI

SEOIB



11/24 5

10/19

25/34 N

20/31 26/30 17/22

20/29

8/18 5

4/3 (

LE CARNET DU VOYAGEUR

LE MONDE / SAMEDI 10 JANVIER 1998 / 25

■ FRANCE La direction générale de l'aviation civile vient de publier le Guide du passager aérien ou le Transport aérien de A à Z. Il répertorie, en 64 pages, e les droits et les devoirs » des voyageurs et prend notamment en compte les besoins des passagers handicapés ou le transport des animaux. Ce guide de poche est offert gracieusement dans tous les aéroports français métropolitains et d'outre-mer ou bien sur simple appel téléphonique au: au 0800-07-07-08. -

■ INTERNATIONAL, La carte d'abonnement de la compagnie aérienne Air Littoral coûtera, jusqu'au 31 mars, 1500 F au lieu de 2 500 F, qu'il s'agisse du réseau national ou international, Aliemagne excepté. Cette carte, valable un an, donne droit à une réduction de 30 % sur le prix des billets. Renseignements au 0-803-834-834.

Situation le 9 janvier à 0 heure TU	Prévisions pour le 11 janvier à 0 heure TU
	a service of boars to any amount of a state of a

SPORTS D'HIVER

Séjours en solde

AVEC 30 % à 40 % de rabais sur sentes à travers une information les prix publics à moins de deux semaines du départ, l'escompte accordé par Dégriftour sur Minitel, à la morte saison comme en période de pointe et durant les vacances scolaires, est intéressant. En 1991, Francis Reversé imaginait la vente de voyages dégriffés sur Minitel, en soldant les invendus au giobe-trotter acceptant de s'envoler au pied levé vers une destination iniprovisce. Vollà quatre ans, il décidait de vendre des vacances en France, précisément celles aux sports d'hiver. Et c'est un franc succès. Aujourd'hui, l'Hexagone représente 40 % de son chiffre d'affaires. « Les hôteliers répondent en masse, même en haute saison ». affirme le PDG. Ils réagissent au coup par coup, selon les désistements, et transmettent les dispo-

nibilités par télécople. Environ 600 partenaires, hôtels et résidences locatives, sur les cinq massifs français, proposent leurs offres sur les trois catalogues électroniques du voyagiste, accessibles sur le 3615 : Club Bonjour France (tarifs publics), Réductour (tarifs négociés, environ 10 % de remise) et Dégriftour (soldes). Une centaine de stations sont préremise à jour en permanence (jusqu'à trois fois toutes les 24 heures).

On trouve quantité de petits établissements de quelques chambres qui n'ont pas leur place dans les brochures sur papier glacé. A La Cluzaz, par exemple, un trois-étoiles annonce la semaine de janwier à 1950 F en pension complète (par personne en chambre double, au lieu de 3 353 F). A Courchevel 1850, un deuxétoiles facture la semaine à 850 F (par personne en chambre double avec petits déleuners), l'équivalent Méribel 1 600 revient Côté location, les appartements de deux et trois pièces ne sont pas rares et leurs prix demeurent raisonnables.

Selon les stations, un deuxpièces se loue, à la même période, 850 F (à Saint-Gervais) et jusqu'à 1500 F à Megève. Des surfaces pius vastes, à Morzine et aux Houches tournent autour de 1 600 à 1900 F. Une excellente formule pour qui veut s'assurer de la couleur du ciei et de la hauteur de neige avant de partir.

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 8 janvier. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations francaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne, ou le 3615 Corus, et sur Internet : htt ://www.skifrance.fr.

BRASILIA BLIENOS AIR.

CHICAGO -61-2 C LIMA 24/29 C LOS ANGELES 13/17 C

CARACAS

MEGCO MONTREAL NEW YORK SAN FRANCIS

SANTIAGORDH TORONTO WASHINGTON

AFRIQUE ALGER DAKAR

7/10 S 7/10 S

2/13 N 6/16 S -6/6 * 6/18 S 4/9 N 6/15 S

11/17 N -1/7 N -8/-5 C -3/5 * 13/17 P

21/24 P 18/28 N

23/30 S -6/-2 C 24/29 C

9/21 S -5/-3 C 3/8 N

10/13 N

3/10 N

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes; le second, en haut

DAUPHINĖ-ISÈRE L'Alpe-d'Huez: 72-180: Alpe-du-Grand-Serre: 10-40: Au

sans: 05-30: Autrans: 20-40: Chamrousse: 40-60; Le Colletd'Allevard: 15-60; Les Deux-Alpes: 40-180: Lans-en-Vercors: 05-10: Meaudre: 00-35; Saint-Pierre-de-Chartreuse: 00-40: Les Sept-Laux: 10-75; Villard-de-Lans:

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz: 20-105; Les Carrozd'Araches: 05-160; Chamonix: 25-180; Châtel: 20-70; La Chisaz: 00-80; Combloux: 10-100; Les Contamines-Montjoie: 05-90; Flaine: 63-160; Les Gets: 05-40; Le GrandBornand: 00-80; Les Houches: 20-90; Megève: 06-80; Morillon: 00-150: Morzine-Avoriaz: 00-110; Praz-de-Lys-Sommand: 40-80; Praz-sur-Arly: n.c.; Saint-Gervais: 40-90; Samoëns: 00-125; Thollonles-Memises: 10-30

SAVOIE

Les Aillons: 05-55; Les Arcs: 53-180; Arèches-Beaufort: 15-100; Aussois: 20-40; Bonneval-sur-Arc: 35-80; Bessans: 45-50; Let Corbier: 45-130; Courchevel: 05-90; La Tania: 20-100; Crest-Voland-Cohennoz: 15-55; Flurnet: 15-50; Les Karellis: 75-160; Les Menuires: 35-135 : Méribel : 40-100 : La Norma: 20-70: Notre-Dame-de-Beilecombe: 10-60: La Plagne: 105-210: La Rosière 1850: 82-145: Saint-Francois-Longchamp: 50-120; Les Saisles: 35-110; Tignes: 100-190; La Toussuire: 40-80; Val-Cenis: 30-60; Val-Fréjus: 50-130; Vald'Isère: 100-140; Valloire: 25-80; Valmeinier: 15-80; Valmorei: 50-140; Val-Thorens: 100-170.

ALPES-OU-SUD

PHILATELIE

Auron: 80-200; Beuil-les-Laumes: n.c.; Isola 2000: 130-180; Montgenèvre: 80-140; OrcièresMeriette: 40-190; Les Orres: 50-100; Pra-Loup: 30-150; Puy-Saint-Vincent: 80-210; Risoul 1850: 65-100: Le Sauze-Super-Sauze: 20-150; Serre-Chevalier: 90-235; 5uperDévoluy: 30-130; Valberg: 75-140; Val d'Allos/Le Seignus: 50-150; Val d'Allos/La Foux: 130-250; Vars: 65-100.

Ax-les-Thermes: 00-20; Cauterets-Lys: 80-120; Font-Romeu: 15-35 ; Gourette : 15-70 ; Luz-Ardiden : 15-70: La Mongie: 40-80: Pevragudes: 30-110: Piau-Engaly: 90-120; Saint-Lary-Soulan: 20-115; nères : 30-130. AUVERGNE

Le Mont-Dore: 05-35: Besse/Super-Besse: 05-30: SuperLioran:

IURA Métablef: 00-03; Mijoux-Lelexla-Faucille: 00-30; Les Rousses: 00-30,

VOSGES

Le Bonhomme: n. c.; La Bresse-Hohneck: 10-20; Gérardmer: 00-00 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : η. c.; Ventron: n.c.

POLO À MEGÈVE. A l'instar de Saint-Moritz en Suisse, Megève organise un Trophée de polo sur neige. Six équipes de quatre cavaliers et une centaine de chevaux disputeront les matches, les après-midi, du 15 au 18 Janvier. Un forfalt « Semaine prestige a est proposé par l'office du tourisme, incluant 7 nuits en demi-pension, 6 jours de remontées mécaniques « Evasion Mont-Blanc », un survoi du plus haut sommet européen l'accès aux loges VIP de polo: 4850 F (hôtels de charme : Le Mont Joli, le Vieux Moulin, La Grange d'Arly) et 5 970 F (en luxe, Le Mont-Blanc, Les Fermes de Marie et Le Chalet Saint-Georges), Information, tél.: 04-50-21-29-52.

MITRIO AIPIN Chez Era (France-Suisse-Autriche), la brochure Toutes les neiges annonce les trois formules (hôte), location d'appartement et chalet). En France, 37 stations à l'affiche. Pour chacune, une étape deux ou trois étoiles (2 000 F à 4 000 F en demi-pension la semaine) ainsi qu'une résidence de tourisme, sous le label Orion, Domaine du Solell ou encore Pierre et Vacances à Avoriaz, Flaine, La Plagne, Vai-d'Isère, Tignes ou aux Arcs 1800-2000 (deux pièces de 2 500 F à 7 000 F en fé-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 98009

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

7 8 9 10 11 Ш ſ٧ V VI VII Vill ìХ X XI

HORIZONTALEMENT

L A l'aise dans les charentaises. - II. Arrive en dernier. Arrive en premier. - III. Propos amoureux chez Colombine. - IV. Expédié dans l'au-delà. Du blé pour les jeunes. - V. Découpage historique. Permet de sentir les nuances. -VL Négation. Sèches au fond du bariment. L'argon. - VII. Transformer en image. Levée. - VIII. Participation aux dépenses communautaires. Sortie d'Italie, elle roule dans le monde entier. - le corps. - 5. Vient de l'oreille.

IX. Marque le lieu. Ses crises vous laissent sans force. - X. Habitat sauvage. Vénitien à la fenètre. -XI. S'envoient en l'air pour le plaisir du public.

VERTICALEMENT

1. Système associatif. - 2. Pleins de petits trous pour faire joil. Présidé par Jean Moulin. - 3. Prisonnière de l'émotion. Fournisseur légal de drogue. - 4. Petits travaux en voie de disparition. A la cote à 40. Dans

Habillée, mais vraiment n'importe comment. - 6. Commodité. -7. Amender des terres argileuses. Tête de Tsigane. - 8. Moyens de transport dans la jungle. Satisfaits d'eux-mêmes. - 9. Chaine. Cultivé en Bourgogne. - 10. Crie au fond des bois. Le prix de la peine. -11. Oubliées volontairement.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 98008

HORIZONTALEMENT

1. Percolateur. - il. Emoulu. Acné.- III. Set. Spore. - IV. Erudition. - V. Liront. Tors. - VI. Eté. Ecrémée. - VII. Té. As. Ere. - VIII. TB. Agathe. - IX. Rareté. Iran. - X. Epatera. INC. ~ XI. Similaire.

VERTICALEMENT Pèse-lettres. - 2. Emérite. Api.

. Roture. Tram. - 4. Cu. Do. Abêti. - 5. Oléines. Tel. - 6. Lu. TTC. Aéra. - 7. Si. Reg. Aî. - 8. Tapoterai. - 9. Econométrie. - 10. UNR. Ré. Han. - 11. Réensemence.

LE MUSÉE DE LA POSTE de Paris

se transforme en ménagerie à l'occasion de l'exposition tous publics « Le timbre et l'animal », qu'il organise jusqu'au 31 janvier en partenariat avec le Muséum national d'histoire naturelle.

«Le timbre et l'animal» réunit des collections sélectionnées avec l'aide de l'Association française de philatélie thématique sur le renard, la tortue, le chien et le chien polaire, le cheval, le canard, les oiseaux, le papillon, le poisson, les cétacés. Par-

mi quelques exemples, sont ainsi traités par les timbres des thèmes tels que « le renard et son impact sur nous », « les attelages de chiens de traineau », « les rapaces » ou « la pêche en eau douce ». Chaque collection est confrontée avec son animal de référence naturalisé prêté par le Muséum.

Le timbre et l'animal

Un jeu sur l'exposition permet aux visiteurs de remporter quotidiennement des pochettes de timbres et des entrées pour la Grande Galerie de l'évolution du Muséum, le cirque

■ La Coccinelle à Saint-Marin. La

République de Saint-Marin

consacre le premier feuillet, paru le 14 novembre 1997, d'une série sur

les grands constructeurs automo-

biles à Volkswagen. Ce feuillet.

ment une sélection d'oblitérations

provisoires de janvier 1849, une

Pinder, le Palais de la découverte ou le château de Versailles.

Pierre Jullien

★ « Le timbre et l'animal », tous les jours sauf dimanches et jours fériés, de 10 heures à 18 heures, au Musée de La Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris. Entrée : 25 F; tarif réduit 15 F; gratuit pour les moins de huit ans. Catalogue préfacé par Serge Debien et le professeur Henry de Lumley (50 F).

peuvent apposer cette marque pos-

teur « Compte à rebours de l'an 2000 * fonctionne au bureau de poste de Paris-Louvre, 52, rue du Louvre. Les clients qui le souhaitent tale originale, qui change donc chaque jour, sur leur courrier.

E Compte à rebours. Un horoda-

EN FILIGRANE

St **Handt** est èthé par la SA Le Monde. La reproduction de lous article est interdite sans l'acco

PRINTED IN FRANCE

le Monde Vac-président Gérard Moras PUBLICITE 51 21bls, rue Claude-Bernard - BP 218

75228 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

3 février dispersent plus de 4 000 lots de France et du monde entier. On notera plus particulière-

composé de quatre timbres à 800 lires, a la particularité de comporter un coupon détachable permettant de participer à une tombola dont le prix est une « nouvelle Coccinelle » livrable en 1999. ■ Ventes. Les deux ventes sur offres Roumet (Paris, tell.: 01-47-70-00-56) clôturées les 20 janvier et



1845 (7 000 F), le préoblitéré Blanc nº 41a isolé au type I (25 000 F), une feuille de 48 du nº 59, 5 \$ vert surchargé - SPECIMEN - (20 000 F).

essentiellement à travers le générique

des « Shadoks ». • LE CRÉATEUR du Groupe de recherche de musique concrète (GRMC) - devenu ensuite GRM - la définissait comme « constituée à partir d'éléments préexistants

empruntés à n'importe quel matériau sonore, qu'il soit bruit ou musique habituelle, puis composée expérimentalement par une construction directe ».

• DANS UN ENTRETIEN AU

« MONDE », le compositeur Christian Zanési, entré en 1975 dans la dasse de Pierre Schaeffer au Conservatoire de Paris, déclare s'être « toujours senti

La musique concrète fête ses cinquante ans au grand jour

En 1948, quatre ans après avoir créé à la Radiodiffusion française son Studio d'essai, le compositeur Pierre Schaeffer allait révolutionner l'histoire des arts avec les « Etudes de bruits »

« ET LES SHADORS pompaient, pompaient, pompaient... » Sous cette phrase que tout téléphage de la fin des années 60 a forcément en mémoire, on trouve un puits de sons oul s'alimente à la source du Groupe de recherches musicales (GRM), plutôt connu pour ses expériences d'avant-garde. Pour-tant, comme la célèbre bande-son des Shadoks composée par Robert Cohen-Solal, d'autres productions du GRM sont entrées dans la vie courante des Français : le sonal de l'aéroport de Roissy conçu en 1971 par Bernard Parmegiani (égale-ment auteur de célèbres génériques télé) ou celui réalisé par Christian Zanési en 1995 pour la RATP. Riche en manifestations commémoratives, l'année 1998 devrait permettre de se familiariser avec les activités du GRM et d'apprécier le rayonnement de son fondateur Pierre Schaeffer, inventeur de la musique concrète il

ANNIVERSAIRE II y a cin-quante ans, le compositeur Pierre Schaeffer, mort en 1995, posait les

principes de la musique concrète avec

ses Etudes de bruits diffusées à la ra-

y a juste un demi-siècle. Polytechnicien élevé dans un milieu musical, Pierre Schaeffer (1910-1995) apparaît d'abord comme un pionnier de la communication. Il entre en 1934 à la Radiodiffusion française, où son goût de l'expérimentation le pousse à créer en 1944 un Studio d'essal qui, après-guerre, deviendra Club d'essai. C'est là qu'à partir d'un épisode fortuit - le sillon fermé d'un disque rayé - hui vient l'idée d'une musique uniquement accessible sur support. A l'aide d'un graveur de disque souple, il fixe quelques sons produits par des accessoires (jeu de cloches, réveii, crécelles, tourniquets) empruntés au service du bruitage de la Radiodiffusion française, les répète, les tronque ou bien en fait varier la vitesse de lecture. L'essentiel pour lui est de considérer le son « pour la totalité de ses camotères » et de ne pas s'en tenir aux paramètres quantifiables des notes de musique... abstraite. Les Etudes de bruits diffusées à

la radio le 20 luto 1948 outs présentées en audition privée le 3 octobre de la même année dans la capitale (au Studio Devèze) définissent donc les principes d'une musique concrète. Celle-ci connaît une nouvelle impulsion avec l'arrivée de Pierre Henry (né en 1927), musicien formé au Conservatoire de Paris notamment auprès d'Olivier Messiaen et de Nadla Boulanger. La complémentarité de Pierre Schaeffer et de Pierre Henry s'ap-

10

préhende au mieux dans la Symphonie pour un homme seul, manifeste du premier Concert de musique concrète (1950). Encouragés par le relatif succès de cette première historique, les deux créateurs conçoivent ensemble un « opéra concret », Orphée (1951), qui sera mal accuelli au Festival de Donaueschingen. En 1953, Pierre Schaeffer se tourne vers d'autres horizons radiophoniques (lancement de la Société de radiodiffusion d'outre-mer) et laisse la responsabilité du Groupe de recherche de musique concrète (GRMC) à Pierre Henry. Ce dernier, accusé de ne servir que ses propres intérêts, est remercié par la RTF en 1958 et fonde son propre studio, Apsome, première entreprise privée dans ce do-

UN ÉLÉMENT DE CIVELISATION

Pierre Schaeffer reprend alors les rênes de la recherche musicale dans le cadre de la radio et oriente l'activité du GRMC (devenu GRM) vers un seul objectif : fournir les illustrations nécessaires à l'édification du fondamental Traité des objets sonores, qui sera publié en 1966. Cette mission remplie, Schaeffer passe la main à François Bayle (un des compositeurs ayant contribué à l'illustration du Traité) et s'adonne autrement à sa passion de la communication. Enseignant au Couservatoire, celui qui avait créé en 1960 le premier service de recherche de la RTF inspire en 1975 la fondation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), au sein duquel se trouve

depuis lors le GRM. En appréciant le son comme un élément de civilisation et non comme une entité abstraite, Pietre Schaeffer suscita de vives réactions de la part de l'avant-garde

ment par une construction directe »).



européenne des années 50, qui, convaincue de la toute-puissance de l'écriture, prônait une extension de la méthode sérielle à tous les paramètres de l'expression

Concrète puis acousmatique Pierre Schaeffer oppose en 1948 musique abstraite (« d'abord conçue par l'esprit puis notée théoriquement, enfin réalisée dans une exécution instrumentale ») et musique concrète (« constituée à partir d'éléments préexistants empruntés à n'importe quel mutériau sonore, qu'il soit bruit ou musique habituelle, puis composée expérimentale-

L'importance accordée à la perception dans la musique concrète trouve son couronnement à partir de 1973, avec le concept acousmatique défini par François Bayle en référence à Pythagore. Comme le philosophe qui stimulait l'attention de ses élèves en leur parlant caché derrière un rideau, le musicien s'adresse à l'auditeur par le biais d'un acousmonium (batterie de 104 hant-parleurs) qui diffuse des sous dont on ne saisit pas Porigine.

musicale (hanteur, durée, attaque

intensité, timbre) et s'était aussi intéressée au travail en studio (Boulez, Berio, Stockhausen et Xenakis ont d'ailleurs compté parmi les premiers hôtes du GRM). Un débat s'engagea alors, souvent en des termes très virulents, entre les défenseurs de la musique concrète réalisée à Paris dans le sillage de Pierre Schaeffer et les partisans de la musique électronique développée à Cologne autour de Karlheinz Stockhausen. Une opposition de courants qui s'est estompée avec le temps et qui, selon Daniel Teruggi (actuel directeur du GRM), revenait à opposer «le Bach de L'Art de la fugue et cehil des Concertos brandebourgeois, c'est-à-dire une musique fondée sur des jeux de valeurs

et une autre sur la richesse du son ». Dans cette perspective, le dispositif acousmatique utilisé depuis 1973 par Prançois Bayle a levé toute ambiguité, car, comme le souligne Daniel Teruggi, «le fait de ne pas voir ce qui produit les sons contraint l'auditeur à se concentrer sur ce qu'il entend, et donc à adopter d'autres fonction-

nements de son imaginaire ». Le disque n'est-il pas alors un moyen de diffusion idéale de cette musique réalisée dès l'origine sur support? « Si, répond Daniel Te-ruggi, depuis l'apparition du CD, qui offre une qualité d'écoute sen-siblement égale à celle du concert acousmatique. > Cependant, même si les principaux titres du catalogue INA/GRM se trouvent vite épuisés (avec un total de 4 000 unités par an), Teruggi considère l'avenir de la vente de disques avec pessimisme, et, devant les exigences de rentabilité immédiate formulées par les maîtres du marché, ressent la nécessité de revoir les circuits de distribution en pensant notamment au rôle de tremplin que pourrait jouer un site internet, qui, pour le moment, est essentielle

Depuis la création du GRM, la musique sur support s'est considérablement développée, de même que les studios, qui ont surgi un peu partout dans les régions (le GMEB à Bourges, le GMEM et le MIM à Marsellle, le GRAME et le GMVL à Lyon, le CIRM à Nice, Collectif et Compagnie à Annecy). Elle s'est anssi étendne anx musiques populaires (Jean-Michel Jame a effectué un stage au GRM), et l'on se demande parfois si les principes de montage en boucle de sons échantillonnés qui régissent la techno et les manipulations de disques vinvies qui soustendent le rap ne sont pas des avatars de l'épisode du « sillon fermé » l'Cependant, l'héritage de Pierre Schaeffer s'appréhende aussi autourd'hui hors des studios. notamment dans les partitions d'orchestre de certains musiciens dits spectraus. Ce dont Daniel Teruggi témoigne sous forme de boutade: «A l'écoute d'une pièce totalement instrumentale, il m'arrive parfois de penser : "Quelle belle œuvre électroacoustique !" »

Repères

Cambe dates 1948: concert de bruits (20 juin) à la radio par Pierre Schaeffer et audition privée des Etudes de bruits (3 octobre).

1950 : premier concert de musique concrète (18 mars) ; création de la Symphonie pour un homme seul, de Pierre Schaeffer et Pierre Henry. 1951 : Pierre Schaeffer crée le Groupe de recherche de musique concrète (GRMC), qui deviendra en 1958 le Groupe de recherches

musicales (GRM). 1966 : parution du Traité des objets musicaux, de Pierre Schaeffer; François Bayle prend la direction

1968: création au Conservatoire de Paris d'une classe d'électroncourrique. 1973 : Invention de l'acousmonium par François

1997 : Daniel Teruggi est nommé directeur du GRM, qui emploie également cinq compositeurs à plein temps : Denis Dufour, François Donato, Jacques Lejeune, Jean Schwarz, Christian Zanési. Disques

- Gilbert Amy, Une saison en enfer,

1 CD INA. - Prançois Bayle, L'Expérience acoustique, 2 CD Magison. - Michel Chion, La Tentation de spirit Antoine, 2 CD INA. Pierre Henry des années 50,

3 CD Mantra. - Bernard Parmegiani, De naturo sonorum, 1 CD INA: Jean-Claude Risser, Sud, Dialogues, inharmonique, of the Mutations, 1 CD INA.

- Pierre Schaeffer, L'Œuvre musicale, 4 CD INA et un volume de textes (Librairie Séguier). - Jean Schwarz, Chantaoka, and Around, 1 CD Célia Records. - Daniel Teruggi, Syrcus, Sphoera, 1 CD Musidisc. Iamis Xenakis, Electronic Music,

1 CD EMR. - Christian Zanési, Arkheion, 1 CD Musidisc. ● Concerts

Son-Mu 98, saison du cycle

acousmatique. Concert mangural « 1948-1998 l'invention du son », le 9 janvier, à 20 h 30. Œnvres de Pierre Henry, Christian Zanési, Pierre Schaeffer et François Bayle. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16.

Entrée libre dans la limite des places disponibles. TEL: 01-42-30-29-88. Exposition « La musique acousmatique

aujourd'hui, sous le silence du regard photographique », exposition conque par Stéphane Ouzounoff. Grand hall, Maison de Radio-France.



Christian Zanési, compositeur

« Sur l'écran de l'ordinateur, on voit très bien les sons »

ÉTUDIANT à l'université de Pau, Christian Zanési (né en 1952) recolt le goût de la musique électroacous-tique à l'écoute de La Roue ferris de Bernard Panneglani. Il entre en 1975 dans la classe de Pierre Schaeffer au Conservatoire de Paris et devient, l'année suivante, membre du Groupe de recherches musicales (GRM), institution qu'il n'a jamais

« N'avez-vous jamais été tenté

de travailler hors du GRM? - Non. Dès mes débuts en tant qu'assistant de réalisation, j'ai eu accès aux outils. J'ai produit ensuite des émissions de radio et des programmes de concert, j'ai organisé des conférences et des séminaires; je n'ai jamais éprouvé le besoin d'aller voir ailleurs parce que je me suis toujours senti en formation au GRM. Les expériences y sont très variées. Je viens par exemple de touther an « design sonore », avec la conception du système d'écoute pour l'exposition sur les musiciens des rues que présente actuellement le Musée des arts et traditions populaires. Le GRM est une sorte d'atelier - avec des aspects symboilquement manneis - où travaillent des gens polyvalents. Il s'agit là un peu de l'héritage de Scheene

- Comment caractériserlezvous l'ère de François Bayle?

- François Bayle a considéré que sa mission était de faire durer le GRM en domant priorité à la musique. Cet homme, qui possède une oreille formidable, nous a toujours laissé libres et a su respecter les projets des ums et des autres.

- Acceptez-vous d'être considéré comme un « compositeur du GRM > ?

- Oui, mais à une condition : ne has ambhoset der nonz sommes tous fondus dans le même moule. Il n'y a pas d'orientation esthétique générale mais un son propre au GRM. Depuis une trentaine d'années, les compositeurs du GRM alment mélanger des sons stéréophoniques avec un résultat assez complexe car chaque son est déjà inscrit dans un espace bien défini.

- Quelle influence les nouveaux outils ont-ils eue sur l'évolution des œuvres?

 Chaque outil a ses qualités. Disons pour simplifier que des années 50-60 à anjourd'hui, on est passé de quelque chose de rugueux à quelque chose de lisse. Les nouveaux outils permettent de travailler le son de manière plus précise. Les outils anciens étaient plus grossiers et cantonnaient l'écriture dans des opérations relativement simples mais fondamentales telles que le mélange (correspondant à une

forme de polyphonie) et le montage (travail d'essence rythmique). Les outils des amées 90 permettent d'affiner la succession et la superposition des événements; je pense donc que l'on va revenir à des musiques plus écrites, dans la verticalité et dans l'évolution du discours.

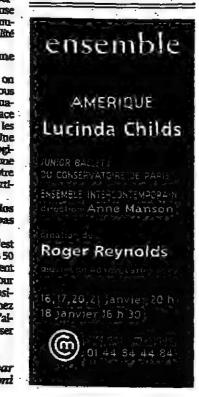
 Plus écrites mais pas sur une partition?

- Sur l'écran de l'ordinateur, on voit très bien les sons, figurés sous forme schématique par des sona-grammes; on apprécie leur place dans le temps et leur situation les uns par rapport aux autres. Une page d'ordinateur utilisant un logi-del de minage est très proche d'une partition, mais il est vrai que notre démarche ne part pas d'une parti-

 La vogue actuelle des studios à domicile ne risque-t-elle pas de réduire l'intérêt du GRM?

 Un changement important s'est
 en effet produit depuis les aunées 50 ou 60, à l'époque où l'équipement d'un stadio était inimaginable pour un particulier. Certains compositeurs out anjourd'hat les outils chez eux : ils ont malgie tout besoin d'allet parlet de leur travail et de laisser leur création leur échapper.

> Propos recuelliis par Pierre Gervasoni



4.20 3541





ales meilleures ve	ntes	'd'albums en Fra	nce
ANIETE de la serie			MASON
CÉLINE DION	1	Let's Talk about Love	COLUMBIA
ANREA BOCELLI	3	Romenza	POLYDOR
SPICE GIRLS	4	Spice World	VIRGIN .
FLORENT PACKY.	24	Savoir simer	MERGURY
ANDRÉ RIEU	6.	Valsos	PHILIPS
JEAN-JACQUES GOLDMAN	5	En passant	COLUMBIA
LARA FABIAN	7	Pure	POLYDOR
ERA.	9	Amago	MERCLIRY

massive de Céline Dion pen-dant les fêtes, et particulière ment la diffusion nocturne sur France 3 de son spiendide concert de Memphis (Ten-nessee) le 26 décembre, aura coise d'assurer sa domination sur le classement des meillemes ventes d'albums. compagnie de Barbra Strei-sand; Tell Him, perd dens

places au top singles. Les réjouissances du Nouvel an apront permis à An-dré Rien et ses vaises à papa de bouscider un pen la pré-sence déjà ancienne des Rolls-Royce des ventes sans empêcher le boys band francais 100% black, Poetic Lover, d'entrer dans le haut du classement. On les retrouve d'ailleurs en tête des compitime 3 (Virgin).

SÉLECTION DISQUES

eriode du 28/12 au 3/1/98 inclus

MUSIQUE ET POÉSIE À SAINT-GALL Ensemble Gilles Binchois Dominique Vellard (direction).

WILL SMITH

Encore une réalisation captivante et pionnière à verser au crédit de l'Ensemble Gilles Binchois. En se penchant sur le fonds musical de l'abbaye alpine de Saint-Gall, haut lieu de la culture carolingienne, les chanteurs emmenés par Dominique Vellard font mieux que rendre justice à l'inspiration poétique des premiers compositeurs échappés à l'anonymat (Ratpert, Nokter, Tuotilo) et à la rigueur formelle de la conception musicale favocisée par les options liturgiques imposées par Charlemagne; ils composent un programme qui rend immédiatement sensibles le poids de l'héritage et l'audace de l'innovation, les tropes confiés à des solistes bousculant les séquences « grégoriennes » et leurs règles cadentielles. Une vision artistique passionnante comme un essai.

convaincante comme une révéla-

Ph-J. C.

★1 CD Harmonia Mundi HMC 905 239.

. or Table .

CHARLES THOMAS The Finishing Touch All star trio avec Ron Carter

Quand on écoute pour la première fois un pianiste comme Charles Thomas, ce que l'on repère, c'est la rythmique. Qui sont les deux autres du ont desire jou avec lui ou accepté de le faire. Quel est son secret? D'où vient le jeu? Un trio peut être affaire de circonstance ou affaire d'affaire, mais si Ron Carter tient la basse et Billy Higgins la batterle, l'affaire se complique. Charles Thomas est un natif de Memphis. Depuis trente ans, il fait le pianiste de bar à Little Rock (Arkansas). Allez-y. Cherchezle. Les plus de trente ans se souviennent de l'histoire du racisme lycéen à Little Rock. Charles Thomas vient une fois l'an à New York. Il est un des « musiciens pour musiciens » que compte la planète jazz. Les sociétaires du Memphis « Finas-Sound » à New York (Finas désignant en accent sudiste l'immense pianiste « Phineas » Newborn) ont



voulu produire ce disque. Il se trouve un original pour créer un label et le diffuser en Prance. Bref. le monde continue d'un bon pied. Charles Thomas est âgé de soixante-deux ans. ★1 CD Blue Geodesics BG 9602.

SONNY ROLLINS The Complete RCA-Victor Recordings

C'est à l'équipe française de la multinationale BMG que l'on de-vait, en 1997, la réédition soignée et commentée des enregistrements de Somy Rollins pour la compagnie RCA-Victor au début des années 60. Les Américains les ont rassemblés en un coffret de six CD: Rollins, ou la folie du saxophone ténor, sort de sa solitude volontaire au début des années 60 (The Bridge l'évoque) ; il a écouté ce qu'Ornette Coleman et John Coltrane ont apporté au jazz, en termes de liberté; de durée, d'imaginaire (Our Man in Jazz); il revient à certains de ses inspirateurs et aux standards (Sonny Meets Hawks I, avec Coleman Hawkins, cehri qui, avec Lester Young, a annoncé tout le jazz modeme, Sonny and Co); il entame son exploration des musiques des Caraïbes (What's New). En moins de trois ans, Rollins joue sur tous les fronts, va voir dans tous les genres pour mieux rester lui-même : puissant et * Un coffret de 6 CD RCA-Victor

090266 8675. Distribué par BMG.

IN THA BEGINNING... THERE WAS RAP Depuis le 16 septembre 1979,

date de sortie du single fondateur Rapper's Delight, de Sugartiill Gang. beaucoup de rappeurs sont passés mais l'on se demande si leurs écrits restent. Chroniques instantanées. de la vie urbaine, les morceaux de ran peuvent-ils survivre au moment gui les a fait naître ? La compilation in Tha Beginning... There Was Rap tente de valoriser la notion de patrimoine hip-hop. Des producteurs ont ainsi demandé à une douzaine de jeunes tchatcheurs de reprendre quelques-uns des classiques du genre. Comme d'autres ont été biberonnés aux Beatles, Sean Puffy Combs. Bone Thugs-N-Harmony, Snoop Doggy Dogg ou Cypress Hill ont été nourris aux rimes et beats de Rim DMC, Boogie Down Productions, LL Cool J, NWA ou Sugarhill Gang. Ces basses énormes, cette langue agile et salace leur ont donné une vocation : celle de conter à leur façon leurs propres histoires. Certains de ces hommages vibrent d'une vraie excitation: l'insolence chronique du Wu-Tang Clan adapte à merveille Sucker M. C.'s, de Run DMC, la décontraction glaçante de Snoop Doggy Dogg redonne une nouvelle ieunesse aux Freaky Tales, de Too Short. Mais dans l'ensemble, ces interprétations manquent de conviction, comme si le rap ne pouvait se passer de l'urgence de l'instant et de l'adéquation entre le vécu de 5. D. l'artiste et de sa musique. ★1 CD Priority 7243 8 45238 2 4. Distribué par Virgin.

THEO HAKOLA

Malgré les hommages et les groupes qui reconnaissent leur dette (Noir Désir, qui a produit cet album sur son propre label Grosse Rose Records ou, récemment, Louise Attaque), Theo Hakola est resté dans l'ombre. Les disques solos de l'ancien leader d'Orchestre rouge et de Passion Fodder ne racoleut pas les masses. L'écrin à peine plus velouté d'Overflow présente la même voix acide et cette

poésie à l'ironie éternellement corrosive. La beauté fantomatique du violon de Bénédicte Villain, les glissements inquiétants de la slide hantent des talkin blues cruels, des incantations folk empoisonnées: Shoot Me, Eau qui saoule, The Miracle Abused, Quand le sang de l'homme va celui de la femme chasser... L'Américain de Paris grince aussi bien dans les deux langues. Auteur parfois fascinant, conteur d'exception, Theo Hakola se moque de la monotonie des tempos et de Pattrait mélodique. Cela restera son charme et sa limite. ★1 CD Grosse Rose Records

121712. Distribué par Musidisc.

GEORGIUS

L'amuseur surréaliste « On n'est pas des imbéciles, on a même de l'instruction, au lycée Papa, au lycée Papi, au lycée Papillon.» Qui n'a pas un jour fredonné ce refrain fantaisiste, sans doute le plus célèbre écrit par Georgius? Qui n'a pas en mémoire Sur la route de Pen-Zac, interprété par les Charlots en 1968? Là encore, un succès du même amuseur public, pourfendeur de la morosité pendant plusiems décennies, avant que Pierre Perret ou Boby Lapointe ne prennent la relève. S'il a écrit et chanté tous les genres. Georgius, acteur, auteur de sketches, de pièces de théâtre et de sept romans policiers publiés dans la «Série noire », est surtout connu pour ses chansons comiques et parodiques. Dans ce registre, La Plus Bath des javas et On l'appelait Fleur des fortifs proposent de savoureur pastiches titres les plus commus sont présents dans cette anthologie regroupant des chansons enregistrées entre 1924 et 1943, remarquablement restaurées. Des fox-trots, des javas, des tangos fantaisistes, sur lesquels Georgius s'en prend gentiment aux profiteurs du malheur des autres (l'connais la musique), au snobisme (le suis blasé) ou met en lumière le comique irrésistible des scènes de la vie quotidienne (Ca c'est de la ba-

* Un coffret 2 CD Frémeaux & Associés FA 075. Distribué par Night & Day.

Musiques des montagnards

Loin, bien loin de celle des karaokés, très en vogue au Vietnam, voici une musique envoûtante, d'une richesse et d'une diversité extrêmes. Un foisonnement qui n'a somme toute rien d'étonnant. quand on sait que ce pays présente Pune des plus grandes diversités ethniques au monde. Dans ce remarquable coffret, on croise autant des ensembles de gongs, des xylophones, des vièles ou des cithares que des chants exécutés en solo ou des polyphonies vocales. Parfois, on tombe en arrêt, capturé par le souffie chuchoté dans une fiûte de Pan, une mélodie interprétée avec une feuille d'herbe, ou encore, par les étranges modulations d'une voix. Celle, par exemple, d'un joueur de vièle monocorde koni, instrument que l'on trouve chez les Jorai, l'ethnie la plus importante des peuples montagnards vivant dans les régions de hauts plateaux. L'interprète transmet son chant par un fil qui relie sa bouche à la corde frottée avec un archet, tout en s'accompagnant de la même main à la cithare à deux cordes ddong. Précieux témoignage, ce coffret permet d'entendre des musiques dont on n'avait jusqu'alors aucune trace

★ Un coffret 2 CD Chant du monde, collection « CARS » Distribué par Harmonia Mundi

Le livre-disque s'affiche entre recyclage et pédagogie

Ces extraits de catalogue font la part belle au baroque et au sacré

lumes illustrés, parfaits pour les fêtes de fin d'année; de « beaux disques » comme on le dit de ces « beaux livres » épais et ruineux qui passent du pied du sapin de Noël à la table en verre du salon avec compe de chocolats obligée sans qu'on les ait lus. Trêve de confiserie et de plaisanterie : ces livres-disques, ou disques-livres, c'est selon (certains ont le format du disque compact, d'autres celui d'un livre oblong), ne sont pas faits pour la galerie mais destinés à des mélomanes pour qui entendre rime avec apprendre et

Le sacré et le baroque dominent, ce qui reflète bien l'esprit du temps, entre produits à la mode fin de siècle régressive et réelles préoccupations historiques. Au-delà du dessein louablement pédagogique se profile l'opportunité d'un recyclage de fonds de catalogue rarement inédits et le syndrome du teasing culturel par extraits sonores amenant l'auditeur, émoustillé par trois minutes et seize secondes d'Antoine Brumel par Paul Van Nevel, chez Sony, à acquérir le disque complet (très recommandable au demeurant). Harmonia Mundi le précise nettement : « Toutes les œuvres, tous les extraits présentés sur ces disques sont disponibles dans le commerce. » Et de reproduire les pochettes desdits albums.

Sony livre un gros disque-livre, Musique sacrée en Occident, dont les commentaires sont signés Sylvain Gasser; Harmonia Mundi trois volumes d'Une histoire de la musique baroque (« Le Monde instrumental », « La Voie profane », «Le Domaine sacré ») constitués d'articles divers, ainsi que trois livres-disques plus exigeants, Redécouvrir Jean-Sébastien Bach. d'Alberto Basso (auteur d'une

ILS ONT L'ASPECT de jolis vo- biographie de référence chez les cent années (1898-1998) ne Fayard), Le Petit dictionnaire de l'orgue illustré, de Pierre Rochas (musicologue et producteur de disques d'orgues historiques légendaires chez Harmonia Mundi) et Comprendre la musique baroque à travers ses formes, de Raphaelle Legrand (maître de conférences à l'université de Tours).

MOUTON MORE Précis mais accessible, chrono-

logique mais rarement redondant, le guide Sony de La Musique sacrée en Occident parcourt les âges. trace des lignes de conduite, redéfinit pour chaque période son glossaire et illustre par des plages musicales dépassant parfois le quart d'heure. Les trois guides universitaires » de Harmonia Mundi privilégient les extraits courts et les associent au propos pour leur valeur d'exemple concret, notamment dans le passionnant Petit dictionnaire de l'orgue illustré, où ces échantillons sonores permettent d'entrer en intimité avec les secrets de la machine-orgue. Mais on y entend aussi des œuvres données (et analysées) en leur intégralité, comme la Cantate BWV 78 ou BWV 198, de Bach, par le spécialiste maison, Philippe Herreweghe. Ces trois guides d'Harmonia Mundi opposent leur contenu dense et didactique à celui des trois volumes d'Une histoire de la musique baroque, plus fluides, plus littéraires (quoique précis) mais surtout plus richement illustrés musicalement: les premiers sont accompagnés de deux disques tandis que les seconds comprennent

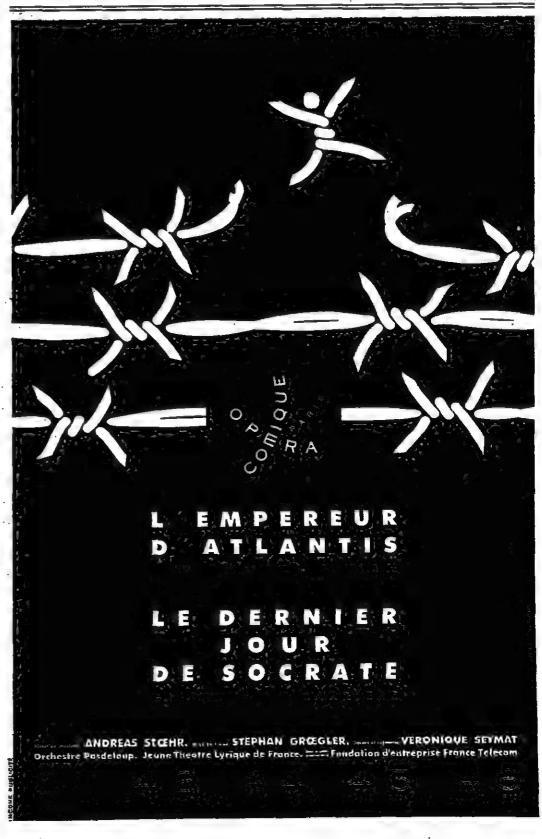
chacun cinq disques. Deutsche Grammophon sort dans le même temps un Guide jaune de la musique classique qui fait figure de mouton noir dans cette sélection. Les extraits sont puisés dans le fonds maison, dont

sont pas faites que de l'« excellence » proclamée par la page de garde du livret. Le répertoire est classé par ordre alphabétique chronologique dans les disques), accompagné de notices sommaires, d'illustrations musicales caricaturalement attendues (l'« Aria » de la Troisième Suite, de Bach: la « Réverie » des Scènes d'enfants, de Schumann...). Mais tout de même : en parcourant la liste des notices, on trouve avec plaisir les noms de Busoni, Wolf, Elgar, Franck, Janacek pour un XIX siècle tardif et raffiné; ceux de Barber, Copland, Hindemith, Webern, Ligeti, Boulez, Lutoslawski pour un XX siècle idéalement éclectique ; Couperin, Dufay, Ockeghem, Rameau pour une musique ancienne de haut vol.

Las I aucun de ces compositeurs ne semble mériter l'honneur d'être illustré musicalement dans les trois disques compacts du coffret. Quant au glossaire, il accumule les approximations, voire les contresens. Ainsi apprend-on que le baroque voit « le règne du contrepoint, de la polyphonie » (alors que c'est l'essence des musiques qui précèdent cette époque), que le petit motet est a capella alors que le grand est avec

Erreurs et fausses généralités que ne corrigeront d'ailleurs pas les deux notices « Motet », plus érudites mais peu claires, des volumes Le Domaine sacré et Comprendre la musique baroque à travers ses formes, chez Harmonia Mundi. Nul n'est parfait, mais il n'y a pas le moindre doute quant aux motivations approximatives et mercantiles des uns et aux efforts sérieux et musicologiques

Renaud Machart



A la demande d'une secte messianique, l'Américain a construit près de Kyoto un musée d'art oriental

de l'architecte Ieoh Ming Pei

L'architecte américain du Grand Louvre, leoh Ming Pei, vient de construire, grâce à la prodiga-lité apparemment inépuisable de la secte Shinji-

perdu dans les solitudes montagneuses du du Musée Miho aura coûté, après trois ans et japon central, à quelques kilomètres de Kyoto.

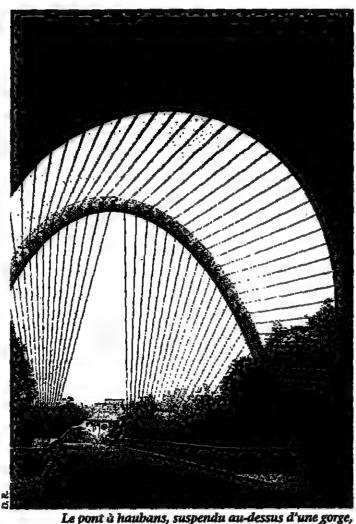
Shumeikai, un stupéfiant musée d'art oriental La difficile construction des 17 000 mètres carrés

Le Musée Miho se mérite. Il pe suffit pas en effet de faire le voyage jusqu'à Kyoto, l'ancienne capitale impériale. Encore faut-il contourner un lac yaste comme celui de Genève, franchir, quand le climat le permet, quelques lieues de montagnes boisées (l'établissement est prudemment fermé au public durant les mois d'hiver), tout cela pour déboucher sur une esplanade bétonnée donnant sur une entrée de tunnel parfaitement anonyme.

C'est là que, pareil au pêcheur de l'antique conte chinois qui, guidé par la fragrance des arbres en fleurs, découvre un paradis ignoré au fond d'une caverne, on va mettre pied à terre, pénétrer dans le tunnel qui serpente sous la colline, franchir un pont à haubans suspendu au-dessus d'une gorge, pour apercevoir enfin comme l'entrée monumentale d'un temple. surmontée d'un vaste toit où le verre géométrique cher à l'archi-tecte leoh Ming Pel a remplacé le chaume des constructions japonaises traditionnelles.

Le musée constitue la réponse raffinée d'un vieux maître nouri de culture chinoise classique au problème apparemment insoluble posé par le client, kri-même inhabituei: la secte Shinji-Shumeikai. groupe religieux à caractère messianique créé en 1970, et qui compte d'ores et déjà sujourd'hui quelque 300 000 fidèles, disposait d'un vaste terrain dans les montagnes du lointain département de Shiga. Professant que la contemplation esthétique était à même de purifier l'âme et de consoler les peines de l'humanité souffrante, la secte avait pour projet d'édifier au ments de cuite un musée destiné à abriter la collection d'art oriental réunie par sa fondatrice, Mihoko Koyama.

Le site était quasi inaccessible, sauf à le défigurer par la construction mutilante d'une route. Consulté, Pei proposa de l'atteindre en franchissant la montagne et la vallée voisines au moven d'ouvrages d'art, offrant ainsi une illustration plastique du mythe de la caverne aux merveilles. Pour compliquer encore un peu le problème, le terrain était situé



par lequel on accède au Musée Miho, près de Kyoto.

dans un parc naturel classé, qui imposait des limitations architecturales draconiermes: qu'à cela ne tienne, il fut décidé que 85 % du bâtiment seraient enterrés, et que, à l'exception de quelques puits de humière, la toiture serait à même, plantations destinées à rendre le lieu à la nature.

Résultat : le chantier de cette «folie» que n'aurait pas désavouée Fouquet dura trois ans et demi, et le coût final de ce petit bâtiment de 17 000 mètres carrés développés, pour l'essentiel enfoui au fond des solitudes, s'élève à 1,2 milliard de francs, soit le double de ce que le Guggenheim de Frank

à ses promoteurs.

L'entrée dans le bâtiment (inauguré en novembre 1997) est saisissante: le regard est immédiatement attiré par une immense baie une fois édifiée, de supporter des vitrée donnant sur un moutonnement de collines que ponctuent, selon la technique architecturale japonaise d'« emprunt au paysage » (shakkei), les bâtiments de culte de la secte, que l'on devine dans le lointain.

Le musée s'organise en deux alles, de part et d'autre du hall d'entrée que la verrière en forme de totture japonaise baigne d'une lumière qui n'est pas sans rappeler

celle que dispense la Pyramide du Louvre. L'aile nord, sagement ordonnée tel un cloître autour d'un jardin sec, abrite la collection d'art japonais patiemment réunie au cours de quarante années par Mihoko Koyama, à partir d'un remarquable ensemble initial d'objets relatifs à la cérémonie du

C'est toutefois l'aile sud, consacrée à la Route de la soie, qui alimente aujourd'hui l'essentiel des commentaires dans les milieux spécialisés : de plan baroque, elle

Le site étant quasi inaccessible, Pei proposa de franchir montagne et vallée au moyen d'ouvrages d'art

porte la trace des réaménagements qui ont du être improvisés en cours même de chantier pour accueillir certaines acquisitions ayant défrayé la chronique du marché de l'art international: en emportant pour 12 millions de dollars un basrelief assyrien chez Christie's en 1994, la secte multipliait par quatre le montant jamais atteint par une œuvre d'art antique en salle des

On se perd donc en confectures Gehry, récemment ouvert à grand sur les taux auxquels les marrenfort de publicité à Bilbao, coûta chands qui traitèrent pour le compte de la secte négocièrent des merveilles telles que la statuette en or, argent et plerres précieuses de la divinité égyptienne à tête de fau-con (XIII siècle av. J.-C.), le grand Bouddha miséricordieux de Gandhara (Il siècie de notre ère), ou encore l'extraordinaire tapis persan « aux médaillons et animaux » arraché au Grand Turc à titre de prise de guerre par le prince polonais Sanguszko, au début du XVII siècle. Au Musée Miho, l'odeur de l'argent semble parfois le disputer à celle de la sainteté.

Michel Wasserman

SORTIR

Dans la jungle des villes Orléans, cette œuvre de jeunesse de Bertolt Brecht (il avait vingt-trois ans) est mise en scène par Stéphane Braumschweig. Nous ommes à Chicago en 1912. Au jeune bibliothécaire Garga (Olivier Cruveiller) et au négociant

en bois Shlink (Prumppe Clévenot), Brecht demande de « s'expliquer » à poings rus. Le match est un marché. Un combat à la fois réel et fantasmatique, qui n'aura Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brim, Paris-20. Me Gambetta. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30 ; le mardi, à 19 h 30. Tel. :

01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 22 février. MC Solaar promet « force, poésie et convivialité » pour sa troisième tournée qui démante les 9 et 10 janvier au Zénith à Paris. Comment faire vivre sur scène un genre, le hip-hop, a priori peu spectaculaire? Le rappeur explique, se régalant par avance :

beaucoup plus qu'en studio. Tu certains titres, plus de poésie à d'autres. » Aunonçant une scénographie élaborée, avec jeux de lumière, gestuelle, décor en trompe l'œil, MC Solaar sera entouré de danseurs et pourra s'approcher de son public grâce à

une rampe « pour chanteurs qui friment! » Question musique, un DJ gère seul les morceaux, gravés sur bandes-son ou disques vinyle. Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. Les 9 et 10, à 20 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 178 F.

Danies émol « Danse-Emol », lancé il y a dix ans par Dominique Petit, continue sa vie active dans la danse contemporaine. Très beau programme qui réunit Schmid-Pernette, Josef Nadj, Georges Appalx, Catherine Diverres, Christine Bastin, Claude Brumachon, Damiano Foa, Laura Simi. Mais aussi, pour la première fois dans la capitale limousine : Mathilde Monnier, Jacques Patarozzi, Emmanuelle Huynh-Than-Loan, Christian Bourigault, Rui Horta, Rachid Ouramdane, Clélia Moretti. Et ce n'est pas fini, car la manifestation choisit aussi de soutenir des travaux fragiles, tel ce Cinq passages dans l'ombre ou trasparenza du Napolitain Paco Decina dans des décors de Lee Yanor Tel ce Labyrinthe de la chute de Thierry Bae. Signalons que Paco Decina reprendra son très émouvant solo infini qu'il créait au Blanc-Mesnil en avril 1997 en mémoire de Christian Ferry-Tschaeglé. Centre culturel municipal, 7, avenue Jean-Gagnani, 87000 Limoges. Du 9 janvier au 4 février. Tél.: 05-55-34-45-49.

ESPACE G. BERNANOS : 01 44 53 99 47 JOURNAL D'UN CURÉ DE CAMPAGNE

Emmanuel DECHARIRE Helene ARIE Marc CASSOT

subtil E. Dechartre" La Pollet • "La pièce bradie la scène. Il fallait choisir un themin dans ce roman du doute et de la gritce; LP. Nortel et E. Dechartre l'ant Du dépouillement noît la grôce" Paris-Matth - "Une leçon de lumière" Témolguage Chrétien - "Succès public évident" Le Parislen - "Instants Insubliables. Une soitée comme, on en voudroit davantage» Italie Soisseande • "Cest magnifique Bernanos" Le Figure

4, rue du Havre - 75009 Paris - M° St-Lazare

GUIDE

FILMS NOUVEAUX!

de Serge Bozon (France, 1 h 24), avec Fabrice Barbaro, Elodie Bachelier, Axelle Ropert, Serge Bozon, Sonia Bayle, Eva Truffaut

Cinquième saison de Rafi Pitts (France-Iran, 1 h 20), avec Roya Nonahali, Ali Sarkhani, Parviz Poornosseni, Ghorban Nadjafi, Golab Adianah Love in Paris

d'Anne Goursaud (France - Grande-Bretagne, 1 h 10), avec Mickey Rourke, Angie Everhart, Agathe de La Fon-taine, Steven Berkoff; Werner

My Son the Fanatic d'Udayan Prasad (Grande-Bretagne, 1 h 28), avec Om Puri, Rachel Griffiths, ian Skarsgard, Akbar Kurtha, Gopi

de Raymond Depardon (France,

de Raymond Depardon (France, 1 h 35), avec Sylvie Peyre, Luc Delahaye, Emilie Lafarge, Barbara Jung, Métilde Weyergans, Sandy Boizard. La Prisonnière espagnole de David Marnet (Etars-Unis, († h 50), avec Ben Gazzara, Felicity Huffman, Ricky Jay, Steve Martin, Rebecca Pidgeon, Campbell Scott.

Titanic

Film américain de James Cameron (Etats-Unis, 3 h 20), avec Leonardo Di Caprio, Kate Winslet, Billy Zane, Kathy Bates, Bill Paxton, Frances Fisher. Un grand of d'amour de Josiane Balasko (France, 1 h 30), avec Josiane Balasko, Richard Berry, Daniel Prévost, Daniel Ceccaldi.

Tous les films Paris et régions sur le Mi-nitel, 3615 LEMONDE ou tél.: 08-36-

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la garé Montparnesse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

de Radio-France Honegger: Pastorale d'été, Sympho-nie n° 3 « L'aurgique ». Britten: Les Il-luminations. Blacher: Variations pour orchestre sur un thème de Paganini. Ruth Ziesak (soprano), Marek Janow-ek (Virection) ski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris B. M. Ternes. Le 9,

Gustav Leonhardt (clavecin) Bach : Toccata BWV 913, Fantaisie BWV 922, « O Gott du frommer Gott », BWV 767, Sinfonies, Suite BWV 996, Pré-lude, fugue et allegra BWV 998.

à 20 heures. Tél.: 01-45-61-53-00. De

Bouffes du Nord. 37 bls. boulevard de la Chapelle, Paris 10°, Mª La Chapelle. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. 100 F. Le Roi cerf

17

ţ,

 $v_{i,j,j} \in \mathbb{R}_{p_{i,j}}$

4 7to

1.5

T 7

de Carlo Gozzi, mise en scène de Ben-no Besson, avec Mathieu Delmonté, Geneviève Pasquier, Christine Vouil-

loz... Théâtre national de Chaillot. 1, place du Trocadéro, Paris 16°. Mº Trocadéro. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

Sladek, soldat de l'armée noire d'Odon von Horvath, mise en scène de Jacques Osinski, avec Omar Bekhaled, Nicoles Bonnefoy, Malcom Conrath... Théatre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. M. Gabriel Péri. Le 9, à 20 h 30. Tél.: 01-41-32-26-26. De 80 F

Alfredo Rodriguez Band Né à La Havane, passé par New York, avant de s'installer à Paris, ce swingueur déluré à sorti l'année demière un disque superbe (Cuba Linda/Hannibal), bondissant entre les différents

styles cubains.

New Morning, 7-9, rue des PetitesEcuries, París 10°. M° Château-d'Eau. Le
9, à 20 h 30. Tél.: 01-45-23-51-41. De-Pulkas, Janus Stark, Dubwar,

Misery Loves Co Elysee-Montmartre, 72, boulevard Rothechouart, Paris 18. MP Anners. Le 9, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45, 85 F.

RÉSERVATIONS; La Fania Ali Stars

La ransa Ali Stars
Avec Cella Cruz, Johnny Pacheco, Willie Colon, Paulito, Feliciano, Roberto,
Roena, Larry Harlow, Bobby Valentin,
Andy Montanez.
Zénith, 211, avenue Jean-Jeurès, Paris 19-, MP Porte-de-Pantin, Le-16 janvier 6 7 house-351, cella 19vier, à 27 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 220 F.

Arcada
de Tom Stoppard, mise en scène de
Philippe Adrien.
Comédie-Française, Théâtre du VieuxColombier, 21, rue du Vieux-Colombier,
Paris 6º. Mr Saint-Suípice. Du 13 janvier
au 22 février. Tél.: 01-44-39-87-00.
110 F et 160 F.

15 janvier : Anna Shume : la sensation pure Goethe Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé, Paris & M. Odéon. Tél. : 01-40 46 69 60. De 12 heures à 20 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures. Fer-mé dimanche. Entrée libre.

Ric dimensire, situ es inne.
17 janvier :
Gérard Traquandi
Bibliothèque nationale de France, ga-lerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petis-Champs, Paris 2º. Mº Bourse. Tél.: 01-67-83-81-10. De 12 heures à 18 heures Farmé dimanche. Entrée 18 heures. Fermé dimanche. Entrée



्र हे.....इ.जाता<u>ः</u>

A services

Caraca,

1. 24 . 11 enge

Con of the Co

Iran

1.201.2

Section 2 Transport

5. 4. 4. 4. (2)

7 C. 25 M.

Table Care

 $\{ q_{i_1, i_2, i_3}^{(i_1, i_2)} : (1 + q_{i_1, i_2, i_3}^{(i_1, i_2)}) \in \mathbb{R}^{n \times n} \}$

ncs pour

ritanniou

.....

122

は充った。

Frade Cente

医医生物 人

.- 200

Ш

وجي في

100 30

2.00

Res . .

 $224(20) \cdot 2$

1888 B. W.

Ç.

400 11 ...

2512 33

otes.

de La Hara

1. 25.

can employ a bean compresso do: रिकारम । व (महानं का सामादार धर Di dete uni des marconda, plants

PERSONAL OF CHARLES HIS IS Lingto, 311, somme lean-lance. Stem 19. At Printers's Plants, Inc. 9

· Charte-Ethio · Lines (1) 《正社

es significant days in corner

statement, for the

School franctic, to set war.

Cheerian Chronise fundic Chaise

Persona from Partitions for Lance

Ships, States with a party to prepared

fore claim la capitale luteras ne

Mathata Monager, Jacques

Herricalian trian Chica in

Service of Ran Horta, Randon

they are access the modification dev

Separation on National Page

Control water are decreed for less

A to de Mierry Lac. Namelone

the great passing relative and

and the state of the state of the state of

ertalt au Blanc-Mernit en aura

on immoire de Christian

and the form the party days in a consider the

MARY CASSOT

A ser los del por estado de ado.

and a collect manager.

The man was the same

िकार । श्रीकरपुर्व

Str. 1 Spring of 1-12 discharge region (Mr. 2002) and problem and the contribution of the contribution

N CURÉ DE CAMPAGNE

The state of the contract of the second

the passes strates to have a habital allocate un-

Person March 1 (Close Service de Guerrico)

the to be a time to be an arrange

The second of th

British and Statement Colored to

Service Francisco Constitution of the Constitu

The state of the same of the same

The second secon

Continue of the Particular Continue of the Con

Stanford and the second E STATE OF THE STA

A PROPERTY OF THE PROPERTY OF

THE THE SHAPE SHOW HE SETTLE !

Marie Mariana Car San San San San San

A TO THE PARTY OF THE PARTY OF

Marie Armei Marie Ballianet Marie Langua Car Tamba Marie Mar

· 漢子縣 樂 養 縣 以上

Annual State of the State of th

Control of the Park of the Par

The second secon

The Everyor Mark

वित्वक्षेत्रमा सम्बद्ध

SEPTEMBER THE STATE OF THE SERVICE O

⊅र्श के श्रीक्ष ह

proper stated, contents to Parlabon of Continent

the state sensitive transport Sales Seller

THE PARTY ME SELETATE

ENANOS : 81 44 53 99 47

To me leas Prece Nortel

HAMMAN ARIE

SPECIAL SE MANNE

اويدة حبوي

Supring.

-

**

Aprile letter Laborathy or le

were to frequent to be a very

Make the Property

Constitute, Cities Minest. El ar

gione par bys. car is marifical anem

Peterson from mothe

Contigue Appala, Contigues

The state of the state of

No par Combinger Front, continue

Clarify 20 traces. Ich.

the all with the tracks ; " ! !

LIMOGES

Danie Chio

* 110

种源实证中

SENSTREE .

V 47.

3.3

+9.20

- him Same

- 34

1.51

...

Nouvelles « révélations » sur l'affaire Dutroux

mettant en cause le « gratin » de la société belge

99990666

deux complices présumés de

Dutroux dans l'affaire des meurtres

d'enfants de Charleroi. Ce crime se

LES LECTEURS du quotidien flamand De Morgen (centre gauche) viennent d'être, sans ménagements, ramenés à la réalité des horreurs belges à l'issue de la trève hivernale. Mercredi 7 janvier, ce quotidien titrait en effet sur toute la largeur de sa « une » : « Dutroux et Nihoul sont soupçonnés d'avoir commis ensemble un meurtre en 1984 ». Nouvelle sensationnelle s'il en fût, car depuis la découverte des crimes atroces attribués à Marc Dutroux et ses complices en août 1996, l'implication d'un petit escroc bruxellois, Jean-Michel Nihoul. dans les enlèvements, viols et meurtres d'enfants n'a pas pu être

Si bien que le parquet du tribunal de Neurchâteau, chargé du dossier, prononçait au printemps 1997 la mise en liberté de Nihoul dans ce dossier, qui restait néanmoins incarcéré suite à une condamnation dans une autre affaire. La présence conjointe de Dutroux et de Nihoul dans l'accomplissement d'un crime serait donc la pièce manquante d'un puzzle que tous les efforts de la police et de la justice n'ont pas réussi, pour l'instant,

à compléter. Sur quels éléments nouveaux De Morgen, qui fait partie de la presse dite « sérieuse » du royaume, s'appule-t-il pour lancer cette bombe dans une opinion publique belge qui soupçonne qu'on lui cache le pire dans ce fait-divers dramatique ? Il s'agit de la publication commentée des procès-verbaux d'interrogatoires de cinq jeunes femmes qui se sont présen-

ment avoir assisté, dans une cave serait déroulé dans le cadre des de Bruxelles, à la mise à mort, en activités d'un réseau de prostitu-1984, d'une jeune fille de seize ans, tion enfantine impliquant des per-Christine Van Hees, torturée, sonnalités haut placées, faisant étranglée, puis brûlée en présence partie du monde politique, économique et judiciaire. Interrogée par de « Marc Dutroux, Jean-Michel Nihoul et Michelle Martin », tous Le Soir, le principal quotidien fran-DANS LA PRESSE THE NEW YORK TIMES ■ Le changement de ton de la rhétorique iranienne à propos des Etats-Unis est en lui-même un résultat et

tées spontanément aux enquêteurs

à la suite de l'arrestation de Marc

Dutroux. Ces témoins, cachés sous

le nom de code X1, X2, X3, etc. font

des déclarations à faire dresser les

cheveux sur la tête. Toutes ces

femmes déclarent avoir été entrai-

nées, dès l'adolescence, dans des

réseaux de prostitution à caractère

sado-masochiste, voire satanique.

L'une d'entre elles affirme notam-

le président Mohammed Khatami est peut-être allé aussi loin qu'il le pouvait pour l'instant, étant donnée la réticence du dirigeant suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a des meilleures relations avec Washington. (...) Mais il a eu tort de croire que les Américains ne partagent pas les graves réserves qu'exprime leur gouvernement à propos de la politique et du comportement de l'Iran. (...) Ses remarques ont paru laisser peu de place à un dialogue avec l'administration Clinton sur des questions telles que le soutien de Firan au terrorisme, son opposition à l'effort de paix au Proche-Orient, et ses tentatives de développer des

EN SIERRA LEONE, îl n'y a plus

de riz pour nourrir les familles.

plus de pétrole pour faire rouler

armes nucléaires. Sa qualification du gouvernement israélien comme « un régime raciste et terroriste » était insultante. Les années d'hostilité entre Washington et Téhéran doivent prendre fin. Cette bostilité n'est dans l'intérét d'aucune des deux nations. Mais elle ne pourra être éliminée, ni même utilement évoquée, si M. Khatami n'envisage pas de discussions directes avec le gouvernement américain.

Pierre-Luc Séguillon ■ Il est logique et légitime que le gouvernement algérien mette une condition expresse à l'accueil d'une délégation européenne : que celle-ci ne se présente en aucune manière comme une mission d'enquête. Laisser planer la moindre ambiguité sur le rôle de la troika européenne serait déjà admettre qu'il puisse y avoir in-

affabulations - l'une d'entre elles a même été convaincue de voi de radiographie dans un hopital tencertitude sur la responsabilité des effrayants massacres perpétrés en Algérie. (...) On comprend que le gouvernement algérien refuse une mission d'enquête. On ne comprend pas qu'il censure les journalistes algériens et entrave l'investigation de leurs confrères étrangers. Ce sont ceux-ci et ceux-là qui seraient le mieux à même de dire si ce gouvernement s'efforce de protéger la population contre les égorgeurs du GLA ou s'il se lave les mains des règlements de comptes entre les extrémistes et ceux qui furent un temps leurs sympathisants. Ce sont les journalistes qui seraient le mieux à même de dire si l'armée algérienne se contente de protéger les infras-

tructures économiques et pétrolières

ou si la protection s'étend à tous. (...)

Le gouvernement algérien n'est fon-

www.slbs.net

La junte au pouvoir au Sierra Leone, soumise à un blocus international, a ouvert un site Web

cophone de Belgique, qui prend

néanmoins ses distances avec cette

nouvelle vague de « révélations »,

une de ces jeunes femmes déclare :

« li y a des moments ou une idée me

traverse la tête : l'envie de tenir une

conférence de presse, de tout dire

tout en bloc, puis de livrer en fin de

témoignage tous les noms des per-

sonnes concernées. Mais je ne le fais

pas, dans l'intérêt de l'enquête et des

Peu importe que les déclarations

de ces témoins se soient révélées,

après vérification, être de pures

eniants. »

dant à prouver qu'elle avait été enceinte - une partie de la presse beige enfonce le clou. Selon De Morgen et l'hebdomadaire francophone Télémoustique, qui publie les mêmes documents, il s'agit en l'occurrence de dénoncer une tentative d'étouffement d'une affaire qui pourrait mettre en cause le « gratin » de la société. De Morgen annonce d'ailleurs la couleur: l'article paru le 7 janvier est le premier d'une série de dix, qui doivent amener ses lecteurs au fin fond de l'horreur. A eux de démêler ce qui relève du réel ou du fantasme.

Luc Rosenzweig

LIBÉRATION

Alain Duhamel Au-delà de la contradiction intellectuelle de demandeurs de référendum [sur la ratification du traité d'Amsterdam] émerge un objectif beaucoup plus ambigu: chacun sait bien que si d'aventure Jacques Chirac choisissait la voie du référendum, il y aurait irrésistiblement détournement de consultation. Les Français ne se prononceraient pas sur le raisonnement juridique du traité péniblement négocié l'an passé, mais sur les questions beaucoup plus passionnelles de l'immigration, de la violence urbaine, de l'enfoncement dans la marginalité sociale, bref sur les anxiétés, espoirs et ressentiments. C'est d'ailleurs la mécanique de tout référendum de poser une question simpliste sur un sujet complexe et d'obtenir une réponse

connexions Internet doivent se

compter sur les doigts des deux

mains, et où la plupart des ordina-

teurs détenus par des particuliers

ont été pillés par les militaires aus-

Quant à la section consacrée à la

visite de la délégation de l'ONU

chargée d'étudier les conditions

d'une médiation entre la junte et le

régime civil renversé, elle constitue

un exemple étonnant de propa-

gande à l'ancienne, mise au goût

du Web. On y entend une foule de

femmes demandant la paix main-

tenant, et un délégué exprimant

son émotion. Rien qui trahisse

l'échec de la mission, ni la terrible

misère dans laquelle s'enfonce la

Sierra Leone.

sitot après le coup d'Etat.

EN VUE

■ Le général Augusto Pinochet. qui devrait être nommé sénateur à vie le 11 mars, déclare : « Au Sénat, je ne pense pas être agressé physiquement; quant aux attaques verbales j'ai les moyens de me défendre. J'oi une grande gueule ». Tout de même, le gouvernement chilien prévoit de modifier l'architecture du bâtiment pour assurer la sécurité de l'ancien dictateur et prévenir tout

■ Choqué, Jaime Lavados, recteur de l'université du Chili, porte plainte contre une pièce La Vie comme imitation du théatre. débutant par un coît. « Dans les centres dramatiques, on apprend aux acteurs à simuler. Nous, nous accomplissons sur scène un acte authentique, vieux comme l'humanité », s'enthousiasme Abel Carrizo, auteur avant-gardiste, capable de grandes audaces.

■ Dans la nuit de dimanche 4 à lundi 5 janvier, les gardes-côtes vénézuéliens n'ont pu empêcher, malgré leurs efforts, le suicide collectif de 101 dauphins venus obstinément s'échouer sur une plage de l'île de la Tortuga. Mais, le 7 janvier, les gardes civils de l'archipel des Canaries sont parvenus sans peine à dissuader 32 adeptes d'une secte, qui, redoutant la fin du monde, préméditaient de se donner la mort en troupe sur les pentes d'un volcan. (Lire page 4).

■ La cour d'appel de Cologne vient d'imposer des « plages de silence » à une maison de handicapés mentaux au motif que leurs « bruits inarticulés » dérangent un voisin, professeur de musique, et troublent la paix de son jardin. Jadis, Kant avait fait sceller les fenètres de la prison de Königsberg pour ne plus entendre les prisonniers

■ Hongkong a abattu 1 million de voiailles pour enrayer la « grippe du poulet ». Mercredi 7 janvier, la police maritime a repêché, un cambrioleur qui regagnait à la nage la Chine continentale avec un sac sur le dos. Le butin contenuit des poulets et une aile de Flat Uno.

Mardi, à Pareta en Italie, après un match, Rosario et Massimiliano, agés de 23 ans, amis à la vie à la mort, se battent comme des coqs. On les sépare. Une heure plus tard, sur la place du village, Massimiliano, l'air farouche, sort une arme, qu'un témoin prend d'abord pour un jouet, et tire dans les jambes de Rosario.

La victime à terre, étonnée. regarde le sang couler comme dans un film et défie son meurtrier : « Achève-moi si nu es un homme ». En pleine action. Massimiliano vide son chargeur. A l'hôpital. Rosario ajoute le mot de la fin : « Pardonnez-lui, c'était comme un frère pour moi ». Et

F 801 MG 001

De Morgen 3

Le quotidien flamand « De Morgen » publie les témoignages douteux de cinq jeunes femmes

SUR LA TOILE

79 % DES FRANÇAIS N'ONT JAMAIS UTILISÉ LE NET

■ Internet n'est pas un Eldorado pour le commerce : 10 % seulement des consommateurs français se disent aujourd'hui prêts à acheter sur le réseau, a souligné mercredi 7 janvier Catherine Sainz, directrice des études chez Cetelem. 46 % des Français se disent prets à s'informer sur Internet et 52 % pensent que demain la plupart des magasins seront accessibles sur Internet. « La plupart des distributeurs s'attendent à réaliser 25 % de leur chiffre d'affaires par le canal electronique d'ici dix ans », conclut « l'Observateur Cetelem », une étude annuelle de l'organisme de crédit. Pour l'heure, 79 % des Français n'ont jamais utilisé Internet et entre 1% et 2% des foyers sont connectés. - (Reuters.)

INTERNET EN ZONE RURALE ■ Un accès au service Internet est proposé depuis vendredi 9 janvier aux habitants du plateau du Vercors (Isère) grâce à des ordinateurs installés dans cinq bureaux de poste. Ce service, baptisé « Cyberposte », sera testé à Autrans pendant dix-huit mois avant d'être éventuellement étendu à d'autres zones rurales. - (Reuters.)

HOUS ANDMY PRIS LE CONTRÔLE voitures et camions. De toute DE UN RADIO ET DU . façon, ceux-ci ne pourraient pas transporter de marchandises, car le SITE WEB! pays est sous l'embargo de ses voisins d'Afrique de l'Ouest, depuis qu'une junte militaire y a pris le pouvoir en mai 1997. Freetown, la capitale, est périodiquement bombardée par le Nigeria, et pillée par les soldats. On ne devinera rien de ce chaos en visitant le site Web du Sierra Leone Broadcasting System (SLBS), la radiotélévision d'Etat sous contrôle militaire. Accueilli par une carte postale approximativement scannée, le visiteur pourra se déplacer entre des rubriques surabondantes, notamment celle consacrée à la chro-

vivent tant bien que mal. Les photos et fichiers sonores consacrés à l'historique du conflit sont plus pittoresques : on peut ainsi voir le portrait de Foday Sankoh, le vieux chef de la guérilla aujourd'hui détenu au Nigeria et dont les

à la douzaine de journaux qui sur- forces ont rallié les putschistes, ou entendre quelques mots du major Johnny Paul Koroma, le chef de la junte, qui passa directement de la prison au palais présidentiel. C'est sous sa gouverne que la radiotélévision a ouvert ce site Web le 19 décembre, dans un pays où les

Thomas Sotinel * Pour une vision plus complète de la tragédie sierra-léonaise, on

consultera un autre site, à

l'adresse www.sierra-leone.org.

Abonnez-vous au Monde

Par ailleurs, le site www.inti-crisismeurt vraiment. group.org propose une histoire du pays depuis l'époque coloniale. Christian Colombani

pour ne manguer aucun rendez-vou en 1998

> EN MARS... Les élections régionales et cantonales

EN MAI... Le trentième anniversaire de mai 68

A PARTIR DE JUIN... La coupe du Monde de football CHI HE ... Un voyage en Egypte

dans les pas de Bonaparte ■ EN JANVIER 1999... La mise en circulation de l'euro

ET TOUS LES JOURS...

AVEC LE MONDE PASSEZ UNE BONNE ANNÉE 1998

	idadin a	a company
Oui, je souhaite m	n'abonner au <i>Monde</i> pour	la durée suivante :
□ 3 MOIS-562F	□ 6 MOIS-1086 F	□ 1 AN-1980 F
au lieu de 585 F*	au lieu de 1170 F°	au lieu de 2340F
** ** ** ** ** ** ** ** **	will an Parama paramaphism and a	

	Oui, je souhaite m	'abonner au
IS	□ 3 MOIS - 562 F	
-	au lieu de 585 F*	au lieu c
	* Prox de vente au numéro - (T	erif en France m
	je joins mon règle	
	El mas abbassa bassasis	

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde O par carte bancaire N° LILLI LILLI LILLI

Date de validité [______ Signature : □ M. □ Mme Nom: ___ Prénom:

Code postal: Localité: Pays: .

USA-CANADA - Lo Monde - (ILSPS-1009779) is published tash for 5.8% or year - Le Narrote - 21 brs, the Capude - Bernard 15242 Partic Cests of St. Farther periodicale postage area at Chargelan N * U.S. and addingtinal making off-one. POSTMASTER Send addingtinal making off-one. POSTMASTER 15.8 and addingtinal making off-one. POSTMASTER 15.1 SEND ADDINGTON 15.1 SENDER OF 15.1 SE 1 AN 2190 F 2960F 6 mors 1180F 1560F 3 mols 598F 790F

Pour tout autre renseignement concernant: le portage a domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par preleve-ment automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 80648 Chantilly Cede

ncordat

The state of the s Article Michiganes The state of the s

> See All See Al State of the state of the the section. 22 - 1 m 1 2 71. 1. - - - · · · the sales of A Marie Company and the second 411 Tan 2 42

1299 119

.

at de Patt lings of a

St HAT ...

15 8 4

St. Commerce

Grain de sel LE RESPECT de la justice in-

terdit de commenter ses jugements. Mais il n'est pas interdit de sourire de la justice quand ses jugements ridiculisent ceux qui les rendent

Par exemple, la condamnation à 2 000 F d'amende avec sursis que le tribunal de grande instance de Foix vient d'infliger, à la demande des professionnels ariégeois du bâtiment, à deux membres du Système d'échange local (SEL) pyrénéen, qu'elle a jugés coupables de travail clandestin pour avoir réparé le toit d'une voisine en échange de quelques légumes (Le Monde du 8 janvier), prendra assurément une place de choix dans le grand bétisier des anachronismes judiciaires.

Il est d'ailleurs dommage qu'Arte ait été, jusqu'à présent, la seule chaîne de télévision à mesurer la portée internationale de cette décision à laquelle la chaîne franço-allemande a consacré, jeudi soir, l'essentiel de son jourpar Alain Rollat

nal de 19 h 30. Car il y a là de quoi illustrer à merveille, pour l'édification des générations futures, la difficulté chronique de la justice à vivre avec son temps. Les magistrats en cause bénéfi-

nique des dernières péripéties de la

guerre civile vues par la junte, et

Quand on connaît les difficultés

rencontrées par les journalistes

dans l'exercice de leur métier à

Freetown, on ne s'étonnera pas de

trouver vides les pages consacrées

d'autres encore en chantier.

cient, certes, tout comme les plaignants, de circonstances atténuantes. A première vue, le fonctionnement de ces réseaux d'entraide qui remplacent l'argent par le troc, et au sein desquels on peut échanger des services contre des biens, la réparation d'un robinet contre un kilo de patates, la réfection d'un mur contre un cochon, ou une leçon de musique contre un bocal de champignons, semble procéder de pratiques moyenageuses remises au goût du jour par de singuliers utopistes.

La transparence qui caractérise ces échanges et la philosophie qui inspire ces communautés se traduisent par l'émergence de micro-sociétés parallèles dont les normes de vie échappent à l'en-

tendement de la société dominante parce qu'elles se fondent sur d'autres valeurs que les valeurs marchandes. Il en résulte donc, c'est vrai, en cas de contentieux locaux, des situations de vide juridique.

Mais si, aujourd'hui, ces systèmes d'échanges se développent partout en Europe, et pas seulement dans les campagnes, cela signifie qu'ils répondent à des besoins en remplissant un autre vide: « Ils sont une parade contre la crise pour les gens sans argent », souligne le sociologue Smain Laacher. . Ils mettent une goutte d'huile dans les rouages de notre société de consommation », ajoutait, jeudi soir, la présentatrice du journal d'Arte. Elle concluait en souhaitant que l'Union européenne reconnaisse vite leur utilité publique. Bonne idée! Ces bricoleurs de solidarité sont, en effet, pour l'instant, sur le terrain, les seuls à bâtir l'Europe so-

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

.

The Park Street Street Contract

兴兴神经 新为 经知识者4000 The same of the same of the same The state of the s The state of the same

FILMS DE LA SOIRÉE

17.30 The Affairs of Ceilini II II De Gregory La Cava (Etats-Unis, 1934, N., v.o., E5 min). Ciné Cinéfil 18.55 La Maison du silence 🗷

20.30 La Femme aux deux visages II II De George Cukor (Etats-U v.o., 90 min).

22.00 Cette vieille canaille ■ D'Anatole Linnk (France, 1933, N., 95 min). Ciné Cinéfil 23.10 Le Jaguar E De F. Veber (F, 1996, 98 min). Canal e 23.40 Un roi à New York 🖺

De Charles Chaplin (Gra 1957, N., v.o., 105 min). 23.40 Mon père avait raison # # De Sacha Guitry (France, 1936, N 100 min). 0.10 La Traversée de Paris II II II. De Claude Autant

del do ISD

1.15 De nouveaux ho sont nés E E De Luigi Con v.o., \$5 min). 5.30 Babe,

De Chris Noonan (Exats-Unis, 1995, •, 89 min). Canal

GUIDE TÉLÉVISION

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs, invités : François Cluzet, Emma de Caunes. 19.00 Les Dossiers de l'Histoire.

19.00 Rive droite, rive gauche. 20.00 Temps présent. Emplois à vie : c'est fini i Italie : la terre tremble. TV 5 20.00 20h Paris Première. Paris Première

20.55 Thalassa, Les ediés 21.00 De l'actualité à l'Histoire. 22.00 Faut pas rêver, inde : les princes de Calcutta, France : musiciens de rue.

de Calcutta. France : musici Grèce : Pile des sculpteurs. Invité : François Cluzet. France 3 22.00 Paris Modes. 22.40 Souillon de culture.

Spécial Maii : L'oral contre l'écrit.

Invios : Alpha Oumar Konare, Balary
Soumano, Aicha Fofana, Moussa
Konate, Adama Drabo, Rokia Traore.

23.05 Sans aucun doute. 23.25 Les Dossiers de l'Histoire.

DOCUMENTAIRES 18.20 Jazz Collection.

en France 1945-1948.

18.30 Le Monde des au Pelican Island. 19.45 Regard sur la folie. 20.00 Le Mystère des pyramides. [1/2]. Les bâtisseurs de pyramides. Filistoi 20.35 La Cascade. 20.35 Les Nouveaux Explorats A la recherche de Shangri-I

21.00 Fernmes, une histoire inédite. A corps défendant. 21.30 Serpents mortels d'Australie. 21.30 Tiwai, File sancmaire. 22.00 La Vie très privée

22.05 Grand format. Ni travail, ni familie, ni patrie : journal d'une brigade FTP - MOL 22.25 USA: Renvoyés pour homosexualité

des Ceansescu. [2/2].

22.40 Les Musiciens du quatuor. [4/4]. 23.00 Les Routes de la lumière. 23.20 Dancing in the Street.
[9/10]. Make it Funky. Canal Jim

SPORTS EN DIRECT 19.30 Patinage de vitesse. Championnats d'Europe.

20.25 Football.
C2: Martigues - Lorient. Eurospo MUSIQUE 18.00 John Scoffeld & Pat Metheny

Quartet. 18.00 Tancrède. 19.15 Trio Esperança. Fra 20.45 Catherine Lara. France Supervision 21.00 Herbie Hancock, All Stars.

22.05 Jazz Open: Joso, Takase, 23.00 La Traviatz. Au Royal Opera House de Covent Garden. Paris Premiè

22.05 Symphonie nº 6, de Tchaikovski.

TÉLÉFILMS 20.45 Leo, la désillusion. De Tym Pywell. 20.50 Homicide conjugal. O De Gérard Cuq. 22.05 Une femme sur mesu De Detief Rönfeldt.

23.00 Ican laurès: Vie et Mort d'un sociali D'Ange Casta.

23.25 Les Otages de l'enfer.

A De David Wheatley. 23.45 Une femme en péril. De Rod Hardy.

SÉRIES: 19.00 The Sentinel. Un don du ciel.

20.55 ➤ Maigret. Malgret et l'inspecteur Cadavi 21.00 Dark Sices, l'impos 22.05 Au cœur du temps Merila l'enchanteur.

22.20 L'Homme de nulle part. Haute trahison. 22.20 Nash Bridges. 22.30 Tv70. Meurtre au consulat 22.30 Tain Peaks. Série Clob 22.30 Cream On (vo.) Canal Jimmy Canal Jimmy 22.55 Seinfeld (vo.).

NOTRE CHOIX

● 20.00 Histoire Le Mystère des pyramides Un documentaire en deux parties réalisé par Jacques Kebadian en 1994. Dans ce premier volet, Les Bâtisseurs de pyramides, archéologues et égyptologues, dont Jean-Philippe Lauer, doyen de l'égyptologie française, livrent les principales clefs sur ces « demeures d'éternité » édifiées dans la vallée

l'ancien empire d'Egypte, de 3000 à 2200 ans avant Jésus-Christ. * Diffusion de la seconde partie : dimanche 11, 22.00; rediffusion: jeudi 15, 0.00.

du Nil, au cours des huit siècles de

@ 22.05 Arte Grand Format:

Ni travali, ni familie, ni patrie La lutte de la 35º brigade FIP-MOI entre 1942 et 1944 à Toulouse, racontée par les survivants du groupe. Immigrés, juifs et communistes, tous pressés d'en découdre avec le fascisme et de passer de l'état de «gibier» à celui de « chasseur ». Mieux qu'une thèse - n'en déplaise aux historieus qui se méfient des témoins-, ce film de Mosco (diffusé une première fois sur Arte le 18 décembre 1993). explique par le memi et de façon crue ce que fut la Résistance, contrainte au sale boulot, et la plus démunie. Ce film montre surtout la violence que ces hammes et ces femmes, venus des horizons sociaux les plus divers, ont du s'infliger pour s'engager dans la lutte ar-mée et se décider au geste ultime.

Le réseau est lâché par la direction des FTP. Il tombe en avril 1944. Après la guerre, certains rentreront en Pologne pour « construire le socialisme ». Là-bas aussi, la désillusion les attendait, puisque, venant

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

19.05 Walker, Texas Ranger 19.50 et 20.45 Météo. 20.50 Et si ça vous arrivati Les Français et la famili 23.05 Sans aucen doube. Un enfant à tout prix. 0.55 TPI welt, Met

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 et 0.55 C'est l'iseure.

19.50 An morn du sport. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, Le Monde de la Coupe. L'image du jour, A cheval. 20.50 Polot ro

20.55 > Maigret .
Maigret et l'inspecteur C
22.30 Un livre, des livres.
22.40 > Bouillon de culture
Spécial Mail : L'oral cont 23.50 Toomal.

18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de Pinfors 20.00 Météo, Météo des neiges. 20.05 Fa el la chanter.

20.35 Tout le sport. 20.38 Le journal du Dakar. 20.50 Consomag.

22.00 Paot pas rêves. Invité : François Cluzes. 23.00 Météo, Soir 3. 23.25 Les Dossiers de l'His Un millon d'Allemands

0.25 Libre court. Album de fa 0.40 Cap'sain Café.

CANAL

➤ En clair jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 La Cascade, Carberine Desti-21.30 Serpents mortels d'Australi 22.20 L'Homme de mille part. 23.05 Flash infos.

PROGRAMMES

23.10 Le Jaguar **E** Fam de Francis Veber. 0.50 Terreur dans

le Shanghai-Express. Film d'Eugenio Martin.

19.00 Tracks 1930 71/2 20.00 Brut. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 Leo, la désillusion Télétikn de Tym Fyl

22.05 Grand format. journal d'une brigade FTP-MOL 23.40 Un roi à New York # # Film de Charles Chaplin (v.o.). 1.25 Le Dessous des cartes. 1.35 Music Planet. Bon Jovi.

19.00 The Sentinel. 9.54 6 minutes, Météo.

20.65 Pius vite que la musiq 20.55 Pius vite que la musiq 20.55 Les Produits staus 20.50 Homicide conjugal. Teléfim O de Gérard Cuq. 22.30 Two. Meurtre au consulat

23.25 Les Otages de l'enfer. Téléfilm À de David Whea 1,25 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Robert Maggiori 21.00 Black and blue. 22.10 Fiction. Fin d'un emour, d'Alain Don 23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.46 Les Cinglés du music-hall. **(**1)

....

100

24.5

21

22....

193 2000 ---

A ...

27.5 P. . GE: :

dI

77

Page 1

100

250.0

e5....

435

TE: :: -

祖上

EMBER

#.1

REIN.

X

2

1

1 1 1 2 1

-

FRANCE-MUSIQUE

CEuvres de Honegger, Br 22 30 Massique phuries. Chames de Vodenischero 23.07 Jazz-club. Le quartette d'Henri Texico

RADIO-CLASSIQUE 20.40 et 22.40 Les Soirées. L'Orchestre de Meining

FILMS DU JOUR

13.10 Gremlins 2. la nouvelle génération
De joe Dante (Etats-Unis, 1990

13.25 La Folle Ingénue II III D'Ernst Lubisch (Ears-Unis, 1946, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil 15.05 Cette vieille canalle III 16.40 La Passante E

rance, 1950, Cliné Clinéffi

18.20 La Femme any deux visages E

20.30 Batman : Le Défi # #

De Tim Burton (Etats-Unis, 1992, 125 min). 20.45 Nelly et monsieur Arnand M M 105 min).
23.00 ► Mary Reilly ■ ■
Casteller Frears (Etats-Unis, 1995, Castelle 23.00 La Maison du silence E De Georg Wilhelm Pabst (France -Italie, 1953, N., 100 min). Ciné Cinétil De John Ford (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfi

0.45 A fleur de pean E A Bette OE pedd m De Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1994, v.o., 95 min). 2.20 Le Voyage

ou les demières années

23.05 Hollywood Night.
O Le Témoin de mireait.
De Peter Foldy.

23.45 La Vie en sursis. De Glovanni Soldati.

0.40 Simon Tanner. De joël Journness.

17.05 Chapeau melon

et bottes de cuir.

19.00 Marty Feldman (vo.)

l'impossible vérité.

19.35 Mike Hammer. La mort en bartes.

20.30 Derrick, Apparter La chambre vide.

SÉRIES

18-30 Wycliffe.

23.30 Une muit avec un taeur. G De Sandor Stern.

de Jean-Jacques Rousses De Claude Goretta [2/2].

TELEFILMS

interrompa W L. Control of the De Daniel Birt (Grande-Bretagne, 1949, N., v.o., 80 min). Ciné Cinéfil

NOTRE CHOIX

SAMEDI 10 JANVIER =

comme « suspects ». - R. Gt

de l'Ouest, ils furent considérés

€ 19.45 Planète Srebrenica in memoriam

Histoire

que huit mille disparus. Des hommes pour la plupart. Tous entre seize et soixante-cinq ans. La chute de Srebrenica, la première exclave musulmane de Bosnie dont les Nations unies avaient garanti la sécurité en échange du désaumement de la population, reste gravée dans nos mémoires. C'était en juillet 1995. Les soldats de l'ONU ont assisté, impuissants, aux déportations, à la séparation des hommes et des femmes, puis à une implacable chasse à l'homme qui se solda par un temble massacre. Depuis, les leaders bosnoserbes Radovan Karadzic et Ratko Madic out été inculpés de génocide par le Tribunal pénal internatio-

nai (TPI).

RTL9

Arte

THIC

RTL?

Collaborateur de Médecins saus frontières, le réalisateur Christophe Picard prend vite la mesure du drame qui se déroule après l'entrée des troupes de Mladic dans l'enclave. Fin juillet 1995, il part pour Tuzia, zone sous contrôle bosniaque. qui accueille les déportés. Il recueille les premiers témoignages, rencontre les rescapés de la colonne constituée de quelque douze mille hommes qui se sont enfuis par la forêt pour échapper au sort que leur réser-vaient les Scribes. Petit à petit, le récit de cette colonne de l'enfer prend forme, et l'évidence d'un massacre systématique apparaît. Srebrenico in memoriam retrace la chute de la cité à travers les souvenirs de témoins direcis. Souvenirs croisés de deux soldars bosniaques, de deux médecins

et d'une jeune fille, alors âgée de dix-huit ans. Des personnages hantés par les buriements des blessés qu'ils ont dit abandonner dans leur fuite, par les visages de leurs proches faits prisonniers et qu'ils ne reverront jamais. Dans leur récht viennent s'insérer quelques images «volées», saisissantes, ainsi que les souventrs d'un « casque bieu » hollandais, à Srebrenica au moment du drame. Ni larmoyantes ni résignées, ces paroles tesse d'une impuissance compable, mais qui n'en reste pas moins le fruit de l'inaction de la communauté internationale. Réalisé en 1996, ce film, inédit jusqu'à aujourd'hui, est avaut tout un acte contre l'oubil.

Florence Hartmann

* Autre diffusion: diman-

TÉLÉVISION

TF 1

d'un massacre Les Jumelles de Sweet Valley. 17.15 Xéna la guerrière.

19.05 Beverly Hills. 20.00 Journal, Image da sport, Résultat des course 20.45 Météo, Trafic infos. 20.50 Drôle de jeu. Spécial Epiph 23.05 Hollywood Night. O Le Témoin de minuit.

0.35 Formule foot 1.25 Les Rendez-vous de l'entreptise. 1.50 TF1 mult.

FRANCE 2

13.40 Les Grandes Enigmes de la science. 14.40 Tierce.

15.00 La Dame du cirque. Téléfilm d'igaal Niddar 16.45 Marie s'en va t'en guerre. Tëlfilm de David Defrieut. 18.10 La Piste du Dakur. 18.45 1 000 enfants vers Pan 2000. 18.50 Farce attaque.

19.45 et 20.45 Tirage du Loto 19.50 Au nom de sport. 19,55 et 20,40 Météo. 20.00 Journal, Le Monde de la Coupe L'Image du jour, A cheval. 20.55 Flesta 23.15 Du fer dans les épinards.

0.50 Journal, Météo. 1.00 Paris-Dakar : Le bivouac. 1.45 > Bouilion de culture. Social Mail : l'oral contre l'écrit.

FRANCE 3

14.05 Evasion. 14.35 Les Pieds sur l'herbe. 15.40 Couleter pays. 18.20 Questions pour un cham 18.50 Un fivre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information 20.05 Fe si la chanter.

20.35 Tout le sport. 20.38 Le journal du Dakar.

1.20 New York District.

20.55 Les Dicos d'or 1997. Finale, en direct du Stade de France. 23.00 Strip-tease.

Tas pas cent balles. La quacantaine épanouse. Etats fort civils.

Flesh Gordon et les pompiers. 0.00 Météo, Soir 3. . 0.20 Grain de philo.

13.55 Rugby.

Champiormat de France. 14.00 Bigmitz - Brive. 16.00 Football américain 17.85 Les Superstats du catch. ► En clair jusqu'à 20.35 17.55 Décode pas Butury. 18.50 et 22.00 Plash infos. 19.00 T.V. +. 20,05 Les Sim 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 > Les Repentis. Téléfon de John Woo.

22.15 Jour de foot. 23.00 > Mary Reilly. II ill Film de Stephen Frans 0.45 A fleur de peau M

LA CINQUIÈME/ARTE 13.20 Fartil pas pereil. 14.00 Este des bélégiés par member qui 14.30 Qui vive. 15.00 Fenêtre sur court.

15.30 PERIOUE SUIT COURT.

15.30 Histoires d'aventures
Timut, le naufrage du siècle.

16.25 Après-midi thématique.
Sur les chemins du monde.

16.30 Un monde nouveau.

17.00 Jangai : Sous le regard de Kali.

17.30 Missions extrêmes : Défi maria.

17.55 Le Journal du temps. 18.05 A la recherche de trésors perdus.

19.00 Marty Feldman. 19.30 Flistoire parallèle. 1948 : Les Erats-Unis et l'Europe. 20.15 Le Dessons des cartes. 20.30 8 1/2 Journal.

20.45 L'Aventure humaine. Bionique les inventions de la nature [1/4]. 21.45 Metropolis. Stockholm. Cent ans après J'occuse. La cathédrale de Cologne. Thomas Grünfeld.

22.45 Fallen Angels. 22.45 Casse-cou, de Jim McBride. 23.10 Un poison out fait mouche, de Tim Humes. 23.40 Music Planet. Rio Reiser, poètr

9.49 Simon Tanner. Tëffim de Joë Jouanneau r, poète du rock

13.15 V.

14.05 Les Aventures fantastiq de Tarzan. 14.50 Brisco Com 15.45 Les Têtes brûlées.

17.05 Chapeau melon et bottes de cuir. 18.05 Amicalement votre. 19.05 Turbo. 19.40 Warning. 19.54 6 minutes, Météo. 20.05 Hot forme.

20.35 Ciné 6. 20.45 La Trilogie du Samedi. 20.50 Le Caméton. 21.40 Dark Skies, Pimpossible vérité. 22.40 Profiler. O Modus operandi.

29.30 Use muit avec un tueur. Télético de Sandor Stern. 1.15 Boulevand des Cips.

RADIO

FRANCE-CULTURE 18.35 Profession spectateur.

20:00 Comédie-Française. La Tête dans les mages, de Marc Delaruelle.

22.35 Optis.
Optia : les acréés Nouvery. 0.05 Le Gai Savoir Noille Herensch aquareliste reporter.

FRANCE-MUSIQUE

W. 19.31 Opera. La Troviata, de Verdi, en direct de l'Opéra-E

23.87 Présentez la facture. RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermerro.

20.40 Le Quatnor Prazak Œures de Schubert, Mozari, Haydn, Janacek, Martinu.

18.10 Ombres portées 18.10 Les Routes de la fumière. Le fil bieu. Prance Supervision 12.10 et 16.10 Autour du Monde. LCI

GUIDE TÉLÉVISION

13.00 De l'actualité à l'Histoire. Histoire 13.40 Les Grandes Enigmes de la science. Les secrets de la vie. 14.05 Strip-tease spécial Maryfio. 15.00 Le Magazine de l'Histoire.

16.00 Rive droite, rive ganche, Paris Pr 17.00 Les Dossiers de l'Histoire. 17.10 A bout portant. Paris Prem 19.00 T.V.+. Canal +

19.00 20h Paris Première. Paris Premièn 19.00 L'Invité de Cajou. Vanessa Maé, violoniste. 19.30 Histoire parallèle. Semaine du 10 janvier 1948. Les États-Unis et l'Europe. Invité : Gerhard Hirschröld.

21.00 Le Magazine de l'Histoire. Invité: Michel Winock, Jack Lang, Anne-Marie Matard et Jean-Marie Goulemot. Hist 21.45 Metropolis. Stockholm, capitale culturelle européenne 1998. Cent are après J'accuse: le rôle des intellectuels en France et en Alemagne. Le chantie éternel : la cathédrale 21.56 Capitain Café. Invité: Marc Livoine. France Supervision

22.20 Tas pas une idée? Invitée : Cargle Laure. Canal Jimes 23.00 Strip-tease, T'as pas cent balles. La quarantaine épanoule. Etats fort civils. Flesh Gordon et les pompiers. France 3

DOCUMENTAIRES 18.00 Le Mystère des pyramides. [1/2]. Les batisseurs de pyramides. Histol

0.20 Grain de philo. La cuisine est-elle un art ? Invité : Jean-Louis Flandrin. France 3 Montreux 89.

23.50 Paris modes. Spécial Prét-à-porter à Londres. Paris Premit 18.00 Rhythms of the World,

22.00 Xerxes. Au London Coliseum 1988. 22.45 Raul Barboza Trio. France Sur

18.05 A la recherche de trésors perdus. Le puits du sacrifice. La Cinquième SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

1

23.00 Blur: Showtime. Paris Première LES CODES DU CSA: O Accord parental souhaitable Accord parental indispensa

 Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ou interdit aux moins de 12 ans D'Public adulta On peut voir. M Ne pas mangi ou interdit aux moios de 16 ans IN The desire ou classiques ou into te monte panne chaque de la radio et – accompagnés du code Sta ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellitu • Sous-citrage spécial pour les sounds et les malentendants.

20.00 Les Merisiers. De Plerre Lary. 19.30 Si la mode m'était contée. [3/3]. Le chic et le fric 19.45 Srebrenica in mémoriam. Planès 20.30 ► Le Horsain. De Philippe Veni 20.30 C'est de l'art. France Supervision 20.30 Cités et Merveilles. Nairobi. 20.35 ➤ Les Repentis. De John Woo.

20.35 Jazz Collection. John Coltrane. 20.55 Les Roses de la vengean De Michael Miller [1 et 2/2]. 20.45 L'Aventure humaine. Blordove, les inventions de la nature. [1/4]. Notre maftre, l'arbre. 22.20 Le Tambour du bief. 21.00 Passions lyriques à Vienne. 23.00 Les Chemins de l'exti. 21.30 Planète terre : The Art of Magic.
[1/3]. Power of Magic.

22.00 Regard sur la folie. La fête prisonnière. 22.00 Meg Ryan. Ciné Cinéma 22.25 Portrait: Bluc Paris Première 22.50 Les Nouveaux Explorateurs.

Ala recherche de Shangri-La. Planène 23.40 Music Planet. Rio Reiser, poète du rock.

23.45 Tiwai, File sanctuaire. 0.40 USA: Renvoyés pour homosexualité. SPORTS EN DIRECT

13.15 Ski. Coupe du monde. Slaiom géant dames. 13.55 Rugby. Signitz - Brive. 18.00 Marphy Brown. 18.05 Amicalement võtre. L'héritage Özzrov. 16.00 Patinage de vitesse. Championnats d'Europe. Eurosp Tournoi messieurs de Doha (Qatar). Demi-finales. Eurosp 19.15 Bogs. Provotype.

MUSIQUE

20.50 Le Caméléon. Le pendule en carton. 17.15 Symphonie nº 6, de Tchaikovski. Dir. Bernard Haitink. 21.30 Jake Cutter. Boragora on rien. 21.40 Dark Skies, 19.15 Cheb Mami en concert. Angouléme 1997. France Supervisi 22.06 La Danne de Monsoreau. 22.35 Columbo. Mentre I Mailba.

nés du code Showiviers — ceux de la télévision

22.40 Profiles. O Modus operands. 22.40 Le Renard. Point de non-retoux 22.40 Inspecteur Morse. Le Crépuscule des dieux. 23.45 Mission impossible. Le partin.

Série Club 0.20 La Rédac. 0.35 Star Trek:

cha 11, 15.40.

Ce mouvement social paralyse les antennes de Nemours, Lyon, Nantes et Reims

LES CONTRIBUABLES pourront-ils adresser dans les délais prévus - c'est-à-dire, en règle générale, avant la fin février ou les tout premiers jours de mars - leur déclaration de revenus pour 1997? Le ministère des finances ne s'en inquiète pas encore mais il ne peut plus éluder la question : un conflit social s'étend dans les services informatiques de la direction générale des impôts (DGI), qui pourrait avoir pour effet de bloquer l'envoi des déclarations de revenus.

Depuis qu'ils ont été rendus publics, le 4 avril 1997, les projets de restructuration des services informatiques de la DGI out été mal accueillis, selon les syndicats, par les quelque 3 000 agents concernés, travaillant dans 17 centres régionaux. Preuve d'un mécontentement croissant, un mouvement de grève reconductible a commencé le 22 décembre, paralysant les centres régionaux informatiques réécriture informatisée des fa-

de Nemours (en charge de Paris et d'une moitié de l'Ile-de-France), c'est-à-dire des déclarations de re-Lyon (en charge de la Bourgogne et de Rhônes-Alpes) et Nantes (Bretagne et Pays-de-la-Loire).

Cette grève n'est pas spectaculaire dans la mesure où, pour le moment, elle ne concerne guère plus d'une vingtaine d'agents dans chaque centre. Mais il s'agit de grèves par procuration ou, si l'on préfère, de grèves-bouchons. En effet, ces grèves ont été précédées d'assemblées générales, organisées le plus souvent en commun par les syndicats (SNUI, FO et CGT essentiellement), qui ont entériné le principe de ces mouvements; et les non-grévistes soutiennent financièrement les grévistes, qui occupent des postes-clés dans la grande machine de la DGI.

Il s'agit en l'occurrence des services dits de « l'atelier ordinateur », en charge directement de la

venus pré-imprimées que tous les contribuables reçoivent traditionnellement à leur domicile. Autrement dit, si le mouvement perdurait, tous les contribuables seraient censés aller dans leur centre des impôts pour retirer un

PHASE D'EXTENSION

formulaire vierge.

Le mouvement est visiblement dans une phase d'extension. Le centre de Reims (en charge du reste de l'Île-de-France) l'a rejoint depuis jeudi 8 janvier. Une autre forme d'action aboutissant au même résultat devrait commencer lundi 12 janvier dans les centres d'Angers et de Marseille. Dans ces deux cas, c'est le service dit d' v impression-finition » qui va entrer en grève et menace de bloquer l'envoi des déclarations. Enfin. dans les centres de Lyon et de Nemours.

de bloquer l'envoi aux centres des impôts de ce que les techniciens appellent le « batch médoc », c'està-dire les principaux éléments de comptabilité dont cette administration a besoin pour fonctionner.

Dans un message aux agents, le nouveau directeur général des impôts, Jean-Pascal Beaufret, qui a pris ses fonctions le 19 décembre, a donné l'assurance que le plan de restructuration informatique, lancé par son prédécesseur, n'aurait pas d'effet sur l'emploi et les rémunérations et ne conduirait à aucun changement de résidence dans les trois ans à venir. Mais la grogne continue de couver. Et le compte à rebours a commencé : si le mouvement devait perdurer encore une semaine, le grand rite fiscal de la déclaration de revenus serait per-

Laurent Mauduit

néanmoins chef de la brigade de répression du banditisme linguisique, vieux lion blanchi sous le lexique, ne fit qu'un tour. Des femmes et non des moindres, des haut et bien placées, des ferumes de tête et pourtant bien écervelées, des femmes-ministres avaient osé le pire. Non seulement elles étaient femmes et ministres, mais, comme si cela ne suffisait pas, elles exigeaient que cela se sút! Elles imposaient, du haut de leur ministère, une pratique étrange et révolutionnaire, celle, carrément odieuse, de se faire appeler « madame la mi-

Mauvais genre

À CE MOT, à cet outrage fla-

grant aux bonnes mœurs et

usages, le sang du perpétuel et

C'était trop. Ras-la-Coupoie! Maurice Druon, donc, convoqua sa garde rapprochée, ses plus fameux lieutenants. A moi, Hélène Carrère d'Encausse, « directeur en exercice ». A moi, Hector Bianciotti, • chancelier ». Le français était en danger, la patrie en émol. On convint donc qu'il fallait faire quelque chose. Mais quoi ? Ecrire peut-être. Le lieu n'était pas si mai choisí et, après tout, qui peut le plus peut le moins. A l'Académie, on a du temps. Tout son temps. Ou on le prend. L'immortel trio trempa donc sa fureur dans l'encrier, pesa, soupesa ses termes et adressa, en poste restante au Figaro, où l'un a son couvert perpétuel, son humble et longue supplique au Protecteur de l'Académie. Un admirable poulet, un cours du matin de français, qui, ce vendredi, commence par cet envoi su-

blime : « Monsieur le Président de la Ré-

publique. L'Académie française a résolu de s'adresser à vous, en tant que son protecteur, pour vous demander votre aide en une affaire qui, dans

les hauteurs de l'Etat, porte atteinte à la langue française.

Il se trouve que certaines des femmes qui ont l'honneur de faire partie de votre gouvernement ont décidé de se faire appeler • madame la ministre • et se désignent de la sorte dans leur correspondance et leurs actes officiels. ...

Outrage constitué donc. Et l'explication suivait, Longue, Amusante souvent. Hilarante parfois. Académique toujours. Faute de place ici, on se contentera d'en recommander la lecture à tout ce qui scribouille, ratouille et correctouille au beau et inamovible pays de France.

Retenons simplement deux choses, la règle et l'exception. La règle, c'est que la langue française « ignore le neutre ». Elle n'a pas cela en magasin. Le français ne se connaît que deux « genres ». Un « genre dit masculin ou genre non marqué » et « un genre extensif », qui sert indifféremment. Exemple académique : * Tous les hommes sont mortels, cette ville compte 20 000 habitants ». Volla bien un genre qui ne préjuge point le sexe des mortels et des habitants. Et puis, autre genre, d'assez mauvais genre, de « genre marqué », le genre féminin qui, « appliqué aux être animés institue entre les sexes une ségrégation ou, à tout le moins, une distinction ».

La règle donc. A appliquer sans faille. Avec ses exceptions. Ne dites pas un souris, un grenouille, un taupe, même aux messieurs du genre. Ne dites pas la ministresse, pas même la ministre. Mais dites l'institutrice. Ne dites pas maitresse à madame le notaire. Mairesse à madame le maire. Gardesse, gardienne des sceaux, à M= Guigou. Mais dites madame la boulangère, c'est d'usage. Et saluez d'un vibrant « madame l'académicien » Hélène Carrère

M. Chirac s'adresse solennellement aux magistrats

TOUS LES ANS, au mois de janvier, l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation est l'un des moments forts de l'année judiciaire. C'est au cours de ce rituel centenaire que le premier président, Pierre Drai, avait, en 1990, mis en garde contre les « juges-Dieu » et invîté les magistrats à accepter la critique. C'est aussi à cette occasion que les deux plus hauts magistrats de France - le premier président, Pierre Drai, et le procureur général, Pietre Truche - avaient, en 1995, dénoncé avec une fermeté inhabituelle l'abandon du projet de réforme de la Cour de cassation engagé par le garde des sceaux d'alors, Pierre Méhaignerie.

Le président de la République, qui assiste traditionnellement à ces audiences, a décidé cette année de prendre la parole après les discours du premier président, Pierre Truche, etdu procureur général, Jean-François Burgelin. Le geste est, sinon inhabituel, du moins assez rare : le général de Gaulle s'est seulement exprimé à deux reprises, en 1959 et en 1963 : Valery Giscard d'Estaing trois fois, en 1975, 1979 et 1981; François Mitterrand en 1982 et 1989, si l'on excepte le discours prononcé lors du bicentenaire de la Cour, en 1990.

Jacques Chirac a souvent insisté sur les « responsabilités particulières » du chef de l'Etat en matière de justice. Garant, aux termes de l'article 64 de la Constitution de 1958, de l'indépendance de l'autorité judiclaire, il avait lancé, en décembre 1996, un débat sur le ministère public en estimant, lors d'une émission télévisée, qu'il était temps « d'examiner sérieusement la possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceaux ». Un mois plus tard, il installait une commission de réflexion chargée d'examiner les liens entre le garde des sceaux et les procureurs ainsi que le respect de la présomption d'innocence. Cette instance était présidée par le premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, et le procureur général, Jean-François Burgelin, en était membre.

RACCOURCIR LES DÉLAIS DE PROCÉDURE

Lors de l'audience soiennelle de rentrée de la Cour de cassation, Jacques Chirac devrait insister sur la justice quotidienne, et notamment sur la nécessité de raccourcir les délais de procédure. Il reprendrait ainsi les thèmes de son intervention télévisée du 20 janvier 1997. Le chef de l'Etat devrait également pré-

ciser sa conception de l'indépendance de la justice. En octobre, lors de la présentation du projet de réforme du garde des sceaux. Elisabeth Guigou, Jacques Chirac avait déclaré qu'il fallait « aller plus loin » sans préciser plus avant sa pensée. Un débat sur les orientations de cette ré-

forme devrait avoir lieu le 15 janvier à l'Assemblée nationale et le 22 janvier au Sénat. Afin de « lever le soupçon », la ministre propose de supprimer les instructions individuelles du garde des sceaux dans les dossiers individuels et d'accroître les garanties de nomination des magistrats du parquet.

Le gouvernement continuerait cependant à diffuser des circulaires de politique pénale générale et la hiérarchie traditionnelle du ministère public serait maintenue. La ministre propose également de renforcer les garanties du justiciable en instaurant un recours contre les classements sans suite, en autorisant les avocats à intervenir dès la première heure de garde à vue et en confiant le placement en détention provisoire à un juge autre que le juge d'instruction.

Anne Chemin

Le chef de l'Etat témoigne de la reconnaissance de la France à la famille du capitaine Dreyfus et à celle d'Emile Zola

« J'accuse », « un grand moment de la conscience humaine », a cent ans

LE PRÉSIDENT de la République, Jacques Chirac, célèbre le centenaire du « l'accuse » d'Emile Zola dans une lettre adressée aux jamilles du capitaine Dreyfus et l'écrivain,

rendue pu-

blique, jeu-

di 3 janvier.

par l'Elysée.

blions l'in-

tégralité de

cette lettre.

« Il y a tout juste un siècle, la France traversait une crise grave et profonde. L'Affaire Dreyfus, comme un soc de charrue, déchirait la société française, séparait des familles, divisait le pays en deux camps ennemis qui s'affrontaient avec une rare violence. Parce que le capitaine Dreyfus devait à tout prix rester coupable, les procès qui se succedaient n'étaient que de tristes mascarades. Après avoir eu les galons arraches et le sabre brisé, il payait cher, à l'île du Diable, les made quelque bureau.

» Malgré la ténacité de la famille du capitaine Dreyfus, l'affaire aurait pu être classée. Tâche sombre, indigne de notre pays et de notre histoire, colossale erreur judiciaire et honteuse compromission d'Etat. Mais un homme s'est élevé contre le mensonge, la bassesse et la lâcheté. Indigné devant l'injustice qui frappait le capitaine Dreyfus, dont le seul crime était d'être luif, Emile Zola lança comme un cri son fameux « J'accuse ». Publié le 13 janvier 1898 dans L'Aurore, ce texte devait frapper les esprits comme la foudre et changer en quelques heures le destin de l'Affaire.

La vérité était en marche. » Ce jour-là, Emile Zola s'était adressé au président de la République. Aujourd'hui nous fêtons le centenaire de cette lettre qui est entrée dans l'Histoire. Aujourd'hui, je voudrais dire aux familles Dreyfus et Zola combien la France est reconnaissante envers

chinations ourdies dans le secret leurs ancêtres d'avoir su, avec un courage admirable, donner tout leur sens aux valeurs de liberté, de dignité et de justice.

» N'oublions jamais que celui qui fut réhabilité aux cris de « Vive Dreyfus i » répondit d'une voix forte: . Non, vive la France! . Maigré l'humiliation, l'exil, la souffrance, atteint dans son cœur et dans sa chair, blessé dans sa dignité, le capitaine Dreyfus avait su pardonner. Magnifique pardon, magnifique réponse : l'amour de la patrie contre l'intolérance et la haine. » N'oublions jamais le courage

d'un grand écrivain qui, prenant tous les risques, mettant en péril sa tranquillité, sa notoriété et même sa vie, osa prendre la plume pour mettre son talent au service de la vérité. Emile Zola, haute figure littéraire et morale, avait compris qu'il avait la responsabilité d'éclairer et le devoir de parler quand d'autres se taisaient. Dans la lignée de Voltaire, il incarne, depuis, le meilleur de la tradition intellectuelle.

» La tragédie du capitaine

Dreyfus s'est déroulée il y a un siècle. Pourtant, après tant d'années, elle parle d'une voix forte à nos cœurs. Le texte de Zola est resté dans la mémoire collectice comme « un grand moment de la

conscience humaine ». Un demi-siècle après Vichy, nous savons que les forces obscures, l'intolérance, l'injustice, peuvent s'insinuer jusqu'au sommet de l'Etat. Mais nous savons aussi que la France sait se retrouver pour le meilleur, dans les moments de vérité, grande, forte, unie et vigilante. C'est sans doute cela que nous disent, par-delà les années, Emile Zola et Alfred Dreyfus. C'est parce qu'ils avaient foi dans nos valeurs communes, les valeurs de la nation et de la République, et qu'ils aimaient profondément la France, que ces deux hommes d'exception ont su la réconcilier

avec elle-même. » N'oublions jamais cette magistrale leçon d'amour et d'uni-

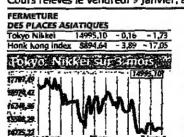
Nouvelle hausse du chômage en Allemagne au mois de décembre

L'ALLEMAGNE a enregistré une nouvelle poussée du chômage en décembre : l'Office du travail a recensé un record de 4.521 millions de sans-emploi, soit 11,8 % de la population active, contre 11,3 % en novembre. En données corrigées des variations saisonnières (CVS), le nombre de chômeurs a progressé en décembre de 20 000 personnes, principalement à cause de l'aggravation du marché de l'emploi dans l'ancienne RDA (+16 000). - (AFR)

Douze lignes de bus paralysées dans le sud-est de Paris

UNE GRÈVE SURPRISE des conducteurs paralysait, vendredi matin 9 janvier, douze lignes de bus desservant à la fois Paris et la bantieue. Ce mouvement a été décidé par les chauffeurs à la suite d'un jet de projectile, mercredi 7 au soir, sur un bus de la ligne 180. Les lignes 47, 125, 131, 132, 162, 172, 180, 182, 184, 186 et 325, qui desservent en majorité la zone sud-sud-est de Paris, étaient totalement interrompues. Le service du 286 était, lui, assuré à 50 %.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevés le vendredi 9 janvier, à 10 h 15 (Paris)



DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 09:01	Var. en % 08-01	Var.en 4 fin 97
Paris CAC 40	2930,65	-0,82	-2,28
Amsterdam CBS	915,19	-1,10	+0.17
Bruxelles	17459	- 0.95	+ 3,89
Francfort Dax 30	· par	ness,	-
Irlande ISEQ	4262,27	- 0,33	+5,14
Londres FT 100	5222,60	-0,28	+1,70
Madrid Ibex 35			
Milan MIB 30	25913	- 0,91	+3,69
Zurrich SMI	6315 30	-0.74	+0.79

Tirage du Monde daté vendredi 9 janvier : 522 780 exemplaire

J'Accuse...! d'Emile Zola

Cent ans après, Le Monde publie un dossier spécial avec le texte de la lettre d'Emile Zola, des éclairages pour comprendre le climat de l'époque et une analyse des conséquences de ce coup de théâtre dans l'affaire Dreyfus.

Un cahier de 8 pages à lire lundi 12 daté mardi 13 janvier dans Le Monde

The section is

Set turight dans

(新) (1) (新) (2)

海洋 等 特明地 A STATE OF THE STA A CHARLES

Manage Transco

THE PER PROPERTY OF THE PERSON IN THE THREE THE PARTY

the property against American

L'ALLEMAN STLEE

COLD PROPERTY MALE

See Action to Contract to

T SECTION NO. 190

斯夫加克里 主义性 12 新生

But were the grown were

Will Allegan Salara Cape you

· 新地區大學的作品中心

S ASSET SHOULD BE

A THE RESERVE TO SERVE AND RESERVE

A marriage of the second

SERVICE STATES

nagyman in the highest regions. The activities the larger of the state of the state

and the same of th

to will be the first of the control of the control

A STATE OF LAST ART IN

मंद्रिक नार्थिक का मार्क

新华 "经长期不够特别"

an her properties when which a

The state of the state of

والمراجع والمراجع المراجع المراجع المراجع

Sec. 2 1971 His

mariant of the second

医腹膜 医腹部外外 医神经神经 人

Mary Barrella marine attended to a

際衛生,在安切公司中部門中鄉鄉

The state and the state of the

a in the first of the second section is a second section of the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a section in the second section in the second section is a section in the second section in the second section is a section in the second section in the second section is a section in the second section in the section is a section in the second section in the second section is a section in the second section in the second section is a section in the second section in the second section is a section in the second section in the second section is a section in the section in the second section is a section in the section in the section is a section in the section in the section in the section in the section is a section in the section in the section in the section is a section in the section in th

The major of the state of the s

SERVED BARRETTE STUDY SAME

min in the

. The plant state of the said

DHILL

THE HARD.

to the second second of the second

The same of the sa

LA The United

3. 84 Se

32/LE MONDE/SAMEDI 10 JANVIER 1998

core

spécial

les dents, la au cours de la

'est normal, your

loups garou recen-loups garou recen-ne faites pas enco-ne faites pas enco-s êtes pité de faire s êtes pité de faire suprés de la mat-

les.J.O. de

Ruchan

pes aujour hur des économies speciaculaires sur les appels téléphoniques longres distances) auront fieu les jeux apon L'occasion pour nous de nes champièns de de nes champièns de ornés pour défendre les avec la Carte Accord

Désormais, pour téléphoner moins cher, ayez le réflexe Auchan.

Voici quelques exemples parmi nos tarifs* au 05/01/98.

<i>Le samedi matin</i> de 8H01 à 12H00	• Inter-départements	0,48*/-
	 International: exemples France → Algérie France → Portugal 	2,50°/
En semaine de 8H01 à 19H00	• Inter-départements	1,00*/
	• Vers un mobile	2,25"
	• International: exemples	4
	France → Mexique	4,80*/==
	France Allemagne	1,80%
En semaine de 19801 à 8800	• Inter-départements	0,48*/
et je neek-and (Du rendradi 1980), su isadi 8800 sad samali malin)	 International: exemples 	
	France USA	1,50"/=
	France → Thailande	5,50″=

Téléphoner moins cher : c'est des aujourd'hui. c'est avec Auchan.

Depuis le 9 Janvier 1998, Auchan profite de l'ouverture du marché des télécommunications pour vous permettre de payer moins cher toutes vos communications téléphoniques iongues distances en France ou à l'international, grâce à la Carte Accord : jusqu'à 57% d'économie possible par rapport aux tarifs constatés au 29/12/97. Un service accessible partout en France à partir du 9 Janvier 1998.

Sans plus attendre, vous pouvez réaliser des économies spectaculaires sur tous vos appels longues distances en France ou à l'international, depuis n'importe quel poste téléphonique ou

Avec Auchan, c'est sans abonnement

Pour profiter de ces tarifs, pas besoin d'abonnement particulier. Les possesseurs de la carte Accord peuvent d'office profiter de ces tarifs.

Sinon, il vous est possible d'acquérir cette carte pour un coût annuel de 50 F, sous réserve d'acceptation du dossier par Accord Finances.

nccu

grading to the

MACH e mie an

 $\exists x \in x_{n}$

TE ATTE

100

3 EE .

F42:

Birt.

History.

Auchan: tout pour une vie moins chère. Fidèle à sa politique commerciale, Auchan démontre une fois de plus sa volonté d'améliorer le pouvoir d'achat de ses clients : après avoir fait baisser le prix du saumon et du foie gras, Auchan fait cette fois baisser de façon considérable le prix de vos communications téléphoniques.

Pour téléphoner, rien n'a changé ou presque. Il suffit de posséder une carte Accord tout en continuant à utiliser votre téléphone habituel. Une fois par mois, le coût total de vos appels apparaîtra sur votre relevé de compte Carte Accord.

POUR VOUS PROCURER LA CARTE ACCORD: Rendez-vous des aujourd'hul à l'espace Accord de votre magasin Auchan pour profiter de ces nou-

Vous pouvez aussi obtenir plus de renseigne-

ments en composant le 3 6 1

LA VIE AUCHAN. ELLE A QUELQUE CHOSE DE PLUS.

cabine de France métropolitaine.